

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE PARADOXE LIBÉRAL : CAPITALISME ET AUTORITARISME DANS LES
PAYS ÉMERGENTS

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE DU
DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JEAN-FRANÇOIS MINARDI

SEPTEMBRE 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie mon directeur de thèse, Julián Durazo Herrmann, pour son soutien, son ouverture d'esprit ainsi que pour le dialogue qui m'a permis d'affiner mon argumentation.

Je remercie le jury pour le temps consacré à la lecture de la thèse ainsi que pour ses commentaires.

DÉDICACE

*To my daughter Anoushka and my wife
Malvika for their love, patience, and support*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vi
ABSTRACT	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I ÉMERGENCE DU CAPITALISME, TENTATIVES DE LIBÉRALISATION POLITIQUE ET MISE EN PLACE D'UN RÉGIME AUTORITAIRE	53
1.1 Introduction	53
1.2 L'émergence du capitalisme	54
1.3 Tentatives de libéralisation politique	66
1.4 Mise en place d'un régime autoritaire	78
1.5 Les politiques économiques des régimes postrévolutionnaires	89
CHAPITRE II LA LIBÉRALISATION DE L'ÉCONOMIE PAR UN RÉGIME AUTORITAIRE	105
2.1 Introduction	105
2.2 Les conditions politiques des réformes économiques en Chine	106
2.3 Le rattrapage économiques de la Chine (1978-2012)	115
2.4 Les réformes économiques libérales au Mexique (1986-1997)	128
2.5 La libéralisation politique du régime mexicain	141
2.6 Conclusion	151
CHAPITRE III LE PIÈGE DU REVENU INTERMÉDIAIRE	154
3.1 Introduction	154
3.2 L'incapacité à sortir du piège du revenu intermédiaire au Mexique	156
3.3 Le piège du revenu intermédiaire en Chine	174

3.4 Conclusion.....	191
CHAPITRE IV LE PIÈGE D'UNE CONSOLIDATION LIBÉRALE INACHEVÉE	
194	
4.1 Introduction	194
4.2 Le piège d'une consolidation démocratique inachevée au Mexique.....	195
4.3 Une régression autoritaire en Chine	217
4.4 Conclusion.....	236
CONCLUSION.....	238
BIBLIOGRAPHIE	257

RÉSUMÉ

Cette thèse, intitulée le paradoxe libéral, étudie un phénomène qui est un paradoxe pour la théorie libérale classique, à savoir la coexistence d'un régime politique autoritaire et d'une économie capitaliste dans les pays émergents à revenus intermédiaires. En effet, selon cette théorie, lorsque les économies capitalistes atteignent un niveau suffisant de développement économique, elles devraient devenir des démocraties libérales. La thèse explique ce paradoxe dans le cadre d'une perspective théorique libérale classique renouvelée proposée par l'auteur. Il étudie les rapports entre le système économique et le régime politique dans le cadre d'une analyse comparative dans deux pays émergents, le Mexique et la Chine, qui sont parvenus à industrialiser leur économie sans être en mesure d'établir une démocratie libérale consolidée.

Mots clés : théorie libérale classique, théorie libérale classique renouvelée, politique comparée, Mexique, Chine, régime politique, démocratie libérale, capitalisme, développement économique, pays émergents, industrialisation.

ABSTRACT

This thesis, titled the Liberal Paradox, studies a phenomenon that is a paradox for the classical liberal theory, namely the coexistence of an authoritarian political regime and a capitalist economy in middle-income emerging countries. According to this theory, when capitalist economies reach a sufficient level of economic development, they should become liberal democracies. The thesis explains this paradox within the framework of a renewed classical liberal theoretical perspective proposed by the author. It studies the relationship between the economic system and the political regime in a comparative analysis of two emerging countries, Mexico and China, which have managed to industrialize their economies but have not established a consolidated liberal democracy.

Keywords : classical liberal theory, renewed classical liberal theory, comparative politics, Mexico, China, political regime, liberal democracy, capitalism, economic development, emerging countries, industrialization.

INTRODUCTION : LE PARADOXE LIBÉRAL

L'histoire nous enseigne que la présence d'une économie capitaliste est une condition nécessaire mais non suffisante à l'avènement de la démocratie libérale (Dahl, 1990 : 80 ; Berger, 1992 : 11 ; Holmes, 1995 : 30). Ainsi, selon Joseph Schumpeter (1942 : 296) : "... historically, modern democracy rose along with capitalism, and in causal connection with it." Et il ajoute plus loin : "... modern democracy is a product of the capitalist process" (Schumpeter, 1942 : 297). Pourtant, comme le souligne Milton Friedman (1982-1962 : 10) : "Fascist Italy and Fascist Spain, Germany at various times in the last seventy years, Japan before World Wars I and II, tsarist Russia in the decades before World War I- are all societies that cannot conceivably be described as politically free. Yet, in each, private enterprise was the dominant form of economic organization. It is therefore clearly possible to have economic arrangements that are fundamentally capitalist and political arrangements that are not free."

Pourtant, sur le long terme, l'Allemagne, l'Autriche, le Japon, l'Italie et l'Espagne sont venus se joindre au club des démocraties libérales stables fondées sur des économies capitalistes prospères dont faisaient déjà partie la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada et l'Australie depuis la fin du XIXe et le début du XXe siècles. Qui plus est, depuis la fin des années 1980, un nombre limité de Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) sont à leur tour devenus des économies à revenu élevé (Singapour, la Corée du Sud, Taiwan, Israël, l'Irlande et Hong Kong) et, à l'exception de Singapour et de Hong Kong, ces nations sont maintenant des démocraties libérales (Iversen et Soskice, 2019 : 25).

L'expérience historique confirme donc en grande partie la thèse libérale classique¹ qui considère qu'il existe une relation de causalité positive entre liberté économique, libertés civiles et liberté politique². Pourtant, la coexistence de régimes politiques autoritaires stables avec une économie capitaliste dans des pays à revenus intermédiaires constitue pour cette théorie une énigme qu'il faut expliquer dans la mesure où lorsque les économies capitalistes atteignent un niveau suffisant d'industrialisation elles devraient devenir des démocraties libérales. C'est le problème théorique que nous définissons sous le terme de paradoxe libéral, à savoir la présence d'un régime politique autoritaire³ dans une économie capitaliste industrialisée, qui nous intéresse dans cette thèse.

Notre objectif est d'expliquer ce paradoxe dans le cadre d'une théorie libérale classique renouvelée en étudiant le processus de transformation économique et politique au Mexique et en Chine depuis l'émergence du capitalisme à la fin du XIXe siècle jusqu'à leur industrialisation dans la seconde moitié du XXe siècle et ses conséquences au

¹ Le terme "libéralisme classique" est utilisé, surtout aux États-Unis, pour distinguer le libéralisme du début du XIXe siècle (qui date de 1859 avec la constitution du parti libéral en Grande-Bretagne) du libéralisme social qui a émergé à la fin du XIXe siècle. Voir Alain Laurent, *Le libéralisme américain* (2006).

² Nous n'étudierons pas la relation de causalité inverse entre liberté politique et liberté économique. Daron Acemoglu et James A. Robinson (2012) et William Easterly (2014) soutiennent l'idée selon laquelle la liberté politique est nécessaire pour sortir du sous-développement. Nous considérons que c'est probablement le cas, tant et aussi longtemps que cette liberté politique est accompagnée de la liberté économique.

³ Juan Linz (1975 : 264) définit les régimes autoritaires en opposition aux régimes totalitaires ou démocratiques. Il considère trois caractéristiques qui sont : un pluralisme limité qui contraste avec le pluralisme illimité des démocraties et le monisme des régimes totalitaires ; une participation politique limitée (dépolitisation) et (sauf dans des phases limitées) une mobilisation qui est également limitée ; et, contrairement au totalitarisme, il n'y a pas de légitimation du système au moyen d'une idéologie dominante, mais plutôt à travers les mentalités, les prédispositions psychologiques et les valeurs en général (le patriotisme, le nationalisme, la modernisation, l'ordre, etc.).

début du XXI^e siècle. Nous étudierons ces deux pays car ils ont atteint un niveau de développement qui devrait leur permettre, selon la théorie libérale classique, de devenir des économies capitalistes avancées⁴ dont le régime politique devrait évoluer vers une démocratie libérale consolidée.

Nous considérons que la démocratie libérale ne peut s'implanter durablement que dans les économies capitalistes avancées, ce qui nous amène à exclure de notre analyse les pays non industrialisés. Cela ne veut pas dire que nous croyons que la démocratie soit impossible dans un pays qui n'est pas encore industrialisé, mais seulement qu'elle y est plus problématique. Cela s'explique par le fait que ces sociétés connaissent généralement une grande pauvreté, de fortes inégalités sociales, un niveau d'éducation de la majorité de la population très faible, ainsi qu'un manque de cohésion nationale caractérisée par la présence de fortes divisions ethniques ou religieuses. Nous excluons également de notre analyse les économies capitalistes à revenus élevés qui sont toutes, à l'exception de Singapour et de Hong Kong, des démocraties libérales consolidées. Par démocratie consolidée, des auteurs comme Juan J. Linz et Alfred Stepan (1997 : 15) entendent un régime politique dans lequel la démocratie est devenue 'the only game in town'. Il s'agit d'un phénomène complexe qui passe par la mise en place d'un certain nombre d'institutions et la généralisation de valeurs démocratiques au sein des élites et de l'ensemble de la population. Autant d'éléments qui permettent à ce type de régime de devenir le seul système politique viable, capable de surmonter, grâce à sa légitimité, des crises d'efficacité qu'aucun autre type de régime ne pourrait surmonter (Diamond, 1994 : 15).

⁴ Le Mexique et la Chine sont deux pays émergents qui sont classés par la Banque mondiale (2019) parmi les pays qui ont un revenu moyen supérieur.

Notre perspective épistémologique s'appuiera sur la réflexion de Thomas Kuhn sur les paradigmes scientifiques présentée dans *The Structure of Scientific Revolutions*. Suivant la logique de Kuhn (1962), nous considérons que le paradoxe libéral constitue pour la théorie libérale classique une énigme qui semble remettre en question la validité de ses hypothèses. Dans ces conditions, faut-il abandonner cette théorie malgré sa richesse et la justesse de ses prédictions sur le long terme ou bien tenter de l'amender en résolvant cette énigme qu'est le paradoxe libéral ? Nous ferons le second choix et nous nous attacherons à démontrer que la théorie libérale classique est, pour l'essentiel, valide mais qu'il est aujourd'hui nécessaire d'améliorer son pouvoir explicatif en proposant une théorie libérale classique renouvelée qui tienne compte des limites de la thèse traditionnelle (Lakatos, 1970). Notre réflexion s'inscrira donc délibérément dans le cadre du paradigme libéral classique (économique et politique) mais nous reconsidérerons sa logique interne afin de le rendre plus cohérent.

Le paradoxe libéral constitue un problème théorique important pour la théorie libérale classique qui n'a pas encore été résolu. Il représente également un défi majeur pour les démocraties libérales dans la mesure où le modèle chinois, qui parvient pour le moment à développer son économie et sa société sans se démocratiser, s'impose de plus en plus comme une alternative crédible au libéralisme. Comme le souligne Francis Fukuyama (1993) dans *The End of History and the Last Man*, même si le rival communiste a été défait après l'effondrement du nazisme (l'autre grande doctrine collectiviste du XXe siècle), il existe encore une alternative viable à la démocratie libérale à l'aube du XXIe siècle. Il s'agit d'une forme d'autoritarisme (d'abord apparue à Singapour puis en Chine et au Vietnam) qui est pour le moment la seule à être parvenue à accéder à la

modernité en adoptant les recettes du libéralisme économique tout en rejetant son pendant qui est le libéralisme politique⁵.

Dans un premier temps, nous allons définir les concepts clés de notre analyse, à savoir le libéralisme classique dans ses dimensions économique et politique que nous distinguerons d'autres formes de libéralisme comme le libéralisme social ou le *libertarianism*, puis le capitalisme et, enfin, la démocratie libérale. Nous présenterons par la suite les éléments théoriques sur lesquels nous allons élaborer notre théorie libérale classique renouvelée ainsi que la méthodologie que nous adopterons dans notre étude du Mexique et de la Chine.

Les concepts clés

Le libéralisme classique

Dans *The Anatomy of Antiliberalism* Stephen Holmes (1993 : 3-4) définit la tradition libérale de la manière suivante : "... liberalism is a political theory and program that flourished from the middle of the seventeenth to the middle of the nineteenth century. It had important antecedents, of course, and it continues to be a living tradition today. Among the classic liberal theorists must be counted Locke, Montesquieu, Adam Smith, Kant, Madison, and J.S Mill. Liberal institutions and practices first developed in the seventeenth and eighteenth centuries, in the Netherlands, England and Scotland, the

⁵ Pour Fukuyama (1992: 124): "Market oriented authoritarians...are able to enforce a relatively high degree of social discipline on their populations, while permitting a sufficient degree of freedom to encourage innovation and the employment of the most up-to-date technologies."

United States, and (less successfully) France. Liberal principles were articulated not only in theoretical texts but also in the English Habeas Corpus Act, Bill of Rights, and Act of Toleration (1679, 1688-89), the first ten Amendments of the U.S. Constitution, and the *Déclaration des droits de l'homme* (both of 1789).” Cette tradition, qui considère que la liberté économique et la liberté politique sont éminemment compatibles et se renforcent mutuellement, constitue le socle du libéralisme classique tel que nous le concevons. Mon ambition dans cette thèse est de revenir à la tradition du libéralisme classique (notamment en ce qui concerne le rapport entre capitalisme et démocratie libérale) afin de l’adapter à la réalité du XXI^e siècle.

L’ensemble des courants du libéralisme moderne qui ont émergé à la fin du XIX^e siècle et durant le XX^e siècle sont issus de ce libéralisme classique. Pourtant, le libéralisme social dans un premier temps, puis le *libertarianism* par la suite, ont respectivement remis en question l’un des deux piliers du libéralisme classique, à savoir le libéralisme économique et la démocratie libérale. Ces courants se sont ainsi éloignés de la tradition du libéralisme classique fondée à la fois sur le libéralisme économique et sur le libéralisme politique. En effet, si le libéralisme social cherche à corriger les effets du capitalisme sur la distribution de la richesse au sein de la société en accroissant le rôle de l’État dans l’économie ; les *libertarians* sont hostiles à toute forme d’intervention de l’État dans l’économie de marché et critiquent ouvertement la démocratie libérale⁶,

⁶ Pascal Salin (2000 : 112-113) illustre bien ce point de vue lorsqu’il déclare : « Nous l’avons vu, la démocratie présente des dangers. Elle incite en particulier à choisir le présent par rapport au futur, à privilégier la répartition par rapport à la création de richesses. Il en est ainsi, évidemment, parce que l’État a la possibilité d’assurer des transferts forcés et, pour obtenir les voix dont ils ont besoin aux élections, les hommes politiques sont tentés de mettre en œuvre des politiques de répartition. Or, les transferts constituent un jeu à somme négative, c’est-à-dire qu’il y a destruction de richesses. En effet, ils modifient le système d’incitations : on est d’autant moins incité à créer des richesses qu’une partie plus importante en sera prélevée par l’exercice de la contrainte étatique. Et dans la mesure où le développement implique de choisir le futur aux dépens du présent, la création par rapport à la répartition, il risque évidemment d’être freiné par le jeu démocratique. »

notamment en ce qui concerne le principe de la règle de la majorité, qui est pourtant le fondement de la démocratie représentative (Buchanan et Tullock, 1962). Dans la mesure où le libéralisme social et le *libertarianism* écartent, soit le libéralisme économique, soit la démocratie libérale, nous ne les aborderons pas dans notre thèse.

Le libéralisme économique

L'économie politique libérale qui a émergé à la fin du XVIIIe siècle avec les Lumières écossaises constituait une tentative d'analyse d'une transformation économique, politique et sociale majeure des sociétés occidentales qui résultait de la généralisation du commerce et de l'apparition d'industries. La tradition libérale est le fruit de la réflexion d'économistes classiques britanniques (Adam Smith, David Ricardo, Thomas Malthus et John Stuart Mill) qui élaborèrent entre 1776 et 1848 la doctrine du "laissez-faire" en réaction aux politiques mercantilistes⁷ adoptées jusque-là par les principales puissances occidentales. La théorie mercantiliste considère que l'économie internationale est essentiellement un jeu à somme nulle dans lequel un gain absolu pour un pays constitue une perte absolue pour un autre. Dans *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* publié en 1776, Adam Smith souligne le fait que lorsque les individus poursuivent leurs intérêts particuliers⁸ dans le cadre d'une

⁷ Le mercantilisme est une politique économique caractérisée par un contrôle étatique sur l'industrie et le commerce conformément à la théorie selon laquelle la richesse et la puissance d'une nation est renforcée lorsque les exportations sont supérieures aux importations. Dans le cadre de cette logique, il faut maximiser le solde de la balance des paiements par une protection sans faille du marché intérieur, une politique active d'encouragement de la production et des exportations, la conquête coloniale de marchés extérieurs, le contrôle des changes, etc. (Phillipson, 2010 : 224).

⁸ Holmes (1995 : 66), nous rappelle que, comme l'avait souligné Adam Smith dans *The Theory of Moral Sentiments* (1759), il s'agit d'un *Proper interest*, c'est-à-dire : "... interests disciplined by the restraints of social coexistence and justice. Proper interests are not merely the long-term interests of the individual, but rather those motivations compatible with "the general Good" of all."

économie de marché pour améliorer leur condition ils contribuent, comme s'ils étaient mus par une main invisible, à réaliser une fin - la prospérité de l'ensemble de la société - qui n'entre nullement dans leurs intentions premières. Ainsi, selon l'auteur écossais (1976-1776 : 26-27) : "It is not from the benevolence of the butcher, the brewer, or the baker, that we expect our dinner, but from their regard to their own interest. We address ourselves, not to their humanity but to their self-love, and never talk to them of our own necessities but of their advantages". Une économie de marché serait donc un jeu à somme positive où une plus grande division du travail et des échanges qui s'accroissent au niveau national et international sont à l'origine d'une augmentation de la productivité et, en conséquence, d'une croissance soutenue de la production de biens et services. Il en résulte une plus grande prospérité, non seulement pour les parties concernées par l'échange, mais également, de manière indirecte, pour l'ensemble de la société.

Pour les libéraux classiques, la conclusion logique de cette réalité paradoxale d'une harmonie naturelle des intérêts individuels est que, si l'on veut favoriser le progrès économique, l'allocation de l'ensemble des biens et des services ainsi que la circulation de la main d'œuvre et du capital devraient être, dans la mesure du possible, déterminés par les mécanismes autorégulateurs de l'économie de marché. Ce qui signifie que tous les éléments susceptibles d'entraver la dynamique de l'offre et de la demande, comme les pratiques monopolistiques ou l'intervention de l'État dans l'économie, devraient être strictement limités. D'autre part, dans une économie de marché concurrentielle les moyens de production devraient appartenir au secteur privé qui cherche à maximiser ses profits et à minimiser ses pertes. Les prix qui émergent à la suite d'innombrables transactions entre les individus fournissent les informations nécessaires pour que les firmes produisent les biens et services et les facteurs de production que les consommateurs et les autres firmes désirent, dans les quantités qu'ils souhaitent et au prix qu'ils sont prêts à payer (Butler, 2018 : 42). Comme le souligne Butler (2015 :

Location No. 999⁹) : “... prices indicate where resources can create most value, and draw them towards those applications and away from wasteful, less valued uses.” Un prix élevé pour un produit donné reflète une plus grande demande et stimule l’investissement dans sa production, tandis qu’à l’inverse un prix plus bas, qui reflète une demande plus limitée, fait baisser l’investissement et la production¹⁰. Les prix sont donc le produit d’un ajustement mutuel en constante évolution des préférences de millions d’individus et, pour cette raison, ils sont largement imprévisibles (Butler, 2015 : Location No. 1060). Cette logique constitue en grande partie le fondement des réformes économiques libérales qui furent entreprises au Mexique et en Chine dans les années 1980 et 1990.

Pour autant, une économie de marché ne peut prospérer sans un certain nombre d’institutions garanties par l’État¹¹. Comme l’a noté Douglass North (1990 : 3), le rôle des institutions dans une société, qu’elles soient garanties ou non par l’État, est de réduire l’incertitude en établissant une structure stable pour l’interaction humaine. Les fondements d’un système juridique compatible avec la liberté économique sont l’État de droit, la protection des droits de propriété et la possibilité d’établir des contrats librement consentis qui sont garantis par un pouvoir judiciaire indépendant et des tribunaux impartiaux (Gwartney et al. 2010 : 5). Selon Francis Fukuyama (2010 : 33-

⁹ Pour les références qui proviennent d’une édition d’un livre sous un format Kindle dans lequel il n’y a pas de pagination nous avons utilisé le système *Location*.

¹⁰ La logique est la même pour l’offre et la demande de travail, définies en termes de salaires, ainsi que pour l’offre et la demande de capitaux, définies en termes de taux d’intérêt.

¹¹ Holmes (1995 : 243) considère que : “... private property itself (an institution, not a material object) exists only as defined by the state and protected by legal coercion. Similarly, every citizen’s right to litigate is made possible by legal institutions established and rendered accessible by the state.”

34), le rapport entre croissance économique, droits de propriété et exécution des contrats est le suivant :

- sans protection du droit de propriété les individus ne se lanceront pas dans des investissements sur le long terme ;
- les activités commerciales nécessitent des contrats fiables ainsi qu'un appareil juridique qui garantisse leur application et permette de régler les différends entre les parties contractantes ;
- et, enfin, plus les règles contractuelles sont transparentes et leur application impartiale, plus les activités commerciales sont encouragées.

Il est important de souligner que l'État de droit, crucial pour le bon fonctionnement d'une économie capitaliste, est également, comme nous allons le voir plus loin, essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie libérale. Il constitue le lien entre économie de marché et démocratie libérale.

D'après Friedman (1982-1962 : 15), la présence d'une économie capitaliste n'élimine pas la nécessité d'un État¹² qui a un rôle légitime à jouer dans le bon fonctionnement d'une économie de marché, à la fois comme forum pour déterminer les « règles du jeu » et comme arbitre pour les interpréter et les mettre en œuvre une fois qu'elles ont été définies. Les États et leurs bureaucraties doivent d'autre part assurer l'ordre public et défendre la société contre toute agression extérieure. Ils peuvent également parfois

¹² Hayek (1994-1944 : 45) a écrit à ce sujet : "In no system that could be rationally defended would the state just do nothing. An effective competitive system needs an intelligently designed and continuously adjusted legal framework as much as any other. Even the most essential prerequisite of its proper functioning, the prevention of fraud and deception (including exploitation of ignorance), provides a great and by no means yet fully accomplished object of legislative activity."

permettre de réaliser ensemble ce qui serait plus difficile ou coûteux de réaliser séparément, notamment en ce qui concerne les biens publics (l'éducation, la santé publique et les infrastructures)¹³.

Toutefois, pour Friedman (1982-1962 : 2), tout recours à l'État est lourd de dangers et mieux vaut peser le pour et le contre avant de le solliciter. Comme le fait remarquer Peter Berger (1986 : 81), il n'existe pas dans le monde réel d'économie moderne qui soit complètement autorégulée par les forces du marché. En fait, les économies capitalistes existantes sont en réalité des économies mixtes dans lesquelles il existe une intervention étatique sous la forme d'une régulation macroéconomique, d'une réglementation de l'économie ou d'un contrôle de la production et du commerce. Nous aurons néanmoins recours au concept d'économie capitaliste pour décrire une économie dans laquelle l'essentiel de l'activité économique est le produit de l'entreprise privée dans le cadre d'un marché libre (Friedman, 1982-1962 : 4).

L'allocation des ressources rares par l'économie de marché stimule la croissance économique en favorisant la division du travail, la concurrence, la coopération sociale et l'esprit d'entreprise, lesquels encouragent à leur tour l'innovation et la productivité (Gwartney et Lawson, 2004 : 28-29 ; Aghion, 2015). Pourtant, malgré sa capacité à créer des richesses et à améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population, le capitalisme est souvent critiqué pour ses crises économiques récurrentes ainsi que pour son apparente incapacité à résoudre le problème des inégalités sociales. Cela a

¹³ Mill (1998-1848 : 363) rappelle qu'il y a "...a variety of cases, in which important public services are to be performed, while yet there is no individual specially interested in performing them, nor would any adequate remuneration naturally or spontaneously attend their performance."

contribué, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, à l'émergence en Grande-Bretagne d'un *new liberalism*, également connu sous le terme libéralisme social.

L'objectif du libéralisme social, dont Amartya Sen est un représentant contemporain, est de constituer, notamment au moyen d'investissements dans le capital humain, une méritocratie qui seule permettra aux individus d'être véritablement autonomes, de développer leur personnalité et d'exprimer leur potentiel en fonction de leurs capacités et des opportunités qui existent. Des auteurs libéraux de ce courant de pensée, comme John Stuart Mill, Thomas Hill Green, Leonard Trelawny Hobhouse et John A. Hobson, eurent une influence sur les politiques sociales des gouvernements du parti libéral britannique avant la Première Guerre mondiale.

John Maynard Keynes et William Beveridge, qui s'inscrivent également dans ce courant de pensée, préconisaient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une troisième voie entre le socialisme et l'économie de marché, discréditée à leurs yeux par la crise des années 1930 (Laurent, 2006 : 53-54). Cette « troisième voie » légitimait un plus grand interventionnisme étatique dans l'économie et dans la société dans le but de mettre un terme à la volatilité du cycle des affaires entre phases d'expansion et de contraction, d'assurer le plein emploi en soutenant la demande au moyen d'une politique budgétaire et d'assurer des programmes de protection sociale pour l'ensemble de la population (Hall, 1989 : 363-364). Le libéralisme social connut son apogée en Amérique du Nord et en Europe Occidentale dans les années 1970 avant de décliner à la suite de l'émergence du phénomène de « stagflation » (l'augmentation simultanée de l'inflation et du taux de chômage). Cela s'explique par le fait que si les politiques keynésiennes étaient en mesure de combattre le chômage par l'inflation et l'inflation par le chômage, la combinaison de l'inflation et du chômage constituait une anomalie que le paradigme keynésien ne pouvait expliquer. Cela favorisa l'émergence des réformes économiques libérales qui furent mises en place dans les années 1980 par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux États-Unis.

Le libéralisme social préconise une intervention de l'État dans l'économie de marché, notamment au moyen de la constitution d'un État-providence, afin d'assurer à tous les individus les ressources matérielles nécessaires à leur accomplissement personnel pour qu'ils soient réellement libres de forger leur destin (Laurent, 2006 : 42 ; Aron, 1998-1965 : 66). Il faut souligner que, dans la mesure où il place la notion d'égalité, présente dans le principe démocratique, au-dessus de la notion de liberté, ce « nouveau libéralisme » s'oppose au libéralisme classique de l'époque de Gladstone.

La tradition du libéralisme classique du XIXe siècle fut restaurée et adaptée aux réalités du XXe siècle en Autriche dans les années 1920 et 1930 par des auteurs (von Mises et Hayek) qui sont souvent présentés comme étant des « néolibéraux » mais qui se définissaient eux-mêmes comme des libéraux classiques. Ainsi, dans la préface de la traduction anglaise de *Liberalism*, von Mises (2005-1927 : xvii-xviii) écrit : “When, thirty-five years ago, I tried to give a summary of the ideas and principles of the social philosophy that was once known under the name of liberalism, I did not indulge in the vain hope that my account would prevent the impending catastrophe to which the policies adopted by the European nations were manifestly leading. All I wanted to achieve was to offer to the small minority of thoughtful people an opportunity to learn something about the aims of classical liberalism and its achievements and thus to pave the way for a resurrection of the spirit of freedom after the coming debacle”.

Dans *The Constitution of Liberty* Hayek (1960 : 407) écrit à son tour : “If liberalism still meant what it meant to an English historian who in 1827 could speak of the revolution of 1688 as ‘the triumph of those principles which in the language of the present day are denominated liberal or constitutional’ or if one could still, with Lord Acton, speak of Burke, Macaulay, and Gladstone as the three greatest liberals, or if one could still, with Harold Laski, regard Tocqueville and Lord Acton as ‘the essential liberals of the nineteenth century,’ I should indeed be only too proud to describe myself by that name.”

Dans une conférence intitulée “The Basic Principles of Liberalism”, Milton Friedman (1956 : 1-2) rappelle que : “Liberalism, as it developed in the 17th, 18th and 19th Century, was a philosophy very different from that which has recently come to be designated by the same term. It put major emphasis on the individual as the basic unit in society, and on freedom as the central goal in the relations among individuals. In politics, it represented a reaction against authoritarian political regimes. It aimed at limiting the rights of rulers, establishing democratic parliamentary institutions, extending the franchise, and the like. It favored the substitution of the rule of law for the rule of men. In economics, it favored free competition at home and free trade abroad. Developing as it did in a period when governmental regulation was rife, it emphasized the need to reduce state intervention. ‘Laissez-faire’ became a convenient motto. It was international in outlook and viewed free trade as a means of eliminating sources of conflict among nations and promoting a free world.” Dans *Capitalism and Freedom* Friedman (1982-1962 : 5-6) précise que : “...beginning in the late nineteenth century, and especially after 1930 in the United States, the term liberalism came to be associated with a very different emphasis, particularly in economic policy. It came to be associated with a readiness to rely primarily on the state rather than on private voluntary arrangements to achieve objectives regarded as desirable. The catchwords became welfare and equality rather than freedom. In the name of welfare and equality, the twentieth-century liberal has come to favor a revival of the very policies of state intervention and paternalism which classical liberalism fought.” Von Mises et Hayek avaient pour objectif de rétablir la primauté de la liberté des individus sur l'égalitarisme, lequel constituait à leurs yeux une menace pour la liberté.

Le capitalisme

Notre analyse du libéralisme économique nous a amené à évoquer le concept d'économie de marché. Pour les auteurs libéraux classiques du XXe siècle (von Mises, Hayek et Friedman), une économie de marché est un système de production moderne

qui s'appuie sur l'allocation des ressources rares par les forces du marché dans le cadre de la propriété privée des moyens de production (voir Friedman 1982-1962 : 4). Ainsi, pour von Mises (1945 : 17) : "Capitalism or market economy is that system of social cooperation and division of labor that is based on private ownership of the means of production. The material factors of production are owned by individual citizens, the capitalists and the landowners." Les libéraux classiques emploient le terme d'économie de marché comme synonyme de capitalisme¹⁴. Pourtant, si le capitalisme inclut bel et bien la notion d'économie de marché, il s'agit d'un phénomène historique bien particulier, apparu en Europe occidentale au XVIIIe siècle avec l'émergence d'institutions financières, qui est plus large que la notion d'économie de marché (Hodgson, 2015 : Location No. 4431).

Schumpeter (1942 : 167) ne parle pas d'économie de marché mais de société commerciale qui serait définie par : "... an institutional pattern of which we need only mention two elements : private property in means of production and regulation of the productive process by private contract (or management or initiative)." Mais pour cet auteur une société commerciale n'est pas la même chose qu'une société capitaliste qui n'en est qu'un cas particulier dans la mesure où : "Capitalism requires markets, but markets alone do not define capitalism" (Hodgson, 2015 : Location No. 2485). Dans le cadre de cette logique, une société capitaliste serait caractérisée par : "... the additional phenomenon of credit creation –by the practice, responsible for so many outstanding features of modern economic life, of financing enterprise by bank credit, i.e., by money (notes or deposits) manufactured for that purpose" (Schumpeter, 1942 : 167). Or, c'est cette création de crédit qui permet de financer l'activité économique de l'entrepreneur,

¹⁴ Voir Hayek (1979 : 205). Il faut néanmoins noter que le terme capitalisme fut dans un premier temps créé par des critiques socialistes de l'économie de marché. Les libéraux ont dans un premier temps récusé ce terme pour plus tard le revendiquer comme synonyme d'économie de marché.

lequel ne dispose pas la plupart du temps de capitaux propres, sous la forme d'investissements productifs.

Nous adopterons la définition du capitalisme de Schumpeter qui présente l'avantage, à l'instar de l'école autrichienne d'économie qui tient compte du rôle de l'*entrepreneurship* dans l'évolution de l'économie (Ebeling, 2003 : 43-47), d'ajouter une dimension dynamique à la vision statique de l'économie néoclassique. Ainsi, selon Schumpeter (1942 : 82-83) : "Capitalism, then, is by nature a form or method of economic change and not only never is but never can be stationary. And this evolutionary character of the capitalist process is not merely due to the fact that economic life goes on in a social and natural environment which changes and by its change alters the data of economic action; this fact is important and these changes (wars, revolutions and so on) often condition industrial change, but they are not its prime movers. Nor is this evolutionary character due to a quasi-automatic increase in population and capital or to the vagaries of monetary systems of which exactly the same thing holds true. The fundamental impulse that sets and keeps the capitalist engine in motion comes from the new consumers' goods, the new methods of production or transportation, the new markets, the new forms of industrial organization that capitalist enterprise creates". Schumpeter considère donc que le capitalisme est par nature un processus de destruction créatrice dans le cadre duquel une mutation industrielle modifie en permanence la structure économique en détruisant la vieille structure tout en créant dans le même élan les moyens d'en constituer une nouvelle qui va la remplacer.

Le libéralisme politique

Alexis de Tocqueville a défini en 1836 la liberté de la manière suivante : « D'après la notion moderne, la notion démocratique, et, j'ose le dire, la notion juste de la liberté, chaque homme étant présumé avoir reçu de la nature les lumières nécessaires pour se

conduire, apporte en naissant un droit égal et imprescriptible à vivre indépendant de ses semblables, en tout ce qui n'a rapport qu'à lui-même, et à régler comme il l'entend sa propre destinée » (Tocqueville, 1865 : 48). Dans *The Road to Serfdom* Hayek (1994-1944 : 29-30) propose également une définition négative de la liberté, il écrit à ce sujet : “...to the great apostles of political freedom the word had meant freedom from coercion, freedom from the arbitrary power of other men, release from the ties which left the individual no choice but obedience to the orders of a superior to whom he was attached.” Friedman (1961) écrit dans la même veine : “The essence of political freedom is the absence of coercion of one man by his fellow men. The fundamental danger to political freedom is the concentration of power. The existence of a large measure of power in the hands of a relatively few individuals enables them to use it to coerce their fellow men. Preservation of freedom requires either the elimination of power where that is possible or its dispersal where it cannot be eliminated.” Selon Raymond Aron (1998-1965 : 122-123), la conception négative de la liberté du libéralisme classique¹⁵, considérée comme étant une libération par rapport à la contrainte, se confond avec la garantie d'une sphère privée protégée où chacun est maître de lui-même. Cette sphère doit néanmoins être limitée pour permettre la vie en société¹⁶.

¹⁵ Contrairement au libéralisme classique, qui donne à l'individu la liberté de faire quelque chose (*freedom from*), le libéralisme social préconise plutôt une conception positive de la liberté, qui donne à l'individu la capacité de réaliser son potentiel (*freedom to*) (Aron, 1998-1965 : 194 ; Berlin, 1969).

¹⁶ Comme le souligne Hayek (1960 : 21) : “Coercion, however, cannot be altogether avoided because the only way to prevent it is by the threat of coercion. Free society has met this problem by conferring the monopoly of coercion on the state and by attempting to limit this power of the state to instances where it is required to prevent coercion by private persons. This is possible only by the state's protecting known private spheres of the individuals against interference by others and delimiting these private spheres, not by specific assignation, but by creating conditions under which the individual can determine his own sphere by relying on rules which tell him what the government will do in different types of situations.”

Au cours de l'histoire, la solution libérale à la concentration du pouvoir entre les mains d'un individu ou d'une oligarchie a été l'établissement de gouvernements limités et constitutionnels qui permettent de protéger les libertés des individus et d'une société civile autonome. Une telle structure garantit les droits de l'Homme et limite, au moyen d'un système de freins et contrepoids fondé sur une séparation des pouvoirs et la présence d'un État de droit, l'arbitraire et les éventuels abus du pouvoir exécutif (voir Constant 1797-1806).

Dans le domaine politique, l'État de droit —qui, comme nous l'avons noté précédemment, est aussi le socle de la liberté économique— est lié à la subordination du pouvoir politique à la loi et à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Comme l'a souligné Hayek : “Stripped of all technicalities, ... [the Rule of Law] means that government in all its actions is bound by rules fixed and announced before-hand –rules which make it possible to foresee with fair certainty how the authority will use its coercive powers in given circumstances and to plan one's individual affairs on the basis of this knowledge” (Hayek, 1944-1945 : 80).

Ce qui veut dire, pour être plus précis, que les individus et les institutions sont traités de la même manière par les entités qui appliquent la loi, à savoir le système judiciaire, la police et la fonction publique et que les individus et les institutions peuvent prédire avec une certitude raisonnable les conséquences de leurs actions, du moins en ce qui concerne l'État (Lipset, 1994 : 15). D'après Butler (2015 : Location No. 882) : “Classical liberals believe that a spontaneous, cooperative, predictable, non-violent, stable and fair social order arises only by following rules that are *general* (without a bewildering mass of exceptions), *universal* (applying to everyone) and *stable* (not changing so often that people get confused about what they are).”

Nous adopterons pour notre étude la définition proposée par O'Donnell (2001 : 215) qui l'a emprunté lui-même à Joseph Raz et à laquelle il a rajouté le point numéro 8 en ce qui concerne les agences gouvernementales autres que les tribunaux :

1. « Toutes les lois doivent être prospectives, transparentes et claires ;
2. Les lois doivent être relativement stables ;
3. La création de lois particulières doit être régie par des règles transparentes, stables, claires et générales ;
4. L'indépendance du pouvoir judiciaire doit être garantie ;
5. Les principes de la justice naturelle doivent être respectés (c.-à-d., les audiences doivent être ouvertes et équitables et les biais absents) ;
6. Les tribunaux doivent posséder des droits de vérification afin de s'assurer que l'État de droit est respecté ;
7. Les tribunaux doivent être aisément accessibles ;
8. La liberté d'agir des agences de prévention du crime ne doit pas les autoriser à contourner la loi. »

Il est à noter que cette conception de l'État de droit, qui est celle de la théorie mince de l'État de droit, *thin theory of rule of law*, met en relief les aspects formels d'un système légal et n'évoque pas le système politique (Rajah, 2012 : 38). Ce qui signifie que l'on peut en théorie concevoir la présence d'un État de droit aussi bien dans une démocratie libérale que dans un régime autoritaire libéral, comme c'est le cas à Singapour. En effet, dans ce pays, l'État de droit est respecté dans le domaine économique mais pas dans le domaine politique dans la mesure où la loi est un instrument de l'État pour réduire au silence la critique (Rajah, 2012 : 14 et 21).

Comme l'a souligné Aron (1998-1965 : 138-139), la logique du libéralisme conduit à la démocratie par la voie du principe de l'égalité devant la loi. Selon Pierre Manent

(2003 : 114) : “Democracy is the power of the people ; or to state the matter more fully, democracy is a political regime in which all power derives its legitimacy from the people, and is exercised by the people or their representatives.” Néanmoins, pour les auteurs libéraux politiques classiques¹⁷ (Benjamin Constant, Alexis de Tocqueville et John Stuart Mill), si la souveraineté réside effectivement dans le peuple et seul un *government by consent* responsable et imputable devant les représentants du peuple est légitime, il ne peut s’agir de démocratie directe.

En effet, dans un État moderne, les décisions politiques ne peuvent plus être prises directement par l’ensemble des citoyens selon les règles du scrutin majoritaire. D’autre part, comme le souligne Benjamin Constant (1797-1819) : « la liberté des anciens se composait de la participation active et constante au pouvoir collectif. » Alors que : « Le but des modernes est la sécurité dans les jouissances privées ; et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances. » En outre, comme l’ont souligné Constant, Tocqueville et John Stuart Mill, une démocratie directe ou représentative sans limites à ses pouvoirs pourrait facilement mener à une tyrannie de la majorité sur les minorités.

Le fait que les grandes démocraties modernes soient toutes des démocraties libérales et des économies capitalistes avancées ne doit pas nous faire oublier qu’en théorie le libéralisme politique et la démocratie sont deux concepts distincts. On peut en effet très bien concevoir un régime politique libéral représentatif sans suffrage universel¹⁸. Ce fut même la norme dans les premiers régimes libéraux, en Grande-Bretagne, aux États-

¹⁷ Robert A. Dahl partage ce point de vue dans *Polyarchy* (1971).

¹⁸ La justification théorique d’un tel régime a été présentée par John Stuart Mill qui considère que : “Self-government becomes possible only when the majority has reached a certain level of education. Universal education facilitates democratic decision making” (Holmes, 1995: 263).

Unis et en France où, dans le cadre d'un suffrage censitaire, seule une minorité avait le droit de vote ou d'éligibilité. Cela s'explique par le fait que dans les économies capitalistes nouvellement industrialisées une classe moyenne minoritaire produite par le processus d'industrialisation cherche dans un premier temps à protéger ses intérêts économiques dans le cadre d'un gouvernement limité et constitutionnel. Parce qu'elle redoute les revendications de redistribution des richesses des masses ainsi qu'une disparition des libertés fondamentales et des institutions libérales récemment acquises, elle se contente souvent d'une démocratie partielle, voire même d'un régime autoritaire (O'Donnell, 1973). Comme le rappelle Holmes (1995 : 32) : "The fundamental source of resistance to a liberalization of the franchise, nevertheless, was the reluctance of those who already had the vote to see their power diluted by newcomers." En Grande-Bretagne, le suffrage a d'abord été accordé à la classe moyenne puis il fut progressivement étendu aux masses à la suite de pressions populaires. Par contre, dans d'autres pays comme la France ou l'Italie l'arrivée du suffrage universel a amené à l'effondrement de démocraties libérales et à l'avènement de régimes autoritaires (dictatures de Napoléon III et de Mussolini).

En revanche, un régime démocratique peut très bien ne pas être libéral lorsque le pouvoir des représentants de la souveraineté populaire n'est pas limité. Dans ce cas particulier, le suffrage est universel mais les droits des individus et des minorités ne sont pas respectés. Néanmoins, comme le rappelle Marc Plattner (1999 : 121) : "Today, wherever one finds [political] liberalism (understood as constitutional and limited government, the rule of law, and the protection of individual rights), it is almost invariably coupled with democracy (understood as the selection of government officials by universal suffrage)." Cette explication sera importante lorsque je parlerai plus loin de consolidation démocratique inachevée et de populisme politique.

Le libéralisme classique s'inscrit dans la tradition des théories du droit naturel qui considèrent qu'il existe une loi naturelle saisissable par la raison humaine et

universellement valable, en vertu de laquelle tout être humain possède à l'état de nature des droits imprescriptibles indépendants du droit positif (droit à la vie, c'est-à-dire à l'intégrité du corps; à la liberté, c'est-à-dire à la libre détermination des moyens de se conserver; et à la propriété, c'est-à-dire aux moyens qui permettent de vivre, notamment le travail) dont les gouvernements, nés d'un contrat entre les hommes, ont pour raison d'être de garantir le respect (Manent, 2001 : 13 et 14). C'est ce qui amène Friedman (1982-1962 : 195) à affirmer que : "The heart of the liberal philosophy is a belief in the dignity of the individual." La déclaration d'Indépendance des États-Unis de 1776 s'inscrit dans cette tradition lorsqu'elle déclare dans son préambule : "We hold these truths to be self-evident, that all men are created equal, that they are endowed by their Creator with certain unalienable Rights..."

Un régime politique libéral est donc un régime qui garantit à tous ses citoyens la protection de leurs droits civils (qui sont les droits naturels originaux adaptés pour les rendre compatibles avec la vie en société) et la jouissance de libertés individuelles fondamentales comme la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté d'association, l'exercice de la libre expression et de la publication des croyances et des opinions, ainsi que la protection des droits des minorités. Comme l'a déclaré John Stuart Mill, dans un régime politique libéral, la seule contrainte qu'un pouvoir puisse exercer contre un des membres de la société "est de l'empêcher de nuire aux autres". Dans le domaine de la religion, un régime politique libéral est traditionnellement, soit un *secular state* ou un État laïque avec une séparation plus ou moins stricte de l'Église et de l'État, soit un État dans lequel une religion établie jouit, pour des raisons historiques et culturelles, de privilèges mais dans lequel des libertés religieuses sont octroyées aux minorités (Audard, 2009 : 615 et 616). Dans les deux cas, la religion devient une affaire privée entre l'individu et son dieu et/ou son Église. Même lorsqu'il y a une religion établie, l'État est neutre en ce qui concerne la religion et les valeurs morales et il ne se mêle pas des croyances des individus.

Pour résumer, le libéralisme politique recouvre les éléments suivants : un gouvernement limité et constitutionnel, une démocratie représentative, la protection des droits individuels, un État de droit et la présence d'un *secular state* ou d'un État qui respecte la diversité des croyances. Il est à noter que de ce respect de la diversité religieuse a émergé un respect du pluralisme idéologique dans d'autres domaines, notamment dans celui de la politique. Nous allons maintenant voir de quelle manière le libéralisme politique et la démocratie se sont réconciliés.

La démocratie libérale

Ce que nous appelons la démocratie libérale est la synthèse de la démocratie, entendue comme la sélection des représentants du peuple au suffrage universel dans le cadre d'élections compétitives libres et équitables, et du libéralisme politique, entendu comme un gouvernement constitutionnel et limité dans ses prérogatives. Comme nous l'avons souligné précédemment, la clé de voûte de la démocratie libérale est la présence d'un État de droit et la protection des droits individuels qui garantissent la subordination du pouvoir politique à la loi et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

D'autres définitions minimalistes de la démocratie¹⁹ héritées de Schumpeter ignorent l'importance des institutions libérales dans une démocratie moderne et posent de ce fait un certain nombre de problèmes théoriques. Elles ne nous permettent pas en effet de

¹⁹ La conception minimaliste de la démocratie considère que la démocratie se limite à la compétition électorale entre les élites politiques. Elle a été définie pour la première fois dans *Capitalism, Socialism and Democracy* par Joseph Schumpeter (1950 : 269), pour qui : "The democratic method is that institutional arrangement for arriving at political decisions in which individuals acquire the power to decide by means of a competitive struggle for the people's vote." Cette conception de la démocratie a eu une grande influence sur la science politique états-unienne, notamment des auteurs comme Seymour Martin Lipset, Samuel P. Huntington (*The Third Wave of Democratization*), Adam Przeworski (*Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*), Karl Popper (*The Open Society and its Enemies*) et Norberto Bobbio (*The Future of Democracy*).

faire la différence entre les démocraties libérales et les « démocraties électorales » ou les « autocraties électorales ». Il s'agit pourtant de régimes politiques illibéraux (Zakaria, 1997) dans lesquels l'on tient des élections démocratiques qui satisfont aux exigences minimales de la communauté internationale, mais où il n'y a pas d'État de droit, pas de séparation des pouvoirs avec un système de freins et contrepoids et où les droits et libertés des citoyens ne sont pas garantis et les droits des minorités ne sont pas protégés. Ce phénomène est révélateur des tensions qui peuvent exister entre les principes de la démocratie et du libéralisme. Ainsi, dans le cadre de la vague populiste de ce début du XXI^e siècle, certains dirigeants illibéraux et leurs partisans avancent l'argument selon lequel la démocratie majoritaire devrait primer sur le constitutionalisme libéral. Celle-ci représenterait en effet à leurs yeux la volonté du peuple qui ne devrait pas être limitée par la loi, laquelle, dans une démocratie libérale, protège les droits fondamentaux des citoyens et des minorités.

Il peut également y avoir des tensions entre le libéralisme économique et la démocratie libérale. En effet, les problèmes de pauvreté ou les inégalités sociales sont souvent à l'origine d'une polarisation entre, d'une part, les partisans de l'économie de marché qui sont opposés à l'interventionnisme étatique qui à leurs yeux menace la création de richesse (laquelle bénéficie à l'ensemble de la population) et, d'autre part, les partisans d'une redistribution de la richesse nationale en faveur des plus démunis qui s'appuient sur l'action de l'État dans l'économie. Pour ces raisons, le principe d'égalité devant la loi de la démocratie libérale est confronté à des revendications d'égalité économique qui considèrent que l'économie de marché génère des inégalités sociales, lesquelles rendent l'égalité politique, fondement de la démocratie, illusoire (Sen, 1999).

L'évolution historique des démocraties occidentales illustre parfaitement cette réalité. En effet, tant et aussi longtemps que le suffrage censitaire limité aux classes possédantes était prédominant, les politiciens étaient favorables à un État limité avec un taux d'imposition faible. Mais, avec l'avènement du suffrage universel, les

demandes d'intervention de l'État dans l'économie pour réduire les inégalités et assurer les individus contre les aléas de la vie (santé, éducation, assurance chômage) se sont accrues, ce qui a nécessité une augmentation des impôts des particuliers et des entreprises. Le problème est que, comme le soulignent les libéraux, la passion de l'égalité peut à terme contribuer à une érosion de l'efficacité économique en décourageant l'esprit d'entreprise et les libertés économiques, ce qui pourrait mener à terme à l'émergence d'un régime autoritaire. Le lien entre libéralisme économique et libéralisme politique serait alors rompu.

Maintenant que nous avons évoqué les concepts clés de notre analyse, nous allons présenter les éléments sur lesquels nous avons élaboré notre cadre théorique. Nous proposons à cet effet de réunir les pièces du puzzle qui nous permettront de constituer une théorie libérale classique renouvelée et d'expliquer le paradoxe libéral.

Revue de la littérature

L'école autrichienne

La première pièce est l'analyse libérale de la relation entre le capitalisme et la démocratie libérale de l'école autrichienne (von Mises et Hayek) qui considère qu'il ne peut y avoir de démocratie libérale sans la présence d'une économie de marché. Il existe dans la tradition du libéralisme classique une relation de causalité positive entre libéralisme économique et libéralisme politique. Cette relation est implicite chez les auteurs libéraux du XVIIIe et du XIXe (Montesquieu, Hume, Smith, Constant,

Tocqueville, Stuart Mill)²⁰. Elle deviendra par la suite explicite chez les auteurs libéraux du XXe siècle qui furent confrontés à la crise du libéralisme après la Première Guerre Mondiale et à l'émergence des totalitarismes (le communisme puis le fascisme). Il s'agit essentiellement des économistes de l'école autrichienne qui cherchaient à réaffirmer les principes du libéralisme classique du XIXe siècle et à les adapter à la réalité de sociétés industrielles modernes dans lesquelles le rôle de l'État était devenu prédominant.

L'analyse de l'école autrichienne sur la démocratie est le produit d'une réflexion théorique sur le socialisme qui fut formalisée en Autriche dans les années 1920 et 1930 par Ludwig von Mises. Pour cet auteur, il existerait deux mécanismes de coordination de l'économie qui sont antinomiques, à savoir la réglementation administrative et l'économie de marché. En 1962, von Mises affirmait dans *Planning for Freedom* qu'il existe une complémentarité indéniable entre libéralisme économique et libéralisme politique. Il souligne l'idée selon laquelle : "The liberal program is an indivisible and indissoluble whole, not an arbitrarily assembled patchwork of diverse components. Its various parts condition one another. The idea that political freedom can be preserved in the absence of economic freedom, and vice versa, is an illusion. Political freedom is the corollary of economic freedom. It is no accident that the age of capitalism became also the age of government by the people. If individuals are not free to buy and to sell on the market, they turn into virtual slaves dependent on the good graces of the omnipotent government, whatever the wording of the constitution may be" (von Mises,

²⁰ Cette relation est décrite dans le livre III du chapitre IV de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* où Adam Smith écrit que le commerce et les manufactures ont progressivement amené l'ordre et un bon gouvernement et, avec eux, la liberté et la sécurité des individus. Cela s'explique par le fait que, dans une société commerciale, les individus ne sont plus dans un rapport de dépendance servile par rapport à leurs supérieurs, comme c'est le cas dans les sociétés traditionnelles fortement hiérarchisées. Adam Smith indique que David Hume fut le premier à souligner le lien entre société commerciale (ce que nous appelons maintenant capitalisme) et le degré de liberté des individus.

1962: 38). Von Mises complète cette idée dans *Liberalism: The Classical Tradition* en soutenant que : “Private property creates for the individual a sphere in which he is free of the state. It sets limits to the operation of the authoritarian will” (von Mises, 2005-1927: 65).

En 1944, Hayek fit le lien entre le système économique et le régime politique dans *The Road to Serfdom*. Selon lui : “If ‘capitalism’ means here a competitive system based on free disposal over private property, it is far more important to realize that only within this system is democracy possible. When it becomes dominated by a collectivist creed, democracy will inevitably destroy itself” (Hayek, 1994-1944: 77-78). Hayek en conclut qu’une démocratie libérale ne peut émerger sans la présence d’une économie de marché et qu’une collectivisation de l’économie et de la société devrait, selon toute logique, amener à un déclin de la démocratie libérale et à sa possible disparition dans les pays industrialisés.

Cela s’expliquerait par le fait que, selon cet auteur, il ne peut y avoir de libertés civiles et de liberté politique si les moyens de production sont concentrés entre les mains d’une autorité centralisée ou d’un nombre limité d’acteurs, et que seule une économie de marché permet de disperser le pouvoir au sein de la société. En effet, lorsque l’allocation des ressources rares se fait dans le cadre du marché, le contrôle des moyens de production est réparti entre plusieurs individus agissant de manière indépendante dans un ordre spontané et personne n’a de pouvoir absolu sur les citoyens. L’économie de marché est le seul système économique dans lequel les activités des individus peuvent être ajustées les unes aux autres sans intervention coercitive ou arbitraire d’une autorité centrale (Hayek, 1994-1944 : 41). Dans cette optique, la démocratie libérale serait le corollaire de l’économie de marché dans la mesure où le pouvoir économique

est séparé du pouvoir politique²¹ (von Mises, 2005-1927 : 38 ; Friedman, 1982-1962 : 9). Cette séparation garantit l'indépendance de la société civile (formée par une myriade d'associations volontaires intermédiaires) par rapport à l'État.

Hayek considère donc que la principale menace pour la liberté politique est la concentration du pouvoir et que seule une économie de marché permet de disperser le pouvoir au sein de la société. Dans une économie dans laquelle les moyens de production sont contrôlés par une autorité centralisée les libertés civiles et la liberté politique ne peuvent pas prospérer. Selon Hayek, la planification et le contrôle de l'économie par l'État amènent inéluctablement (du fait de la perte de la liberté économique, seule garantie de la liberté individuelle face à la puissance de l'État) à la servitude des individus sous la forme d'une tyrannie totalitaire de type socialiste ou fasciste. Par contre, dans une économie de marché, le contrôle des moyens de production est réparti entre une multitude d'individus qui agissent de manière indépendante dans le cadre d'un ordre spontané et personne n'a de pouvoir absolu sur les citoyens²². D'après Friedman (1982-1962 : 3), seule une économie de marché peut

²¹ En 1962, Milton Friedman écrivait dans *Capitalism and Freedom* : "Viewed as a means to the end of political freedom, economic arrangements are important because of their effect on the concentration or dispersion of power. The kind of economic organization that provides economic freedom directly, namely, competitive capitalism, also promotes political freedom because it separates economic power from political power and in this way enables the one to offset the other. Historical evidence speaks with a single voice on the relation between political freedom and a free market. I know of no example in time or place of a society that has been marked by a large measure of political freedom, and that has not also used something comparable to a free market to organize the bulk of economic activity" (Friedman, 1982-1962: 9).

²² Selon Hayek (1994-1944 : 41), l'économie de marché est : "...the only method by which our activities can be adjusted to each other without coercive or arbitrary intervention of authority." Il ajoute plus loin : "What our generation has forgotten is that the system of private property is the most important guaranty of freedom, not only for those who own property, but scarcely less for those who do not. It is only because the control of the means of production is divided among many people acting independently that nobody has complete power over us, that we as individuals can decide what to do with ourselves. If all the means of production were vested in a single hand, whether it be nominally that of "society" as whole

garantir les libertés civiles, il écrit à ce sujet : “By relying primarily on voluntary co-operation and private enterprise, in both economic and other activities, we can insure that the private sector is a check on the powers of the governmental sector and an effective protection of freedom of speech, of religion, and of thought”.

Protectionnisme commercial et intervention de l'État dans l'économie

La seconde pièce du puzzle, qui a été théorisée en 1841 par Friedrich List dans *The National System of Political Economy*, est la nécessité de recourir au protectionnisme commercial pour rattraper le retard des pays en développement par rapport aux pays déjà industrialisés. List considérait en effet que le seul moyen d'industrialiser une nation comme l'Allemagne au XIXe siècle (alors qu'il existait déjà une nation industrialisée dominante, la Grande-Bretagne, qui préconisait le libre-échange) était de protéger les industries nationales naissantes de la concurrence de la nation la plus avancée. Cette réflexion fut par la suite reprise par l'économiste argentin Raúl Prebisch (1950 et 1984) et l'institution qu'il dirigea entre 1950 et 1963, la *Comisión Económica para América Latina* (CEPAL). La théorie de la protection des industries naissantes considère qu'il faut protéger, en ayant recours à des tarifs douaniers protecteurs, les industries nationales émergentes de la concurrence des nations les plus avancées afin de développer des forces productives nationales (le capital humain, technique et financier) et constituer un marché intérieur de consommateurs au moyen de la création d'emplois bien rémunérés.

Par contre, si List conseillait bien d'établir, dans un premier temps du moins, un protectionnisme commercial jugé indispensable à tout effort d'industrialisation (les

or that of a dictator, whoever exercises this control has complete power over us” (Hayek, 1994-1944: 115).

coûts de production dans un pays en développement étant beaucoup plus élevés que dans les pays industrialisés), cette solution ne constitue qu'un moindre mal et, à terme, il préconisait un retour graduel aux principes du libre-échange lorsque l'économie nationale a rattrapé son retard et est en mesure de rivaliser avec les nations déjà industrialisées. Dans la pensée de List, le libre-échange entre des nations « luttant à armes égales » a pour principale vertu d'exposer les producteurs nationaux à une saine compétition qui les amènera à terme à innover pour se constituer des avantages comparatifs face à la concurrence étrangère. Il est important de souligner que, dans le cadre de cette logique, si les politiques mercantilistes sont maintenues trop longtemps elles mènent inéluctablement à une crise structurelle de l'économie. En effet, selon List (1909-1841 : 79), une nation qui se trouve dans une situation de prospérité relative à l'abri de protections douanières éprouve généralement une tendance naturelle à l'indolence parce que ses industriels et ses marchands ne sont pas stimulés par la concurrence étrangère.

En 1962, Alexander Gerschenkron compléta la réflexion de List dans *Economic Backwardness in Historical Perspective*. D'après cet auteur, les pays en développement auraient la capacité de rattraper en un temps relativement court les pays déjà industrialisés en adoptant leurs technologies, leurs capitaux et leurs méthodes de production. Dans le cadre de cette logique, le retard économique d'une nation par rapport aux pays déjà industrialisés présenterait un certain nombre d'avantages et, plus le retard est important, plus rapide sera le taux de croissance de l'économie pendant la phase de rattrapage. Gerschenkron (1962) a également souligné le fait que la nécessité

de mobiliser l'investissement au détriment de la consommation octroie un rôle prépondérant aux banques et à l'État²³ dans le processus d'industrialisation.

La théorie de la modernisation

La troisième pièce du puzzle est la théorie de la modernisation qui fut développée dans les années 1950 et 1960. Cette théorie considère que le développement économique, et plus particulièrement l'industrialisation, crée les préconditions nécessaires à l'émergence de la démocratie. Selon Seymour Martin Lipset (1959), il y aurait une corrélation positive entre le niveau de développement socioéconomique dans le cadre d'une économie capitaliste et la présence d'une démocratie²⁴. Przeworski et Limongi (1997 : 157-158) présentent cette théorie de la manière suivante : "Modernization consists of a gradual differentiation and specialization of social structures that culminates in a separation of political structures from other structures and makes democracy possible. The specific causal chains consist of sequences of industrialization, urbanization, education, communication, mobilization, and political incorporation, among innumerable others: a progressive accumulation of social changes that ready a society to proceed to its culmination, democratization." Dans ces conditions, la présence d'une économie de marché ne serait pas suffisante en elle-même et un pays devrait dépasser un seuil minimal de performance économique avant que la compétition politique puisse être institutionnalisée.

²³ Nous adopterons la définition de Max Weber (1995-1921 : 97) qui définit l'État en termes d'un ensemble d'institutions, d'un service public et d'un État de droit.

²⁴ Lipset (1959 : 75) souligne le fait que : "Perhaps the most widespread generalization linking political systems to other aspects of society has been that democracy is related to the state of economic development. Concretely, this means that the more well-to-do a nation, the greater the chances that it will sustain democracy."

Ainsi donc, pour la théorie de la modernisation, le développement socioéconomique serait à l'origine d'un processus d'urbanisation, d'une meilleure éducation et d'une large diffusion des compétences et des richesses au sein de la population (Lipset et Lakin, 2004 : 140). La société devient alors plus complexe, avec une plus grande division du travail, l'affaiblissement des élites traditionnelles, la disparition progressive de la paysannerie en raison de l'exode rural et la concentration d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse dans les villes. Le développement économique associé à une libéralisation de l'économie favorise également l'émergence d'une classe moyenne majoritaire et d'une société civile autonome qui a les moyens de s'émanciper du pouvoir politique. C'est dans ce contexte que la population commence à revendiquer des libertés individuelles et des droits politiques ainsi qu'une plus grande participation au sein du système politique. Une telle évolution nécessite à son tour une adaptation des institutions politiques aux nouvelles conditions économiques et sociales, comme le souligne la théorie libérale classique.

Le capitalisme de connivence

La quatrième pièce du puzzle est le capitalisme de connivence (*crony capitalism*). Il s'agit d'un système économique dans le cadre duquel des magnats des affaires, de l'industrie ou de la finance tirent parti de leurs rapports privilégiés avec la bureaucratie et le gouvernement afin d'obtenir un avantage économique par rapport à leurs concurrents, généralement sous la forme d'un monopole ou d'un quasi-monopole qui leur procure des profits indus qui ne sont pas justifiés par leur activité productive. Il faut cependant souligner le fait que la recherche de connections politiques par les entrepreneurs est souvent le seul moyen pour développer leurs affaires dans une économie protégée et contrôlée par l'État qui limite fortement la concurrence. Ce type d'activité prend la forme d'une recherche de rentes de situation (ou *rent-seeking*) qui permet aux hommes d'affaires, parfois associés à des politiciens ou à des bureaucrates,

de facturer des prix bien plus élevés que dans un marché concurrentiel, tout cela au détriment des autres membres de la société.

Le problème avec le capitalisme de connivence est que, s'il est souvent légal et pas forcément incompatible avec la pratique d'une économie capitaliste, il constitue un obstacle à l'émergence d'une véritable économie de marché fondée sur la concurrence. En effet, un tel système rend la concurrence inéquitable et est généralement à l'origine d'un phénomène de corruption dans la mesure où les privilèges accordés aux entrepreneurs doivent être partagés avec les bureaucrates ou les politiciens qui les ont procurés. Ce type de capitalisme a comme conséquences négatives de miner la neutralité de l'État par rapport aux différents acteurs économiques, d'amener à une mauvaise affectation des ressources et, finalement, d'empêcher les entrepreneurs et les entreprises qui offrent une véritable plus-value à l'économie nationale d'émerger.

Une autre conséquence négative est la constitution de puissants groupes d'intérêts qui ont des droits acquis (*vested interests*) et qui sont donc généralement hostiles à une libéralisation de l'économie et à une libéralisation politique susceptibles de remettre en question leurs privilèges. Comme le souligne Haber (2002 : 326) : "Any attempt by the government to change the economic policies that benefit the privileged asset holders will have a negative effect on the wealth and happiness of crucial members of the political elite that runs the government." Ces derniers sont donc résolument opposés à une modification du statu quo, ce qui constitue un obstacle majeur à une sortie du piège du revenu intermédiaire. D'autre part, le capitalisme de connivence empêche l'émergence ou affaiblit l'État de droit lorsqu'il existe déjà. Cela s'explique par le fait que les membres de la société ne sont pas considérés par les autorités comme étant égaux devant la loi dans la mesure où des privilèges sont accordés par l'État à certains acteurs. Dans ces conditions, le pouvoir de l'État et de sa bureaucratie est arbitraire étant donné qu'il n'est pas limité par des règles universelles impartiales qui s'appliquent à lui ainsi qu'à l'ensemble des membres de la société.

Le piège du revenu intermédiaire et le piège d'une consolidation libérale inachevée dans les pays émergents

La cinquième pièce du puzzle s'appuie sur les concepts de piège du revenu intermédiaire et de piège d'une consolidation libérale inachevée.

Les pays émergents sont des pays en développement, comme le Mexique ou la Chine, dont les économies ont (en raison d'une croissance économique rapide lors de la phase de rattrapage ainsi qu'une plus grande complexité de leur économie et de leur société) le potentiel pour rattraper le niveau de développement des pays développés. Selon Julien Vercueil (2011 : 9-10) : « ... les économies émergentes présentent quatre traits caractéristiques communs :

- Des revenus intermédiaires : leurs revenus par habitant sont intermédiaires, situés entre ceux des pays les moins avancés et ceux des pays riches.
- Une dynamique de rattrapage : leur croissance plus ou moins récente a rapproché les économies émergentes des niveaux de vie occidentaux. Le taux de croissance de leur PIB a été ou est supérieur à la moyenne mondiale.
- Ces économies ont connu des transformations institutionnelles et structurelles qui ont contribué à les insérer de manière nouvelle dans l'économie mondiale. Elles échangent de plus en plus avec le reste du monde et bénéficient d'implantations industrielles et de services de la part de firmes multinationales.

- Un potentiel de croissance : compte tenu de l'écart qui les sépare encore des niveaux de vie des pays avancés, ces économies bénéficient d'un potentiel de croissance important à moyen-long terme. »^{25 26 27}

Cependant, le processus de développement économique des pays émergents n'est pas un processus inéluctable dans la mesure où il peut aboutir de manière plus ou moins permanente à une impasse, comme c'est le cas au Mexique, qui est qualifiée de *middle income trap*, que nous traduisons par « piège du revenu intermédiaire²⁸ ». La migration de travailleurs d'un secteur rural peu productif vers les villes où ils sont employés dans des usines ou des bureaux dans lesquels ils travaillent avec une technologie et un management modernes importés de pays plus développés a pour effet d'augmenter la productivité. Mais, une fois que l'ensemble de la main d'œuvre rurale est absorbé, les gains de productivité diminuent et il faut alors innover pour maintenir la croissance de l'économie.

²⁵ Le concept de marché émergent a été défini en 1981 par un économiste de la Banque mondiale, Antoine van Agtmael (International Finance Corporation, 2020).

²⁶ Selon la classification de la Banque mondiale (2019) des pays en fonction de leur revenu, les pays avec un revenu intermédiaire ont un revenu national brut (RNB) par habitant entre 996 et 12 055 dollars (en dollars courants), alors que les pays avec un revenu élevé ont un RNB supérieur à 12 055 dollars.

²⁷ Comme le souligne Yifu Lin (2012 : 31) : “Latecomers such as France, Germany, and Japan could simply imitate the successful countries, like flying geese, and catch up. That is why the West took 300 years to innovate and industrialize but Japan less than 100 years and East Asia (most notably Hong Kong, Taiwan, Korea, and Singapore, which converged to the income levels of advanced countries in the second half of the twentieth century) only 40 years.”

²⁸ Le terme fut inventé par Indermit Gill et Homi Kharas (2007).

Une fois que la phase de rattrapage est arrivée à son terme, le seul moyen pour une économie qui a atteint la frontière technologique de sortir du « piège du revenu intermédiaire » est d'acquérir de nouvelles sources de croissance de la productivité. À terme, la solution pour gravir les échelons de la chaîne de création de valeur ajoutée dans le secteur des services ou dans l'industrie consiste à moins dépendre de technologies importées et à développer une innovation nationale capable de dépasser les principaux leaders technologiques (Eichengreen *et al.* 2011: 1).

Le piège du revenu intermédiaire est caractérisé par un ralentissement du taux de croissance de l'économie et une incapacité à effectuer une montée en gamme de l'économie pour faire face à la concurrence mondiale une fois que la phase « facile » du développement économique touche à sa fin. L'équivalent du piège du revenu intermédiaire dans le domaine politique est le « piège d'une consolidation libérale inachevée », une notion dont je suis l'auteur, qui est un état intermédiaire entre l'autoritarisme et une démocratie libérale ou un régime autoritaire libéral consolidés. En effet, une économie capitaliste moderne peut très bien s'accommoder d'un régime autoritaire doté d'institutions économique libérales qui serait adapté au pluralisme de la société, qui reconnaîtrait l'égalité de statut des citoyens et qui octroierait d'importantes libertés civiles tout en maintenant son hégémonie politique. Nous identifierons ce concept de piège d'une consolidation libérale inachevée au moyen de l'étude de trois critères fondamentaux qui sont : l'absence d'une classe moyenne majoritaire favorable à une libéralisation du régime, l'absence d'une société civile autonome par rapport à l'État et, enfin, l'absence d'un État de droit.

Le rôle de l'innovation dans la vitalité du capitalisme

Enfin, la sixième pièce du puzzle est le rôle de l'innovation dans la vitalité du capitalisme. D'après Schumpeter, le processus d'innovation ne peut émerger que grâce

à l'activité des entrepreneurs²⁹ dans le cadre d'une économie de marché. Ces derniers cherchent à se démarquer de la concurrence en exploitant une nouvelle invention ou une manière alternative d'utiliser une technologie déjà existante dans le but de concevoir un nouveau produit ou bien en en produisant un déjà présent sur le marché de manière différente, en adoptant de nouvelles méthodes de production, en ayant accès à une nouvelle source d'approvisionnement de matériaux ou en trouvant de nouveaux débouchés pour leurs produits, en réorganisant leur industrie, etc. (Schumpeter, 1942: 132). Les entrepreneurs s'efforcent, grâce à ces innovations, de générer des profits élevés en établissant un monopole temporaire dans la production d'un produit ou d'un service particulier avant que des concurrents émergent et mettent fin à ce monopole.

Cette innovation permanente des entrepreneurs a pour conséquence de constamment modifier le mode de production, ce qui explique l'existence de crises récurrentes dans une économie capitaliste. Ainsi, des phases d'expansion et de création de crédit inflationnistes, conséquences de vagues d'innovation qui révolutionnent l'économie, succèdent à des phases de récession déflationnistes qui sont le résultat des déséquilibres provoqués par l'impact des nouveaux produits et des nouvelles méthodes sur l'économie. D'autre part, l'inadéquation entre l'épargne et les investissements est à l'origine d'une augmentation des taux d'intérêts qui rendent de nombreux investissements non rentables, qui font diminuer les profits et qui provoquent un effondrement des investissements (Schumpeter, 1942 : 132). Sur le long terme, Schumpeter considère qu'une bureaucratisation du processus d'innovation et de l'activité économique en général amènera à un déclin du capitalisme. Cela s'explique

²⁹ Schumpeter (1942 : 132) définit l'*entrepreneurship* de la manière suivante : “ To act with confidence beyond the range of familiar beacons and to overcome that resistance requires aptitudes that are present in only a small fraction of the population and that define the entrepreneurial type as well as the entrepreneurial function. This function does not essentially consist in either inventing anything or otherwise creating the conditions which the enterprise exploits. It consists in getting things done.”

par le fait que les gestionnaires des grandes entreprises et du gouvernement se substituent progressivement à l'entrepreneur dont la disparition rend possible l'émergence du socialisme et la disparition du capitalisme. J'évoque ici les questions de l'innovation et de l'entrepreneuriat qui sont présentes dans mes pistes de recherche présentées dans la section suivante.

Une théorie libérale classique renouvelée

Maintenant que nous avons présenté les pièces du puzzle, nous sommes en mesure de construire une théorie libérale classique renouvelée qui nous permettra d'expliquer le paradoxe libéral, à savoir la coexistence d'une économie capitaliste et d'un régime autoritaire dans les pays émergents.

Contrairement à la tradition libérale classique dans le domaine économique qui a toujours cherché à limiter le plus possible le rôle de l'État dans l'économie et à faire la promotion du libre-échange entre les nations pour le commerce et les investissements ; le développement économique dans les pays qui ont connu une industrialisation tardive après la révolution industrielle en Grande-Bretagne entre 1750 et 1880 et qui sont aujourd'hui des pays industrialisés prospères (notamment les États-Unis, l'Allemagne et la France dans les années 1830 et 1840 (Baldwin, 2016 : 55), le Japon pendant l'ère Meiji entre 1868 et 1912 et les nouveaux pays industrialisés comme la Corée du Sud, Singapour ou Taiwan entre les années 1970 et 1990) nous enseigne que, comme l'avait souligné List au XIXe siècle, le processus d'industrialisation fut souvent réalisé grâce à l'intervention de l'État dans l'économie et au protectionnisme commercial dans le cadre d'une économie capitaliste (Bairoch, 1997 ; Balassa, 1980 : 5; Allen, 2011: 6). Dans ces conditions, une théorie libérale classique du développement peut difficilement ignorer ces facteurs dans l'analyse des pays émergents.

La conception libérale traditionnelle du développement a consisté à laisser les forces du marché développer une économie capitaliste sur le marché national et à privilégier le libre-échange pour le commerce et les investissements. Dans cette perspective, le modèle à suivre serait le territoire de Hong-Kong qui est parvenu à se développer sans intervention de l'État dans l'économie tout en étant ouvert sur l'économie internationale. Cependant, Hong Kong est un territoire trop petit et son expérience historique trop particulière pour être représentatif des grandes tendances historiques. Une théorie libérale classique renouvelée doit donc nécessairement aller au-delà de notions dépassées si l'on veut préserver la cohérence du paradigme libéral, tant du point de vue économique que politique, et reconnaître le rôle central joué par l'interventionnisme étatique et le protectionnisme commercial pour que les pays qui ont connu une industrialisation tardive puissent échapper à la logique de l'avantage comparatif qui les condamnaient à une spécialisation dans la production de produits agricoles ou de matières premières (Allen, 2011: 60).

Il faut également souligner le fait que la croissance économique rapide des pays émergents pendant la phase de rattrapage fondée sur l'accumulation de capital dans un marché protégé, l'imitation de technologies en provenance de pays capitalistes avancés et un meilleur usage productif de la main d'œuvre (passage de la campagne aux villes) fut souvent réalisée en l'absence d'institutions libérales comme l'État de droit. Dans le domaine politique, ce type d'industrialisation a contribué à la présence de régimes politiques autoritaires dans les pays émergents. Cela s'explique par le fait que, même si l'interventionnisme étatique dans une économie capitaliste n'est pas toujours hostile au secteur privé, la présence d'un État développementaliste limite l'espace accordé à l'économie de marché et compromet ainsi l'émergence d'institutions libérales et d'une société civile autonome qui ne peuvent voir le jour sans un certain degré de liberté économique. Dans ces conditions, la présence d'une démocratie libérale est problématique.

Une théorie libérale classique renouvelée doit donc repenser l'État et son rôle dans l'économie pour faire sortir les pays du sous-développement. Comme nous enseignent l'expérience du Mexique et de la Chine, le développement d'une économie capitaliste ne peut se faire dans un vide institutionnel et la construction d'un État national moderne fort est une condition indispensable pour garantir la stabilité politique et sur une durée suffisamment longue. D'autre part, le recours à l'État est souvent le seul moyen dont dispose une société pour réaliser collectivement ce qui est plus difficile ou coûteux de réaliser séparément comme la constitution d'une économie nationale sur l'ensemble du territoire ou la mise en œuvre d'un processus d'industrialisation.

De plus, l'instauration d'institutions libérales dans les pays émergents présuppose également la présence d'un État fort. En effet, un État libéral doit avoir la capacité institutionnelle pour garantir la présence d'un État de droit dans la société, faire respecter le principe de la concurrence face aux monopoles et être en mesure de produire des biens publics de qualité (sécurité, système judiciaire, infrastructures, éducation, santé publique etc.). Il devrait également être pourvu d'une fonction publique de carrière qui soit en mesure d'assurer la continuité de l'État d'une administration à une autre et de garantir la cohérence de l'action gouvernementale.

Les préconditions de l'émergence d'une démocratie libérale

Précondition 1 : Le développement d'une économie capitaliste ne peut se faire dans un vide institutionnel et la constitution d'un État national moderne est une condition nécessaire pour garantir la stabilité politique indispensable à la sécurité des investissements sur une durée suffisamment longue. Cela s'explique par le fait que la présence d'un État modernisateur dans un pays en développement contribue à :

- La création d'un marché national unifié en éliminant les tarifs internes ;

- La mise en place d'institutions nationales qui favorisent le développement économique (par exemple une banque centrale) ;
- La construction d'un réseau national d'infrastructures de transport qui facilitent les échanges.

Précondition 2 : La démocratie libérale ne peut émerger sans la présence d'une économie capitaliste qui permet d'éviter qu'il y ait une trop grande concentration du pouvoir entre les mains d'une autorité centralisée ou d'un nombre limité d'acteurs (notamment grâce à une séparation du pouvoir économique et du pouvoir politique) et qui garantit l'indépendance de la société civile³⁰ (formée par une myriade d'associations volontaires intermédiaires) par rapport à l'État. D'autre part, la présence d'une économie de marché dans une société industrielle donne à la grande majorité des individus l'indépendance matérielle nécessaire pour s'épanouir et prospérer en dehors de la sphère de contrôle de l'État.

Précondition 3 : La démocratie libérale ne peut voir le jour que dans les économies capitalistes (les pays émergents) qui ont connu un processus d'industrialisation et qui ont atteints un niveau minimum de développement socioéconomique. L'industrialisation de l'économie dans le cadre d'un système capitaliste permet de dépasser un seuil minimal de performance économique qui crée les préconditions, notamment la présence d'une classe moyenne majoritaire et d'une société civile

³⁰ Nous adopterons les définitions de Fukuyama (1995 : 8) pour qui la société civile est : "... the realm of spontaneously created social structures separate from the state that underlie democratic political institutions", et d'Edward Shils (1991) qui considère que : "The idea of civil society is the idea of a part of society which has a life of its own, which is distinctly different from the state, which is largely in autonomy from it... The hallmark of a civil society is the autonomy of private associations and institutions as well that of private business firms."

autonome qui a les moyens de s'émanciper du pouvoir politique, qui sont nécessaires à l'émergence d'une démocratie libérale.

Précondition 4 : Sur le long terme, le bon fonctionnement d'une économie capitaliste et d'une démocratie libérale dépendent de la présence d'un État de droit efficace. En effet, comme nous l'avons souligné, dans le domaine économique les activités commerciales sont stimulées par la présence de règles contractuelles transparentes et leur application impartiale par le système judiciaire. D'autre part, dans le domaine politique comme dans le domaine économique, l'État de droit garantit la liberté des individus grâce à la protection constitutionnelle de leurs droits civils, la subordination du pouvoir politique à la loi et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Pistes de recherche : Les facteurs qui expliquent le paradoxe libéral

Comme nous l'avons déjà mentionné, le premier élément pour répondre à cette question est le fait, souvent négligé par les auteurs libéraux, qu'en raison de leur retard par rapport aux pays déjà industrialisés les pays émergents ont souvent eu recours, dans le cadre d'un régime autoritaire, à l'interventionnisme étatique et au protectionnisme pour s'industrialiser.

1 : Une fois que la phase de rattrapage partiel³¹ par rapport aux pays déjà industrialisés (fondée sur une production à faible coût) est proche des meilleures pratiques des pays avancés lorsque la frontière technologique est atteinte, l'État n'est plus en mesure de développer l'économie en raison de rendements décroissants (Baumol *et al.* 2007 : 132).

³¹ Le potentiel de croissance qui résulte d'une grande quantité de technologie et de méthodes modernes de production inexploitées qui permettent d'augmenter la productivité. Le reste de la croissance économique provient du capital et de la croissance démographique.

C'est le piège du revenu intermédiaire (*middle income trap*). Le processus d'accumulation du capital s'essouffle, l'économie cesse de croître et ne peut accéder au club des pays à revenus élevés³² (Solow, 1956). Cela s'explique par le fait que les gains de productivité se réduisent considérablement et, en l'absence d'innovation ou d'une utilisation plus efficace des ressources, le niveau de croissance de l'économie commence à décliner en raison d'une chute de la « productivité globale des facteurs », à savoir l'efficacité avec laquelle les travailleurs et le capital sont utilisés.

L'intervention de l'État dans l'économie aux dépens du secteur privé est dès lors de plus en plus souvent à l'origine d'un effet d'éviction (*crowding out*), à savoir une baisse de l'investissement et de la consommation du secteur privé, de pressions inflationnistes et d'un endettement grandissant qui ne sont pas soutenables sur le long terme.

2 : Les pays émergents qui désirent poursuivre leur processus de développement et éviter ainsi la stagnation économique n'ont d'autre choix que de construire les fondations d'une croissance intensive fondée sur une innovation technologique nationale et une utilisation plus efficace des ressources qui leur permettront d'accroître leur productivité.

Le passage d'une économie de rattrapage à une économie de l'innovation nécessite d'encourager l'initiative individuelle et l'entrepreneuriat en laissant les forces du marché se substituer à l'État dans le processus de développement et en s'ouvrant à l'économie internationale. Cependant, une telle stratégie ne présuppose pas un

³² Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un nombre très limité d'économies nationales non européennes (Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hong Kong) sont parvenues à sortir de ce piège et à devenir des économies à revenu élevé. Ces économies ont largement tiré profit d'une croissance rapide du commerce international, de l'émergence de chaînes d'approvisionnement mondiales et de la protection militaire des États-Unis.

dépérissement de l'État dans la mesure où une économie de marché n'est pas une sphère complètement autonome et ne peut prospérer sans la présence d'un cadre institutionnel libéral. Le rôle de l'État dans une économie de l'innovation doit donc être redéfini afin qu'il puisse contribuer efficacement :

- A la mise en place d'institutions libérales nécessaires au bon fonctionnement d'une économie de marché, notamment l'État de droit, ainsi qu'une bureaucratie professionnelle et compétente qui puisse assurer une bonne gestion des affaires publiques ;
- A l'établissement d'un environnement institutionnel et réglementaire stable et prévisible qui est favorable aux affaires, aux investissements et à l'innovation ;
- Au développement du capital humain et physique (l'éducation, la recherche, la formation professionnelle, la santé publique, des services publics efficaces, les infrastructures). Étant donné les contraintes de temps, nous ne serons pas en mesure d'analyser ces questions en détail dans notre analyse empirique ;
- A la présence d'une concurrence ouverte, équitable et transparente en empêchant la formation de monopoles (les entreprises ayant naturellement tendance à préférer un marché protégé et des profits stables) et en établissant un marché du travail flexible ;
- La promotion d'une stratégie d'amélioration de la compétitivité sur le long terme qui serait constamment rééquilibrée en fonction des contraintes et des opportunités de l'évolution économique et sociale au niveau national et international.

3 : Lorsque l'économie de marché est établie dans un pays émergent qui a atteint un niveau minimum de développement socioéconomique et que l'État ne joue plus un rôle prédominant dans le processus de développement, les conditions structurelles sont alors réunies pour qu'une démocratie libérale puisse voir le jour.

Même si une économie peut très bien s'industrialiser en l'absence d'institutions libérales ou d'une société civile autonome dans une phase de rattrapage, il devient de plus en plus difficile de maintenir un niveau de croissance économique élevé sans modifier la structure institutionnelle du pays pour permettre l'innovation et une utilisation plus efficace des ressources. Le développement économique associé à une libéralisation de l'économie réussie permet l'émergence d'une classe moyenne majoritaire³³ issue du secteur privé (et non du secteur public) favorable aux valeurs libérales. Il permet également l'émergence d'une société civile autonome qui a les moyens de s'émanciper du pouvoir politique³⁴ et qui est susceptible de revendiquer des libertés politiques ainsi qu'une plus grande participation au sein du système politique.

Les conditions sont alors réunies pour une transition vers un nouveau type de régime politique adapté aux conditions économiques et sociales qui respecte les institutions économiques libérales et un degré minimum de liberté politique, prenne en compte les intérêts des principaux groupes au sein de la société et garantisse un niveau de performance suffisant en ce qui concerne la gestion de l'économie et de la société.

4 : Pourtant ce processus n'est pas inéluctable et les pays émergents, en raison notamment de la présence d'un capitalisme de connivence qui empêche l'avènement

³³ La société devient plus complexe et, comme le souligne Fukuyama (1992 : 107-108) : "The result is captured in the phrase 'middle-class society', which does not imply the elimination of all substantive inequalities; it suggests rather that the most important inequalities will be based not on inherited social position but on education, occupation, and individual achievement."

³⁴ Cela est dû au fait que dans une économie de marché prospère il y a une séparation entre l'État et les individus lesquels, ne dépendant plus de l'État pour leur richesse, ont des intérêts à défendre. Comme l'ont mentionné Lipset et Lakin (2004 : 152) : "if and when capitalism produces decentralized bases of economic wealth and political power, it is a boon to democracy, for exactly the same reason that single-commodity production is an obstacle. Diffusion of wealth engenders widespread human capital accumulation and creates a base for opposition organizations and for an active civil society."

d'une véritable économie de marché fondée sur la concurrence et d'un État de droit consolidé, peuvent être dans l'incapacité de se libéraliser. Ils sont alors embourbés, dans le domaine économique, dans le piège du revenu intermédiaire qui ne permet pas à l'économie d'innover et, dans le domaine politique, dans le piège d'une consolidation libérale inachevée qui ne permet pas la mise en place d'une démocratie libérale ou d'un régime autoritaire libéral.

Contrairement à notre hypothèse, la Chine va tenter de devenir une économie innovante en s'appuyant sur l'action de l'État afin de maintenir le contrôle du parti sur la société. Il est trop tôt pour se prononcer sur la réussite ou sur l'échec d'une telle stratégie mais, en cas de succès durable, notre hypothèse serait alors infirmée.

Opérationnalisation

Comme nous l'avons souligné, le développement économique dans une économie capitaliste (et plus particulièrement le processus d'industrialisation) créent les préconditions nécessaires à l'avènement d'une démocratie libérale ou d'un régime autoritaire libéral. Pourtant, malgré son impressionnant développement économique, la Chine a toujours un régime autoritaire et le Mexique, qui s'est industrialisé dans la seconde moitié du XXe siècle, est plongé dans le piège d'une consolidation démocratique inachevée. L'absence de démocratie libérale dans ces deux pays s'explique par le fait que de nombreuses conditions structurelles nécessaires à son émergence ne sont pas encore présentes.

- La première condition est le niveau de développement. En effet, les démocraties libérales consolidées ou un régime autoritaire libéral comme celui de Singapour n'ont jusqu'ici vu le jour dans des pays ayant un revenu élevé.
- La seconde condition est la présence d'une véritable économie de marché.

- La troisième condition est l'existence d'une classe moyenne majoritaire issue du secteur privé (et non du secteur public) favorable aux valeurs de la démocratie libérale.
- La quatrième condition est la présence d'une société civile autonome par rapport à l'État.
- La cinquième et dernière condition à l'avènement d'une démocratie libérale est la présence d'institutions libérales telles que l'État de droit, la protection du droit de propriété, l'assurance de l'exécution des contrats, un pouvoir judiciaire indépendant, des tribunaux impartiaux et une constitution qui garantit les libertés individuelles des citoyens.

Notre stratégie pour tester la validité des pistes de recherche que nous venons d'énoncer s'appuiera sur une approche comparative, structurelle et historique qui nous permettra de les confronter à des observations empiriques sur la longue durée. Cela nous permettra de démontrer que le lien entre libéralisme économique et libéralisme politique est complexe et qu'il peut mener à des impasses. Pour cette raison, les chapitres 2 et 3 seront essentiellement des chapitres descriptifs et historiques qui fourniront le contexte et poseront les bases de l'argumentation et de l'analyse qui sera réalisée dans les chapitres suivants.

Notre stratégie de recherche sera donc :

- Comparative, dans la mesure où nous nous livrerons à une comparaison des processus de transformation économique et politique dans deux pays émergents, à savoir le Mexique et la Chine ;
- Structurelle, étant donné que nous analyserons les conditions économiques et sociales de l'émergence ou non de la démocratie libérale ;

- Et, finalement, historique puisque nous étudierons des trajectoires historiques particulières depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

Nous ne considérons pas que seules les structures déterminent les événements. Dans la mesure où les acteurs sociaux font des choix dans le cadre de contraintes structurelles qui limitent leurs options, nous ne considérons pas qu'une explication de l'émergence de la démocratie doive nécessairement s'appuyer, soit uniquement sur une analyse fondée sur l'étude des déterminants structurels favorables ou non à la démocratie, soit uniquement sur une analyse fondée sur l'étude des interactions stratégiques entre les différentes élites politiques. Ces deux approches sont complémentaires et il y a certainement une place pour la contingence, même si les contraintes structurelles sont bien réelles. Cependant l'analyse structurelle est plus utile pour répondre au problème théorique qui nous intéresse (March et Olsen, 1984).

Le paradoxe libéral est un problème théorique complexe et d'autres approches pourraient être utilisées pour l'expliquer comme l'approche institutionnelle ou l'école de la régulation. Cependant, nous considérons que chaque approche définit ses propres problèmes théoriques et nous croyons que la question du paradoxe libéral n'a de sens que dans le cadre du paradigme libéral classique dans lequel nous nous inscrivons. Nous avons donc décidé d'adopter la théorie libérale renouvelée comme méthode pour analyser l'évolution des pays émergents car elle fournit une explication cohérente au problème que nous avons défini.

L'un de nos objectifs dans cette thèse est de faire la démonstration que le libéralisme classique n'est pas seulement une école de pensée mais également une approche théorique cohérente dans le domaine de la science politique. Nous souhaitons également définir un programme de recherche théorique original et cohérent sur le long terme.

Il est à noter que notre méthodologie s'inspire en grande partie de l'approche institutionnelle, notamment l'institutionnalisme historique tel que défini par Peter A. Hall (1989), qui permet d'analyser l'évolution dans le temps des principaux groupes économiques et politiques, des idées et des institutions ainsi que leur interaction. C'est dans cette perspective que nous présentons des séquences historiques particulières afin d'analyser le rôle des groupes favorables ou opposés au libéralisme économique et politique, les débats idéologiques qui se développent, notamment au sein des élites, ainsi que les institutions qui ont émergé à la suite d'évolutions historiques complexes. Notre approche historique de l'étude du Mexique et de la Chine nous permettra de définir des trajectoires nationales dues à la constitution de formes institutionnelles particulières.

L'école de la régulation pourrait sans doute tenter d'expliquer le problème théorique qui nous intéresse. Cette approche théorique présente des éléments intéressants. Par exemple, elle souligne avec justesse le fait que le capitalisme prend des formes différentes selon les nations. Nous sommes également en accord avec la notion de régime d'accumulation, même si nous n'utilisons pas ce terme, notamment en ce qui concerne le passage, dans le cadre d'un processus de développement économique, d'un régime d'accumulation extensif, fondé sur l'accroissement du stock de facteurs de productions à un régime d'accumulation intensif, fondé sur d'importants gains de productivité.

Pourtant nous n'avons pas eu recours à cette approche pour les raisons suivantes :

1. Tout d'abord, nous pensons que ce type d'analyse en termes de régimes d'accumulation et de mode de régulation s'applique mieux aux économies avancées qu'aux économies émergentes.
2. D'autre part, l'analyse en termes de mode de production et de superstructure est à nos yeux un peu trop mécanique et déterministe dans la mesure où une

crise du régime d'accumulation amène automatiquement à un changement du mode de régulation. Il semble qu'il y ait un seul mode de régulation pour chaque régime d'accumulation. C'est donc l'adéquation entre les institutions et le régime économique qui détermine la stabilité ou l'instabilité de l'économie.

3. De plus, les crises sont essentiellement de nature économique et pas de nature politique, ce qui va à l'encontre de notre approche.
4. Pour conclure, il nous semble que l'école de la régulation ne permet pas d'analyser la question du régime politique, notamment de l'autoritarisme et de la démocratie libérale qui sont au cœur de notre sujet.

Notre ambition dans cette thèse est d'adapter le libéralisme classique aux réalités du XXI^e siècle d'un capitalisme avancé qui semblent à première vue n'avoir que peu de rapports avec le contexte historique de son émergence. Ce choix s'explique par le fait que, comme nous l'avons souligné, seule la théorie libérale classique telle qu'elle a été définie par l'école autrichienne (von Mises et Hayek) au XX^e siècle explique le rapport entre capitalisme et démocratie libérale et l'importance de la présence d'une économie de marché pour qu'une société soit politiquement libre. Dans le cadre de cette logique, l'État de droit constitue le lien entre économie de marché et démocratie libérale. C'est le point d'ancrage central de la thèse. En effet, l'État de droit est non seulement crucial pour le bon fonctionnement d'une économie capitaliste, mais il est également essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie libérale.

D'autre part, nous considérons que l'innovation à la frontière technologique dans les pays avancés ne peut voir le jour que dans le cadre d'un processus de destruction créatrice où l'entrepreneur doit être libre et où le droit de propriété doit être protégé. Ceci est particulièrement pertinent dans la phase actuelle du développement du capitalisme. C'est le paradigme Schumpeterien qui est confirmé par de nombreuses

études académiques sur la croissance et l'innovation, notamment celles de Philippe Aghion et de Peter Howitt (1998) qui ont développé un agenda de recherche sur la question. Dans le cadre de ce paradigme, la présence d'une économie de marché est essentielle.

La théorie libérale classique renouvelée que nous proposons évoque le rôle des organisations publiques et privées. En effet, comme Aghion (2020), nous considérons que l'État a un rôle légitime à jouer pour protéger la société des effets négatifs de la destruction créatrice tant et aussi longtemps qu'il ne remet pas en question le processus d'innovation, notamment en ce qui concerne le droit de propriété des entrepreneurs. D'autre part, comme nous l'avons souligné, les éléments susceptibles d'entraver la dynamique de l'offre et de la demande, telles que les pratiques monopolistiques devraient être strictement limités. En effet, les entreprises qui innovent sont en mesure de constituer des monopoles, comme les GAFAs, qui cherchent, au moyen notamment d'activités de lobbying, à empêcher l'entrée sur le marché des nouveaux innovateurs. L'État doit donc, dans le cadre d'une régulation du capitalisme, empêcher la constitution de monopoles.

Notre recherche s'appuiera sur l'analyse d'une source abondante de documents secondaires, sous la forme de monographies (en histoire, science politique ou économie), de rapports, d'études ou de statistiques d'organisations internationales ou de *think-tanks*, d'articles de revues scientifiques, de journaux spécialisés ou de documents audio et vidéo sur internet, qui nous permettront de couvrir nos études de cas sur de longues périodes de temps. Les indicateurs quantitatifs proviendront d'organisations internationales reconnues comme la Banque mondiale, le World Economic Freedom, Transparency International et Freedom House qui produisent des données fiables largement reprises dans les travaux académiques en économie et en science politique. Nous sélectionnerons les sources de données et d'information les

plus crédibles et les plus objectives. Nous prendrons en compte leurs biais normatifs et nous les confronterons à des points de vue divergents.

Dans le second chapitre, qui est un chapitre historique, nous montrerons que les préconditions à l'émergence d'une démocratie libérale dans les économies émergentes que nous venons d'évoquer étaient partiellement réunies au Mexique et en Chine à la fin du XIXe et au début du XXe siècles. Nous expliquerons pourquoi les tentatives de libéralisation politique échouèrent et débouchèrent sur la mise en place de régimes autoritaires. A la fin des années 1970 et dans les années 1980, le processus d'industrialisation étatique et protectionniste mis en œuvre par ces régimes autoritaires postrévolutionnaires au Mexique et en Chine était arrivé à une impasse qui amena finalement les dirigeants de ces pays à s'engager sur la voie d'une libéralisation de leur économie, à savoir un retrait de l'État dans l'économie et une ouverture sur les échanges internationaux. Nous analyserons dans le chapitre 3 ce processus de libéralisation de l'économie par un régime autoritaire qui est une condition nécessaire mais non suffisante à l'avènement d'une démocratie libérale ou d'un régime autoritaire libéral. Dans les chapitres 4 et 5 nous montrerons que le Mexique et la Chine sont à présent confrontés aux pièges du revenu intermédiaire et d'une consolidation libérale inachevée, ce qui explique pourquoi la présence d'une démocratie libérale consolidée est pour le moment impossible dans ces pays. Enfin, dans le dernier chapitre qui est la conclusion, nous proposerons une explication du paradoxe libéral, à savoir la coexistence de régimes politiques autoritaires et d'une économie capitaliste dans les pays émergents, dans le cadre d'une théorie libérale classique renouvelée.

CHAPITRE I

ÉMERGENCE DU CAPITALISME, TENTATIVES DE LIBÉRALISATION POLITIQUE ET MISE EN PLACE D'UN RÉGIME AUTORITAIRE

1.1 Introduction

Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, il existe un certain nombre de préconditions à l'émergence d'une démocratie libérale dans les économies émergentes. Nous allons montrer dans ce chapitre historique que ces préconditions étaient partiellement réunies au Mexique et en Chine à la fin du XIXe et au début du XXe siècles. En effet, une économie capitaliste suivie d'une première vague d'industrialisation apparut dans les années 1890 au Mexique et entre 1912 et 1927 en Chine. Le développement d'une économie capitaliste au Mexique fut réalisé en grande partie grâce à la présence d'un État central relativement fort pour garantir la stabilité politique et une cohésion nationale minimale sur une durée suffisamment longue pendant la dictature de Porfirio Díaz (1877-1911). Par contre, en Chine, en l'absence d'un État national moderne, les institutions nécessaires à l'émergence du capitalisme furent introduites dans les concessions étrangères des ports ouverts des puissances occidentales et du Japon qui échappaient à la souveraineté de l'empire des Qing.

C'est dans ces villes cosmopolites politiquement stables que furent établies des institutions et des valeurs libérales qui favorisèrent l'émergence spontanée, non seulement d'un capitalisme étranger, mais également d'un capitalisme chinois. Ce

développement du capitalisme dans une société partiellement industrialisée fut à l'origine d'une amorce de libéralisation politique dans les deux pays, qui aurait pu mener à l'établissement de démocraties libérales au début du XXe siècle si elle n'avait été contrariée par la contre-révolution de Victoriano Huerta au Mexique en février 1913 et de Yuan Shikai en Chine au mois de mars 1913.

Les régimes politiques autoritaires qui ont été le produit de processus révolutionnaires dans la première moitié du XXe siècle au Mexique et en Chine se sont engagés sur la voie d'une industrialisation de l'économie avec l'ambition de rattraper leur retard par rapport aux pays les plus avancés. Ils ont pour ce faire eu recours à l'interventionnisme étatique et au protectionnisme. Au Mexique, cette industrialisation conduisit à une croissance économique soutenue entre 1946 et 1982 mais en Chine ce fut un échec. Ces régimes postrévolutionnaires compromirent durablement le libéralisme économique et politique au Mexique et détruisirent l'économie de marché et la société civile en Chine.

1.2 L'émergence du capitalisme

L'émergence du capitalisme au Mexique : 1877-1910

Entre l'indépendance du Mexique en 1821 et le début du *Porfiriato* en 1877 (la dictature personnelle de Porfirio Díaz), les conditions pour une industrialisation dans le cadre d'une économie capitaliste n'étaient pas réunies au Mexique. En effet, pendant cette période, il n'y avait pas de marché national unifié ni de réseau national d'infrastructures de transport pour faciliter les échanges. Il n'y avait pas non plus les institutions nécessaires au développement économique et un État central suffisamment fort pour assurer la stabilité politique et la cohésion nationale sur une durée suffisamment longue. Durant les cinquante premières années du Mexique indépendant

l'économie fut ravagée par les conséquences de la guerre d'indépendance et l'instabilité politique. Malgré l'adoption de mesures, telle que la création en 1830 d'une banque de développement, la *Banco de Avío*, pour favoriser l'essor d'une industrie textile, l'industrialisation de l'économie fut marginale (Kuntz Ficker, 2002 : 162).

En matière de politique économique, les libéraux mexicains étaient à cette époque influencés par la pensée de José María Luis Mora qui était hostile à toute idée de promotion du développement économique par l'État ou à la mise en place d'un protectionnisme commercial (Hale, 1968 : 259). Les libéraux considéraient en effet que le Mexique n'avait aucun intérêt à s'opposer aux forces de l'économie de marché et de la division internationale du travail qui lui conféraient un avantage comparatif dans la production agricole et minière (Hale, 1968 : 301). Ils préconisaient plutôt la mise en œuvre d'un désamortissement des biens du clergé et des propriétés communautaires indigènes afin d'améliorer la productivité agricole et d'augmenter ainsi la richesse nationale. L'objectif était de faire du Mexique, à l'image des États-Unis de l'époque, un pays de petits et moyens propriétaires fonciers dans lequel une démocratie libérale pourrait émerger (Vázquez, 2008 : 300). Le problème est que la concentration de la terre en un nombre limité de grands propriétaires terriens n'a pas permis ce type d'évolution.

Les libéraux de la République restaurée (1867-1876) avaient bien compris qu'il fallait construire un État central fort pour instaurer la propriété privée individuelle et détruire les vestiges institutionnels d'une société traditionnelle. C'était en effet la condition première pour constituer une économie capitaliste et une société libérale. Mais leur incapacité à maintenir un régime politique stable empêcha une telle transformation. C'est le régime autoritaire de Porfirio Díaz (1877-1911) qui instaura la stabilité politique nécessaire à l'apparition d'un marché national unifié et à l'émergence de la première vague d'industrialisation pendant la décennie 1890, en garantissant notamment la sécurité des investissements étrangers.

Ce développement économique fut réalisé dans le cadre d'une économie capitaliste associée à un certain degré d'interventionnisme étatique et à un protectionnisme commercial ciblé. Le projet libéral dans le domaine économique fut mis en place par un groupe restreint d'experts aux compétences diverses. Ces technocrates, plus connus sous le nom de *Científicos*, représentaient un nouveau type de libéralisme économique qui s'opposait à la participation populaire et à la démocratie³⁵. Justo Sierra, la référence intellectuelle des *Científicos*, considérait que la nation devait être dirigée par des élites éclairées qui appliqueraient des principes de gouvernement et d'administration scientifiques et apolitiques (Hale, 1989 : 121-22). La présence d'une administration centrale forte était jugée indispensable pour assurer l'ordre nécessaire au succès de leur projet modernisateur de développement économique et social. Dans le cadre de la logique du positivisme, même si les *Científicos* souhaitaient une institutionnalisation du pouvoir qui leur aurait permis de poursuivre leur projet dans la stabilité, l'ordre garanti par le pouvoir personnel de Porfirio Díaz devait conduire au progrès de la nation.

José Yves Limantour, le ministre des Finances et du Crédit public entre 1893 et 1911, encouragea les investissements nationaux et étrangers, développa le marché intérieur et contribua à l'intégration du Mexique dans l'économie internationale (Kuntz Ficker, 2002 : 162). Il créa dans un premier temps les conditions nécessaires à un développement économique durable en rétablissant, pour la première fois de l'histoire du Mexique indépendant, l'équilibre des dépenses publiques. Cette stabilisation des finances publiques lui permit d'obtenir des conditions d'emprunt plus favorables auprès des créanciers du Mexique. Le ministre des Finances contribua également à l'émergence d'un véritable marché national en abrogeant en 1896 l'*alcabala* (une taxe

³⁵ En raison notamment de l'influence du positivisme d'Auguste Comte et du darwinisme social d'Herbert Spencer.

de vente perçue par les États de la fédération qui s'appliquait au commerce entre les États) (Garner, 2001 : 171). En l'absence d'un capital national suffisant pour développer l'économie, les *Científicos* encouragèrent les investissements étrangers (attirés par la récente stabilité économique et politique du pays) à investir dans l'économie mexicaine. Afin d'éviter une trop grande dépendance par rapport à son voisin du Nord, le gouvernement de Porfirio Díaz s'efforça d'établir un équilibre entre les investissements en provenance des États-Unis et d'Europe (essentiellement de la Grande-Bretagne et de la France).

Il faut toutefois attirer l'attention sur le fait qu'au-delà de l'adoption de mesures favorables au bon fonctionnement d'une économie de marché, le développement économique du *Porfiriato* fut également le résultat de la mise en œuvre de politiques interventionnistes et protectionnistes. En effet, durant cette période, l'État mexicain s'efforça de développer une industrie nationale naissante en la protégeant de la concurrence étrangère. Les mesures mises en place pour réaliser cet objectif furent des allègements fiscaux pour les nouvelles industries, des droits de douane élevés sur certaines importations et, enfin, la garantie d'une position de monopole sur le marché intérieur pour certaines entreprises (Garner, 2001 : 184 ; Elizondo, 2013 : Location No. 1339).

L'État encouragea également la construction d'infrastructures indispensables à la constitution d'une économie de marché sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, entre 1903 et 1907, le gouvernement mexicain participa à la création des Chemins de fer nationaux du Mexique (*Ferrocarriles Nacionales de México*) qui représentaient à l'époque les deux tiers du réseau national. L'État était l'actionnaire majoritaire de la compagnie mais il respectait néanmoins l'autonomie opérationnelle et de gestion de l'entreprise (Garner, 2001 : 172 ; Kuntz Ficker, 2012 : Location No. 2666). La constitution d'un réseau national de chemins de fer et de ports modernes à Veracruz et à Tampico permit de considérablement réduire les coûts de transport et de connecter le

marché mexicain au marché étasunien, favorisant ainsi les exportations et les importations. Il faut néanmoins préciser que, de manière paradoxale, la libéralisation de la politique commerciale et une réduction des barrières douanières sur les importations coïncida avec des mesures protectionnistes mises en place pour protéger l'industrie nationale à partir de 1891 (Kuntz Ficker, 2002 : 162 et 172).

Ainsi donc, à partir des années 1890, la politique économique du *Porfiriato* fut caractérisée par un mélange de libre-échange et de protectionnisme ciblé. Une telle politique permettait dans les faits au gouvernement de réduire la moyenne des droits de douane tout en augmentant les droits de douane sur un groupe restreint de produits. Cette stratégie présentait l'avantage de protéger certains producteurs nationaux qui avaient des coûts de production élevés de la concurrence étrangère, tout en leur permettant d'accéder en même temps à un capital bon marché et à des biens intermédiaires étrangers nécessaires à leur production (Bortz et Haber, 2002 : 12-13).

Ces politiques furent à l'origine d'une croissance du produit industriel de l'ordre de 3 % par an entre 1877 et 1910 (4,6 % entre 1895 et 1910) (Kuntz Ficker, 2012 : Location No. 2433). La prospérité économique relative pendant cette période permit à l'État central d'augmenter ses revenus de manière considérable. Ainsi le total des revenus du gouvernement fédéral augmenta d'un peu plus de 26 millions de pesos pour l'année fiscale 1876-77 à plus de 85 millions de pesos en 1906-7 (en pesos de 1900) (Haber, 1989 : 24). Les moteurs de cette première vague d'industrialisation furent l'agriculture d'exportation, la construction d'un important réseau de chemins de fer avec des capitaux étasuniens et britanniques, l'exploitation des minerais et, finalement, la production de pétrole qui passa de 8000 barils en 1901 à 8 000 000 en 1910 (Garner, 2001 : 165). Même si la production nationale était principalement orientée vers les marchés extérieurs, il faut souligner l'émergence, après 1890, d'une production industrielle nationale diversifiée (dont l'industrie textile est l'exemple le plus connu)

pour le marché intérieur³⁶. Un certain nombre d'entreprises mexicaines d'envergure, qui ont toutes été créées entre 1890 et 1910, constitueront d'ailleurs par la suite la base de la seconde vague d'industrialisation après 1940³⁷.

Haber (1989 : 82-83) estime toutefois que les grandes entreprises manufacturières du Mexique ne furent pas créées par de véritables entrepreneurs (au sens schumpétérien du terme) qui se seraient démarqués de la concurrence en innovant au moyen de nouveaux procédés ou de nouvelles techniques de production. Ces grandes entreprises manufacturières furent la plupart du temps constituées par un groupe restreint d'investisseurs (la plupart originaires d'Europe) qui étaient les seuls à avoir les moyens financiers pour reproduire, dans le contexte mexicain, des procédés de production déjà existants dans les pays industrialisés d'Europe ou aux États-Unis. Cette approche nécessitait une importante mobilisation de capitaux et ne devenait rentable (les profits étant relativement faibles et incertains [Haber, 1989 : 103]) que si les investisseurs bénéficiaient du soutien de l'État qui leur garantissait une position privilégiée par rapport à leurs concurrents étrangers ou nationaux sous la forme d'un monopole.

Il s'agissait bien évidemment d'un capitalisme de connivence dans le cadre duquel le succès de ces capitalistes dépendait en grande partie de rentes de situation qui étaient le produit de relations étroites et privilégiées avec les *Científicos* du gouvernement de Porfirio Díaz. Il faut préciser que ce capitalisme de connivence constituait un obstacle à l'émergence d'un État de droit au Mexique dans la mesure où le gouvernement et la

³⁶ En 1910, le secteur manufacturier représentait 12 % de la production nationale et employait 11 % de la main d'œuvre (Garner, 2001 : 180 et 183 ; Elizondo, 2013 : Location No. 1348-1362).

³⁷ Ces entreprises, qui existent encore aujourd'hui, sont *Vidriera Monterrey*, dans la production de verre (notamment de bouteilles), les brasseries *Moctezuma* et *Cuauhtémoc* et la *Fundidora Monterrey* dans la sidérurgie (Haber, 1989 : 3-4).

bureaucratie favorisaient certains membres de la société au détriment des autres. Or, ceci remet en question le caractère universel de la règle dans l'État de droit. Au niveau politique, le problème est que, comme le fait remarquer Haber (2002 : 331) : “Crony systems such as the one that operated in Porfirian Mexico have two major disadvantages. The first is that they tend to produce very skewed distributions of income and wealth, because a small group of economic and political elites earns tremendous rents from everyone else in society. The second is that they give rise to disaffection from other members of the economic elite, who are not closely linked to the political elite that provides entitlements and favors. The result can be politically explosive, and Porfirian Mexico was no exception.”

L'émergence du capitalisme en Chine : 1895-1937

En Chine comme au Mexique le capitalisme fut importé des pays déjà industrialisés. Il fut introduit par l'entremise des ports ouverts qui échappaient à la souveraineté de l'Empire des Qing. C'est en effet dans ces villes cosmopolites qu'apparurent des institutions et des valeurs libérales (notamment la présence d'un État de droit dans le domaine économique et la reconnaissance du droit de propriété) qui favorisèrent son développement. À l'issue de la défaite de la Chine face au Japon en 1895, le traité de Shimonoseki leva l'interdiction pour les Japonais, puis par la suite pour l'ensemble des Occidentaux, d'établir des usines dans des ports ouverts comme Tianjin, Canton ou Shanghai qui s'étaient jusque-là spécialisés dans le commerce d'importation et d'exportation (Bergère, 1989 : 295 et 2007 : 62). Le centre de ce capitalisme indigène fut la ville de Shanghai où plusieurs magnats de l'industrie se sont émancipés du contrôle de la bureaucratie impériale et ont prospéré.

La présence des ports ouverts permit l'intégration d'une partie de l'économie chinoise au marché mondial et favorisa ainsi le transfert de technologies, d'idées et de savoir-faire nouveaux, ainsi que l'arrivée de capitaux en provenance des pays occidentaux

(Bergère, 1989 : 296). L'essor du commerce international fut également à l'origine de l'introduction de nouvelles formes de crédit (Bergère, 1989 : 296 et 2007 : 61). La première banque étrangère fut établie en 1848 et les premières banques modernes chinoises apparurent à la fin du XIXe siècle dans les ports ouverts, mais ne prirent leur essor que dans la décennie 1910-1920 (Brandt, Ma et Rawski, 2014 : 90). Une bourse des valeurs fut par la suite ouverte à Shanghai au mois de septembre 1921 (Dikotter, 2008 : 85-87). Des infrastructures physiques favorisant le développement économique furent également mises en place. Il suffit de citer la construction d'installations portuaires et d'un réseau ferroviaire qui crût rapidement entre 1895 et 1911, puis entre 1928 et 1937, pour finalement atteindre 24 945 kilomètres à la veille de la prise du pouvoir par les communistes en 1949 (Bergère, 1989 : 296 et 2007 : 61).

Bergère (1989 : 299) estime que la période entre 1912 et 1927 (qui suit la révolution de 1911 et l'instauration de la république de Chine en 1912 et qui précède le tournant autoritaire du régime nationaliste avec l'arrivée de Chiang Kaï-shek au pouvoir en 1927-28) aurait été l'âge d'or du capitalisme chinois³⁸. Cette époque fut marquée par un effondrement du pouvoir central au profit de seigneurs de la guerre et par une grande instabilité politique dans le pays. Ce contexte historique particulier amena à un effacement de l'autorité de l'État central au profit des régions et des marchands des ports ouverts qui étaient libres de développer leurs activités économiques sans aucune entrave bureaucratique de l'État central (Bergère 1989 : 299).

³⁸ Bergère (1989 : 300) souligne toutefois que : « À l'échelle du continent chinois, cependant, et à l'échelle des multitudes chinoises, l'importance du secteur moderne côtier demeure faible. En 1933, d'après l'enquête de Liu-Yeh, la production agricole continue à fournir 65 % du revenu national et à occuper 75 % de la population, alors que la part du secteur secondaire (industrie moderne, artisanat, mines, services d'utilité publique) ne dépasse pas 10,5 %. »

Il faut également mentionner le retrait partiel des puissances impérialistes du marché chinois pendant la Première Guerre mondiale et la période de reconstruction qui a suivi. Cette conjoncture exceptionnelle permit non seulement de protéger pour un temps les entrepreneurs chinois d'une concurrence étrangère plus performante sur le marché national, mais également d'accroître la demande des pays belligérants pour les produits alimentaires et les matières premières que la Chine était en mesure de leur fournir. Il s'agissait, en termes de développement économique, d'une étape de substitution aux importations spontanée qui s'est traduite par une diminution des importations de produits industriels en provenance des pays occidentaux dont l'ensemble de l'activité économique était alors mobilisé par l'effort de guerre et de reconstruction. Cette situation inédite constituait bien évidemment une opportunité d'affaires pour les entrepreneurs chinois et, aussi bien les grandes entreprises nationales que de petites et moyennes entreprises du secteur privé, se développèrent pendant cette période³⁹ (Bergère, 2007 : 96, 98-99 et 103).

Comme l'indiquent Brandt, Ma et Rawski (2014 : 89), si les investisseurs étrangers étaient prédominants au début du processus d'industrialisation, les entrepreneurs chinois devinrent majoritaires par la suite et les entreprises contrôlées par des Chinois produisaient 73 % de la production industrielle de la Chine en 1933. La première vague d'industrialisation de la Chine (1912-1927) reposait essentiellement sur la production de biens de consommation (industries textiles et alimentaires) (Bergère, 1989 : 297). D'après Bergère (1989 : 296) : « La production de ce secteur (industriel) croît au rythme de 8 à 9 % par an entre 1912 et 1949, atteignant même des taux annuels de 13,4 % entre 1912 et 1920. Sur les 3 935 usines chinoises et étrangères recensées par

³⁹ Dikotter (2008 : 87-88) attire l'attention sur le fait que la croissance économique ne se limita pas aux ports ouverts et qu'elle s'étendit également à l'économie rurale.

une enquête du ministère des Affaires économiques en 1937, 83 % sont localisées dans les grandes cités du littoral (31 % à Shanghai même, 52 % dans les autres ports ouverts : Tianjin, Qingdao et Wuhan). ». La Mandchourie était un autre centre de l'industrie chinoise où l'industrialisation fut impulsée par des investissements japonais à la fin des années 1920, ce qui amena finalement à la prise de contrôle de ce territoire par le Japon en 1932 (Brandt, Ma et Rawski, 2014 : 91).

Le laissez-faire qui contribua au développement du capitalisme chinois pendant son âge d'or dans les années 1910 et 1920 s'acheva en 1927-28 avec le coup d'État de Chiang Kai-shek. Le leader du Guomintang (le parti nationaliste) instaura un régime autoritaire pendant la Décennie de Nankin de 1927 à 1937. Comme l'observe Bergère (2007 : 144 et 1989 : 300), les conditions n'étaient alors plus aussi favorables au développement du capitalisme. En effet, alors que l'âge d'or du capitalisme chinois avait largement bénéficié de l'affaiblissement de l'État central, le régime de Nankin avait pour principal objectif de centraliser le pouvoir politique. D'autre part, le Guomintang était hostile à l'entreprise privée et était peu favorable aux intérêts économiques et politiques de la société des ports ouverts (Fairbank et Goldman, 2006 : 286).

L'idéologie étatiste et illibérale du régime de Nankin avait pour origine la doctrine des Trois Principes du Peuple du fondateur du Guomintang, le docteur Sun Yat-sen. Cette doctrine considérait en effet que le secteur privé devrait se concentrer sur les industries légères et coexister, dans le cadre d'une économie mixte, avec un secteur public favorisé par l'État. L'objectif était de faciliter le développement du secteur public dans des secteurs stratégiques comme les transports, les mines, l'énergie, ou les industries lourdes. Outre le rôle central accordé au secteur public dans l'économie, Sun Yat-sen était également favorable à une planification de l'activité économique (Bergère, 2007 : 104 et 147).

Mis à part l'interventionnisme croissant de l'État central dans l'économie, le retour des entreprises étrangères sur le marché chinois et la crise économique mondiale des années 1930 contribuèrent également à mettre un terme à la période de prospérité pour les capitalistes chinois (Bergère, 2007 : 96). Cette nouvelle réalité eut pour conséquence de considérablement réduire la part de l'initiative privée dans l'économie et de renforcer les élites politiques, militaires et bureaucratiques qui exerçaient un contrôle de plus en plus étroit sur l'activité économique. D'après Fenby (2009 : 209) : "What Chiang and the Kuomintang hankered for was a form of state capitalism harking back to the late imperial era. Well-connected businessmen would have a role to play, and might be useful in facilitating foreign loans. The bourgeoisie could enjoy a comfortable life so long as it did not challenge the regime, and kept its head down. But true power would be held by the central military-political group round the leader. As for the urban workers, the regime was keen to avoid the rise of leftist trade unions, and preferred 'yellow unions' run by co-operative underworld labour bosses among unskilled workers."

Ce capitalisme de connivence contribua à un effondrement de l'État de droit dans les concessions étrangères des ports ouverts selon la même logique que nous avons évoqué pour le Mexique. A titre d'exemple, le Guomindang exerça son emprise sur le secteur privé par l'entremise d'une organisation criminelle de la ville de Shanghai, la Bande Verte. Cette organisation clandestine permit au régime de Nankin d'extraire d'importantes ressources financières des capitalistes chinois dans les ports ouverts qui échappaient à sa souveraineté (Brandt, Ma et Rawski, 2014 : 88-89). D'autre part, les dirigeants du Guomindang se livrèrent en mars 1935 à une quasi-nationalisation des banques au moyen d'un « coup d'État bancaire » qui accordait aux représentants du gouvernement la majorité dans les conseils d'administration des principales banques du pays (Bergère, 2007 : 150). Le contrôle du secteur bancaire par le gouvernement lui permit d'intervenir directement dans l'industrie et le commerce et d'acquérir au moins

12 % des industries du secteur privé chinois à la fin de l'année 1936 (Eastman, 1986 : 158).

Le capitalisme d'État du Guomindang se manifesta également dans la mise en œuvre d'une planification de l'activité économique. Dans un premier temps, cette planification eut comme objectif de développer l'ensemble de l'économie, puis, par la suite, pendant le conflit avec le Japon entre 1937 et 1945, elle se concentra entièrement sur la défense nationale (Bergère, 2007 : 148). Dès 1932 le gouvernement nationaliste créa la Commission de la Défense nationale qui deviendra en 1935 la Commission des Ressources Naturelles (CRN). Il s'agissait d'une agence de planification dont l'objectif stratégique était de renforcer la Chine face à la menace du Japon qui venait de s'emparer de la Mandchourie en 1931-1932. La CRN privilégia le développement d'industries lourdes et de mines dans le cadre d'entreprises publiques dans les provinces de l'intérieur (Hubei, Hunan, Jiangxi), loin des régions vulnérables à une attaque japonaise, (Bergère, 2007 : 148 ; Fairbank et Goldman, 2006 : 292). Malgré une conjoncture difficile pendant la décennie de Nankin, le secteur privé ne disparut pas pour autant et se renforça même lorsque les effets de la crise économique mondiale se dissipèrent.

Cependant le développement industriel fut par la suite sérieusement compromis par le conflit avec le Japon (1937-1945) et la guerre civile (1946-1949) entre les nationalistes et les communistes. Comme le font valoir Brandt, Ma et Rawski (2014 : 91-92) : "These conflicts took a massive toll of both human life and physical capital. They also imposed further costs arising from rampant corruption, fiscal predation and hyperinflation. These circumstances partly accounted for the rise of a new regime that quickly achieved historically unprecedented centralization and control under a socialist command economy." Comme nous allons le voir plus tard, l'avènement du régime communiste en 1949 sonna le glas de l'expérience capitaliste en Chine.

1.3 Tentatives de libéralisation politique

En ce qui concerne la question de la relation entre capitalisme et régime politique, il est important de souligner le fait qu'au Mexique le libéralisme politique (1867-1910) précéda l'apparition d'une économie capitaliste (1877-1910), alors qu'en Chine la relation fut inverse et l'économie capitaliste (1895-1937) se développa avant le libéralisme politique (1911-1927). Le libéralisme au Mexique fut donc un projet politique avant de devenir une réalité économique.

Le libéralisme politique au Mexique : 1867-1910

Entre 1821 et 1877 le Mexique connut une instabilité politique chronique, de profondes divisions au sein des élites sur la nature du régime à adopter (monarchique ou républicain, centralisateur ou fédéral) ainsi que sur les institutions à mettre en place (notamment en ce qui concerne le rapport entre les pouvoirs exécutif et législatif), des désaccords permanents entre le centre et les régions, une économie dévastée par la guerre d'indépendance et les conflits incessants et, enfin, l'absence de ressources financières suffisantes pour que le gouvernement fédéral soit en mesure de mener à bien ses fonctions essentielles (ce qui explique l'endettement chronique du Mexique auprès des puissances européennes au cours de cette période). Le double traumatisme de la perte du Texas, qui devint indépendant en 1836, et de la défaite militaire face aux États-Unis (1846-1848), qui eut pour conséquence la perte de la moitié du territoire national, amena les élites mexicaines à s'interroger sur les raisons de ces échecs et sur l'avenir de leur jeune nation (Hale, 1968).

Cette réflexion amena en 1849 à la constitution de deux projets politiques antagoniques pour sauver le pays du désastre et construire un État viable (Vázquez, 2008 : 295). Le

premier, conçu par Lucas Alamán et influencé par la pensée d'Edmund Burke, fut le projet conservateur qui préconisait un maintien de l'héritage hispanique. Le parti conservateur était favorable à l'établissement d'une monarchie catholique constitutionnelle soutenue par l'Europe pour faire contrepoids aux États-Unis. Les conservateurs désiraient également la mise en place d'un pouvoir exécutif fort avec un Congrès affaibli, une centralisation administrative, la suppression du fédéralisme établi en 1824 et, enfin, le rejet de la démocratie et le maintien des pouvoirs et privilèges (*fueros*) de l'Église, de l'Armée et des communautés indigènes.

Le second projet, qui s'est construit en opposition aux conservateurs, était l'héritier de la pensée libérale de José María Luis Mora et de Benjamin Constant. Le parti libéral, qui regroupait une majorité de fédéralistes, était favorable à un régime républicain fédéral et représentatif fondé sur la séparation des pouvoirs qui respecterait les droits des États et des municipalités. Les libéraux souhaitaient l'implantation au Mexique du libéralisme politique (les droits individuels et les libertés publiques) et du libéralisme économique (Vázquez, 2008 : 298 et 300).

Comme le fait remarquer Hale (1968), à l'image du libéralisme français de l'époque et contrairement au libéralisme anglo-saxon, le libéralisme mexicain ne cherchait pas à limiter systématiquement le pouvoir de l'État. En effet, les libéraux mexicains concevaient l'État comme un instrument permettant d'instaurer le libéralisme politique et économique dans une société traditionnelle de privilèges. Dans leur esprit, seul un État fort était en mesure de s'opposer aux puissants groupes conservateurs (dont le plus important était l'Église catholique) au sein de la société mexicaine. Même si leurs stratégies respectives pour rénover la nation mexicaine étaient diamétralement opposées, conservateurs et libéraux avaient néanmoins en commun une volonté de constituer un État central qui serait en mesure d'affirmer son autorité (en rééquilibrant notamment les pouvoirs exécutif et législatif) pour faire face aux divisions internes et aux pressions externes (Vázquez, 2008 : 295 ; Krauze, 1992 : 19).

Les victoires des libéraux sur les conservateurs lors de la guerre de la Réforme (1858-1861) puis sur l'Empire de Maximilien lors de l'Intervention française (1862-1867) constituèrent un triomphe durable pour le projet libéral au Mexique. Hale (1989 : 3-4) rappelle que la tradition libérale mexicaine s'incarne depuis cette époque dans la Constitution de 1857. Elle constituait, dans la continuité de la Constitution de 1824, un État républicain et fédéral fondé sur la démocratie représentative, le respect des droits de l'Homme, l'inviolabilité du droit de propriété et l'abolition des monopoles et des tarifs douaniers prohibitifs.

La tradition libérale mexicaine s'appuie également sur les lois de *Reforma* (1855-1863) qui avaient pour objet la suppression des privilèges de l'Église et de l'Armée, la séparation de l'Église et de l'État, la nationalisation sans compensation des propriétés de l'Église et le remplacement de la propriété des communautés ou des corporations par la propriété privée individuelle. Garciadiego (2013) explique l'anticléricalisme des libéraux mexicains du XIXe siècle par le fait que la construction d'un État nécessitait l'éviction de l'Église qui exerçait les fonctions normalement réservées à l'État dans la société mexicaine. C'est probablement cette réalité qui explique le décalage entre, d'une part, un discours constitutionnel conforme au libéralisme politique de Benjamin Constant qui cherche à limiter le pouvoir de l'État par une Constitution libérale et, d'autre part, une volonté de centralisation et de concentration du pouvoir par les libéraux mexicains (Hale, 1968 : 302). Il s'agissait, comme le souligne Merquior (1991 : 14) à propos de la France après la Révolution, de recourir à l'État pour libérer l'individu de l'emprise de l'Église catholique sur la société, garantir ses droits et établir l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

Afin d'établir les principes du libéralisme dans leur pays, les libéraux mexicains devaient supprimer les corporatismes hérités de la société coloniale (Église, Armée et communautés indigènes) et transformer une société de statuts et de privilèges fortement hiérarchisée en une société libérale fondée sur la citoyenneté (Hale, 1968 : 116). Tous

ces facteurs expliquent la nature étatique et jacobine du libéralisme mexicain qui se distingue d'un libéralisme anglo-saxon plus individualiste et plus méfiant vis-à-vis de l'État.

Le Mexique est donc devenu, en théorie du moins, une démocratie libérale à l'époque de la République restaurée (1867-1876) après la victoire militaire des libéraux sur les conservateurs. Pourtant, si les principes de la Constitution libérale de 1857 furent largement acceptés par l'ensemble des élites mexicaines, la Constitution ne fut dans la pratique appliquée que de manière partielle. Ainsi, comme le fait remarquer Garner (2001 : 69) : "Despite the triumph of liberalism in 1867, the liberal project in Mexico – the establishment of representative institutions, the secularization of civil society and the 'free-market' invigoration of a post-colonial economy – still stood on very unstable foundations." Cette réalité s'explique en grande partie par l'absence de paix civile pendant la République restaurée. En effet, les principaux dirigeants libéraux de l'époque (Benito Juárez, Sebastián Lerdo de Tejada, Porfirio Díaz et José María Iglesias) étaient fortement divisés et s'affrontèrent militairement. C'est dans ce contexte de forte instabilité politique que les administrations de Juárez et de son successeur, Lerdo de Tejada, manipulèrent le processus électoral et concentrèrent l'essentiel du pouvoir entre les mains du président. Cette évolution allait pourtant à l'encontre de la Constitution qui limitait les pouvoirs de l'exécutif par rapport au législatif dans le but d'empêcher l'émergence d'une dictature similaire à celle qui fut exercée par Antonio López de Santa Anna entre 1853 et 1855 (Garner, 2001 : 51 ; Aguilar Camín et Meyer, 1993 : 62).

Cette tendance vers un affaiblissement des institutions et une personnalisation du pouvoir prit finalement la forme d'un régime autoritaire sous le *Porfiriato* (1877-1911). Durant cette période, la Constitution libérale de 1857 fut toujours en vigueur et ses principes étaient en apparence respectés avec la tenue régulière d'élections et le respect de la lettre des règles institutionnelles, mais elle était dans les faits vidée de sa substance

par les pratiques autoritaires du régime (Garner, 2001 : 80). Porfirio Díaz, qui s'empara du pouvoir en 1877 en adoptant le slogan "*sufragio efectivo no reelección*" (suffrage effectif pas de réélection), n'a dans les faits jamais respecté les contraintes constitutionnelles sur l'autorité centrale (Hale, 1989 : 12). Il a d'autre part toléré, voire même encouragé, une manipulation électorale généralisée à tous les niveaux de pouvoir.

Toutefois, même s'il ne faut pas exagérer l'étendue de la *Pax Porfiriana*, la stabilité politique que connut le Mexique entre 1877 et 1910 (pour la première fois de son histoire après l'indépendance) permit la mise en œuvre d'une partie importante du projet libéral dans les domaines de l'administration publique et de l'économie (Garner, 2001 : 100). Il faut néanmoins préciser que les progrès réalisés dans ces domaines se firent au détriment du libéralisme politique et constituèrent un obstacle à l'émergence d'une démocratie libérale. Elizondo (2013 : Location No. 1325) fait remarquer que le régime ne s'appuyait pas sur un État de droit fondé sur des institutions bien établies, dont la mission aurait été de protéger les droits des individus et le droit de propriété, mais sur des accords particuliers. Ces accords profitaient à l'ensemble des parties prenantes, à savoir le pouvoir central incarné par Porfirio Díaz, les principaux acteurs politiques et économiques du pays, notamment les caciques locaux (généralement des leaders militaires issus des armées libérales), et les groupes d'investisseurs nationaux et étrangers. Dans le domaine politique, la règle implicite du régime était que tout pouvoir qui chercherait à défier l'autorité centrale serait réprimé par la force. Haber (1989 : 24) estime que cette stratégie permit à Porfirio Díaz d'exercer, pour la première fois dans l'histoire du Mexique indépendant, une hégémonie politique sur l'ensemble la société mexicaine.

Malgré ses réussites manifestes en termes de stabilité politique et de modernisation de l'économie, le *Porfiriato* n'est pas parvenu à institutionnaliser le pouvoir politique du *caudillo* et à établir un mécanisme de transfert pacifique de la présidence. Lors de sa dernière réélection en 1910, alors qu'il était pourtant âgé de 80 ans, Porfirio Díaz

n'avait toujours pas nommé de successeur. Cette situation fut à l'origine d'un conflit larvé au sein des élites politiques mexicaines entre, d'une part, les *Científicos* et leur leader José Yves Limantour (qui du fait de la nationalité française de ses parents ne pouvait pas devenir président de la République) et, d'autre part, Bernardo Reyes qui était soutenu par l'armée. Ce conflit eut pour conséquence d'affaiblir considérablement le régime et contribua même à sa chute lorsque les partisans de Bernardo Reyes (qui s'étaient organisés pour combattre les *Científicos*) décidèrent, à la suite de l'abandon par leur chef de son projet de devenir président de la République et de son départ pour l'Europe, de soutenir la candidature de Francisco I. Madero lors de la campagne électorale de 1909-1910 (Krauze, 1998).

Le projet libéral et démocratique de Madero fut en grande partie le produit de la contradiction entre le soutien du régime de Porfirio Díaz au libéralisme économique et une volonté d'empêcher l'émergence d'un libéralisme politique revendiqué (particulièrement dans le Nord du pays) par des classes moyennes issues du développement économique. Garner (2001 : 216) considère que la position de Madero vis-à-vis du *Porfiriato* peut être résumée de la manière suivante : "Although he praised the economic and administrative achievements of the Diaz regime, Madero criticized the sacrifice of political liberty for peace and material progress, and urged the implementation of constitutional liberalism in Mexico." Le mouvement dirigé par Madero (qui fut dans un premier temps pacifique avant de se muer par la suite en un mouvement révolutionnaire en raison du refus de Díaz de modifier la nature de son régime politique) fut en définitive une tentative qui fut brève mais réelle d'établir une démocratie libérale capitaliste fondée sur les principes du libéralisme économique et du libéralisme politique.

L'assassinat de Madero et la contre-révolution de Victoriano Huerta en février 1913 mirent un terme brutal à ce projet. La Révolution mexicaine entra alors dans une nouvelle phase définie par l'émergence des masses sur la scène politique. Cet échec

s'explique probablement par le fait que le processus d'industrialisation n'était pas suffisamment avancé et que le Mexique n'avait donc pas encore réuni les conditions nécessaires à l'avènement d'une démocratie libérale, notamment en ce qui concerne son niveau de développement économique et social. D'autre part, le processus de construction d'un État national moderne fort, indispensable pour garantir la stabilité politique sur une durée suffisamment longue, n'était qu'embryonnaire.

Le libéralisme politique en Chine : 1911-1927

Avec l'émergence du capitalisme dans les ports ouverts à la fin du XIXe siècle, une société civile indépendante du pouvoir politique commença à s'organiser dans des villes comme Shanghai ou Canton. Ces associations prirent la forme de chambres de commerce, d'associations professionnelles de banquiers ou d'avocats, de partis politiques, de clubs philosophiques, ou bien de syndicats ouvriers. Malgré le fait qu'elle ne représentait qu'une infime partie d'une population majoritairement traditionnelle et agricole, cette société civile autonome parvint néanmoins à faire entendre sa voix (Bergère, 1989 : 322). C'est en effet à partir de cette communauté du monde des affaires dans les villes (à laquelle s'est associée la haute *gentry* dans les campagnes) qu'émergea un mouvement constitutionnaliste indépendant de la bureaucratie impériale (Bergère, 1983 : 731).

La victoire militaire en 1905 d'une monarchie constitutionnelle asiatique, le Japon, sur un régime autocratique occidental, la Russie, convainquit les élites intellectuelles chinoises de la supériorité du constitutionalisme sur l'autocratie (Hsü, 1995 : 412 ; Ichiko, 1980 : 388). C'est donc sous la pression de la société civile chinoise et des puissances étrangères que la cour impériale promulgua le 27 août 1908 les « Principes de la Constitution » qui s'inspiraient de l'expérience japonaise de l'ère Meiji entre 1881 et 1890. Cet agenda constitutionnel prescrivait une période de tutelle de neuf ans avant

l'entrée en vigueur de la Constitution et l'élection d'un parlement national ne devait avoir lieu qu'en 1917 (Hsü, 1995 : 415 ; Ichiko, 1980 : 396-97 ; Jansen, 1980 : 347).

Mais les constitutionnalistes libéraux issus des assemblées provinciales qui avaient été élus en 1909 rejetèrent le principe d'une période de tutelle et réclamèrent la convocation immédiate d'un parlement national et l'adoption d'une Constitution (Hsü, 1995 : 417 ; Ichiko, 1980 : 397 ; Paulès, 2019 : 24). Les représentants des assemblées provinciales organisèrent en 1910 une campagne pour réaliser ces objectifs et le gouvernement impérial fut contraint de faire des concessions (Bergère, 1983 : 731). Il accepta le principe de la formation d'une Assemblée nationale provisoire, s'engagea à raccourcir de trois ans la période de transition vers un régime constitutionnel en acceptant de promulguer la Constitution en 1912 et, finalement, promit de convoquer un parlement national en 1913, au lieu de 1917 comme c'était initialement prévu (Ichiko, 1980 : 397 ; Gasster, 1980 : 512). Mais ces réformes constitutionnelles arrivaient trop tard et étaient trop superficielles.

La révolution Xinhai du 10 octobre 1911 mit un terme à une éventuelle transformation d'une tradition bureaucratique impériale fondée sur une idéologie confucéenne vieille de 2100 ans en une monarchie constitutionnelle. Une rébellion de faible ampleur entraîna dans son sillage de nombreuses provinces qui déclarèrent leur indépendance. Les vainqueurs du processus révolutionnaire furent dans un premier temps les partisans de Sun Yat-sen qui souhaitaient l'instauration d'une république. Une assemblée provisoire composée de représentants de 17 provinces se réunit le 29 décembre 1911 à Nankin et élut Sun Yat-Sen président du gouvernement provisoire. La république de Chine fut par la suite proclamée à Nankin par la même assemblée le premier janvier 1912. Cependant, si les provinces du Sud s'étaient insurgées contre les Qing, les provinces du Nord, qui étaient sous l'emprise de l'armée Beiyang (la principale force militaire modernisée du pays sous l'influence de Yuan Shikai), hésitaient (Paulès, 2019 : 24). Les Qing n'étaient pas en mesure de maintenir leur dynastie sans le soutien

de Yuan pour réprimer la révolte. Mais celui-ci décida finalement de négocier en position de force avec les révolutionnaires qui n'avaient pas la capacité militaire d'instaurer le nouveau régime dans l'ensemble du pays. Un pacte fut établi entre les révolutionnaires et l'homme fort de Beijing. Le 12 février 1912, Yuan obtint l'abdication de l'empereur Puyi, un enfant de cinq ans, et l'abolition de l'empire qui était la principale revendication des républicains. En échange de quoi Sun Yat-Sen démissionna de son poste de président provisoire de la République le 13 février 1912 et Yuan fut élu président le lendemain par l'assemblée provisoire de Nankin. Le 11 mars, une Constitution provisoire composée de 56 articles, la première de l'histoire de la Chine, fut promulguée (Hsü, 1995 : 474).

La Constitution provisoire prévoyait l'élection d'un parlement bicaméral (Hsü, 1995 : 475-76). Des élections législatives nationales et provinciales au suffrage censitaire à deux degrés furent donc organisées pendant les mois de décembre 1912 et de janvier 1913 (Chevrier, 1989 : 118). Cependant, comme le souligne Paulès (2019 : 37), la participation fut large dans la mesure où : « De 1,6 million d'électeurs aux élections des assemblées de 1909, on est passé à une quarantaine de millions, soit environ un quart des hommes adultes. » L'élection de 1912-1913 fut un épisode clé dans l'histoire politique de la Chine dans la mesure où, d'après Young (1983 : 222) : "These elections stand out as the only occasion when various Chinese political parties competed for the votes of a substantial nationwide electorate with considerable freedom from bureaucratic manipulation or coercion."

Le 25 août 1912, les révolutionnaires, avec à leur tête Sun Yat-sen et Song Jiaoren (lesquels étaient des rivaux au sein du mouvement) formèrent un nouveau parti politique nationaliste, le Guomindang, pour s'opposer à la politique de plus en plus autoritaire de Yuan Shikai. Song Jiaoren, qui avait alors le contrôle du parti, fit campagne pour l'instauration d'un régime parlementaire avec un cabinet ministériel responsable devant le parlement, ce qui aurait permis de limiter les excès du pouvoir

présidentiel. Or ce projet était en totale contradiction avec la vision du président Yuan qui était opposé au pouvoir des provinces et au parlementarisme et désirait rétablir l'autorité d'un pouvoir central fort dans le cadre d'un régime présidentiel (Fenby, 2009 : 130).

Les nationalistes triomphèrent lors de l'élection législative, remportant 269 sièges sur un total de 596 dans la Chambre basse et 123 sièges sur un total de 274 dans la Chambre haute (Hsü, 1995 : 477). Song Jiaoren était donc en mesure de former une majorité parlementaire en s'alliant avec les partis minoritaires. Cela lui aurait permis de devenir premier ministre, de former un cabinet qui bénéficierait du soutien de la majorité, de rédiger une nouvelle Constitution et d'établir un régime parlementaire (Fenby, 2009 : 131). L'affrontement entre le président de la République et le leader parlementaire du Guomindang était dès lors inéluctable et Yuan fit assassiner Song Jiaoren le 20 mars 1913.

La nouvelle Assemblée nationale fut réunie à Beijing au mois d'avril 1913 et Yuan fut confirmé comme président de la République de Chine le 10 octobre 1913 (Young, 1983 : 223 ; Hsü, 1995 : 478-79). Dans le but de contrer la dérive autoritaire du régime à la suite de la révocation des gouverneurs des provinces dirigées par le Guomindang et de reprendre le contrôle du parti, Sun Yat-sen appela au mois de juillet 1913 au renversement par la force du président dans le cadre d'une Seconde Révolution (Paulès, 2019 : 39 ; *The Economist*, 2012). Les provinces du Sud déclarèrent leur indépendance mais le mouvement échoua rapidement en raison de sa faiblesse militaire (Bergère, 1983 : 741 ; Hsü, 1995 : 478).

Le 4 novembre, prétextant une participation du parti nationaliste à la Seconde Révolution, Yuan révoqua les accréditations de 358 parlementaires et le parti fut déclaré illégal (Young, 1983 : 224 ; Hsü, 1995 : 478-79). En raison de l'absence d'un quorum légal l'Assemblée nationale n'était plus en mesure de se réunir (Hsü, 1995 :

478-79). Au mois de janvier 1914, l'Assemblée nationale (la chambre des représentants et le sénat) fut dissoute par le président et remplacée par un conseil d'État. Les assemblées provinciales et locales furent également abolies le 4 février (Young, 1983 : 242 ; Bergère, 1983 : 743). Après avoir ignoré la Constitution, supprimé le parlement et interdit le principal parti d'opposition, Yuan mit en place pendant l'année 1914 un régime présidentiel autoritaire, bureaucratique et centralisateur qui s'appuyait sur la loi martiale, une police secrète et la terreur (Fenby, 2009 : 134 ; Hsü, 1995 : 478-79). Il tenta même de rétablir l'empire en sa faveur dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle et il fut proclamé empereur le 12 décembre 1915 (Paulès, 2019 : 44). Mais les provinces du Sud s'opposèrent à son projet et se soulevèrent de nouveau contre le pouvoir central lors de la guerre de protection de la nation.

Yuan perdit le soutien de la plupart des officiers de l'armée Beiyang et dut renoncer à son projet de restauration de l'empire. Il abdiqua le 22 mars 1916 et décéda peu après, le 6 juin 1916. Après sa chute, le gouvernement chinois fut dans l'incapacité d'imposer son autorité sur l'ensemble du territoire national. L'effondrement du pouvoir central entre 1916 et 1927 fit entrer la Chine dans une période de grande instabilité durant l'époque des Seigneurs de la guerre. Les militaires qui étaient à la tête des provinces s'affrontèrent sans qu'aucun d'eux n'ait la capacité militaire de s'imposer de manière durable sur l'ensemble du pays. Dans ces conditions, l'État de droit ne pouvait émerger en Chine même s'il était présent dans les ports ouverts.

Toutefois, cette situation n'eut pas que des effets négatifs pour la Chine. En effet, le mouvement du 4 mai (déclenché par une manifestation le 4 mai 1919 d'étudiants nationalistes sur la place Tiananmen pour dénoncer le transfert au Japon des concessions allemandes sur le Shandong dans le cadre du traité de Versailles) fut à l'origine d'une période de renouveau intellectuel pour la Chine. De jeunes intellectuels qui avaient étudié à l'étranger, notamment au Japon, étaient arrivés à la conclusion que la tradition confucéenne était responsable du déclin de la Chine. Ils proposèrent donc,

dans le but de rendre la pensée chinoise moins rigide, plus scientifique et plus pragmatique, de moderniser la langue et la culture sur le modèle de la pensée occidentale (Fenby, 2009 : 142 ; Meissner, 1989 : 355). Les leaders du mouvement déclarèrent solennellement que : « seules Mme De (démocratie) et Mme Sai (science) peuvent tirer la Chine de l'obscurantisme des sphères politique, morale, académique et intellectuelle. Pour défendre ces deux dames, nous ne reculerons devant aucune oppression de la part du gouvernement, aucune attaque et insulte de la part de la société, pas même si nous devons y laisser notre vie. » (Cité par Béja, 2004 : 21-22).

Mais les ambitions du mouvement du 4 mai en ce qui concerne la possibilité de l'établissement d'une démocratie libérale en Chine furent contrariées par l'avènement d'un régime autoritaire dirigé par Chiang Kaï-shek (qui succéda à Sun Yat-sen à la tête du parti nationaliste après son décès le 12 mars 1925) à la fin des années 1920. Le Guomindang s'était éloigné à partir du mois de janvier 1923 (lorsque Sun Yat-sen prit la décision de s'allier, dans le cadre des accords Sun-Joffé, aux soviétiques et d'intégrer les communistes au parti nationaliste au sein d'un front uni) des valeurs libérales et démocratiques que Song Jiaoren avait défendues lors des élections législatives de 1912-1913. Mikhaïl Borodin, un agent du Komintern envoyé par Moscou pour conseiller Sun-Yat-sen, réorganisa le Guomindang sur le modèle bolchévique (Fairbank et Goldman, 2006 : 280). Conformément à la logique léniniste, le parti était au-dessus du gouvernement, ce qui signifiait que la personne qui contrôlait le comité central du parti était en mesure d'exercer un pouvoir autocratique (Fenby, 2009 : 161).

Les soviétiques contribuèrent également à la constitution d'une armée moderne, l'armée nationale révolutionnaire, pour soutenir le projet de Sun Yat-sen de réunifier la Chine à partir de sa base établie à Canton. La réussite de l'expédition du Nord contre les Seigneurs de la guerre, qui était depuis le 1^{er} juillet 1926 dirigée par Chiang Kaï-shek, lui permit de s'imposer de manière définitive à la tête du Guomindang (Fenby, 2009 : 169). Le Generalissimo décida de mettre un terme à la politique de « front uni »

qui avait été instaurée par son prédécesseur, Sun Yat-sen. Il expulsa les communistes du Guomindang et les réprima dans le sang, notamment à Shanghai, les 12 et 13 avril 1927, lorsque les militants communistes furent massacrés (Paulès, 2019 : 87). Avec la réunification d'une grande partie de la Chine par le parti nationaliste, un nouveau régime autoritaire émergea. Chiang considérait en effet qu'il était nécessaire d'organiser le pays sur un modèle militaire qui s'inspirait du régime fasciste en Italie et il instaura à partir de 1927 un contrôle bureaucratique étroit de l'économie et de la société civile par l'État (Eastman, 1986 : 145-6 et 165 ; Walder, 2015 : 22). Une telle évolution mettait un terme définitif au développement du libéralisme économique et politique en Chine.

1.4 Mise en place d'un régime autoritaire

Le régime postrévolutionnaire au Mexique (1920-1986) : la dictadura perfecta

Au Mexique, le processus révolutionnaire amena à la disparition du projet libéral du XIXe siècle (Garcíadiego, 1999 : 83-84) et à l'émergence, entre 1920 et 1940, d'un régime autoritaire caractérisé par l'importance de la participation des classes populaires dans la coalition gouvernementale, le rôle joué par l'idéologie révolutionnaire fondée sur le nationalisme et le populisme dans la légitimité du régime et, enfin, la constitution d'un État fort et interventionniste qui s'appuyait sur un parti hégémonique (Middlebrook, 1995 : 3). La présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940) fut significative pour l'évolution du régime postrévolutionnaire dans la mesure où elle établit de nouvelles traditions institutionnelles qui constituèrent les éléments constitutifs du présidentielisme mexicain jusqu'en 2000.

L'élément clé est le principe du *sexenio* non renouvelable qui avait pour objectif d'empêcher l'émergence d'un nouveau *Maximato* ; c'est-à-dire la domination politique exercée par un ancien président sur ses successeurs, comme ce fut le cas avec Plutarco Calles entre 1928 et 1934. Selon les règles non écrites du *sexenio*, le président en exercice était autonome et avait les mains libres dans l'exercice de son pouvoir pendant les six années de son mandat. Cependant il ne pouvait pas, même si de nombreux présidents furent tentés de le faire, se faire réélire pour un second mandat. Le président exerçait néanmoins une grande influence sur le choix de son successeur au sein de la « Famille révolutionnaire ». Il s'agit du fameux *tapadismo*⁴⁰ (une tradition qui fut établie par le président Cárdenas lors de la succession présidentielle de 1940) grâce auquel le président en exercice pouvait orienter le cours de l'évolution politique du pays après son départ. Les anciens présidents de la République pouvaient également compter sur l'absence de rétributions de la part de leurs successeurs pour les erreurs commises durant leur administration (Krauze, 1998 : Location No. 10978).

Le principe du *sexenio* non renouvelable, qui s'applique également aux gouverneurs des États et aux membres du Congrès, permettait un renouvellement constant des élites politiques (en faisant circuler le personnel politique au sein du Congrès de l'Union, des législatures locales, des postes de gouverneurs et des présidences municipales). Il permettait également, avec la formation de nouvelles coalitions, une constante redéfinition du consensus au sein de la « Famille Révolutionnaire » (Aboites et Loyo, 2011 : 617). Comme on le voit, en empêchant la réélection des présidents de la

⁴⁰ Ce terme décrit, selon Cosío Villegas (1972 : 59) : « ... la sélection cachée ou invisible des candidats du PRI aux postes d'élection populaire, en particulier les plus importants et notamment celui de Président de la République. »

République le régime postrévolutionnaire parvint à trouver une solution au problème de la succession présidentielle⁴¹.

Pour autant, le régime ne chercha pas à résoudre le problème de l'absence de suffrage effectif qui était l'une des deux conditions (avec la non-réélection) énoncées par Madero en 1908 pour établir une démocratie libérale au Mexique. En effet, même si le parti hégémonique bénéficia pendant longtemps d'une certaine légitimité auprès de la population, la fraude électorale se maintiendra jusqu'en 1997. D'autre part, comme le souligne Krauze (1998 : Location No. 9151), la présidence de Cárdenas fut également le moment à partir duquel, pour la première fois dans l'histoire du Mexique indépendant, l'intervention systématique des *caudillos* dans la vie politique s'acheva⁴². Ainsi, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays d'Amérique latine, le pouvoir militaire fut progressivement subordonné au pouvoir civil.

Bien que la Constitution de 1917 définissait clairement les prérogatives respectives du pouvoir judiciaire, du pouvoir législatif et des États de la fédération, il y eut, à partir de la présidence de Cárdenas, une forte centralisation du pouvoir en faveur de l'exécutif au détriment des autres branches du gouvernement, des gouverneurs et des *municipios*. En effet, le président de la République contrôlait non seulement l'ensemble de l'administration publique ainsi que l'appareil de l'État, mais il jouissait également de pouvoirs « métaconstitutionnels » qui allaient bien au-delà de ses prérogatives

⁴¹ Depuis la victoire politique de Cárdenas sur Calles en 1935 jusqu'à l'assassinat de Luis Donaldo Colosio en 1994, la transmission du pouvoir se fit toujours de manière pacifique et institutionnelle au sein du parti hégémonique.

⁴² En décembre 1940, pendant la présidence de Manuel Ávila Camacho (1940-1946) (le successeur de Cárdenas) le secteur militaire du PRM fut supprimé et, à partir de l'élection de Miguel Alemán en juillet 1946, tous les présidents du Mexique furent des civils.

constitutionnelles. Ces pouvoirs étaient le produit de l'hégémonie électorale de son parti qui lui permettait d'exercer son emprise sur les deux chambres du Congrès, l'ensemble des législatures des États ainsi que sur la totalité des gouverneurs des États de la fédération (Zamora et Ramon Cossio, 2006 : 413).

Le président était également le chef du PRI et, à ce titre, il était l'arbitre suprême des conflits d'intérêts au sein de la « Famille Révolutionnaire ». Il sélectionnait les candidats aux postes de gouverneurs des États et il nommait le régent de la ville de Mexico. Dans la mesure où, en raison de l'hégémonie électorale du PRI, l'élection des gouverneurs était inéluctable et qu'ils ne pouvaient pas être réélus, le succès de leur carrière politique une fois leur mandat achevé dépendait du soutien du président. D'autre part, si ces incitations n'étaient pas suffisantes, le président avait toujours la possibilité de révoquer les gouverneurs s'il le souhaitait, ce qui lui permettait de s'assurer de leur discipline politique. Il n'y avait donc pas dans le système politique mexicain de contrepoids réels pour limiter le pouvoir de l'exécutif (Rubio, 2004 : 7).

Le régime postrévolutionnaire parvint également à institutionnaliser la participation des masses au sein du système politique et à les subordonner à son projet politique. Au regard de l'histoire du parti hégémonique et de sa stabilité, le grand mérite de la *política de masas* de Cárdenas fut de poursuivre l'œuvre entreprise par Calles en intégrant à une élite postrévolutionnaire les masses, non à titre individuel mais à titre collectif. Cárdenas encouragea en effet le processus d'unification des organisations populaires dans le cadre d'un corporatisme d'État qui régissait les relations entre les principaux groupes sociaux organisés et les structures décisionnelles de l'État, ce qui eut pour conséquence de considérablement renforcer l'emprise de l'État sur la société civile. Le régime postrévolutionnaire s'est donc appuyé sur des structures corporatistes pour s'assurer du soutien et de la loyauté d'une grande partie de la société mexicaine (ouvriers, paysans, bureaucratie et secteurs populaires) en échange de privilèges et de rentes qui étaient distribués par les bureaucrates du parti hégémonique (Jaime, 2004 :

38). Il faut néanmoins souligner que ce type d'organisation de la société est largement illibéral dans la mesure où il compromet l'indépendance de la société civile par rapport à l'État et qu'il accorde des privilèges indus à certains membres de la société au détriment d'autres qui en sont exclus. Ceci, même si les citoyens bénéficiaient d'une certaine liberté individuelle tant et aussi longtemps qu'ils ne remettaient pas en question les intérêts du parti hégémonique.

A partir de la création, le 30 mars 1938, du PRM (*Partido de la Revolución Mexicana*), les intérêts des ouvriers, de la paysannerie, de la bureaucratie et de la classe moyenne furent représentés par des organisations sectorielles intégrées à l'appareil d'État⁴³. Bien que le PRM soit devenu le PRI en janvier 1946, ces corporations, à l'exception notable du secteur militaire qui fut dissout en 1940 en raison du caractère improbable d'un nouveau soulèvement militaire, existent toujours même si elles sont considérablement affaiblies depuis la fin du régime postrévolutionnaire. À partir de la création du PRI, en raison notamment de la mise en œuvre du projet d'industrialisation de l'économie mexicaine qui nécessitait de limiter le nombre de grèves et de contenir les revendications salariales, le pouvoir des corporations diminua considérablement au profit de l'appareil bureaucratique du parti et le principal syndicat ouvrier, la CTM, commença à perdre son autonomie au sein du parti. En contrepartie de la discipline des corporations, une politique sociale sélective dans les domaines de la santé, de la sécurité sociale, de l'éducation et du logement fut mise en œuvre par l'État mexicain à partir des années 1940. Son objectif était non seulement de tempérer les inégalités sociales qui touchaient la partie de la population qui était la plus active politiquement,

⁴³ Ces organisations étaient la CTM (*Confederación de Trabajadores de México*), qui fut créée en février 1936 pour les ouvriers ; la CNC (*Confederación Nacional Campesina*), qui fut constituée en août 1938 pour les paysans ; et, enfin, la CNOP (*Confederación Nacional de Organizaciones Populares*), qui fut établie en mars 1942 pour la bureaucratie, la classe moyenne et les propriétaires agricoles.

mais également de limiter l'influence d'un syndicalisme indépendant et démocratique qui constituait une menace pour l'hégémonie politique exercée par les syndicats « officiels ».

Dans le Mexique postrévolutionnaire, il y avait, en théorie du moins, une loi qui était au-dessus de l'État. Cependant, il existe traditionnellement au Mexique une contradiction entre les principes énoncés dans la Constitution qui garantissent les libertés individuelles ainsi que les droits politiques des citoyens et leur respect par l'État. D'autre part, la Constitution de 1917 rompait avec le libéralisme classique de la Constitution de 1857 pour s'inscrire dans le cadre de la logique du libéralisme social pour lequel l'affirmation du principe d'égalité devrait prendre le dessus sur celui de liberté. Le Mexique postrévolutionnaire était donc un pays de lois mais il n'y avait pas d'État de droit dans le sens libéral du terme dans la mesure où les lois n'étaient pas générales, qu'il y avait une foule d'exceptions dans leur application, qu'elles n'étaient pas universelles, qu'elles ne s'appliquaient pas à tous de la même manière et que le pouvoir politique n'était pas subordonné à la loi étant donné que le pouvoir judiciaire n'était pas indépendant. D'autre part, les dirigeants n'avaient pas dans les faits de limites constitutionnelles contraignantes à leur pouvoir, autres que la limitation du mandat présidentiel à six ans, ce qui laissait une large place à l'arbitraire dans l'exercice du pouvoir (Cosío Villegas, Daniel, 1972 : 22-35).

Implantation d'un régime totalitaire instable en Chine, 1949-1976

À la suite de sa victoire militaire sur les nationalistes en 1949, le parti communiste chinois imposa progressivement son autorité sur l'ensemble de la société et instaura un régime totalitaire. Le parti rallia dans un premier temps les partis « démocratiques » de la troisième force et la société civile dans le cadre de la politique de front uni (1949-1952). Puis il entreprit de détruire de manière systématique la société civile et ses élites dans le cadre de cinq grandes campagnes de terreur d'État qui permirent au parti

d'exercer, dès 1955, un véritable monopole sur le pouvoir politique en Chine (Meissner, 1990 : 25). L'effet cumulé de ces campagnes de terreur permit au parti d'éliminer successivement les propriétaires fonciers, les capitalistes, les contre-révolutionnaires, les cadres corrompus et les intellectuels. La société civile était détruite.

En Chine, le parti communiste gouverne au nom d'une idéologie d'État fondée sur le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong, qui est en fait une vision de l'évolution de l'Histoire que le parti incarne et a pour mission de réaliser. C'est donc à ce titre qu'il monopolise l'ensemble du pouvoir et qu'il contrôlait, jusque dans les années 1980, l'ensemble de la société. L'État central, qui était présent dans les villages, les villes et dans les familles, avait recours à la police secrète pour contrôler la population et à une propagande omniprésente pour l'endoctriner (Meissner, 1990 : 32). Dans les campagnes, un système d'enregistrement des ménages, le *hukou*, restreignit, à partir de juin 1955, le mouvement des personnes dans le but de freiner l'urbanisation (Dikotter, 2013 : Location No. 171). En conséquence, les paysans étaient contraints de passer l'ensemble de leur existence dans la localité dans laquelle ils étaient nés. Dans les villes, le contrôle de la population se faisait dans le cadre de l'unité de travail, le *danwei*, qui disciplinait la population tout en lui fournissant des services sociaux (Zheng, 2014 : 9).

L'hégémonie de Mao Zedong sur le parti communiste chinois fut incontestée à partir de sa prise du pouvoir au mois de janvier 1935 lors de la conférence de Zunyi. Pour cette raison, l'instabilité du parti et donc de l'État chinois jusqu'à sa mort en 1976 s'explique essentiellement par les conflits du Grand Timonier avec les autres dirigeants du comité central. La légitimité de Mao reposait sur les deux piliers du nouveau régime, à savoir la victoire du parti contre le Guomindang et la réunification de la Chine en 1949. Le succès inattendu de la Chine communiste lors de la guerre de Corée contribua également au prestige de Mao dans le parti dans la mesure où il avait été le seul à préconiser une intervention dans le conflit contre les États-Unis, alors que la majorité

de ses collègues s'y étaient opposés (Dikotter, 2010 : Location No. 296). La tentative avortée de Gao Gang (qui pensait avoir le soutien de Mao) de supplanter Liu Shaoqi et Zhou Enlai pour s'imposer comme le successeur de Mao provoqua les premières divisions au sein du PCC depuis les années 1930. Mais cet épisode n'affecta pas de manière fondamentale l'unité du parti comme ce sera le cas par la suite.

La communication du « rapport Khrouchtchev » le 25 février 1956 aux délégués du XXe congrès du parti communiste de l'Union soviétique qui étaient réunis à huis clos changea la donne. En effet, Mao était considéré à cette époque comme étant le Staline chinois et le déclenchement d'un processus de déstalinisation dans le monde communiste amena à une remise en question de son pouvoir absolu sur le parti. Liu Shaoqi, Deng Xiaoping et Zhou Enlai se prononcèrent en faveur d'un leadership collectif (Dikotter, 2013 : 274-275). Lors du huitième congrès du parti communiste chinois de septembre 1956 le culte de la personnalité fut dénoncé, la politique de la « marée haute socialiste » (automne 1955 – printemps 1956) de Mao qui avait pour objectif une accélération du mouvement de collectivisation des terres fut abandonnée et les références à la pensée de Mao Zedong furent retirées de la constitution du parti (Dikotter, 2013 : 274-275 et 283 ; Fenby, 2009 : 387-88). Mao, conscient du fait que le rapport de force n'était plus en sa faveur en raison de l'influence de Moscou sur le PCC, décida de laisser passer la tempête et de ne pas s'opposer à des réformes qu'il réprouvait. Il déclara d'ailleurs à l'époque que Staline avait été correct à 70 % et seulement 30 % dans l'erreur (Chang Jung et Halliday, 2011 : Location No. 8167).

Malgré le fait que la politique de déstalinisation de Khrouchtchev avait considérablement diminuée l'autorité du Grand Timonier sur le parti, il parvint néanmoins à progressivement reprendre la main. Le 25 avril 1956, Mao annonça au Bureau politique que la Chine était en mesure de s'émanciper de l'Union Soviétique et qu'elle devait trouver sa propre voie vers le socialisme (Dikotter, 2013 : 281). Le 27 février 1957, un an après le discours de Khrouchtchev, Mao déclencha une contre-

offensive d'envergure contre ses rivaux au sein du parti dans le cadre d'une nouvelle Campagne de Rectification du Parti qui deviendra par la suite, à partir du 1^{er} mai 1957, la campagne des Cent fleurs (Dikotter, 2013 : 285 ; Walder, 2015 : 139). Il encouragea ses collègues du parti, qui étaient majoritairement hostiles à une campagne qui menaçait leurs intérêts, à laisser cent fleurs s'épanouir et à permettre à cent écoles d'entrer en concurrence (Dikotter, 2013 : 282).

Ce que Mao n'avait pas prévu, c'est qu'après une phase d'hésitation au sein de la population ce vent de liberté déclencha, au printemps 1957, un véritable torrent de critiques qui représentait une menace pour la légitimité du parti (Fenby, 2009 : 390). Le Grand Timonier fut donc contraint de faire marche arrière et de reconstituer une alliance temporaire avec ses adversaires au sein du parti. Ce fut la raison d'être de la campagne anti-droitiste (1957-1959) qui fut mise en œuvre à partir du 8 juin 1957 par Deng Xiaoping pour rétablir l'autorité du parti sur la société et supprimer tous ceux qui avaient critiqué le régime pendant la campagne des Cent fleurs.

Dans sa critique du stalinisme, Khrouchtchev avait évoqué l'échec de l'agriculture collective. Or, en Chine, c'est Mao qui avait pris la décision d'accélérer le processus de collectivisation des terres entre l'automne 1955 et le printemps 1956. Le Grand Timonier préconisait la mise en place d'une politique dite de la « marée haute socialiste » qui avait pour objectif d'atteindre des niveaux records de production de céréales, de coton, de charbon et d'acier (Dikotter, 2010 : Location No. 191). De nombreux dirigeants du parti tels que Zhou Enlai, Liu Shaoqi, Chen Yun et Deng Zihui étaient eux plutôt favorables à une approche plus prudente du développement économique (Walder, 2015 : 54 et 153). La mise en œuvre de la politique économique soutenue par Mao fut confrontée à de nombreux problèmes. La production industrielle fut entravée par des pénuries de produits intermédiaires et la présence de goulots d'étranglement. D'autre part, la collectivisation des terres suscita une résistance

généralisée des paysans et il y eut des famines dans certaines provinces pendant le printemps 1956 (Dikotter, 2010 : Location No. 191 et 327).

Encouragés par les changements en Union Soviétique, le Premier ministre Zhou Enlai et l'économiste Chen Yun décidèrent de mettre un terme à « l'avancée imprudente » vers le socialisme. Pendant l'été de l'année 1956, le rythme de la collectivisation fut ralenti au moyen d'une réduction de la taille des fermes collectives, du rétablissement partiel d'une économie de marché et de l'octroi d'une plus grande place à la production privée dans les campagnes (Dikotter, 2013 : 275). Mais Mao considérait que cette politique pragmatique était une erreur et, lors d'une conférence du PCC au mois de janvier 1958, il critiqua Zhou Enlai ainsi que l'ensemble des dirigeants du parti qui s'étaient opposés à sa politique économique. Il préconisait alors une mobilisation de masse, une nouvelle accélération de la collectivisation des campagnes et l'établissement d'objectifs de production agricole et industrielle beaucoup plus ambitieux (Dikotter, 2010 : Location No. 191). Durant cette période, la campagne anti-droitiste (1957-1959) s'abattit sur des centaines de milliers de membres du parti qui avaient critiqué la politique économique de Mao.

D'autre part, au mois de février 1958, de hauts responsables du parti dans les provinces furent purgés et remplacés par des proches du Grand Timonier. L'opposition à l'intérieur du parti était dès lors réduite au silence et Mao avait désormais les mains libres. Il décida, dans un contexte de rupture avec l'Union soviétique, de ne plus suivre le modèle soviétique et de développer sa propre version du socialisme. Ce sera le Grand Bond en avant (1958-1962) qui se soldera par un échec retentissant et un désastre économique et humain qui eut pour conséquence de considérablement affaiblir la position de Mao au sein du parti après la Conférence des sept mille cadres en janvier-février 1962.

La volonté du Grand Timonier de reprendre le contrôle du parti engendra une période d'anarchie pour la Chine qui aurait pu amener à une destruction du PCC. La contre-offensive de Mao contre ses critiques prit la forme d'une rébellion des « masses » contre le parti dans le cadre d'une Révolution culturelle qui fut déclenchée au mois de mai 1966. Comme le souligne Walder (2015 : 200-1) : "From one perspective the Cultural Revolution was a massive purge. Its explicit purpose was to remove "people in authority taking the capitalist road," Maoist code for revisionists. Starting with Liu Shaoqi and Deng Xiaoping at the top, and eventually down to the level of party secretaries of rural communes and state factories, cadres lost their positions on an enormous scale". Mao établit dans un premier temps une machine de guerre contre le parti et ses structures bureaucratiques en s'appuyant sur des soutiens inconditionnels comme Kang Sheng, Chen Boda ou Jiang Qing. Ces derniers constituèrent, dès la fin du mois de mai 1966, l'ossature du Groupe central de la Révolution culturelle (GCRC) qui dirigea dans les faits la Chine jusqu'en 1967 en se substituant au parti et à l'État (Walder, 2015 : 202 ; Dikotter, 2016 : 55). Dans ces conditions d'exercice arbitraire du pouvoir toute forme de légalité socialiste était impossible. Les actions du GCRC n'étaient pas limitées par des règles fixées et annoncées à l'avance, même pour les hauts dirigeants du parti, et, dans un tel climat d'imprévisibilité, la société était paralysée.

Mao pouvait également compter sur le soutien de l'armée dirigée à l'époque par le ministre de la défense depuis 1959, Lin Biao, qui avait toujours été fidèle à Mao dans sa lutte contre les dirigeants du parti (Chang Jung et Halliday, 2011 : Location No. 11210). Entre le mois d'août 1966 et le mois de janvier 1967, Mao encouragea les gardes rouges à « bombarder les états-majors » et à attaquer Liu Shaoqi, Deng Xiaoping et Peng Dehuai qui furent dénoncés comme étant des représentants de la « ligne réactionnaire bourgeoise » (MacFarquhar et Schoenhals, 2006 : Location No. 2231). Au mois d'août 1966, Mao remania la direction du parti dans le but de promouvoir les membres du GCRC et de marginaliser Liu Shaoqi et Deng Xiaoping. Lin Biao fut nommé au poste de premier vice-président du parti et devenait ainsi le

successeur désigné de Mao (Walder, 2015: 203). La Chine communiste était alors plongée dans une véritable guerre civile entre groupes rivaux de gardes rouges⁴⁴ et, à la fin de l'année 1966, les grandes villes étaient devenues ingouvernables (Walder, 2015 : 235).

C'est dans ce contexte de chaos généralisé que Mao fut finalement contraint, pendant l'été 1968, de demander à l'Armée populaire de libération de rétablir l'ordre en éliminant les gardes rouges et en se substituant à l'État-parti à la tête du pays (Walder, 2015 : 285). Cependant Mao était préoccupé par l'ascendant des militaires sur le régime et il décida par la suite de réduire leur pouvoir. Cela explique pourquoi, à partir du mois d'août 1971, Lin Biao, qui était le successeur désigné de Mao depuis avril 1969, tomba en disgrâce (Dikotter, 2016 : 248). La disparition du chef de l'Armée populaire de libération dans des circonstances troubles le 12 septembre 1971 signala la fin du régime militaire et le retour au pouvoir des cadres du parti qui avaient été persécutés par les gardes rouges pendant la Révolution culturelle.

1.5 Les politiques économiques des régimes postrévolutionnaires

Le « miracle économique mexicain » et le protectionnisme commercial sous un État interventionniste

⁴⁴ Les gardes rouges se divisèrent en deux groupes hostiles, avec d'un côté les rebelles qui s'opposaient aux cadres du parti et de l'autre les « royalistes » qui les soutenaient. Mao décida d'armer les masses révolutionnaires, ce qui fait que les factions rivales s'affrontaient avec des armes modernes (Fenby, 2009 : 477).

Dès les années 1920, l'État mexicain se donna les moyens d'intervenir dans l'économie pour soutenir le développement d'un secteur privé national faible, sans toutefois remettre en question de manière fondamentale la logique du libéralisme économique. Durant cette période, l'État postrévolutionnaire s'appuya sur une communauté d'intérêts avec le secteur privé pour développer l'économie mais ne jouait pas encore le rôle prépondérant qui sera le sien à partir des années 1930 pour industrialiser le pays (Meyer, Jean 1991 : 239). À l'image de ce qui se passait alors en Europe et aux États-Unis, l'interventionnisme économique prit une nouvelle dimension dans le contexte de la Grande Dépression des années 1930 à partir de la présidence de Cárdenas (1934-1940).

La crise économique internationale eut pour conséquence de mettre un terme au développement économique fondé sur les exportations traditionnelles (produits miniers et pétrole) et contraignit les dirigeants mexicains à changer de modèle économique pour se concentrer sur le développement de l'industrie pour le marché intérieur. Entre 1934 et 1940, l'investissement public augmenta de manière considérable, passant de 98 à 290 millions de pesos, soit une moyenne de 10,8 % par an en termes réels (Cárdenas, 2015a : Location No. 238-254). Les chemins de fer furent nationalisés en juin 1937 et, en conformité avec l'article 27 de la Constitution de 1917 qui faisait de la nation le propriétaire du sous-sol et de ses richesses, Cárdenas nationalisa l'industrie pétrolière le 18 mars 1938. *Nacional Financiera*, une banque de développement, fut créée en 1934 pour fournir des liquidités aux banques mexicaines. Il faut néanmoins préciser que l'ampleur de l'interventionnisme étatique sous l'administration Cárdenas fut réduite par la suite. Cela s'explique par l'importance de la relation bilatérale avec les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale ainsi que par l'émergence d'une forte opposition aux politiques du *cardenismo* dans la société mexicaine (Loeza, 2011 : 656).

Ce nouveau contexte amena la « Famille Révolutionnaire » à redéfinir l'équilibre entre réformateurs et conservateurs au sein du parti hégémonique. Manuel Avila Camacho fut nommé candidat officiel du PRM à la présidence de la République en novembre 1939 à la place du favori, le radical Francisco J. Múgica, qui était pourtant le candidat idéal pour poursuivre les réformes sociales du *cardenismo*. Cette tendance « conservatrice » du régime en matière de politique économique s'est par la suite largement confirmée. Ainsi donc, à partir de la présidence de Miguel Alemán (1946-1952), le grand projet des dirigeants mexicains n'était plus la justice sociale mais l'industrialisation du pays dans le cadre d'une économie capitaliste. L'État mexicain devint alors, en raison notamment de la faiblesse du secteur privé, le chef d'orchestre du développement économique et avait pour objectif de créer les conditions les plus favorables à l'accumulation du capital.

A partir de 1940, près de 30 % de l'ensemble des investissements publics furent consacrés au secteur industriel, notamment au moyen de subventions directes ou indirectes ou dans la fourniture d'infrastructures (Elizondo, 2013 : Location No. 1420-1434 ; Cárdenas, 2015b : Location No. 146). Comme le fait remarquer Elizondo (2013 : Location No. 1474-1484), le modèle économique de l'époque combinait la présence d'une économie de marché et de la propriété privée avec un État fort qui avait la capacité de réglementer l'économie et exerçait un contrôle direct sur divers secteurs de l'économie considérés comme étant stratégiques pour des raisons économiques (dans le pétrole) ou politiques (dans le secteur agricole). Au-delà de l'intervention de l'État dans l'économie, il faut également mentionner l'autre élément clé du modèle économique mexicain qui a émergé dans les années 1930 et 1940, à savoir le protectionnisme économique.

Conformément aux principes de la théorie de la protection des industries naissantes, le gouvernement mexicain mit en place à partir de 1947 un système de tarifs et de permis d'importation prohibitifs pour protéger son marché national de la concurrence étrangère.

Cependant, les entreprises locales avaient la possibilité d'importer des machines et de l'équipement pour favoriser le développement industriel. Selon Cárdenas (2015a : Location No. 356) : « au mois de juillet 1947, le gouvernement mexicain imposa un quota d'importation qui était limité à un groupe de marchandises considérées comme étant des produits de luxe qui constituaient 18 % des importations totales en 1946. Dans le même temps, l'importation de biens intermédiaires était autorisée pour la production de ces produits, ce qui eut pour effet d'encourager les usines produisant des biens soumis à des restrictions à l'importation à s'établir rapidement dans le pays et à tirer parti du marché intérieur qui était devenu un marché captif. Au mois de novembre 1947, la *Secretaria de Economía Nacional* modifia le système tarifaire en convertissant des tarifs spécifiques en tarifs *ad valorem*. Par la suite, le gouvernement mexicain établit un régime de restrictions quantitatives à l'importation de certains produits. De manière progressive, un système de licences fut mis en place pour endiguer une vague d'importations, lequel allait avoir des répercussions majeures dans les décennies suivantes. » De nombreuses filiales de grandes multinationales étrangères, comme Ford dans les années 1920 ou General Motors et Chrysler dans les années 1930, obtinrent, en collaboration avec des investisseurs mexicains, l'autorisation de s'implanter au Mexique pour fournir le marché national (Loeza, 2011 : 668). Des campagnes de promotion furent également orchestrées par les autorités dans le but de favoriser la « mexicanisation » de l'économie et d'encourager la population à consommer des produits nationaux (Aboites et Loyo, 2011 : 620).

Cette stratégie d'industrialisation par substitution des importations (ISI), qui consistait dans un premier temps à substituer une production nationale aux importations étrangères pour les biens de consommation non durables, fut financée par les exportations de produits minéraux et de céréales ainsi que par des investissements étrangers (Rubio, 2013 : 63). Elle permit le développement de secteurs industriels tels que la production métallurgique, l'industrie textile, la production de produits alimentaires manufacturés, l'industrie chimique, la production d'appareils

électroménagers, la production de meubles et l'industrie de la construction (Krauze, 1998 : Location No.10325). Les entreprises mexicaines du secteur privé avaient tout à gagner d'une protection de la concurrence étrangère et de la constitution de monopoles nationaux qui réduisaient considérablement les exigences en matière de compétitivité.

Dans un système économique dans lequel l'État jouait un rôle central, le secteur privé ne pouvait se développer que s'il bénéficiait de liens privilégiés avec les bureaucrates et les politiciens du PRI qui étaient en mesure de leur offrir des opportunités d'affaires dans un contexte de concurrence limitée, de leur assurer une stabilité en matière de réglementation, de leur garantir leur droit de propriété et de sécuriser leurs investissements (Schettino, 2007 : 5216). Dans le cadre de ce capitalisme de connivence, le secteur privé bénéficiait de rentes de situation et avait tout intérêt à s'opposer à une libéralisation de l'économie qui remettrait en question ses privilèges. Comme sous le *Porfiriato*, un tel système constituait un obstacle à l'émergence d'un État de droit au Mexique puisque le gouvernement et la bureaucratie avantageaient certains membres de la société au détriment d'autres, ce qui remettait en question le caractère universel de la règle dans l'État de droit.

Le rôle prépondérant joué par le secteur privé dans le développement économique du Mexique durant cette période et le fait que l'investissement public encouragea l'investissement privé sont avérés par le fait que, comme le souligne Loaeza (2011 : 668) : « ... en 1950 l'investissement privé contribua à 58 % du total des ressources d'investissement. Sous le gouvernement d'Adolfo Ruiz Cortines, l'investissement privé était encore plus important et, en 1956, sa participation dans l'investissement total était de 72%. Pendant les années du « miracle mexicain », l'investissement public n'a jamais dépassé l'investissement privé. »

La réussite du processus d'industrialisation de l'économie amena des millions de mexicains à quitter une agriculture rurale très peu productive pour rejoindre les secteurs

manufacturiers et des services qui étaient beaucoup plus productifs. La part des travailleurs dans le secteur agricole passa de 58 % en 1950 à 26 % en 1980 et la part de l'agriculture dans le PIB diminua fortement, passant de près de 20 % en 1950 à moins de 10 % en 1980, tandis que le secteur manufacturier doubla sa part du PIB durant la même période (McKinsey Global Institute, 2014 : 22).

L'apogée de l'économie mexicaine au XXe siècle fut la période du *desarrollo estabilizador* (développement stabilisateur) qui commença en 1954. Dès la fin des années 1940, le modèle ISI fut confronté à un problème de déficit chronique de la balance des paiements qui s'explique par le maintien d'un peso surévalué par rapport aux devises étrangères pour favoriser l'importation de machines et de biens d'équipement nécessaires au processus d'industrialisation. Or ce peso fort était également à l'origine d'une demande intérieure forte de biens de consommation importés qui n'était pas compensée par les exportations industrielles du Mexique, lesquelles étaient trop peu compétitives sur les marchés extérieurs. La conséquence de ce déséquilibre structurel fut l'émergence d'un cercle vicieux de pressions inflationnistes récurrentes suivies d'une dévaluation du peso qui était insoutenable sur le long terme. Les dirigeants mexicains prirent donc la décision, qui sera maintenue jusqu'en 1970, de préserver le modèle ISI tout en garantissant la stabilité des finances publiques (Loeza, 2011 : 682).

Dans le cadre de cette politique économique, les experts ou *técnicos* du ministère des Finances étaient, en étroite collaboration avec ceux de la Banque centrale, en charge des revenus et des dépenses de l'État mexicain (Centeno, 1994 : 79). Durant cette période, les *técnicos* se livrèrent à une gestion prudente des grands équilibres macroéconomiques en ne permettant pas l'accumulation de déficits budgétaires importants (Centano, 1994 : 82 ; Newell et Rubio, 1984). Leur politique avait essentiellement pour objectif de réunir les conditions les plus propices au développement économique tout en maintenant un niveau d'endettement bas au moyen

d'un contrôle étroit de la croissance de la base monétaire (le taux d'inflation fut en moyenne de 2,33 % entre 1956 et 1972 (Heath, 1999 : 19) et du maintien d'un taux de change nominal fixe à partir de l'année 1954. Toutefois, conformément à la logique de la stratégie ISI, l'État intervenait dans l'économie afin de soutenir le processus d'industrialisation en favorisant les industries de base et en encourageant l'investissement privé.

Le succès de cette stratégie est attesté par le fait que les investissements en pourcentage du PIB passèrent de 14,8 % en 1955 à 20 % en 1970 et que la production manufacturière passa de 17,5 % à 23,3 % du PIB. D'autre part, au cours de la même période, le secteur manufacturier eut un taux de croissance proche de 9 % par an (Elizondo, 2013 : Location No. 1446). L'effet de cette politique sur l'ensemble de l'économie nationale fut largement positif dans la mesure où, entre 1954 et 1970, la croissance annuelle moyenne du PIB fut de 6,8 % et le taux d'inflation de 3,5 % (Bazdresch et Levy, 1991 : 223).

L'intervention de l'État mexicain dans l'économie jusqu'au milieu des années 1980 prit la forme d'une politique fiscale favorable au réinvestissement des profits, d'investissements publics dans les infrastructures, d'une protection commerciale de l'industrie nationale et du maintien par les entreprises publiques d'un prix de l'énergie (électricité, pétrole) relativement bas. D'autre part, les syndicats corporatistes garantissaient la paix sociale et le maintien de demandes salariales modérées (Loeza, 2011 : 667-68). Ce mélange d'orthodoxie financière, de protectionnisme commercial et d'interventionnisme étatique pour stimuler l'investissement privé s'est traduit dans les faits par ce que l'on a par la suite qualifié avec nostalgie de « miracle économique mexicain ». Il semble cependant que, loin d'être un miracle, cette accélération de la croissance économique ne fut probablement que la phase de rattrapage de l'économie mexicaine par rapport aux économies avancées qui fut rendue possible par l'adoption de technologies, de capitaux et de méthodes de productions en provenance de l'étranger.

L'échec de l'industrialisation de la Chine sous Mao

La guerre sino-japonaise (1937-1945) et la guerre civile entre nationalistes et communistes (1945-1949) détruisirent une grande partie de l'économie chinoise. Dans la période qui suivit la fondation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, les dirigeants communistes, qui étaient confrontés à une pénurie de fonctionnaires fiables et expérimentés et d'experts en gestion de l'appareil productif, durent faire preuve de pragmatisme (Fenby, 2009 : 356). Il leur fallait en effet, avant même d'envisager la mise en place d'une économie socialiste, éviter un effondrement de l'économie et restaurer une production industrielle qui avait été grandement affaiblie par les conflits. Or cette phase de transition nécessitait la coexistence du secteur public et du secteur privé.

Les Communistes décidèrent donc de collaborer avec la « bourgeoisie nationale » (c'est-à-dire les capitalistes qui avaient pris la décision de ne pas fuir lors de la prise du pouvoir par les communistes) afin de faciliter le transfert entre le secteur privé et un secteur public de plus en plus dominant dans l'économie (Bergère, 2007 : 192). L'un des objectifs de cette stratégie était de former les cadres communistes à l'expertise nécessaire pour gérer une économie moderne. Pourtant, à l'image de la Nouvelle politique économique des années 1920 en Union soviétique, cette ouverture n'était conçue que comme une étape intermédiaire vers l'établissement d'une société communiste (Teiwes, 2011).

Le passage d'une économie capitaliste avec un degré élevé d'interventionnisme étatique à une économie socialiste caractérisée par la planification (qui se substitue à un marché régulé par les prix) et le contrôle de la production par l'État (qui se substitue au secteur privé) se fit de manière progressive. La socialisation de l'économie ne fut achevée que peu de temps avant le premier plan quinquennal (1953–1957). Lors de la prise du pouvoir par les communistes, le secteur public se limitait aux entreprises qui

avaient été nationalisées sous le régime nationaliste. Il représentait alors près d'un tiers de la production industrielle mais la proportion était beaucoup plus faible dans le commerce de gros et de détail (Lardy, 1987a : 152).

Selon Bergère (2007 : 215) : « Dès la fin de 1956, Zhou Enlai déclare que 99 % des entreprises ont été nationalisées et les statistiques officielles indiquent qu'à la fin de l'année le secteur privé a disparu. » Cette substitution du secteur public au secteur privé ne fut pas le résultat d'une nationalisation des entreprises privées, mais plutôt d'incitations économiques fortes sous la forme d'une pression fiscale importante et de l'absence de crédit par les institutions financières contrôlées par l'État. Ces contraintes privèrent les entreprises du secteur privé des moyens nécessaires pour faire face à la concurrence et croître. Elles devinrent dès lors de plus en plus dépendantes des contrats de l'État pour assurer leur survie (Walder, 2015 : 75). D'autre part, l'accroissement de la participation de l'État dans la gestion des entreprises privées limitait considérablement l'indépendance des propriétaires, ce qui les amenait à vouloir se défaire de leur entreprise en échange d'une quelconque sinécure (Lardy, 1987a : 152 ; Fenby, 2009 : 382). La « bourgeoisie nationale » disparut donc progressivement entre 1949 et la nationalisation des entreprises industrielles et commerciales en 1956 (Bergère, 2007 : 188). Une fois la transition vers une économie socialiste achevée, la Chine se lança sur la voie d'un processus d'industrialisation à partir de 1952.

Il existait à l'époque parmi les dirigeants du parti communiste chinois un large consensus sur la nécessité de suivre le modèle d'industrialisation soviétique qui fut mis en place sous Staline. Ils s'appuyèrent donc dans leur projet de développement économique sur l'aide d'experts soviétiques pour constituer l'ensemble de l'appareil de planification économique, notamment la Commission du plan et le Bureau des statistiques de l'État (Meissner, 1990 : 15). L'industrie lourde, à laquelle 88 % des capitaux de l'État étaient alloués, fut privilégiée au détriment d'un secteur agricole collectivisé dont le surplus devait financer ces investissements (Fenby, 2009 : 383).

Dans les campagnes, la réforme agraire commença en 1950 et était pratiquement achevée au début de l'année 1953 avec la redistribution d'environ 40% des terres agricoles (Meissner, 1990 : 15 et 19 ; Brandt, Ma et Rawski, 2014 : 92-93). Cette réforme agraire fut réalisée dans le cadre d'une campagne extrêmement violente qui avait pour objectif de briser le pouvoir des propriétaires terriens (Dikotter, 2013 ; Walder, 2015 : 53). Au mois de novembre 1953, un monopole d'État sur les céréales fut établi et les cultivateurs étaient dès lors dans l'obligation de vendre l'ensemble de leur surplus de céréales à l'État à des prix fixés par les autorités (Dikotter, 2013 : Location No. 171). Cela signifiait la disparition des marchés privés de céréales. Comme le souligne Walder (2015 : 57) : "Soviet-style collective agriculture was designed to extract grain in large volumes and at low prices in order to fuel rapid industrial development in cities. Low food prices permitted lower wages for urban workers, which left more funds for capital investment in the industrial economy."

L'étape suivante, qui était la collectivisation de l'agriculture, commença le 16 décembre 1953 (Meissner, 1990 : 15 et 21). À partir du mois de juillet 1955, Mao imposa une accélération du mouvement de collectivisation des terres dans le cadre de la politique de la « marée haute socialiste ». Des coopératives de producteurs contrôlées par l'État furent mises en place en un temps record par des cadres du PCC désireux de démontrer leur efficacité. D'après Fenby (2009 : 384), au printemps 1956, 92 % des ménages agricoles avaient été collectivisés alors que la proportion n'était que de 14 % au printemps 1955. Avec la collectivisation, les paysans perdirent les terres qu'ils venaient d'acquérir lors de la redistribution du début des années 1950 et devinrent des ouvriers agricoles employés par l'État (Meissner, 1990 : 15 et 21). En 1956, la propriété privée des moyens de production et l'économie de marché avaient définitivement disparu dans les villes et dans les campagnes et l'économie chinoise était désormais une économie socialiste dont les ressources rares étaient allouées dans le cadre d'un système de planification.

Comme il l'avait déclaré le 25 avril 1956, Mao considérait que la Chine devait développer sa propre version du socialisme indépendamment de l'expérience de l'Union soviétique et ne plus suivre le modèle staliniste qui donnait la priorité à l'industrie lourde et sacrifiait l'agriculture. Désormais la Chine devait être capable de marcher sur ses deux jambes et de trouver un équilibre entre, d'un côté, l'industrie lourde et l'industrie légère et, de l'autre, l'agriculture (Dikotter, 2013 : 281). Le Grand Timonier était convaincu que le meilleur moyen de développer l'économie était de mobiliser l'enthousiasme des masses pour accélérer la production agricole et industrielle dans le cadre d'un Grand Bond en avant (1958-1962). L'objectif était de rattraper et de surpasser la capacité industrielle de la Grande-Bretagne en moins de quinze ans (Hsü, 1995 : 655). La relance du processus de collectivisation dans les campagnes et la mobilisation des villageois pour substituer le travail au capital prirent la forme, pendant l'été 1958, de Communes populaires (Dikotter, 2010 : Location No. 208 et 665). Tout fut collectivisé, le travail, les maisons, la terre et même les biens personnels des paysans. À la fin de l'année 1958, 99,1 % des foyers ruraux appartenaient à quelques 26 000 Communes (Lardy, 1987b : 365 ; Dikotter, 2010 : Location No. 1020). Les paysans étaient astreints à une discipline militaire et avaient l'obligation de manger en commun dans des cantines collectives. Ceux qui ne suivaient pas la ligne du parti étaient délibérément privés de nourriture, qui était devenue un moyen de coercition (Dikotter, 2010 : Location No. 50 et 208). Lorsque la population se rebellait, elle était réprimée par les milices.

Le Grand Bond en avant fut un désastre économique et humain qui s'explique en grande partie par le fait que la tentative d'industrialisation rurale se fit au détriment de la production agricole. En effet, l'ensemble de la main d'œuvre rurale fut mobilisé pour la construction de projets d'irrigation gigantesques et de petits hauts fourneaux dans le but de développer l'industrie sidérurgique dans les Communes populaires. Dans ces conditions, les paysans n'avaient plus le temps ni l'énergie pour cultiver les champs. Comme le font remarquer Brandt, Ma et Rawski (2014 : 93) : "The communes proved

to be a costly failure : poor incentives for farm households, coupled with perverse incentives that led local officials to submit false reports of bumper crops and encouraged higher echelons to demand excessive grain procurement, as well as massive reallocation of labor from agriculture to industry inflicted an immense famine on China's peasantry that cost tens of millions of lives." Jusqu'à récemment le nombre de victimes était évalué entre 16 et 27 millions (Lardy, 1987b : 370). Mais Dikotter (2010 : Location No. 64), qui s'appuie sur des documents internes du PCC, évoque une catastrophe d'une bien plus grande ampleur et mentionne le chiffre énorme d'au moins 45 millions de décès entre 1958 et 1962. Ces décès ne seraient pas uniquement la conséquence d'un manque de nourriture, mais également d'un surtravail et de violences perpétrées par les cadres du parti ou par les milices (Dikotter, 2013 : 295).

L'échec du Grand Bond en avant amena à une révision de la politique économique. Pendant l'hiver 1960-61, de grandes quantités de nourriture furent importées des pays occidentaux et, au cours de l'été 1961, les conséquences dramatiques du Grand bond en avant furent discutées au sein du parti (Dikotter, 2010 : Location No. 225-242). Lors de la Conférence des sept mille cadres, qui eut lieu du 11 janvier au 7 février 1962, Liu Shaoqi déclara que le désastre économique devait être imputé à hauteur de 30 % à la nature et à 70 % à l'erreur humaine. Il contredisait ainsi Mao qui avait auparavant affirmé que le Grand bond en avant avait dans l'ensemble été une réussite et que ses problèmes étaient attribuables à des catastrophes naturelles. Le Grand Timonier fut donc contraint d'accepter la mise en œuvre d'une politique économique de réajustement entre 1960 et 1962 pour rétablir la production qu'il réprouvait (Chang Jung et Halliday, 2011 : Location No. 9936). Zhou Enlai prit l'initiative d'inviter personnellement Chen Yun (lequel avait été victime d'une purge avant la conférence de Lushan en 1959 en raison de sa critique de la stratégie du Grand Bond en avant) pour définir une stratégie de récupération économique (Lardy, 1987b : 383).

2.6 Conclusion

Le capitalisme qui a émergé au Mexique entre 1877 et 1910 et en Chine entre 1895 et 1937 ne fut pas un phénomène autochtone et fut largement importé de l'étranger, notamment de l'Europe et des États-Unis. Les capitalistes, qu'ils soient investisseurs ou entrepreneurs, furent très souvent au Mexique des immigrants désireux de profiter des opportunités commerciales d'un nouveau marché. Alors qu'en Chine les capitalistes furent surtout, dans un premier temps, des étrangers qui opéraient dans les ports ouverts puis, par la suite, un nombre croissant de Chinois qui ont tiré profit des institutions occidentales pour développer leurs affaires.

Pour cette raison, l'émergence du capitalisme en Chine fut largement le produit d'un développement spontané d'une économie de marché sans interventionnisme étatique ou protectionnisme commercial. Cela s'explique par la faiblesse de l'État central en raison du déclin de la dynastie des Qing puis de la période des Seigneurs de la guerre, ainsi que par l'implantation dans les concessions étrangères des ports ouverts d'institutions et de valeurs libérales (notamment la présence d'un État de droit et la reconnaissance du droit de propriété) qui permirent le développement du capitalisme. La présence des ports ouverts permit également l'intégration d'une partie de l'économie chinoise au marché mondial et elle favorisa le transfert de technologies, d'idées et de savoir-faire nouveaux, ainsi que l'arrivée de capitaux en provenance des pays occidentaux. Le développement économique de la Chine pendant cette période confirme donc la thèse libérale classique dans le domaine économique, selon laquelle le rôle de l'État dans l'économie devrait être strictement limité et l'économie nationale devrait être ouverte au libre-échange entre les nations.

Par contre, au Mexique, le développement économique fut réalisé par un État fort, capable d'assurer la stabilité économique et politique sur une durée suffisamment longue pour créer une base industrielle substantielle et compétitive. L'intervention de

l'État dans l'économie et le protectionnisme commercial jouèrent un rôle prépondérant dans l'industrialisation du Mexique entre la seconde moitié des années 1940 et le début des années 1970. Ce type de politique de protection aux industries naissantes, conforme aux thèses de List et à l'expérience des États-Unis et de l'Allemagne au XIXe siècle, permit au Mexique de développer des forces productives nationales et de constituer un marché intérieur de consommateurs.

L'expérience du Mexique et de la Chine (de manière partielle) confirme la thèse de Gerschenkron (1962) selon laquelle ces pays étaient en mesure de rattraper, en un temps relativement court, leur retard par rapport aux pays déjà industrialisés en s'appuyant, non pas sur l'innovation, mais sur la reproduction de procédés ou de nouvelles techniques de production déjà existants. En l'absence d'un capital national suffisant pour développer l'économie, les investissements étrangers furent attirés par la présence d'un État de droit et la reconnaissance du droit de propriété dans les concessions étrangères en Chine. De son côté, l'expérience du Mexique en matière de développement durant la seconde moitié du XXe siècle nous enseigne qu'un décollage dans une économie capitaliste est tout à fait possible en l'absence d'institutions libérales comme l'État de droit et d'une société civile autonome.

Le développement du Mexique et de la Chine pendant la période que nous avons étudié dans ce chapitre confirme en partie l'analyse libérale classique de la relation entre le capitalisme et la démocratie de l'école autrichienne (von Mises et Hayek), selon laquelle il ne peut y avoir de démocratie libérale sans la présence d'une économie de marché. En effet, dans les deux pays, l'émergence du libéralisme politique et un processus de séparation du pouvoir économique du pouvoir politique auraient pu mener à l'établissement de démocraties libérales, comme ce fut le cas en Grande-Bretagne. Mais une telle évolution fut contrariée par l'avènement de régimes autoritaires. Les classes moyennes issues d'une société civile indépendante par rapport à l'État soutinrent le mouvement libéral et démocratique dirigé par Madero lors de la campagne

électorale de 1909-1910, puis lors du soulèvement militaire de 1910 provoqué par le refus de Díaz de modifier son régime politique. Le mouvement dirigé par Madero contre la dictature de Porfirio Díaz fut une tentative d'établir une démocratie libérale capitaliste fondée sur les principes du libéralisme économique et du libéralisme politique. L'assassinat de Madero et la contre-révolution de Victoriano Huerta en février 1913 empêchèrent une telle évolution.

En Chine, l'émergence d'une économie capitaliste dans les ports ouverts au début du XXe siècle et d'une société civile organisée indépendante du pouvoir politique favorisèrent le développement entre 1905 et 1911, à la fin de la dynastie Qing, d'une tentative de libéralisation du système politique qui échoua en raison du déclenchement de la Révolution de 1911. Une évolution à la japonaise vers une monarchie constitutionnelle fut donc impossible. Par la suite, la République aurait pu mettre en place un régime démocratique parlementaire à l'issue des élections législatives de 1912-1913, les premières et uniques élections démocratiques en Chine, mais l'établissement d'un régime dictatorial par Yuan Shikai mit un terme à cette seconde expérience de libéralisme politique.

Comme le souligne la théorie de la modernisation, les préconditions nécessaires à l'émergence d'une démocratie libérale au Mexique et en Chine pendant cette période, en termes notamment de développement socioéconomique, n'étaient probablement pas réunies. Un autre obstacle à l'émergence d'un État de droit au Mexique et en Chine (qui est nécessaire pour la prospérité d'une économie capitaliste et l'émergence d'une démocratie libérale) fut la présence d'un capitalisme de connivence sous les régimes autoritaires de Porfirio Díaz et de Chiang Kai-shek dans le cadre duquel le succès du secteur privé dépend en grande partie de rentes de situation qui étaient le produit de relations étroites et privilégiées avec les bureaucrates du gouvernement. Dans le domaine politique, ce capitalisme de connivence eut pour conséquence la constitution de puissants groupes d'intérêts qui avaient des droits acquis (*vested interests*) et qui

étaient hostiles à une plus grande libéralisation de l'économie et à une réforme politique susceptibles de remettre en question leurs privilèges.

A la fin des années 1970 et dans les années 1980 le processus d'industrialisation étatique et protectionniste mis en œuvre par des régimes politiques autoritaires au Mexique et en Chine était arrivé (malgré un degré de réussite diamétralement opposé) à une impasse qui amena finalement les dirigeants du PCC et du PRI à libéraliser leur économie. Nous analyserons dans le chapitre suivant ce processus de libéralisation de l'économie qui avait le potentiel de permettre l'émergence d'une économie capitaliste industrialisée dans ces pays, sans laquelle il ne peut y avoir de démocratie libérale.

CHAPITRE II

LA LIBÉRALISATION DE L'ÉCONOMIE PAR UN RÉGIME AUTORITAIRE

2.1 Introduction

Au Mexique comme en Chine un régime autoritaire s'engagea dans les années 1980 sur la voie d'une libéralisation de l'économie, à savoir un retrait de l'État de l'économie et une ouverture sur les échanges internationaux. Cette stratégie s'inspira en grande partie du succès économique des nouveaux pays industrialisés de l'Asie de l'Est comme la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong ou Singapour. En Chine, l'échec politique et économique du maoïsme amenèrent, après la mort du Grand Timonier le 9 septembre 1976, à la mise en place de réformes économiques libérales entre 1978 et 2012 qui furent à l'origine de l'émergence d'une économie capitaliste mixte dans laquelle le rôle de l'État fut considérablement remanié. Durant la seconde phase des réformes, entre 1992 et 2012, les dirigeants chinois durent adapter les institutions à la nouvelle réalité économique et un nouvel environnement légal et réglementaire fut établi pour assurer le bon fonctionnement d'une économie de marché. Nous analyserons dans le chapitre 5 les conséquences politiques de cette libéralisation de l'économie qui amena à la transformation du régime totalitaire de l'époque maoïste en un régime autoritaire, lequel permit, avec le retour d'une économie capitaliste, la réémergence d'une société civile partiellement libre.

Au Mexique, dès les années 1960 le modèle ISI de croissance par accumulation du capital commença à connaître de sérieux problèmes structurels et, dans les années 1980, l'économie était empêtrée dans le piège du revenu intermédiaire. C'est pour répondre à ces problèmes que les administrations de la Madrid (1982-1988) et Salinas (1988-1994) décidèrent de modifier le modèle de développement économique du pays avec un succès limité sur le long terme, en raison notamment de la crise de 1994-1995 et de l'insuffisance des réformes entreprises jusqu'en 2018. Les fondations du régime, notamment en ce qui concerne sa stabilité politique et sa capacité à assurer le progrès matériel de la population, s'érodèrent progressivement dès la fin des années 1960 et amenèrent le PRI à faire une série de concessions dans le domaine électoral dans le but de canaliser le mécontentement de la population. Ainsi donc, entre 1977 et 1997, le Mexique connut un long processus de transition démocratique entre un régime autoritaire et un régime démocratique.

2.2 Les conditions politiques des réformes économiques en Chine

Ce n'est qu'après le décès de Mao et le retour de Deng Xiaoping aux affaires lors du troisième plénum du dixième Congrès du Comité central du parti communiste, qui eut lieu du 16 au 21 juillet 1977, que le parti et l'État furent reconstitués. Au-delà d'un commun accord sur la nécessité de mettre un terme à la Révolution culturelle et de contrecarrer son idéologie, il n'existait pas au sein des élites du parti de consensus sur la voie à suivre une fois que ces objectifs seraient atteints (Lieberthal, 2004: 132). Il y avait en effet des divergences considérables entre ceux qui mettaient l'accent sur la planification centrale (tout en accordant néanmoins une place importante mais subordonnée à l'économie de marché) et ceux qui désiraient innover en libéralisant l'économie et en l'ouvrant à l'économie internationale (Lieberthal, 2004: 131). Les conservateurs, avec à leur tête Chen Yun (qui avait été l'architecte du premier plan

quinquennal dans les années 1950), et les réformateurs dont le leader était Deng Xiaoping, secondés par des représentants de la seconde génération de dirigeants communistes (Hu Yaobang et Zhao Ziyang chez les réformateurs et Li Peng et Yao Yilin chez les conservateurs), s'opposèrent pendant les années 1980 sur les questions économiques (MacFarquhar, 1997 : 331 ; Lieberthal, 2004 : 127 et 138).

Les réformes économiques libérales qui furent adoptées à partir de 1978 provoquèrent une surchauffe de l'économie ⁴⁵. Parce qu'ils redoutaient les conséquences économiques et politiques de l'inflation⁴⁶, Hu Yaobang (qui avait été nommé secrétaire général du parti en février 1980 pour remplacer Hua Guofeng) et Zhao Ziyang (qui était devenu Premier ministre de la République populaire de Chine à la place de Hua Guofeng en 1980) décidèrent de laisser la gestion de l'économie à Chen Yun. Celui-ci mit en place en 1980-1981 une politique de réajustement (contrôle de l'inflation et des investissements dans le but de réduire rapidement les déficits et de stabiliser l'économie) pour éviter une crise économique. Or une telle politique eut pour conséquence de geler le processus des réformes (Vogel, 2011: 468 ; Gewirtz, 2017: Location No. 1772).

Entre 1978 et 1989, l'économie chinoise fut caractérisée par une succession de cycles de surchauffe et de stabilisation au cours desquels réformateurs et conservateurs se succédèrent à la direction de l'économie. Alors que les réformateurs souhaitaient

⁴⁵ Ce phénomène s'explique par le fait que la capacité productive de l'économie chinoise (l'offre) n'était plus en mesure de suivre le rythme d'une demande croissante des consommateurs chinois qui disposaient de revenus plus élevés que par le passé. Un phénomène de surchauffe se manifeste généralement par une accélération du taux de croissance de l'économie et une augmentation de l'inflation qui devrait logiquement ramener (si l'on laisse les mécanismes de l'économie de marché opérer) à une baisse de la consommation et donc à une baisse du taux de croissance de l'économie et à un retour à l'équilibre.

⁴⁶ Dans l'esprit des dirigeants chinois, l'inflation était une caractéristique du capitalisme qui était étroitement associée au régime nationaliste.

maintenir un niveau élevé de croissance économique en accélérant le rythme des réformes, les conservateurs avaient pour objectif de le ralentir pour faire diminuer le taux de croissance et le taux d'inflation. Ces derniers s'opposaient en effet à une trop grande libéralisation de l'économie et craignaient que l'accroissement de la part octroyée à l'économie de marché dans l'économie sape les fondements du socialisme et affaiblisse l'autorité du parti (Gewirtz, 2017 : Location No. 933). C'est le dilemme qui préoccupe toujours le parti communiste chinois, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. La conséquence de ces divergences entre réformateurs et conservateurs fut une politique économique qui prit la forme « de deux pas en avant, un pas en arrière » (Naughton, 2007: 97).

Pendant la seconde moitié des années 1980, les conservateurs obtinrent la destitution des deux protégés de Deng, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, qui étaient chargés de la mise en œuvre des réformes libérales (le premier au sein du parti et le second au sein du gouvernement). Ils furent accusés par les conservateurs de faire preuve de faiblesse face à une « libéralisation bourgeoise⁴⁷ » favorable à l'économie de marché et à une réforme politique (sous la forme d'un partage du pouvoir entre le parti et d'autres secteurs de la société [Lam, 1995 : 354]). En décembre 1986, un groupe d'étudiants inspirés par le discours libéral de l'astrophysicien Fang Lizhi organisa une série de manifestations dans plusieurs villes de Chine en faveur d'une libéralisation politique et économique du régime. Les conservateurs profitèrent de la situation et obtinrent, avec l'accord de Deng, que Hu Yaobang soit relevé de ses fonctions le 16 janvier 1987 en raison notamment de sa réticence à recourir à la répression face aux étudiants. Cet

⁴⁷ Selon (Lam, 1995 : 137) : "... 'Bourgeois liberalisation' meant only one thing: ideas and activities that attempt to deny the CCP its absolute monopoly on power. What the leadership called efforts by foreign and domestic enemies to 'infiltrate and sabotage' the socialist system included the introduction of political pluralism and the quasi-capitalist system."

événement aurait pu marginaliser les réformateurs au sein de la direction du parti mais Zhao Ziyang fut nommé pour remplacer Hu Yaobang au poste de Secrétaire général du Comité central du parti communiste chinois (Baum, 1997 : 400 ; Vogel, 2011 : 582 et 583). Zhao parvint à imposer son pouvoir au sein du parti après avoir surmonté une offensive des conservateurs menée par Deng Liqun et Peng Zhen lors de la campagne contre la libéralisation bourgeoise entre la première moitié de l'année 1987 et l'automne de l'année 1988 (Lam, 1989 : 15).

Les conservateurs reprirent l'offensive en profitant d'une « erreur » de Deng Xiaoping qui avait convaincu le Politburo de démanteler l'ensemble des mécanismes de contrôle des prix pour relancer l'économie. Or cette décision déclencha une nouvelle surchauffe de l'économie et une forte inflation au cours de l'année 1987 et au début de 1988. Zhao fut jugé responsable et fut sévèrement critiqué pour sa gestion de l'économie par les conservateurs Yao Yilin et Li Peng lors de la troisième session plénière du 13ème Congrès du parti en septembre 1988. Le secrétaire général du parti fut contraint de changer le cap de sa politique économique et de mettre en place un programme d'austérité de trois ans à la fin de l'année 1988⁴⁸ (Vogel, 2011 : 471 ; Miller, 2011 : 535). Les réformes étaient dès-lors au point mort et le taux de croissance de l'économie déclina (Vogel, 2011 : 660 ; Lam, 1995 : 23).

C'est dans ce contexte de fortes tensions entre réformateurs et conservateurs qu'eut lieu la crise de la place Tiananmen entre le 15 avril et le 4 juin 1989. Hu Yaobang, qui avait été marginalisé par les conservateurs au sein de la direction du parti, eut une crise cardiaque lors d'une réunion du Politburo le 15 avril 1989 et décéda quelques jours plus tard. L'ancien dirigeant réformateur était très populaire au sein de la population et

⁴⁸ La gestion de l'économie était désormais sous la responsabilité conjointe du Premier ministre, Li Peng, et de Zhao.

des milliers d'étudiants occupèrent la place Tiananmen, au centre de Beijing, à partir du 17 avril pour dénoncer la corruption, un taux d'inflation hors de contrôle et réclamer une réforme politique démocratique (Gewirtz, 2017 : Location No. 4421-4440). La crise, qui constituait un véritable défi pour le régime, fut à l'origine de fortes tensions au sein du parti entre les partisans de la répression, dont le leader était le conservateur Li Peng, et ceux qui, comme Zhao Ziyang, y étaient opposés.

Deng interpréta la situation à la lumière des événements de Pologne durant lesquels le parti communiste polonais fit des concessions à l'opposition qui amenèrent finalement à la chute du régime. Il prit donc la décision (avec le soutien de l'ensemble des dirigeants historiques et des forces de sécurité) d'opter, le 3 et le 4 juin, pour la répression afin de faire face à ce qu'il considérait comme étant une menace existentielle pour le parti. Zhao Ziyang fut mis en minorité au sein de la direction du parti et la loi martiale fut proclamée le 19 mai 1989⁴⁹.

À la suite de la crise de Tiananmen (qui aurait pu aboutir à un effondrement du régime) et de la chute du communisme en Union soviétique en 1991, la priorité des dirigeants chinois était de maintenir le monopole du pouvoir politique du parti sur la société. D'après Fewsmith (1997 : 493), la question qui se posait alors était la suivante : est-ce que le PCC devait préserver son pouvoir en mettant l'accent sur l'idéologie et les valeurs socialistes, ou bien devait-il chercher à obtenir le soutien de la population en poursuivant les réformes économiques qui permettraient de renforcer la nation ? Les

⁴⁹ Les conservateurs espéraient que l'un des leurs (Li Peng ou Yao Yilin) puisse remplacer Zhao à la tête du parti, mais Deng et les autres dirigeants historiques (Chen Yun et Li Xiannian) désignèrent un candidat de compromis (Fewsmith, 2008 : 23). Les 23 et 24 juin 1989, lors du quatrième plénum du 13^{ème} comité central, Zhao Ziyang fut accusé d'avoir divisé le parti et le secrétaire du parti de Shanghai, Jiang Zemin, fut nommé au poste de secrétaire général du parti communiste pour le remplacer (Gewirtz, 2017 : Location No. 4586). Il le demeurera jusqu'en 2002.

conservateurs considéraient que les réformes avaient causé un affaiblissement de la discipline au sein du parti, ce qui aurait contribué à la crise de Tienanmen (Vogel, 2011 : 660 ; Fewsmith, 1997 : 497). Ils pensaient également que si le parti cédait l'essentiel de son contrôle sur l'économie trop rapidement il pourrait être oblitéré, comme ce fut le cas dans les pays de l'Est et en Union soviétique à la fin de 1989 et en 1991. Dans un premier temps, les sanctions des pays occidentaux contre la Chine à la suite des événements du 4 juin renforcèrent la position des conservateurs au sein du parti, lesquels avaient déjà mis un coup d'arrêt aux réformes libérales en 1988 (Fewsmith, 1997 : 472).

Deng voyait les choses différemment. Il considérait en effet que c'était précisément les dix années de réformes qui avaient permis au parti de survivre à la crise du printemps de l'année 1989 (Fewsmith, 1997 : 497). Convaincu que le seul moyen de rétablir la légitimité du parti était d'accélérer le taux de croissance de l'économie et d'augmenter le niveau de vie de la population, Deng décida de relancer les réformes économiques libérales et d'accroître l'ouverture sur l'économie mondiale (Vogel, 2011 : 640 et 659). En raison du fait que sa position au sein du parti était considérablement affaiblie après Tienanmen, Deng, qui avait 88 ans à l'époque, décida de faire pression sur la direction en dehors du bureau politique. Sa stratégie consista à effectuer, au mois de janvier 1992, une tournée d'inspection dans le Sud du pays où les réformes économiques étaient le plus avancées (Coase et Wang, 2012 : 114).

Le Petit Timonier pouvait s'appuyer dans sa démarche sur les dirigeants du Guangdong, de Shanghai et du Shandong qui avaient largement bénéficié des réformes et qui désiraient qu'elles soient poursuivies. Ces dirigeants locaux étaient hostiles au programme d'austérité des conservateurs et voyaient d'un mauvais œil les politiques centralisatrices du parti qui avaient été mises en place depuis 1990 (Fewsmith, 1997 : 484 ; Vogel, 2011 : 660 et 664). Au cours de cette visite privée (le *nanxun*), Deng encensa dans ses déclarations publiques l'exemple de Singapour et exhorta les Chinois

à adopter un modèle économique fondé sur l'économie de marché et l'intégration à l'économie internationale qui avait déjà fait ses preuves dans le Sud du pays. Le principal objectif de la tournée était de faire pression sur Jiang Zemin afin qu'il change de politique économique et qu'il relance le processus des réformes. D'après Vogel (2011 : 678), une importante rencontre eut lieu à Zhuhai entre Deng et des dirigeants militaires qui lui étaient favorables. Le message était clair : Deng disposait d'une coalition suffisamment forte pour remplacer Jiang à la tête du parti s'il refusait d'obtempérer. Le Petit Timonier déclara d'ailleurs sans ambages que ceux qui s'opposaient aux réformes devaient quitter leurs fonctions (Vogel, 2011 : 677). A partir de ce moment, le rapport de force au sein du parti fut complètement renversé. Jiang Zemin se prononça de manière explicite en faveur des réformes et les conservateurs furent contraints d'accepter les nouvelles politiques économiques (Vogel, 2011 : 682).

Dans un premier temps, Jiang Zemin n'était que *Primus inter pares* dans une direction collégiale (avec Li Peng, Zhu Rongji et Qiao Shi) qui fut mise en place à la fin de 1994 (Lieberthal, 2004 : 147). Par la suite, Jiang ne parvint à imposer son autorité sur le parti qu'à partir de 1995, lorsque la santé de Deng Xiaoping commença à se détériorer (Lam, 1999 : 2). A partir du mois de juin 1993, la gestion de l'économie fut confiée à l'ancien maire de Shanghai, Zhu Rongji, sur lequel Deng pouvait compter pour poursuivre les réformes après sa mort (Fewsmith, 1997 : 511). Cependant, le projet des réformateurs ne s'imposa de manière définitive qu'au mois de mars 1998, lorsque Zhu Rongji succéda à Li Peng au poste de Premier ministre (Fewsmith, 2008 : 209). Il serait toutefois erroné de penser que Zhu Rongji était un véritable libéral dans le domaine économique. En effet, comme le souligne Lam (1999 : 370) : "The economic tsar was not immune to the siren song of Adam Smith. Yet compared with cadres ranging from Deng Xiaoping to Zhao Ziyang, he was obsessed with the imperative of using the state's all-too-visible hand to guide market forces."

Le nouveau consensus qui s'imposa définitivement lors du 14^{ème} Congrès du parti communiste chinois en octobre 1992 et qui est encore en vigueur aujourd'hui (Xi Jinping ne l'a pas remis en question) est fondé sur l'acceptation d'un capitalisme modéré par l'interventionnisme de l'État dans l'économie et le maintien d'un régime politique autoritaire dans le domaine politique. Ce consensus fut rendu possible non seulement par la marginalisation du conservatisme économique à la Chen Yun, mais également par la marginalisation des partisans d'une libéralisation politique au sein du parti et de la société comme Zhao Ziyang (Fewsmith, 1997 : 505). La possibilité d'une libéralisation du régime n'était plus envisagée et la revendication en 1979 par Wei Jingsheng, dans le cadre du mouvement du mur de la Démocratie, d'une cinquième modernisation sous la forme d'une ouverture du système politique était rendue caduque.

Dans le domaine idéologique⁵⁰, le 14^{ème} Congrès déclara que l'objectif des réformes économiques était la mise en place d'une « économie de marché socialiste », également connue sous le terme de « socialisme avec des caractéristiques chinoises » (Miller, 2011 : 534). La libéralisation partielle de l'économie depuis 1978 n'a jamais eu comme objectif de remettre en question le monopole politique exercé par le parti communiste. Bien au contraire, la mise en place d'une « économie socialiste de marché » devait assurer la survie du régime. Dans l'esprit de Deng, seul le parti communiste était en mesure d'assurer la stabilité politique et sociale nécessaire pour rattraper les pays industrialisés les plus avancés (Vogel : 2011 : 3). Il considérait en effet, à la lumière de

⁵⁰ Zhao Ziyang avait déjà justifié le recours au capitalisme lorsqu'il avait déclaré, lors du 13^{ème} congrès du parti au mois d'octobre 1987, que la Chine post 1978 se trouvait dans la phase initiale du socialisme. Selon la propagande officielle, cela signifiait que, conformément à ce qu'avait écrit Marx, il ne peut y avoir d'édification du socialisme sans un développement préalable du capitalisme (Gewirtz, 2017 : Location No. 3738 et 3833). Ce tour de passe-passe idéologique permettait de justifier les réformes et l'ouverture de la Chine en termes marxistes.

l'expérience de Singapour, que l'autorité de l'État devait servir pour construire une économie forte et une société stable (Fewsmith, 1997 : 505).

Une grande partie de la population chinoise était probablement favorable à un retour de l'ordre socialiste rendu possible par le rétablissement du parti aux affaires et la marginalisation des radicaux après les excès de la Révolution culturelle. Comme le souligne Guiheux (2018 : 108), les dirigeants chinois désiraient à l'époque rompre avec l'arbitraire de l'ère maoïste et affirmèrent leur volonté de « gouverner selon la loi ». Ainsi, la Constitution de 1982 mentionne la notion de « légalité socialiste ». Il faut cependant rappeler qu'il ne s'agit en aucune manière d'un État de droit dans le sens libéral du terme dans la mesure où le pouvoir politique n'est pas subordonné à la loi et le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant du parti communiste.

Le processus de libéralisation de l'économie, notamment la disparition des communes populaires et l'exode rural ainsi que le développement du secteur privé et l'affaiblissement du secteur public conduisit à une perte de contrôle relative du parti sur la population. Cela s'explique par l'émergence d'alternatives pour les travailleurs et la disparition progressive de leur complète dépendance à l'égard du parti pour leur emploi et leurs avantages sociaux (retraite, assurance sociale, etc). L'on assiste donc pendant la période des réformes à un relâchement de la discipline communiste et à une fragmentation de l'ordre communiste dépendamment du lieu d'exercice de l'activité économique, que ce soit dans les campagnes, dans les zones économiques spéciales, dans le secteur privé ou dans le secteur public. Cette évolution permit la réémergence d'une société civile qui pouvait jouir d'une liberté limitée, tant et aussi longtemps qu'elle ne remettait pas en question l'autorité du parti communiste.

Ces changements contribuèrent certainement à la crise de Tiananmen et aux revendications de libéralisation politique des manifestants. Après la tournée d'inspection dans le Sud du pays de Deng Xiaoping en 1992, la poursuite des réformes

économiques libérales engendra une prospérité économique dans la stabilité et un regain de légitimité du parti auprès des Chinois. Nous évoquerons ces questions en détail dans le chapitre 5. Nous allons maintenant voir comment le rattrapage économique de la Chine fut réalisé.

2.3 Le rattrapage économiques de la Chine (1978-2012)

Le passage d'une économie socialiste à une économie capitaliste mixte : 1978-1992

Outre le chaos et le traumatisme infligé à l'ensemble de la population, l'une des conséquences majeures de la Révolution culturelle fut un affaiblissement considérable des structures du parti et de sa légitimité. Une fois revenu au pouvoir, Deng chercha donc à rétablir l'unité et l'autorité du parti et à stabiliser le système. Il s'appuya pour ce faire sur les experts et les bureaucrates qui avaient été persécutés par les gardes rouges. Ils avaient en commun la volonté d'effacer les principaux éléments de la Révolution culturelle, à savoir la révolution continue, la lutte des classes, le volontarisme, l'égalitarisme et l'anarchie. Tout cela sans remettre en question la légitimité du parti fondée en grande partie sur la personnalité de Mao. Après la mort du Grand Timonier, la purge de la Bande des Quatre et l'éviction de Hua Guofeng du pouvoir, les dirigeants historiques qui avaient été les victimes de la Révolution culturelle ou du Grand bond en avant (Deng Xiaoping, Chen Yun, Li Xiannian et Ye Jianying) s'entendirent pour donner la priorité au développement économique et aux Quatre Modernisations de l'agriculture, de l'industrie, de la science et des technologies et de la défense nationale. L'objectif était de renforcer le socialisme en y incorporant le dynamisme de l'économie de marché et de faire de la Chine une grande puissance. Le modèle à suivre n'était plus, comme dans les années 1950, une Union-Soviétique

empêtrée dans la stagnation économique, mais plutôt les économies performantes de l'Asie de l'Est telles que la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong ou Singapour.

Le troisième plénum du 11^{ème} Comité central de décembre 1978 est connu en Chine comme étant le point de départ des réformes économiques libérales et de l'ouverture sur l'économie mondiale (Vogel, 2011 : 245). Ces politiques économiques sont souvent présentées, particulièrement en Chine, comme étant le fruit d'un grand dessein fondé sur une stratégie cohérente qui aurait été conçue par les dirigeants chinois et plus particulièrement Deng Xiaoping. Pourtant, comme le fait remarquer Gewirtz (2017 : Location No. 858 et 933), les réformateurs n'avaient pas à l'origine pour objectif d'établir une économie de marché capitaliste et certains d'entre eux, notamment Chen Yun, cherchaient même à rétablir une économie planifiée performante en y incorporant de manière pragmatique des mécanismes auxiliaires issus de l'économie de marché pour la renforcer. Coase et Wang (2012) considèrent même que l'émergence d'une économie capitaliste en Chine fut en grande partie le produit d'un processus spontané au sein de la société chinoise à la fin des années 1970 qui n'a pas été, dans un premier temps du moins, accueilli de manière favorable par le parti. Pourtant, la capacité du secteur privé à moderniser et à renforcer la Chine, associée à la faiblesse du secteur socialiste, amenèrent les dirigeants chinois à reconnaître les bienfaits du capitalisme. Le secteur privé fut donc finalement encouragé à se développer mais il ne devait pas contester la suprématie d'un secteur public modernisé qui serait l'incarnation du socialisme avec des caractéristiques chinoises (Lam, 1995 : 52).

L'émergence d'une économie capitaliste en Chine à la fin du XXe siècle fut le résultat de quatre processus spontanés qui ne furent pas tous initiés par le parti communiste, à savoir : la décollectivisation de l'agriculture, la création d'entreprises communales et villageoises indépendantes, la création d'entreprises individuelles dans les villes et, enfin, la mise en place de Zones Économiques Spéciales (Coase et Wang, 2012 : 164). La libéralisation de l'économie débuta dans les campagnes où la majorité de la

population vivait dans les années 1970. Comme le rappelle Dikotter (2016 : 263 et 266), la famine provoquée par l'échec du Grand bond en avant subsista dans une grande partie de la campagne chinoise jusqu'en 1976, date à laquelle au moins 20% de la population, soit 200 millions de Chinois, souffraient encore de malnutrition chronique. Devant l'ampleur du problème certains dirigeants locaux du parti (comme le secrétaire du parti en Anhui, Wan Li) prirent la décision, à la fin de l'année 1978, de laisser l'initiative aux paysans qui avaient déjà quitté de manière spontanée les communes populaires. Ces derniers rétablirent les exploitations familiales et cultivèrent des produits agricoles qu'ils pouvaient vendre sur le marché dans le but de réaliser un profit.

Le succès de ces expériences convainquit les dirigeants du parti (Chen Yun, Hu Yaobang et Deng Xiaoping) de lever l'interdiction sur l'agriculture privée en 1980 (Coase et Wang, 2012 : 48). Par la suite, les autorités accordèrent aux familles la possibilité de vendre sur le marché ce qu'ils produisaient au-dessus du quota demandé par l'État (McGregor, 2010 : 200). De plus, dans le but d'encourager la production agricole, l'État augmenta à plusieurs reprises le prix d'achat des céréales entre 1979 et 1985 (Zheng, 2014: 44). En 1981, plus de la moitié des paysans chinois avaient opté pour le nouveau système et, en 1982, les communes populaires, qui avaient été établies en 1958, furent abolies pour être remplacées par le Système de responsabilité des ménages (Vogel, 2011 : 442). Ce fut l'aboutissement d'un processus de décollectivisation de l'agriculture chinoise qui avait été déclenché par les paysans eux-mêmes.

Même si, comme le souligne Bergère (2013: Location No. 226) : « le caractère socialiste de l'agriculture était maintenu de façon symbolique par la persistance d'un droit de propriété collective sur la terre, droit attribué à la communauté villageoise », les contrats fonciers avec les familles étaient d'une durée de 15 ans et étaient renouvelables et transférables par héritage ou par bail (Shirk, 1993 : Location No. 448). Ainsi donc, même si la terre appartenait encore à la collectivité, les familles avaient le

droit d'utiliser la terre comme si c'était la leur et pouvaient prendre leurs propres décisions sans avoir à suivre les instructions des équipes de production. Ils pouvaient désormais jouir des fruits de leurs efforts individuels sans les voir confisqués par la commune. La présence d'incitations économiques pour les paysans amena à une augmentation considérable de la productivité dans le secteur agricole, ce qui permit, entre 1978 et 1984, à plus de 49 millions de paysans de chercher du travail dans l'industrie dans les campagnes ou dans les villes où les salaires étaient plus élevés (Brandt, Hsieh et Zhu, 2008 : 15729 ; Zhu, 2012: 113). Selon Zhu (2012: 113), la productivité totale des facteurs dans le secteur agricole augmenta de 5,62 % par an entre 1978 et 1984 et la production agricole augmenta de 47 % au cours de la même période. Cette révolution productive dans les campagnes chinoises fut l'élément déclencheur de la croissance économique spectaculaire de la Chine à la fin du XXe siècle.

A partir de 1984, le surplus de main d'œuvre dégagé par l'impressionnante croissance de la productivité dans le secteur agricole permit l'émergence de nombreuses entreprises privées dans les villes rurales et dans les villages, plus connues sous le nom d'entreprises communales et villageoises (McGregor, 2010 : 200 ; Fenby, 2009 : 565). Comme le fait remarquer Bergère (2013 : Location No. 241), ces entreprises étaient souvent les : « héritières des établissements (qui furent) créés et gérés à l'ère maoïste par les communes populaires et leurs brigades... » et étaient sous le contrôle des autorités locales. Même si ces entités étaient officiellement des entreprises collectives, nombre d'entre elles étaient en réalité des intérêts privés (Coase et Wang, 2012 : 77).

Les entrepreneurs issus de la paysannerie chinoise introduisirent la concurrence dans l'économie et jouèrent un rôle décisif dans l'industrialisation de la Chine dans les zones rurales, compensant ainsi la médiocre performance des entreprises publiques (Dikotter, 2016 : 321 ; Coase et Wang, 2012 : 56). Même si elles furent confrontées à l'hostilité du gouvernement, les entreprises communales et villageoises n'avaient pas à se

soumettre au contrôle bureaucratique de l'État. Elles étaient donc en mesure de répondre rapidement aux demandes du marché et aux opportunités d'affaires qu'il offrait (Coase et Wang, 2012 : 55). D'après Coase et Wang (2012 : 54) : "The number of people employed in such enterprises grew from 28 million in 1978 to a peak of 135 million in 1996. During the same period, their share in GDP grew from 6 percent to 26 percent, at a time when the GDP itself was growing rapidly. They outperformed the state-owned enterprises in both productivity and growth, even though they did not enjoy the same privileged access to raw materials, energy, credit and consumer markets, and were faced with many discriminatory policies."

La mise en place de Zones Économiques Spéciales favorisa l'ouverture de la Chine à l'économie mondiale. C'est à la suite d'un voyage d'étude d'une délégation officielle de haut dirigeants chinois à Hong Kong pendant les mois d'avril et mai 1978 que fut explorée l'idée de mettre en place, dans le comté de Bao'an situé dans la province de Guangdong à la frontière de Hong Kong, une zone franche industrielle. Le projet consistait à acheminer des matériaux de l'étranger pour les faire transformer en produits finis par des ouvriers chinois et de les exporter par la suite sans droits de douane ou autres restrictions (Vogel, 2011 : 219). Le 15 juillet 1979, le Comité central et le Conseil des affaires de l'État adoptèrent une résolution commune approuvant le développement de zones économiques spéciales dans le Guangdong et dans le Fujian (Coase et Wang, 2012 : 61).

La Zone Économique Spéciale de Shenzhen, qui devint par la suite une métropole de 10 millions d'habitants, fut en partie établie par Xi Zhongxun, le gouverneur et secrétaire du parti de Guangdong de 1978 à 1980, qui n'est autre que le père de Xi Jinping. En 1980, il y avait quatre Zones Économiques Spéciales (ZES) : Shenzhen près de Hong Kong, Zhuhai près de Macao, Shantou dans l'Est du Guangdong et Xiamen dans le Fujian, proche de Taiwan (Vogel, 2011 : 399 ; Fenby, 2009 : 558). Ces

Zones, qui opéraient pour l'essentiel dans le cadre d'une économie de marché, bénéficiaient d'allègements fiscaux et de subventions pour attirer les investissements étrangers (Fenby, 2009 : 558). Il faut souligner que c'est de ces zones économiques spéciales que provinrent (dans un premier temps de Hong Kong, puis par la suite du Japon, des Chinois de l'étranger et de Taiwan) les investissements, la technologie, l'expertise, le management moderne et l'accès aux marchés étrangers qui permirent la modernisation de l'économie chinoise (Vogel, 2011 : 405 ; Coase et Wang, 2012 : 149-50).

Il est quelque peu paradoxal que le capitalisme ait été réintroduit en Chine par des entrepreneurs de la diaspora (surtout de Taiwan et de Hong Kong) qui avaient dans un premier temps fui les nationalistes à partir de 1946-1947, puis les communistes en 1949 (Brandt et Rawski, 2008 : Location No. 733-749). Au début de l'année 1988, Zhao Ziyang mit en œuvre sa stratégie de développement côtier et des ZES furent établies dans l'île d'Hainan, dans le delta du Yangzi (proche de Shanghai), dans le delta de la Rivière des Perles (proche de Guangzhou), dans le Sud du Fujian à Xiamen, dans la péninsule du Shandong (dans le Nord-Est) et dans la péninsule du Liaodong (dans le Sud de la Mandchourie). En 1992, le district de Pudong dans la ville de Shanghai fut ouvert aux investissements étrangers, puis ce fut le tour de l'ensemble des capitales des provinces (Fenby, 2009 : 558 ; Coase et Wang, 2012 : 63 ; Gewirtz, 2017 : Location No. 3919).

Une autre évolution spontanée qui contribua à l'émergence d'une économie capitaliste en Chine fut la création d'entreprises individuelles dans les villes. L'origine de ces entreprises date du retour des étudiants qui avaient été envoyés dans les campagnes à la fin de la Révolution culturelle. Cet afflux de population provoqua un important chômage dans les villes qui menaçait la stabilité du régime. Confrontés à l'impossibilité de trouver un emploi, de nombreux jeunes se firent entrepreneurs pour subvenir à leurs

besoins. Devant le fait accompli, les dirigeants chinois tolèrent « l'économie individuelle », ce qui permit au secteur privé de faire son retour dans les villes chinoises (Coase et Wang, 2012 : 57).

Durant cette période, les réformateurs tentèrent d'améliorer la performance des entreprises du secteur public. Celles-ci étaient non seulement confrontées à la concurrence des entreprises communales et villageoises et des entreprises individuelles dans les villes qui produisaient en dehors du plan, mais également à celle des entreprises étrangères implantées dans les ZES (Brandt, Rawski et Sutton, 2008 : Location No. 13118). La part des entreprises publiques dans la production industrielle chuta, passant de 77,6 % en 1978, à 54,6 % en 1990 et à 34 % en 1995 (Brandt, Rawski et Sutton, 2008 : Location No. 13118).

Les dirigeants chinois étaient dès lors confrontés à la nécessité de rendre ces entreprises plus compétitives. Le problème est qu'ils refusaient de les fermer ou de les privatiser ou de licencier leurs employés. Sous l'impulsion de Zhao Ziyang, les réformateurs décidèrent de mettre en place des incitations économiques pour encourager la production et d'accorder, à partir de 1984, une plus grande autonomie aux gestionnaires des entreprises publiques (Brandt, Rawski et Sutton, 2008 : Location No. 13087 ; Zheng, 2014 : 44). Ce type de politiques, qui avaient été expérimentées en Hongrie sous le nom de Nouveau mécanisme économique à la fin des années 1960, servit d'inspiration à la réforme de 1987. Cette réforme instaura un système de contrats de responsabilité entre les entreprises et l'État qui lui garantissait une portion des revenus de l'entreprise mais qui permettait aux entreprises publiques de prendre des décisions opérationnelles indépendantes et de conserver une partie de leurs profits. L'objectif était de séparer le droit de gestion du droit de propriété et de lier les bénéfices aux résultats économiques (Bergère, 2013 : Location No. 241 ; Gewirtz, 2017 : Location No. 3796). Mais, comme le souligne Zhu (2012 : 115) : "While enterprise reforms made

industrial state-owned enterprises more efficient, their productivity growth was slower than that of the nonstate enterprises and not fast enough to offset the rising real cost of material inputs.”

La réflexion de l'économiste hongrois Janos Kornai (qui prit part à la conférence de Bashan en 1985) fut à l'origine de la mise en place en Chine d'un système de prix à deux voies qui permettait la coexistence de deux mécanismes de coordination de la production ; avec, d'une part, la planification socialiste où les transactions se faisaient au prix officiel et, d'autre part, l'économie de marché où les transactions en dehors du plan s'effectuaient au prix du marché qui reflétait l'équilibre entre l'offre et la demande. Un tel système permettait aux entreprises publiques, une fois qu'elles avaient satisfaites aux exigences du plan, de vendre le reste de leur production aux prix du marché et de faire un profit (Brandt et Rawski, 2008 : Location No. 701). Naughton (2007 : 92) considère que cette politique a contribué à progressivement substituer l'économie de marché à la planification sans désorganiser l'économie, tout en assurant une stabilité sociale relative. Cet auteur est arrivé à la conclusion que cette stratégie de « sortie en douceur » de la planification (“growing out of the plan”) permit à la Chine d'éviter la thérapie de choc qui fut mise en place pendant cette période dans les pays d'Europe de l'Est, notamment en Pologne, et de progressivement adapter le secteur public aux exigences de l'économie de marché. En conséquence, comme le soulignent Brandt, Rawski et Sutton (2008 : Location No. 13087) : “The share of producer goods transacted at market prices rose from zero in 1978 to 13 percent in 1985 and 46 percent in 1991. By 1995, 78 percent of producer goods were transacted at market prices.” En 2002-03, le taux était de 87 % (Lardy, 2014 : Location No. 501). Ainsi donc, dès le milieu des années 1990, le plan avait complètement disparu, rendu obsolète par la libéralisation toujours plus grande des prix et par l'accroissement de la concurrence (Bergère, 2013 : Location No. 412).

Approfondissement des réformes économiques libérales : 1992-2012

La seconde phase des réformes économiques, qui fait suite à la tournée d'inspection dans le Sud du pays de Deng Xiaoping au début de l'année 1992 et à la marginalisation des conservateurs dans la définition de la politique économique, fut instaurée par Zhu Rongji. Elle avait trois grands objectifs, tout d'abord, permettre l'émergence d'un environnement légal et réglementaire (les systèmes bancaire et fiscal, la gouvernance des entreprises et l'intégration aux échanges internationaux) qui est indispensable au bon fonctionnement d'une économie de marché (Naughton, 2007 : 100 et 103). Le second objectif était la privatisation des entreprises publiques et, finalement, le troisième était l'essor de la concurrence régionale.

Les économistes libéraux comme Milton Friedman ou Ronald Coase étaient convaincus que le plus grand problème des réformes économiques chinoises des années 1980 était d'avoir maintenu un contrôle partiel des prix. Ils considéraient en effet que cette politique avait eu des conséquences néfastes pour l'économie sous la forme d'une distorsion des prix, d'une inflation chronique et d'une mauvaise allocation des ressources qui provoquèrent le désordre économique caractéristique de cette période (Coase et Wang, 2012 : 123 ; Gewirtz, 2017 : Location No. 4246). À partir de 1992, le gouvernement chinois s'engagea sur la voie de réformes qui aboutirent finalement à l'abolition complète du contrôle des prix. Comme nous l'avons souligné, cette démarche fut facilitée par le fait que le secteur privé avait déjà fonctionné pendant plus d'une décennie dans le cadre d'un système de prix fondé sur l'équilibre entre l'offre et la demande (Coase et Wang, 2012 : 124). D'autres éléments favorables au bon fonctionnement d'une économie de marché furent également mis en place. Tout d'abord, une réforme fiscale d'envergure favorisa à partir de 1994 la mise en place d'un système plus centralisé dans le cadre duquel le gouvernement central contrôlait au moins la moitié des revenus. D'autre part, la constitution d'un marché commun national favorisa les échanges (Coase et Wang, 2012 : 127 ; Kroeber, 2016: 115). En

termes d'intégration aux échanges internationaux, la Chine réduisit ses barrières tarifaires et non tarifaires et créa un environnement plus prévisible pour les échanges et les investissements étrangers. Cette évolution fut réalisée dans les années 1990 dans le cadre du processus d'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qu'elle rejoignit en décembre 2001.

L'accession à l'OMC permit à la Chine d'obtenir un accès garanti aux marchés étrangers pour ses produits d'exportation et de relancer ainsi sa croissance économique. Selon Kroeber (2016 : 49) : “Between 2001 and 2008, China’s exports grew at an astonishing rate of 27 percent a year, rising six fold from [US]\$266 billion to [US]\$1.4 trillion.” C’est à partir de cette période que la Chine commença à véritablement s’ouvrir sur le monde et, comme le soulignent Brandt et Rawski (2008 : Location No. 522) : “The trade ratio, which measures the combined value of exports and imports as a share of GDP, jumped from under 10 percent prior to reform to 22.9 percent in 1985, 38.5 percent in 1995, and 63.9 percent in 2005 – a level far higher than comparable figures for any other large and populous nation.”

Après plus d'une décennie de réformes, les dirigeants chinois étaient arrivés à la conclusion que la délégation de droits et le partage des profits n'avaient pas permis aux entreprises publiques de devenir indépendantes et autonomes (Coase et Wang, 2012 : 170). Même si le maintien de ces entreprises et le non-licenciement de leurs employés avaient permis de minimiser l'instabilité sociale pendant la première vague de réformes, leur coût économique était élevé. Le fait que les entreprises publiques pouvaient compter sur un sauvetage financier de l'État en cas d'insolvabilité ne les incitaient pas

à améliorer leur productivité⁵¹. Par conséquent, les entreprises publiques n'étaient pas compétitives par rapport aux entreprises du secteur privé. Au milieu des années 1990, moins d'un tiers des entreprises publiques faisaient un profit et le poids pour les finances publiques était devenu trop lourd (Coase et Wang, 2012 : 142). Dans ces conditions, une restructuration radicale s'imposait.

Cette restructuration prit la forme de la faillite, de la fusion ou de la privatisation de la plupart des entreprises publiques de petite ou moyenne taille entre 1998 et 2001. De leur côté, les entreprises publiques de plus grande taille licencièrent un nombre considérable d'employés (Branstetter et Lardy, 2008 : Location No. 14750). Ces réformes causèrent une forte réduction de la taille du secteur public mais pas sa disparition (il y avait encore 155 000 entreprises publiques en Chine en 2017) (Branstetter et Lardy, 2008 : Location No. 14750 ; OECD, 2017 : 36). L'objectif de Zhu Rongji était clairement de : « Retenir les grandes, libérer les petites » (Bergère, 2013: Location No. 275 ; Lardy, 2014 : Location No. 1232). Tout cela dans le but de fusionner les entreprises publiques les plus performantes dans des secteurs stratégiques afin de constituer des « champions nationaux » et d'éviter qu'elles ne tombent entre les mains d'oligarques, comme ce fut le cas en Russie, et échappent ainsi au contrôle du parti.

Les entreprises publiques durent s'adapter à la discipline du marché et à la nécessité de faire un profit et, entre 1995 et 2001, la part du secteur public dans l'emploi total chuta de 17 % à 12 % (Zhu, 2012 : 117). L'État contribua à leur assainissement financier. Le secteur privé absorba la main d'œuvre superflue estimée à 40 millions de travailleurs

⁵¹ Selon Zhu (2012 : 117), entre 1988 et 1998, le taux de croissance annuel moyen de la productivité totale des facteurs dans le secteur public n'avait été que de 0,27 %, alors que celui du secteur privé était de 2,17 %.

et, entre 1998 et 2007, la part de l'emploi urbain total dans les entreprises privées nationales et dans les entreprises à capitaux étrangers passa de 8 à 24 % (*The Economist*, 2013 ; Zhu, 2012 : 117). Une telle évolution signifiait une perte de contrôle du parti sur les travailleurs qui quittaient des entreprises publiques pour travailler dans des entreprises privées dans lesquelles le parti exerçait un contrôle beaucoup plus limité. Ce qui, comme nous l'avons noté, ouvrait la porte à l'émergence d'une société civile plus ou moins autonome.

L'essor de la concurrence régionale joua un rôle essentiel dans la seconde phase des réformes. Ainsi, comme le font remarquer Coase et Wang (2012 : 170-71) : "From the perspective of local public finance, after the 1994 tax reform, value added taxes and land rent became the main sources of revenue for local governments. Both were positively linked to the growth of the local economy. At the same time, the development of a common national market implied that regional competition was now subject to strict market discipline. As a result, regional competition in the 1990s and beyond arose as the most powerful driving force behind China's economic transformation." Cette nouvelle réalité fut renforcée par le fait que le processus de promotion des dirigeants nommés par le département de l'Organisation du parti communiste à Beijing était en grande partie fondé sur leur capacité à améliorer le niveau de performance et la croissance de l'économie locale. Ce système d'incitation amena les dirigeants locaux à prendre des initiatives, à expérimenter et à innover pour développer l'économie (Coase et Wang, 2012 : 147).

Ces derniers cherchèrent à attirer les investissements directs étrangers dans leurs juridictions en créant un environnement favorable aux affaires, à travers notamment la création de parcs industriels. Ce fut clairement une réussite dans la mesure où, selon Kroeber (2016 : 48) : "FDI -which had run at \$2 to 3 billion a year in the 1980s and mostly consisted of small-scaled Hong Kong manufacturers moving their factories across the border to the neighboring Shenzhen SEZ- exploded after Deng's southern

tour, peaking at [US]\$45 billion in 1997. Between 1994 and 1997, FDI accounted for nearly one-sixth of all fixed investment in China. Much of this FDI went into export manufacturing. Between 1990 and 2001 China's exports more than quadrupled, from [US]\$62 billion to [US]\$266 billion, and by the end of that period more than half of the country's exports were produced by foreign firms." De nombreux modèles de développement régionaux virent le jour pendant cette période et servirent de référence pour les régions qui étaient moins développées. Ces modèles s'appuyaient sur des chaînes d'approvisionnement internationales dans le cadre desquelles des multinationales japonaises, états-uniennes ou européennes investissaient dans des unités de productions en Chine afin de tirer parti d'une main d'œuvre bon marché et faire ainsi baisser leurs coûts de production. En retour, les zones d'investissements bénéficiaient de la création de nombreux emplois dans le secteur manufacturier lesquels étaient, parce qu'ils étaient beaucoup plus productifs, bien mieux rémunérés que les emplois dans les campagnes.

Le succès des réformes économiques libérales qui furent mises en place en Chine à partir de 1978 s'explique en grande partie par le fait qu'elles permirent d'augmenter la productivité d'une économie dont la marge de rattrapage par rapport aux pays avancés était considérable. Ainsi, comme le rappelle Kroeber (2016 : 47) : "In the first decade of reforms (1979-1988), the economy grew at an average annual rate of 10 percent a year, about the same as Japan during its "miracle" industrial takeoff period in the 1950s." Dans un premier temps (entre 1978 et 1984), les gains de productivité furent essentiellement réalisés dans l'agriculture. À partir du milieu des années 1980 jusque dans les années 1990 les entreprises communales et villageoises prirent le relais. Puis ce fut le tour, à partir de la fin des années 1990 jusque dans les années 2000, des entreprises du secteur privé et d'un secteur public restructuré (depuis 1998) d'augmenter leur productivité et de contribuer à la croissance de l'économie chinoise (Zhu, 2012 : 118-119). Le problème est que, comme nous allons le voir dans le chapitre 4, le monopole exercé par le parti communiste sur la société chinoise amena à un

capitalisme de connivence dans la mesure où les activités commerciales ne peuvent voir le jour et se développer sans le soutien de bureaucrates de l'État-parti. La conséquence est que de puissants groupes d'intérêts hostiles à une plus grande libéralisation de l'économie et à une réforme politique se sont constitués. Ce qui constitue, sur le long terme, un obstacle au dynamisme de l'économie et à la démocratisation du domaine politique.

2.4 Les réformes économiques libérales au Mexique (1986-1997)

La crise du modèle de développement d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) au Mexique

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, la stratégie de développement économique de type ISI et la politique macroéconomique orthodoxe de *desarrollo estabilizador* permirent au Mexique d'entrer dans une phase de rattrapage partiel par rapport aux pays déjà industrialisés. L'économie mexicaine connut ainsi, grâce notamment à l'adoption de technologies étrangères, une croissance économique rapide pendant plus de 30 ans. Près de la moitié de la croissance de cette période fut le résultat d'un accroissement de la productivité (qui était en moyenne de 3,3 % par an) et le reste d'une augmentation de la main-d'œuvre (McKinsey Global Institute, 2014 : 22).

Cependant, dès les années 1960, ce modèle de croissance par accumulation du capital commença à connaître de sérieux problèmes structurels de rendements décroissants (Cárdenas, 2012 : Location No. 3511). Ainsi, malgré un niveau élevé d'investissements,

la croissance de la production et de la productivité diminua. L'intervention de l'État dans l'économie se fit de plus en plus aux dépens du secteur privé et engendra un effet d'éviction qui causa une baisse de l'investissement et de la consommation du secteur privé. En conséquence, comme l'indique le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 19) : "After being a growth leader for most of the postwar period, Mexico started to fall behind its global peers in the 1980s." Les limites du « miracle économique mexicain » apparurent lorsque la première phase du processus de substitution des importations de biens de consommation non durables touchait à sa fin (Newell et Rubio, 1984 : 146).

Le problème est qu'au lieu d'adopter, comme ce fut le cas en Corée du Sud ou à Taïwan, une stratégie de développement industriel fondée sur une exportation des biens manufacturés, les dirigeants mexicains prirent la décision de passer à la seconde étape du processus du modèle ISI et de produire des biens intermédiaires et de capital (Balassa, 1980 : 6). Or cette stratégie fut à l'origine d'un déficit chronique de la balance des paiements en raison d'une dépendance croissante de l'économie nationale au marché international. Ce qui amena à un endettement croissant auprès des créiteurs étrangers et la dette extérieure publique, qui équivalait à 6,1 % du PIB en 1960, passa à 9,2 % du PIB en 1970 (Cárdenas, 2012 : Location No. 3528).

D'autre part, et ceci constitue le second grand problème lié à ce type d'industrialisation, la priorité accordée au secteur industriel provoqua des déséquilibres importants au sein de l'économie. En effet, la présence de protections commerciales de plus en plus étendues et d'une surévaluation du taux de change eurent pour contrecoup d'augmenter les prix des produits manufacturés par rapport à ceux des produits agricoles. Cette détérioration des termes de l'échange pour le secteur agricole entraîna un exode rural important vers les villes sans que les nouvelles industries, intensives en capital, ne soient dans la capacité d'absorber ce surplus de main d'œuvre. En conséquence, le marché du travail fut de plus en plus caractérisé par la présence d'une dualité

génératrice d'inégalités sociales entre, d'une part, une minorité d'emplois formels relativement bien rémunérés et protégés dans le secteur industriel et, d'autre part, une main d'œuvre largement sous-employée et très mal rémunérée dans les campagnes et dans les villes.

Finalement, le dernier grand problème structurel du modèle ISI résidait dans l'incapacité de l'économie nationale de financer, au moyen de l'accumulation de devises, une industrialisation de plus en plus coûteuse en capitaux en provenance de l'étranger. Cette incapacité s'expliquait principalement par une baisse des exportations traditionnelles de matières premières et de produits agricoles, ainsi que par un manque de compétitivité des produits industriels sur le marché international⁵² (Balassa, 1980 : 11-12).

Les administrations des présidents Luis Echeverría (1970-1976) et José López Portillo (1977-1982) cherchèrent à maintenir la croissance économique malgré la crise structurelle du modèle ISI. Le recours à un accroissement incontrôlé des dépenses publiques favorisé par de faibles taux d'intérêts et une hausse de la masse monétaire fut à l'origine de pressions inflationnistes et d'un endettement croissant qui n'étaient pas soutenables sur le long terme. Le contrecoup de ces politiques économiques furent les crises financières de 1976 et de 1982. De plus, au début des années 1980, le secteur industriel mexicain qui dépendait de la protection et des subventions de l'État n'était pas en mesure de développer sa propre technologie et produisait à un coût relativement élevé des biens de faible qualité avec des méthodes de production rigides et archaïques

⁵² Dans les années 1970, des politiques industrielles de promotion des exportations (notamment dans le cadre de l'industrie « maquiladora » de pièces automobiles), qui ne remettaient cependant pas en question la nature protectionniste du modèle de développement, furent mises en œuvre au Mexique pour générer des devises. Mais cette stratégie commerciale fut alors un échec en raison du manque de compétitivité des produits exportés (Cárdenas, 2015b : Location No. 335).

(Haber, 1989 : 2). C'est pour répondre à ces problèmes structurels que les administrations de la Madrid (1982-1988) et Salinas (1988-1994) décidèrent de changer de modèle de développement économique.

La politique économique expansionniste d'Echeverría (1970-1976) s'explique en grande partie par la tentative du PRI de reconstituer, au moyen d'un populisme économique⁵³, les fondements de la légitimité du régime postrévolutionnaire qui fut fortement ébranlée par le massacre d'étudiants sur la place Tlatelolco le 2 octobre 1968 (Newell et Rubio, 1984 : 122). Le président Echeverría, qui prit ses fonctions le 1^{er} décembre 1970, était personnellement impliqué dans la tragédie dans la mesure où il avait été le ministre de l'intérieur de Díaz Ordaz à l'époque du massacre. Il prit la décision d'opter pour une solution économique pour résoudre un problème qui était avant tout un problème politique (Newell et Rubio, 1984 : 123 et 196). Cette solution fut le *desarrollo compartido* dont l'objectif principal était d'associer industrialisation et justice sociale dans le cadre de politiques économiques expansionnistes qui jouissaient d'une certaine légitimité dans l'opinion.

De manière concrète, le *desarrollo compartido* se traduit par une redistribution des richesses nationales auprès de la population (notamment les soutiens traditionnels du régime comme les ouvriers, les paysans ou la bureaucratie étatique, ce qui eut pour effet de renforcer les structures corporatistes et le contrôle de la société civile par l'État) ; ainsi que par un accroissement considérable de l'intervention de l'État dans l'économie en tant qu'investisseur, régulateur et producteur dans le but de stimuler

⁵³ Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards (1991 : 9), définissent le populisme économique de la manière suivante : "For us "economic populism" is an approach to *economics* that emphasizes growth and income redistribution and deemphasizes the risks of inflation and deficit finance, external constraints, and the reaction of economic agents to aggressive nonmarket policies."

l'économie et d'augmenter le niveau de l'emploi (González Gómez, 1998: 37 ; Newell et Rubio, 1984: 125). D'après Newell et Rubio (1984 : 126), les dépenses publiques totales (dépenses courantes et investissement), qui étaient en 1970 de l'ordre de 13,1 % du produit national brut (PNB), passèrent à 34 % du PNB en 1974, pour finalement atteindre 39,6 % du PNB en 1976. D'autre part, selon Centeno (1994 : 82) : "Between 1970 and 1976 the number of parastatal organizations also increased from 84 to 845. By the late 1970s there were over 1,000. This expansion of the state naturally meant an explosion in the number of positions available. There were 616,000 public servants in 1970, 2.1 million in 1976, and 3.3 million in 1983."

Le problème est que si le gouvernement Echeverría parvint effectivement à rétablir la stabilité politique du régime, cela se fit au prix d'une crise financière majeure. Cette crise aurait probablement pu être évitée si l'accroissement des dépenses publiques avait été accompagné d'une hausse des recettes fiscales qui aurait permis de les financer, mais cette réforme fut politiquement impossible (González Gómez, 1998 : 40 ; Cárdenas, 2012 : Location No. 3562 ; Newell et Rubio, 1984 : 124). Les principales conséquences des politiques économiques expansionnistes du président Echeverría furent une augmentation considérable du déficit du secteur public (qui fut financé par des prêts étrangers dans un contexte favorable de taux d'intérêts peu élevés) et l'apparition de pressions inflationnistes. La dette publique extérieure doubla entre 1971 et 1975, passant de 9 220 à 22 710 millions de dollars (Cárdenas, 2012 : Location No. 3580). De son côté, le taux d'inflation passa de 3,4 % en 1969 à une moyenne de 17 % durant la période 1973-75 (Lustig, 1992 : 19).

La fuite des capitaux (qui était la conséquence d'une anticipation de dévaluation d'un peso surévalué et de taux d'intérêts réels négatifs) commença en 1973 et s'accrut fortement en 1975 (Cárdenas, 2012 : Location No. 3580 ; Newell et Rubio, 1984 : 149 ; Lustig, 1992 : 19 ; Heath, 1999 : 19). Le maintien d'un taux de change fixe dans un contexte de déficits budgétaires élevés provoqua une chute rapide des réserves de

devises. En conséquence, la Banque centrale fut contrainte, le 1^{er} septembre 1976, du fait de l'épuisement de ses devises étrangères, d'abandonner ses efforts pour maintenir le taux de change fixe du peso face au dollar pour la première fois depuis 22 ans. Le peso fut autorisé à flotter librement par rapport aux devises étrangères et fut dévalué de presque 40 % face au dollar (Lustig, 1992 : 19 ; Heath, 1999 : 19). C'est dans ce contexte économique désastreux que l'administration Echeverría fut contrainte de signer un programme d'ajustement avec le FMI afin d'obtenir une aide financière d'urgence pour rembourser une partie de la dette extérieure qui venait à échéance. Cette dette avait atteint, à l'issue de la dévaluation du peso, un montant de 29,5 milliards de dollars (Bazdresch et Levy, 1991 : 246).

López Portillo, qui assumait la présidence le 1^{er} décembre 1976 dans un contexte de crise financière aiguë, semblait plus enclin à mettre un terme aux excès populistes de son prédécesseur et à se livrer à une gestion prudente de l'économie pendant son *sexenio*. Selon Cárdenas (2012 : Location No. 3605), son discours d'investiture avait pour objectif une réconciliation avec le secteur privé dans le cadre d'une Alliance pour la Production. D'autre part, la mise en place du programme d'ajustement du FMI commençait à donner des résultats positifs à la suite d'une importante réduction du déficit budgétaire et d'une forte dévaluation du peso (Lustig, 2001 : 86). Le déficit budgétaire passa en effet de 9,1 % du PIB en 1976 à 6,3 % en 1977 (Rodriguez Kuri et Gonzales Mello, 2010 : 709).

Cependant, avec l'annonce de la découverte d'énormes gisements de pétrole (en particulier le champ pétrolier de Cantarell) au début de l'année 1978, la machine populiste se remit de nouveau en marche. L'apparition de la manne pétrolière permit l'accès à de nouvelles sources de financement extérieur et le gouvernement décida d'abandonner le programme d'austérité économique pour se lancer sur la voie d'une politique expansionniste fondée sur la « gestion de l'abondance ». L'administration López Portillo mit en place, à la fin de l'année 1978, un Plan national de développement

industriel dont l'objectif était de développer l'industrie lourde, notamment l'industrie pétrolière, afin d'approfondir le processus d'industrialisation dans le cadre du modèle ISI (Cárdenas, 2012 : Location No. 3623). Ce plan fut conçu par un économiste structuraliste hétérodoxe, José Andrés de Oteyza, qui exerçait alors une influence majeure sur la politique économique du gouvernement. L'expansion considérable de l'investissement public (qui augmenta de 22 % en moyenne entre 1978 et 1981) pendant cette période stimula l'investissement privé (qui augmenta de 13 % durant la même période) dans toutes les branches de l'industrie (Cárdenas, 2012 : Location No. 3605). La conséquence de cette politique d'investissements massifs fut qu'entre 1977 et 1981 le PIB augmenta de 7,8 % en moyenne annuelle avec un taux d'inflation moyen de 24 % (Cárdenas, 2012 : Location No. 3605).

L'apparition, à la fin du *sexenio* de López Portillo, d'un nouveau contexte particulièrement défavorable pour les finances publiques du Mexique (chute des prix du pétrole en 1981 et hausse des taux d'intérêts états-unis en raison de la mise en place d'une politique antiinflationniste aux États-Unis) mit à nu les faiblesses structurelles de l'économie. Le déficit du compte courant passa de 2,7 milliards de dollars en 1978 à 16 milliards en 1981. Il fut largement financé par des emprunts à l'étranger et la dette du Mexique passa de 36,4 milliards de dollars en 1978 à 74,4 milliards en 1981 (Bazdresch et Levy, 1991 : 249).

Pendant la seule année 1982, près de la moitié de la dette étrangère du Mexique devait être remboursée ou refinancée et le gouvernement n'avait pas les moyens de faire face à ses obligations (Lustig, 1992 : 24). Le 1^{er} septembre 1982, López Portillo décréta (sans consulter son successeur à la présidence de la République, Miguel de la Madrid) l'expropriation des banques commerciales privées nationales ainsi que la mise en place d'un contrôle des changes des flux de capital (en raison de l'épuisement des réserves de devises de la Banque centrale) (Lustig, 1992 : 25). Mais ces mesures ne furent pas

suffisantes et, le 7 septembre 1982, le gouvernement mexicain fut contraint de déclarer un moratoire de facto sur le service de la dette.

Ce moratoire signifiait une suspension de paiement de 90 jours sur le remboursement du principal de la dette publique et une cessation de paiement du service de la dette privée (Lustig, 1992 : 25). Les conséquences pour l'économie mexicaine furent désastreuses. A la fin de l'année 1982, l'inflation, causée par le financement du déficit par les ressources de la *Banco de México* et la dévaluation du peso, était proche de 100 % et continuait d'augmenter. D'autre part, le déficit du secteur public avait atteint 16,9 % du PIB, soit plus du double de son niveau de 1980 (Cárdenas, 2012 : Location No. 3724). La dette extérieure du pays avait atteint 84 100 millions de dollars, dont 68,4 % provenaient de la dette publique, 21,8 % de la dette privée et les 9,7 % qui restaient de la dette bancaire (Cárdenas, 2012: Location No. 3724). Le taux de croissance de l'économie passa de 8,8 % en 1981, à - 0,6 % en 1982, et à - 4,2 % en 1983 et le taux de change était de 150 pesos pour un dollar le 20 décembre 1982 (Elizondo, 2013 : Location No. 1608).

Réformes économiques libérales dans le cadre d'un régime politique autoritaire

Les répercussions de la crise de la dette de 1982 ne permettaient plus l'adoption de recettes keynésiennes pour relancer l'économie et financer une industrialisation de plus en plus coûteuse en capitaux au moyen d'une augmentation des dépenses publiques ou d'emprunts à l'étranger. Pour toutes ces raisons, la poursuite du mode de développement économique tel qu'il avait existé depuis les années 1940 était devenue impossible. Le modèle ISI était largement épuisé depuis les années 1970. En effet, selon Haber (1989 : 2), en 1982 l'industrie mexicaine n'était pas concurrentielle sur les marchés étrangers et était dans l'incapacité de croître à un rythme suffisamment rapide pour alimenter la croissance économique.

A partir de 1986, une détérioration soudaine de l'économie (causée par un effondrement du prix du pétrole qui signifiait une baisse importante des revenus de l'État et donc la nécessité de réduire les dépenses publiques) permit à un groupe de réformateurs au sein de l'administration de la Madrid (les *tecnócratas*) d'imposer un nouveau paradigme économique. Ce groupe, dont le leader était Carlos Salinas de Gortari (le ministre de la Programmation financière et du Budget dans l'administration de la Madrid), mit en œuvre une série de réformes structurelles qui engagèrent le Mexique sur la voie d'une transition économique entre un mode de développement fondé sur une industrialisation par substitution aux importations, de type protectionniste et étatique, à un mode de développement fondé sur la promotion du libre-échange et un retrait partiel de l'État de l'activité économique.

Pourtant, les *tecnócratas* n'étaient pas de véritables libéraux dans le sens classique du terme⁵⁴. Ils étaient en effet avant tout des technocrates pragmatiques qui étaient arrivés à la conclusion que le seul moyen pour préserver l'hégémonie politique du PRI était de recourir à la politique économique la plus efficace pour sortir le pays de la faillite économique, tout en veillant à ne pas trop nuire, malgré quelques ajustements indispensables, aux intérêts politiques de la « Famille Révolutionnaire ». Leur libéralisme économique était donc dénué de toute velléité, sur le court terme du moins,

⁵⁴ Soucieux de son héritage et de la cohésion du PRI, Carlos Salinas promut, à la fin de son *sexenio*, une idéologie particulière pour définir son projet pour le pays. Il s'agit du libéralisme social, une idéologie héritée de la réflexion de Jesús Reyes Heróles qui lui fut suggérée par Manuel Camacho Solís. Hale (1997 : 829) considère que ce libéralisme social « à la Salinas » affirmait l'importance de l'État dans la continuité du projet révolutionnaire mais s'opposait à un étatisme « réactionnaire » tout autant qu'à un néolibéralisme opposé à la puissance de l'État. Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, le libéralisme social est fondamentalement différent du libéralisme classique. D'autre part, le libéralisme social « à la Salinas » était avant tout une tentative d'inscrire les réformes économiques libérales dans la continuité idéologique du régime postrévolutionnaire, même si les intellectuels mexicains et certains politiciens du PRI comme Cuauhtémoc Cárdenas ou Andrés Manuel López Obrador y ont plutôt vu une rupture.

de réformer le régime politique autoritaire et d'instaurer un véritable État de droit et la démocratie libérale au Mexique.

Les réformes économiques libérales des *tecnócratas* avaient comme objectif de rendre l'économie plus compétitive en réduisant la taille de l'État, en octroyant plus de liberté au secteur privé, en libéralisant les échanges et en accordant une place plus importante à l'économie de marché et à la compétition (González Gómez, 1998 : 37). Un autre objectif plus prosaïque était d'augmenter les ressources de l'État pour rembourser l'énorme dette publique (Elizondo, 1998 : 128). L'un des moyens envisagés par les administrations de la Madrid et Salinas pour réaliser ces objectifs fut de mettre en œuvre un ambitieux programme de privatisation des entreprises publiques. Alors qu'il y avait 1155 entreprises dans le secteur public en 1982, il n'y en avait plus que 213 en 1994 (González Gómez, 1998 : 42). Parmi les entités privatisées, il y eut certaines entreprises d'envergure comme les compagnies aériennes *Mexicana de Aviación* (qui a fait faillite en 2010) et *Aeroméxico*, la compagnie minière Cananea et surtout *Teléfonos de México* (Telmex). Les banques qui avaient été nationalisées par López Portillo furent également privatisées pendant cette période. Cette décision permit d'améliorer le climat d'affaires grâce à un retour des flux de capitaux vers le Mexique et à une baisse significative des taux d'intérêts (Lustig, 1992 : 107). Les chemins de fer furent privatisés plus tard, pendant le *sexenio* d'Ernesto Zedillo (1994-2000) (Schettino, 2007 : Location No. 6543).

À la fin du *sexenio* de Salinas, 85 % des entreprises publiques étaient fermées, vendues ou avaient fait faillite. Cela permit à l'État de récupérer 22,5 millions de dollars et de mettre un terme à une dépense annuelle de 4,5 millions de dollars pour maintenir à flot des entreprises non rentables (Krauze, 1998 : Location No. 15137). D'autre part, dans le but d'améliorer l'efficacité de l'économie de marché, les *tecnócratas* déréglementèrent partiellement l'économie sous la forme d'une réduction du nombre de permis et de licences nécessaires pour les opérations commerciales (González

Gómez, 1998 : 38 et 40-41). La réforme structurelle la plus ambitieuse fut certainement l'ouverture de l'économie au marché international dans le but d'encourager les exportations et de réduire le coût des biens et des services grâce aux importations (ce qui permettait également de réduire le taux d'inflation), d'améliorer la compétitivité des entreprises mexicaines et d'attirer des investissements directs étrangers⁵⁵ (González Gómez, 1998 : 37 ; Esquivel et Hernandez, 2009 : 206). En théorie, cette ouverture sur l'économie mondiale aurait dû amener à la disparition progressive d'un problème structurel important de l'économie mexicaine, à savoir la présence d'un capitalisme de connivence (*crony capitalism*) hérité de l'ancien modèle de développement économique. Cependant, comme nous allons le voir dans le chapitre 4, ce problème subsista et constitue encore de nos jours un obstacle à l'émergence d'une économie de marché compétitive fondée sur l'État de droit.

L'administration Salinas autorisa également la présence d'entreprises étrangères sur le marché national qui pouvaient faire concurrence aux producteurs nationaux. Elle encouragea les investissements étrangers avec la *Loi sur les investissements étrangers* de 1993 qui autorisait le contrôle à hauteur de 100% d'entités au Mexique, à l'exception de certains secteurs réservés à l'État et aux Mexicains qui faisaient l'objet de limitations, notamment dans l'industrie pétrolière. L'administration Salinas réduisit également les droits de douane et élimina les barrières non tarifaires (González Gómez, 1998 : 41). Alors qu'en 1983 les tarifs d'importation étaient en moyenne de 100 % et que l'ensemble des importations étaient soumises à des licences, les tarifs n'étaient plus en moyenne que de 11 % en 1994 (le taux le plus élevé était de 20 %) et les permis

⁵⁵ Les réformes économiques ont fait de l'économie mexicaine l'une des économies des plus intégrées à l'économie mondiale. En effet, outre l'Aléna qui constituait une garantie d'accès au marché nord-américain, le Mexique a également signé 13 traités de libre-échange avec 45 pays (notamment avec le Chili, la Colombie et le Pérou dans le cadre de l'Alliance du Pacifique qui fut signée en février 2014, l'Union Européenne et le Japon).

d'importation étaient devenus rares (González Gómez, 1998 : 42). Le résultat est qu'en 2004 le commerce international représentait plus de 50 % du PIB du Mexique alors qu'en 1985 il ne contribuait que pour un peu moins de la moitié de ce montant (Jaime, 2004 : 39).

Les éléments clés de cette stratégie de libéralisation commerciale furent l'entrée, le 25 juillet 1986, du Mexique au GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) et surtout la signature de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALÉNA) avec les États-Unis et le Canada qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1994. L'un des objectifs de la négociation de l'ALÉNA, qui fut entamée en 1989, était de rendre les réformes structurelles irréversibles en les institutionnalisant. Une telle stratégie était en effet nécessaire pour obtenir la confiance du secteur privé mexicain, amener les investisseurs nationaux à réinvestir leurs capitaux au Mexique et attirer des investissements directs étrangers pour améliorer la productivité de l'économie (Rubio, 1999 : 77 et 80).

L'ALÉNA fut globalement positif pour l'économie mexicaine dans la mesure où, avant la mise en place de l'accord, le Mexique avait un déficit commercial de 5 milliards de dollars avec les États-Unis qui se transforma en un excédent de 12 milliards après la récession de l'économie mexicaine en 1995 (Rubio, 1999 : 87-88). Mais le commerce extérieur du Mexique est encore largement concentré sur le marché états-unien (plus de 80 % des exportations mexicaines vont vers les États-Unis et près de 70 % des importations mexicaines proviennent de ce pays), ce qui rend le pays très dépendant de l'évolution de l'activité économique et du climat politique chez son voisin (Esquivel et Hernandez, 2009 : 207). Les exportations du Mexique ont été multipliées par 7,5 en termes réels entre 1980 et 2013, passant de 51 000 millions de dollars US à 380 189 millions (De la Madrid, 2015 : Location No. 217).

L'une des évolutions positives pour l'économie mexicaine réside dans le fait que ces exportations se sont beaucoup diversifiées. En effet, si la part du pétrole et des

minéraux dans les exportations totales était encore de 57 % en 1985, elle n'était plus que de 6,5 % en 1998 (Lustig, 2001 : 96). Cette tendance s'explique en grande partie par le fait que les exportations de produits manufacturés augmentèrent considérablement pour atteindre 314 573 millions de dollars US en 2013, ce qui représentait 83% du total des exportations de cette année (De la Madrid, 2015 : Location No. 271). Les investissements directs étrangers (qui améliorent la capacité de production et la productivité d'une partie de l'économie) ont été multipliés par six en termes réels entre la période 1980-1990 et la période 2000-2013, passant d'une moyenne annuelle de 4 633 millions de dollars US à 28 000 millions de dollars (De la Madrid, 2015 : Location No. 217). Ces investissements ont certainement contribué à l'émergence et à la consolidation d'une classe moyenne issue du secteur privé (et non du secteur public) qui est autonome par rapport à l'État et qui est favorable aux valeurs de la démocratie libérale. Le problème est que, comme nous allons le voir dans le chapitre 4, ce développement ne fut pas réalisé dans l'ensemble du territoire mexicain.

Les réformes économiques libérales qui furent mises en place à partir de 1986 eurent, du moins jusqu'à la crise de 1994-1995, des résultats positifs qui pouvaient inciter les *tecnócratas* du PRI à l'optimisme. En effet, non seulement l'économie ne s'était pas effondrée mais le PIB par habitant avait même augmenté de 5,6 % par an en moyenne au cours de la période 1984-1994. Le taux d'inflation était passé de 80,8 % en 1983 à 7,1 % en 1994, le déficit budgétaire qui était de 13,6 % du PIB en 1984 ne représentait plus que 0,3 % en 1994 et les exportations non pétrolières qui étaient de 4,8 milliards de dollars états-uniens en 1982 avaient été multipliées par 11 en 1994 (González Gómez, 1998 : 42). Loin d'affaiblir, sur le moyen terme du moins, le régime politique postrévolutionnaire, les réformes économiques libérales bénéficièrent de la présence de structures politiques autoritaires qui lui permirent de neutraliser les pressions exercées par des forces sociales potentiellement hostiles au projet modernisateur (Centeno, 1994).

C'est cette réalité d'un libéralisme économique sans libéralisme politique qui a amené Lorenzo Meyer (1995) à parler de libéralisme autoritaire pendant le *sexenio* de Salinas. Pourtant, la libéralisation de l'économie à partir des années 1980 eut des conséquences non négligeables pour le pacte corporatiste entre l'État mexicain et les groupes organisés du PRI. Le retrait partiel de l'État de l'économie préconisé par les technocrates du PRI constituait en effet une menace pour les privilèges et les rentes des corporations, ce qui eut pour conséquence d'affaiblir le contrôle politique du président de la République et du PRI sur ces groupes. Il est à noter que, comme nous l'expliquerons dans le chapitre suivant, la libéralisation partielle de l'économie n'est pas parvenue à sortir l'économie mexicaine du piège du revenu intermédiaire.

2.5 La libéralisation politique du régime mexicain

La crise de légitimité du régime postrévolutionnaire : 1968, 1982 et 1994

Au Mexique, la légitimité du régime s'appuyait traditionnellement, au moins au niveau du discours, sur le nationalisme révolutionnaire. Or ce discours dominant, accepté par une majorité de Mexicains, commença peu à peu à s'étioler à partir de la fin des années 1960 avec l'essoufflement du modèle de développement économique et la répression brutale d'étudiants issus d'une classe moyenne émergente. Cette classe moyenne, produite par le processus de développement de l'économie, manifestait pour la première fois son désir de s'émanciper du pouvoir politique mais elle n'était pas encore majoritaire au sein de la population.

Le mouvement étudiant de 1968 fut déclenché le 26 juillet par une manifestation d'étudiants de l'*Instituto Politécnico Nacional* contre la répression policière. Le 18 septembre, l'armée occupa le campus de l'Université nationale autonome du Mexique

(UNAM) et, le 2 octobre, des forces de sécurité tirèrent sur une foule d'étudiants qui assistaient à une manifestation sur la *Plaza de las tres culturas* à Tlatelolco. Les circonstances exactes du drame ne furent jamais élucidées et le nombre de victimes ne fut pas établi avec précision. À l'issue du massacre, la majorité des leaders étudiants furent incarcérés ou se réfugièrent à l'étranger (Schettino, 2007 : Location No. 5609). La répression largement disproportionnée du régime contre une contestation pacifique d'étudiants s'explique probablement par l'état de paranoïa dans lequel se trouvaient les dirigeants mexicains dans le climat tendu de la guerre froide à la suite notamment de la Révolution cubaine de janvier 1959 (Medina Peña, 2014 : Location No. 3772-3785).

Le processus de perte de légitimité du régime se poursuivit en 1982 à la suite de l'expropriation des banques. Cette décision unilatérale du président de la République eut pour conséquence d'aliéner définitivement les principaux chefs d'entreprises et les banquiers qui avaient jusque-là bénéficié d'une relation privilégiée avec le régime⁵⁶. Il existait en effet jusque-là un accord tacite entre les entrepreneurs et le PRI dans le cadre duquel le secteur privé s'était engagé à ne pas se mêler de politique en échange d'une consultation régulière par le gouvernement et d'une prise en compte de ses intérêts sur les principales questions économiques (Cárdenas, 2012 : Location No. 3741-3758).

L'expropriation des banques par López Portillo le 1^{er} septembre 1982 fut un point de non-retour pour certains hommes d'affaires et le début d'une confrontation ouverte avec le régime postrévolutionnaire. Il s'agissait essentiellement de petites et moyennes

⁵⁶ Il s'agit de la partie du secteur privé qui était régulièrement consulté par les représentants de l'État sur les initiatives politiques du gouvernement qui le concernait. Ces consultations permettaient aux principaux chefs d'entreprises du secteur privé (*Consejo Mexicano de Hombres de Negocios*, CMHN) et aux banquiers (*l'Asociación de Bancos de México*, ABM) d'exprimer leur point de vue auprès des hauts fonctionnaires du gouvernement sur des questions économiques majeures comme les réformes fiscales ou les plans de développement (Cárdenas, 2012 : Location No. 3741-3758).

entreprises du Nord du pays qui étaient exclues des relations privilégiées avec l'État et qui décidèrent de faire pression sur le régime en soutenant le principal parti d'opposition, le PAN (Mizrahi, 1998 : 100). Ces entrepreneurs amenèrent le parti de la droite catholique à s'ouvrir au libéralisme économique sans que le parti n'abandonne son discours social traditionnel. Ils firent du PAN un parti plus pragmatique, plus ambitieux et disposant de plus de moyens pour mettre en œuvre son projet de démocratisation de la société. Leur représentant emblématique fut le candidat du PAN à l'élection présidentielle de 1988, Manuel J. Clouthier, qui était seulement devenu *panista* en 1984. Plus connu sous le nom de *Maquío*, il avait auparavant été le président de la COPARMEX en 1978 et du CCE entre 1981 et 1983. Ces *neopanistas* commencèrent à connaître des succès électoraux importants dès 1983 (qui furent tolérés par l'administration de la Madrid) lors des élections municipales dans les capitales des États du Durango, du Chihuahua et de Guanajuato (Schettino, 2007 : Location No. 6241 ; Mizrahi, 2003 : 79).

La longue crise de légitimité du régime culmina avec l'*annus horribilis* de 1994 qui mit un terme à la capacité du régime à assurer le progrès matériel de la population dans la stabilité politique. Le talon d'Achille de l'économie mexicaine à partir de 1992 fut le déficit du compte courant qui était de 29 000 millions de dollars à la fin de l'année 1994, soit presque 7 % du PIB (Jaime, 2004 : 43). Ce déficit était la conséquence directe d'un boom des investissements et de la consommation causé par un peso surévalué qui rendait les biens étrangers relativement bon marché (González Gómez, 1998 : 46-47 ; Cárdenas, 2012 : Location No. 3967). Heath (1999 : 36) estime que l'économie mexicaine dépendait à l'époque d'un flux annuel de presque 30 milliards de dollars d'entrées de capitaux nets pour financer le déficit du compte courant.

Le problème est que la majorité de ces investissements étrangers n'étaient pas des investissements directs sur le long terme (qui contribuent généralement à une augmentation de la capacité productive de l'économie), mais des investissements de

portefeuille de court terme qui compensaient un déclin rapide de l'épargne privée interne. Cette situation rendait l'économie extrêmement vulnérable à des flux de capitaux qui sont par nature très instables et qui peuvent être facilement retiré du pays si le climat d'investissement commence à se détériorer (Edwards, 1995 : 297-98 ; Jaime, 2004 : 43). Or, le 1er janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, un soulèvement militaire d'un groupe zapatiste (EZLN) eut lieu dans l'État majoritairement autochtone du Chiapas dans le Sud du pays. Ce premier choc politique, qui fut relayé par les médias du monde entier, fut suivi par la réémergence, pour la première fois depuis l'assassinat d'Alvaro Obregón dans les années 1920, d'une violence politique au sein même du régime. Le candidat du PRI à l'élection présidentielle, Luis Donaldo Colosio, fut assassiné le 23 mars 1994 lors d'un meeting électoral à Tijuana et le secrétaire général du PRI, José Francisco Ruiz Massieu, fut également assassiné le 28 septembre de la même année. Il faut souligner que cette violence politique apparut dans un contexte de succession présidentielle pendant lequel le régime était particulièrement vulnérable.

L'accumulation de crises politiques amena à une perte de confiance des investisseurs dans la stabilité du régime et, lorsque les taux d'intérêts états-uniens augmentèrent à partir du mois de février 1994, les flux de capitaux étrangers vers le Mexique s'interrompirent et les réserves de devises du Mexique s'épuisèrent rapidement. Les technocrates du gouvernement refusèrent de dévaluer un peso largement surévalué parce qu'ils considéraient qu'une dévaluation entraînerait une reprise de l'inflation et ruinerait la crédibilité durement gagnée du gouvernement mexicain auprès des investisseurs en tant que garant d'une monnaie stable. De plus, le gouvernement Salinas prit la décision de mettre en œuvre, à quelques mois de l'élection présidentielle du 21 août, une politique budgétaire et monétaire expansionniste pour relancer l'économie et donner ainsi un avantage au candidat du PRI (Jaime, 2004 : 44 ; González Gómez, 1998 : 47).

Le 20 décembre 1994, alors que la situation se détériorait de nouveau au Chiapas et que les réserves de devises n'étaient plus que de 11 milliards de dollars en date du 16 décembre, le président Ernesto Zedillo, qui venait de prendre ses fonctions le 1^{er} décembre, annonça une dévaluation du peso de l'ordre de 15 % de sa valeur (Edwards, 1995 : 296 ; Lustig, 1995 : 14). Le problème est que cette dévaluation fut perçue par les marchés financiers comme étant une réaction correctrice insuffisante et trop tardive pour restaurer la confiance des investisseurs dans la politique économique du gouvernement. Selon Lustig (1995 : 13), le fait que 87 % de la dette mexicaine était alors composée d'une dette à court terme indexée sur le dollar (les *Tesobonos*) amena les investisseurs à craindre un défaut de paiement. Cette situation provoqua un mouvement de panique chez les détenteurs d'investissements de portefeuille qui retirèrent massivement leurs placements. À l'issue de la crise de décembre 1994, le Mexique devait rembourser une dette publique d'une valeur de 29 milliards de dollars, dont plus de 10 milliards venaient à maturité dans les trois premiers mois de l'année 1995, ce qui posait un sérieux problème de liquidité aux dirigeants mexicains (Edwards, 1995 : 300). Il devenait dès lors extrêmement difficile pour le gouvernement de respecter ses obligations financières.

La nécessité d'éviter une nouvelle crise financière internationale provoquée par un défaut souverain du Mexique amenèrent les États-Unis, le Fonds monétaire international et la communauté financière internationale à mettre sur pied un plan d'aide économique d'urgence de 50 milliards de dollars en janvier 1995 (dont à peu près la moitié fut effectivement utilisée) (Jaime, 2004 : 45-46 ; González Gómez, 1998 : 50). La crise financière eut des conséquences désastreuses pour l'économie mexicaine. Le gouvernement fut contraint de signer un nouveau programme d'ajustement avec le FMI et le programme d'austérité mis en œuvre pour rééquilibrer les déséquilibres macroéconomiques plongea le pays dans une récession économique majeure aux effets dramatiques pour la population. Le taux de croissance du PIB chuta de 6,2 % en termes réels en 1995, ce qui constituait la plus forte récession depuis 1932 (González Gómez,

1998 : 53). Une autre conséquence durable de la crise de 1994-1995 fut la perception, désormais largement négative pour une majorité de la population mexicaine, des politiques économiques libérales. La longue crise de légitimité du régime que nous venons d'évoquer amena les dirigeants du PRI à faire une série de concessions dans le domaine électoral dans le but de canaliser le mécontentement de la population.

La transition démocratique

Entre 1977 et 1997, le Mexique connut un long processus de libéralisation politique sous la forme d'une transition entre un régime autoritaire et un régime démocratique (Woldenberg, 2012 : Location No. 83-95 ; Prud'homme, 2015 : 9). La démocratisation du Mexique fut en grande partie le fruit d'une industrialisation de l'économie et d'une croissance économique rapide du pays depuis les années 1940 et des importants changements sociaux qu'ils engendrèrent. Il suffit de mentionner l'urbanisation de la population (la population urbaine passa de 33 % de la population mexicaine en 1930, à 59 % en 1979 et à 66,3 % en 1980 (Ugalde, 2013 : Location No. 228-244 ; Cárdenas, 2012 : Location No. 3266)), l'amélioration considérable du niveau d'éducation de la population, ou bien l'essor de la classe moyenne dans les années 1950 et 1960.

Il est indéniable que cette évolution économique et sociale eut pour conséquence d'affaiblir la capacité du PRI et de ses secteurs corporatistes à mobiliser leurs soutiens électoraux traditionnels (Middlebrook, 1995 : 304). Dans ces conditions, même si la classe moyenne n'était pas encore devenue majoritaire, le PRI ne pouvait plus se contenter de compter sur le vote captif de paysans ou d'ouvriers qui se trouvaient dans une situation de dépendance par rapport à l'État pour gagner les élections. Le parti hégémonique devait donc impérativement convaincre des classes moyennes citadines moins bien intégrées dans les structures corporatistes et plus enclines à l'indépendance dans leurs convictions politiques et dans leur vote.

À ces changements structurels profonds de la société mexicaine sont venus s'ajouter les effets conjugués de la longue crise de légitimité du PRI à partir de 1968 et de la libéralisation de l'économie depuis 1986. En ce qui concerne ce dernier facteur, le désengagement partiel de l'État de l'économie contribua certainement à affaiblir la structure politique autoritaire et corporatiste du régime. Cela s'explique par le fait que les réformes structurelles permirent l'émergence d'une société civile pluraliste, autonome et indépendante du pouvoir politique qui revendiquait une plus grande participation ainsi qu'une plus grande représentation dans le système politique.

Pour comprendre l'importance de la démocratisation du système politique mexicain, il suffit de mentionner le fait que le PNR et ses successeurs exercèrent pendant 59 ans (entre 1929 et 1988) une véritable hégémonie politique sur la société mexicaine. En effet, durant cette période, tous les présidents de la République, l'intégralité des sénateurs, l'ensemble des gouverneurs des États de la fédération, la quasi-totalité des députés de la Chambre des députés de la fédération et des États, ainsi que plus de 90% des maires étaient membres du PRI (Schettino, 2007 : Location No. 3899 ; Middlebrook, 1995 : 27). Il n'existait pas de *level playing field* dans le processus électoral qui était sous l'emprise directe du ministre de l'Intérieur. Les élections étaient organisées dans le cadre de la *Ley Federal Electoral* de 1946 par une *Comisión Federal Electoral* présidée par le ministre de l'Intérieur qui comptait une majorité de représentants du PRI. D'autre part, l'absence d'un tribunal électoral indépendant empêchait tout recours légal des partis d'opposition pour dénoncer la fraude électorale en faveur du PRI (Woldenberg, 2012 : Location No. 361 ; Bruhn, 1997 : 42). Les élections dites « démocratiques » de cette période étaient donc loin d'être compétitives, libres et équitables. Dans ces conditions, il était inconcevable pour un parti d'opposition d'envisager une prise du pouvoir par la voie démocratique sans qu'il y ait une modification en profondeur des règles du jeu électoral.

Dans un premier temps, la nécessité pour le régime d'ouvrir le système afin de légitimer la domination électorale du PRI puis, dans un second temps, de chercher à garder, sous la pression de l'opposition, le contrôle sur un processus de pluralisation de la vie politique amenèrent à la constitution d'une législation électorale très avancée. Toutefois, les dirigeants mexicains n'ont pas cherché à développer un État de droit aussi élaboré dans d'autres domaines, notamment les droits individuels et le système économique.

L'intention du régime de préserver une opposition faible mais viable qui participe régulièrement aux élections conduisit à l'approbation au Congrès par un PRI majoritaire de la *Ley de Organizaciones Políticas y Procesos Electorales* (LOPPE) en décembre 1977 (Medina Peña, 2014 : 4101). La réforme de 1977 introduisit un système de représentation mixte (à la fois majoritaire et proportionnel) sur le modèle allemand. L'objectif était de favoriser la représentativité des partis politiques minoritaires en établissant une représentation proportionnelle pour une partie de la Chambre des députés. Cette réforme électorale bénéficia largement à l'opposition puisque à l'issue des élections législatives fédérales intermédiaires du 1^{er} juillet 1979 elle occupait, pour la première fois de l'histoire du régime, 25% des sièges de la Chambre des Députés (Ugalde, 2013 : Location No. 520 ; Prud'homme, 2015 : 29). Il faut cependant noter que si cette ouverture partielle vers l'opposition permit effectivement de garantir la présence de partis de l'opposition aux élections (il y eut 9 candidats pour l'élection présidentielle de 1982), elle n'eut qu'un effet limité sur la compétition électorale dans la mesure où elle ne remit pas en question de manière fondamentale l'hégémonie du PRI (Crespo, 2004 : 69).

La crise de confiance dans le régime d'une grande partie de l'électorat en raison de la fraude électorale massive lors de l'élection présidentielle de 1988⁵⁷ et la crainte d'une possible convergence antisystème des partis d'opposition contraignirent le gouvernement Salinas à faire un certain nombre de concessions dans le domaine électoral. Une majorité de députés et de sénateurs du PAN jouèrent un rôle prédominant dans les négociations avec le PRI qui aboutirent à la mise en place de la réforme électorale de 1989-1990, malgré l'opposition du PRD (Loeza, 2010 : 48 ; Peschard, 2010 : 375). Une nouvelle autorité électorale, l'*Instituto Federal Electoral* (IFE), qui se substituait à une *Comisión Federal Electoral* (CFE) traditionnellement subordonnée au Ministère de l'Intérieur et favorable au PRI, fut constituée le 11 octobre 1990 pour organiser et superviser les élections fédérales (élection du président de la République et des membres du Congrès) (Woldenberg, 2012 : Location No. 937).

Par la suite, la crise politique de l'année 1994 amena l'administration Salinas à négocier avec les principaux partis d'opposition afin d'éviter une déstabilisation du pays à la veille de l'élection présidentielle du 21 août 1994. Le 28 janvier, l'ensemble des partis politiques (à l'exception du PPS, un parti marginal) signèrent un *Acuerdo por la paz, la democracia y la justicia* (Peschard, 2010 : 380). Cet accord fut suivi par une série de négociations entre le gouvernement et les principaux partis politiques (PRI, PAN et PRD) pendant les mois de février et de mars, puis entre les mois d'avril et de juillet

⁵⁷ Le Ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Bartlett, prétextait un « crash du système informatique » (qui devait en théorie garantir une transmission rapide des résultats) lors de la soirée électorale pour suspendre le décompte des résultats électoraux partiels. Or ces résultats partiels, qui provenaient essentiellement de la ville de Mexico et des États environnants, donnaient alors un net avantage au candidat du Front démocratique national, Cuauhtémoc Cárdenas. Selon de nombreux observateurs, ce « déplorable incident technique » aurait en fait permis à la *Secretaría de Gobernación* de se livrer à une alchimie électorale dont elle avait le secret pour permettre au candidat du PRI de gagner l'élection. Selon les résultats officiels, Carlos Salinas de Gortari aurait obtenu 50.36 % des suffrages, Cuauhtémoc Cárdenas 30.88 % et Manuel Clouthier, le candidat du PAN, 17.07 % (Woldenberg, 2012 : Location No. 1857).

1994. C'est dans le cadre de ces conversations (plus connues sous le nom de *Mesa de Barcelona*) que le ministre de l'Intérieur du gouvernement Salinas, Jorge Carpizo McGregor, le représentant du PAN, Carlos Castillo Peraza, et le représentant du PRD, Porfirio Muñoz Ledo, parvinrent à un accord le 18 mars 1994 qui permettait l'organisation d'une élection présidentielle impartiale sur la base de règles du jeu électorales acceptées par tous les acteurs. Par conséquent, les résultats furent annoncés sans controverse le jour même de l'élection, le 21 août 1994. Le candidat du PRI, Ernesto Zedillo, obtint 48,69 % des suffrages, le candidat du PAN, Diego Fernández de Cevallos, 25,92 % et le candidat du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas, 16,59 % (Woldenberg, 2012 : Location No. 1857).

L'opposition dénonça toutefois le caractère inéquitable de la compétition électorale, notamment en ce qui concerne l'énorme déséquilibre en matière de financement et d'accès aux médias qui existait traditionnellement entre le PRI et les partis d'opposition. Une fois élu, le président Zedillo tint compte de ces critiques et négocia avec les partis politiques un projet de réforme électorale (qu'il jugeait « définitive ») pour régler ces problèmes (Peschard, 2010 : 382). La réforme électorale de 1996 déboucha sur la mise en place d'un cadre constitutionnel et juridique pour l'organisation des élections qui était à l'époque accepté par l'ensemble des acteurs politiques. Le PRI, le PAN et le PRD étaient alors convaincus qu'il existait alors un véritable *level playing field* dans la compétition pour les votes (Rubio, 1998 : 19-20). Dans un tel contexte, une manipulation du processus électoral ou des résultats par les opérateurs du gouvernement ou du PRI était peu probable (Woldenberg, 2012 : Location No. 1529). Le cadre institutionnel pour la mise en place d'une démocratie libérale était dès lors établi.

Woldenberg (2012 : Location No. 1529) considère que la transition entre un régime autoritaire et une démocratie naissante fut achevée en 1997 avec l'organisation, le 6 juillet, d'élections législatives fédérales transparentes, compétitives, libres et équitables.

Le résultat pour le PRI fut la perte de sa majorité dans la Chambre des Députés, alors que le candidat du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas, gagnait les premières élections pour le poste de Chef de gouvernement du District fédéral et que le PAN était déclaré vainqueur des élections pour le poste de gouverneur dans les États du Nuevo León et du Querétaro (Woldenberg, 2012 : Location No. 1529 ; Rubio, 1998 : 34). La transition démocratique fut renforcée pendant l'année 2000 avec l'organisation de la première élection présidentielle démocratique de l'histoire du Mexique depuis l'élection de Francisco I Madero à la présidence de la République en 1911. La victoire du candidat du PAN, Vicente Fox, le 2 juillet 2000 (il obtint 42,52 % des suffrages face aux 36,10 % du candidat du PRI, Francisco Labastida, et aux 16,64 % du candidat du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas) permit pour la première fois l'alternance politique à la présidence de la République (Woldenberg, 2012 : Location No. 1834). Au niveau régional, un tiers des États du Mexique et près de la moitié de ses municipalités étaient à l'époque gouvernés par des partis d'opposition (Rubio, 2004 : 11). La promesse de Madero d'établir un *sufragio efectivo* devenait finalement une réalité au Mexique. Pourtant, comme nous allons le voir dans le chapitre 5, l'État de droit, qui est indispensable au fonctionnement d'une démocratie libérale, n'a toujours pas été instauré au Mexique.

2.6 Conclusion

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, la libéralisation de l'économie au Mexique et en Chine à partir des années 1980 fut à l'origine de l'émergence d'une économie de marché industrialisée qui est une condition nécessaire mais non suffisante à l'avènement d'une démocratie libérale ou d'un régime autoritaire libéral. Contrairement à ce qui s'est passé dans le scénario mexicain, le processus d'industrialisation de l'économie chinoise depuis 1978 fut dans l'ensemble conforme

à la théorie libérale classique dans la mesure où il fut largement le produit d'un retrait de l'interventionnisme étatique dans l'économie et d'une promotion du libre-échange dans le cadre d'une ouverture sur l'économie mondiale. L'État producteur se transforma en un acteur stratégique qui tenta de canaliser un processus largement spontané d'émergence d'une économie de marché dans la société chinoise en maintenant notamment la suprématie d'un secteur public modernisé sous l'égide du parti.

L'évolution de la Chine pendant cette période nous enseigne que, comme ce fut le cas au Mexique, le processus d'industrialisation de l'économie dans une phase de rattrapage est tout à fait possible en l'absence d'institutions libérales comme l'État de droit. Le succès des réformes économiques s'explique par le fait qu'elles ont permis d'augmenter de manière considérable la productivité d'une économie dont la marge de rattrapage par rapport aux pays avancés était très grande. Ce rattrapage fut le produit d'une accumulation de capital (essentiellement étranger) dans un marché protégé, de l'imitation de technologies en provenance de pays capitalistes avancés et d'un meilleur usage productif de la main d'œuvre (passage de la campagne aux villes).

Au Mexique, la fin de ce processus de rattrapage et l'apparition du piège du revenu intermédiaire dans les années 1970 et 1980 plongèrent le modèle de développement économique dans une crise structurelle et une stagnation économique qui contraignirent les dirigeants du PRI à libéraliser partiellement l'économie ainsi que le système politique. Pourtant, si la transition démocratique a bel et bien abouti à une élection présidentielle libre et équitable en 2000 et à l'inauguration d'un gouvernement démocratique, cela ne signifie pas pour autant que la démocratie soit consolidée au Mexique.

Les réformes économiques libérales qui furent entreprises à la fin du XXe siècle au Mexique et en Chine eurent un impact dissemblable sur le dynamisme de l'économie.

En effet, même si l'économie mexicaine est parvenue à sortir d'une crise structurelle et à retrouver une prospérité relative dans certains secteurs, son niveau de performance n'a rien à voir avec le « miracle économique » qu'a connu l'économie chinoise pendant les quarante dernières années. Ces résultats contrastés s'expliquent par le niveau de développement dans lequel se trouvaient les deux économies au moment du lancement des réformes. Ainsi, essentiellement parce que l'économie chinoise était très éloignée de la frontière technologique en 1978, le rattrapage fut à l'origine d'une croissance rapide pendant trois décennies. Durant cette phase d'industrialisation, en conformité avec le mode de développement asiatique, le dynamisme de l'économie de marché fut associé à une stratégie de développement mise en œuvre par l'État. Par contre, au Mexique, le processus d'industrialisation et de rattrapage technologique étaient déjà bien avancés lorsque les réformes économiques libérales furent mises en place. La marge pour les gains de productivité procurés par le rattrapage économique par rapport aux pays avancés était considérablement réduite et l'action de l'État commençait à connaître des rendements décroissants. Pour toutes ces raisons, il devient de plus en plus difficile de maintenir un niveau de croissance économique élevé sans modifier la structure institutionnelle du pays.

Nous allons maintenant expliquer dans les deux prochains chapitres que le Mexique et la Chine sont à présent embourbés dans les pièges du revenu intermédiaire et d'une consolidation libérale inachevée, ce qui explique pourquoi la présence d'un régime autoritaire libéral ou d'une démocratie libérale consolidée est pour le moment impossible dans ces pays.

CHAPITRE III

LE PIÈGE DU REVENU INTERMÉDIAIRE

3.1 Introduction

Le développement économique dans une économie capitaliste, et plus particulièrement le processus d'industrialisation, créent les préconditions nécessaires à l'avènement d'une démocratie libérale. Pourtant, malgré leur impressionnant développement économique (entre 1946 et 1982 au Mexique et entre 1978 et 2013 en Chine) et la libéralisation de leur économie dans les années 1980, le Mexique a aujourd'hui une démocratie libérale qui n'est toujours pas consolidée et la Chine a un régime autoritaire. Nous considérons que cette réalité s'explique par le fait que de nombreuses conditions structurelles nécessaires à l'émergence d'une démocratie libérale consolidée ne sont pas encore présentes dans les deux pays. Parmi les facteurs qui expliquent cette situation il y a le piège du revenu intermédiaire que nous allons évoquer dans ce chapitre.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, depuis les années 1980 l'économie mexicaine est empêtrée dans le piège du revenu intermédiaire. La phase de rattrapage partiel par rapport aux pays déjà industrialisés fondée sur l'adoption de technologies, de capitaux et de méthodes de production en provenance de l'étranger est arrivée à son terme parce que la frontière technologique était atteinte. L'État n'était plus en mesure de développer l'économie dans le cadre du modèle de développement

d'industrialisation par substitution aux importations en raison de rendements décroissants et son action était devenue largement contre-productive. C'est pour répondre à ces problèmes structurels que les administrations de la Madrid (1982 - 1988) et Salinas (1988 - 1994) décidèrent de modifier le modèle de développement économique du pays et de mettre en place des réformes économiques libérales qui avaient comme objectif de rendre l'économie plus compétitive. Le problème est que, comme nous allons le voir, ces réformes connurent un succès limité sur le long terme.

L'important retard économique de la Chine au lendemain de la Révolution culturelle explique en grande partie la croissance rapide de la productivité d'une économie dont la marge de rattrapage par rapport aux pays avancés était considérable. Les réformes économiques libérales et l'ouverture de la Chine à l'économie internationale ont permis au pays d'accéder à des investissements étrangers, des technologies modernes, ainsi qu'à l'expérience du management dans les économies avancées. Le rattrapage, qui s'explique par un meilleur usage productif de la main d'œuvre et une augmentation considérable de la productivité, fut impressionnant pendant trois décennies précisément parce que l'économie chinoise était très éloignée de la frontière technologique. Cependant, une fois que la phase de rattrapage « facile » du développement économique arrive à son terme et que le niveau de la technologie utilisé dans l'économie est proche des meilleures pratiques des pays avancés, il devient de plus en plus difficile de maintenir un niveau élevé de croissance économique. De plus, comme c'est le cas en Chine depuis 2015, lorsque le nombre de travailleurs qui occupent des emplois à faible productivité dans le secteur agricole commence à diminuer, le processus de ralentissement de la croissance s'accroît.

Dans ces conditions, la compétitivité dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre commence à décliner. À terme, les gains de productivité se réduisent considérablement et, en l'absence d'innovation ou d'une utilisation plus efficace des ressources, le niveau de croissance de l'économie commence à décliner en raison d'une

chute de la « productivité globale des facteurs », à savoir l'efficacité avec laquelle les travailleurs et le capital sont utilisés. En conséquence, l'économie chinoise est donc également sur la voie du piège du revenu intermédiaire caractérisé par une combinaison de ralentissement de la croissance économique et d'augmentation de la dette.

Nous allons voir dans ce chapitre que le piège du revenu intermédiaire a un certain nombre de conséquences économiques, notamment un niveau de développement insuffisant et l'absence d'une véritable économie de marché, qui entravent l'émergence d'une démocratie libérale consolidée.

3.2 L'incapacité à sortir du piège du revenu intermédiaire au Mexique

Les limites de la libéralisation de l'économie

Si les réformes économiques des années 1980 ont indéniablement engagé l'économie mexicaine sur la voie d'une transition vers une économie de marché, elles ne furent que partielles et donc incomplètes. Des secteurs clés de l'économie mexicaine comme le secteur énergétique (qui n'était pas inclus dans les accords de l'ALÉNA) furent, pour des raisons idéologiques ou politiques, exclus du processus des réformes, ce qui leur permit de poursuivre leurs activités dans une logique protectionniste et corporatiste (Elizondo, 2013 : Location No. 1830 ; Jaime, 2004 : 42). D'autre part, de puissants intérêts corporatistes hérités du régime postrévolutionnaire parvinrent à consolider leur pouvoir et à maintenir leurs privilèges. Ces pouvoirs *de facto* s'opposent de manière résolue à des réformes structurelles qui menaçaient leurs intérêts (Elizondo, 2013 : Location No. 142 ; Rubio, 2013 : 54). Il s'agit pour l'essentiel de monopoles ou de quasi-monopoles privés (Telmex) ou publics (Pemex). De puissants syndicats en

termes de *membership* et de moyens financiers exercent également un monopole dans leur secteur d'activité.

Essentiellement pour des raisons politiques liées au maintien des syndicats « officiels » au sein de la coalition du PRI, les réformes ne touchèrent pas à l'une des fondations du corporatisme mexicain, à savoir la *Ley Federal del Trabajo* (la loi du travail). Pour cette raison, le marché du travail formel est encore caractérisé par une grande rigidité et les employeurs doivent, de par la loi, payer des indemnités de licenciement élevées s'ils veulent licencier un employé. Ce qui a pour conséquence de décourager l'embauche et le licenciement de travailleurs dans le secteur formel. D'autre part, comme le souligne Aguilar Camín (2015 : 21-22) : « Face à chacune des réformes fondamentales dont le pays a besoin, il y a un grand syndicat public qui s'y oppose pour défendre ses privilèges. Les syndicats d'enseignants sont contre la réforme de l'éducation. Les syndicats de la santé sont contre la réforme des retraites. Les syndicats du secteur de l'énergie sont contre la réforme énergétique. L'ensemble des syndicats sont contre la réforme du travail. »

Ce fut parfois, en raison notamment d'un manque de transparence dans le processus de privatisation des entreprises publiques, la nature même de la mise en œuvre des réformes structurelles qui explique la présence d'obstacles persistants à un approfondissement de la libéralisation de l'économie. En effet, dans certains cas, la volonté du gouvernement de s'assurer un prix d'achat élevé pour une entreprise du secteur public dans le but d'améliorer les finances publiques amena à la substitution d'un monopole ou d'un oligopole privé à un monopole ou à un oligopole public sans qu'il soit l'objet d'une régulation efficace (Rubio, 1999 : 76). L'exemple le plus connu et le plus emblématique fut la privatisation de la compagnie de téléphonie fixe Telmex en 1990. Ainsi, en 2012, un Telmex privatisé contrôlait encore 80% du marché dans la téléphonie fixe, 70% dans la téléphonie mobile sous la marque Telcel et 75% des connexions à haut débit (*The Economist*, 2012). Cette situation de domination du

marché s'explique en grande partie par le fait qu'un monopole de six ans fut accordé aux nouveaux propriétaires.

D'autre part, l'ouverture à la concurrence qui devait suivre fut rendue largement inopérante par le fait que Telmex avait pris le contrôle de l'organe de régulation qui était censé réguler la compagnie (*The Economist*, 2006). Selon Elizondo (2013 : Location No. 2525), l'objectif initial de la privatisation de Telmex était de constituer un champion national qui serait en mesure d'étendre le réseau national et qui serait compétitif sur les marchés étrangers. Au vu du développement de Telmex depuis sa privatisation, on peut considérer que ces objectifs ont été largement atteints. Cependant, l'absence de concurrence associée à la faiblesse des organismes de réglementation eurent pour conséquence des prix anormalement élevés pour les consommateurs de services de lignes téléphoniques fixes, de téléphonie mobile et d'Internet. Les consommateurs furent donc très certainement les grands perdants de la privatisation (Elizondo, 2013 : Location No. 2525). Par contre, l'homme d'affaires Carlos Slim, qui a acheté Telmex à crédit, s'est considérablement enrichi grâce au quasi-monopole exercé par sa compagnie sur le marché des télécommunications.

Depuis la crise de 1994-1995, l'économie mexicaine a de nouveau connu une période de stabilité macroéconomique, condition préalable pour une croissance durable. Cette stabilité est le produit d'un déficit budgétaire limité et d'une politique monétaire modérée qui réduisent l'inflation (De la Calle et Rubio, 2010 : 94 ; Esquivel et Hernandez, 2009 : 198). Le maintien de taux d'inflation modérés fut en grande partie (avec la libéralisation des échanges qui a permis l'arrivée sur le marché de biens importés à prix réduits) le fruit de l'indépendance de la Banque centrale depuis 1994. La mission principale de la Banque centrale est de contrôler l'inflation et son indépendance par rapport à l'administration présidentielle a permis de dépolitiser la politique monétaire et de la rendre plus crédible et plus prévisible pour les acteurs économiques, favorisant ainsi les investissements productifs (Jaime, 2004 : 42). Le fait

que, contrairement aux années 1980, le niveau de la dette publique du Mexique soit modéré, de l'ordre de 40% du produit intérieur brut, favorise également la stabilité macroéconomique (De la Madrid, 2015 : Location No. 134). Les réformes économiques structurelles ont permis une reprise de la croissance économique depuis les années 1990⁵⁸. Toutefois, cette croissance n'est pas suffisamment forte⁵⁹ et constitue une déception pour les réformateurs libéraux qui escomptaient un plus grand dynamisme de l'économie mexicaine, comparable à celui des « Quatre dragons asiatiques » qui les avaient inspirés.

Conformément aux arguments des *libertarians* (voir chapitre 1), la libéralisation politique que nous avons évoquée dans le chapitre précédent a été préjudiciable au processus de libéralisation de l'économie. En effet, le coup d'arrêt du processus de réforme de l'économie s'explique en grande partie par le contrecoup du début de la transition démocratique qui déboucha sur ce que les Mexicains appelèrent un *gobierno dividido* ou « gouvernement divisé ». Il s'agissait en fait de la cohabitation, à partir de 1997, d'un pouvoir exécutif affaibli et d'un pouvoir législatif contrôlé par des partis politiques d'opposition qui refusaient de collaborer avec le président⁶⁰. La fin du monopole politique exercé par le PRI sur la présidence de la République et sur le Congrès modifia de manière considérable la nature du pouvoir politique au Mexique.

⁵⁸ Le McKinsey Global Institute (2014 : 6) fait remarquer que : “GDP growth has averaged 2.7 percent annually since 1990, largely due to a rapidly expanding labor force.”

⁵⁹ Selon le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 4) : “Labor productivity, which fell sharply from its 1981 peak, has yet to recover completely in purchasing power terms.” Ce qui fait que, toujours d'après le McKinsey Global Institute (2014 : 19) : “...Mexico's GDP per capita in 2012 was barely higher than it was 30 years before...”

⁶⁰ Ce type de cohabitation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif est par nature problématique dans un régime présidentiel dans la mesure où, contrairement à un régime parlementaire, le rapport de force est équilibré entre l'exécutif et le législatif, ce qui fait que la volonté de l'un peut annuler la volonté de l'autre.

Le PRI perdit sa majorité absolue à la Chambre des Députés (il maintint néanmoins son contrôle sur le Sénat) lors des élections législatives de juillet 1997. Cette situation inusitée d'absence de majorité absolue au Congrès pour le parti du président de la République en exercice perdura sous les présidences du PAN de Vicente Fox et de Felipe Calderón (le PAN était minoritaire dans les deux chambres du Congrès). Dans ces conditions, tous les projets de loi du président devaient être négociés avec les partis d'opposition pour qu'ils puissent être adoptés au Congrès.

En ce qui concerne la politique économique, la présence d'un *gobierno dividido* signifiait l'impossibilité de parvenir à un consensus sur la poursuite de l'agenda libéral. Malgré le fait que les réformes structurelles des années 1980 ne furent pas remises en question pendant cette période, les tentatives pour mettre en place de nouvelles réformes économiques furent généralement avortées entre 1997 et 2012. A titre d'exemple, la réforme fiscale du président Vicente Fox, qui avait pour objectif d'augmenter les revenus du gouvernement, fut bloquée par le Congrès en 2001 et en 2003, comme ce fut le cas sous la présidence d'Echeverría dans les années 1970. Les tentatives de réforme de Fox dans les domaines de l'énergie, de la loi sur le travail et du régime de retraite du secteur public échouèrent également (Walton et Levy, 2009 : 25). Lors du *sexenio* suivant, l'administration Calderón parvint néanmoins à faire adopter deux réformes économiques importantes (une réforme du régime de retraite du secteur public et une réforme fiscale limitée en 2007) avec le soutien du PAN et du PRI (Esquivel et Hernandez, 2009 : 206).

Le problème du *gobierno dividido* semblait avoir été surmonté à la suite de l'élection du candidat du PRI, Enrique Peña Nieto, à la présidence de la République le 1^{er} juillet 2012. À l'instar de ses prédécesseurs du PAN, le président ne bénéficiait pas d'une majorité dans les deux chambres du Congrès. Il parvint néanmoins, malgré ces conditions défavorables, à mettre en œuvre dès le début de son mandat un pacte de

gouvernabilité avec les deux principaux partis d'opposition (le PAN et le PRD⁶¹) pour relancer le processus de réformes structurelles qu'il jugeait nécessaires pour moderniser le Mexique. Il s'agissait du *Pacto por México* qui fut signé le 2 décembre 2012, le lendemain de sa prise de fonction. Ce pacte permit l'adoption (grâce au soutien d'une majorité des membres du Congrès issus du PRI, du PAN et du PRD) d'un certain nombre de réformes structurelles importantes dans les domaines de l'éducation et de l'énergie qui requéraient une modification de la Constitution et qui avaient été bloquées ou bien fortement diluées entre 2000 et 2012 par le Congrès. Mais ce large consensus fut remis en question à partir du 29 novembre 2013 lorsque le leader du PRD, Jesús Zambrano, annonça le retrait de son parti du Pacte en raison de son opposition à la réforme énergétique (Robles de la Rosa, 2013). Par la suite, l'effondrement de la popularité du président Peña Nieto (en raison notamment d'accusations de corruption à son encontre, de la suppression de subventions pour maintenir le prix du pétrole à un niveau modéré et d'une perception de faiblesse face aux menaces du président des États-Unis Donald Trump) en firent un « *lame duck president* » et le programme des réformes fut de nouveau paralysé.

Le consensus qui existait sous les administrations du PAN et du PRI depuis l'élection de Vicente Fox en 2000 sur la nécessité de maintenir et d'approfondir les réformes économiques libérales est maintenant remis en question depuis l'élection, le 1^{er} juillet 2018, d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) à la présidence de la République. En effet, ce dernier s'est toujours opposé aux politiques économiques « néolibérales » qui avaient été mises en place dans les années 1980. La victoire d'AMLO fut en grande partie le résultat du rejet de la corruption et de la criminalité par les Mexicains et d'une

⁶¹ Selon l'hebdomadaire *The Economist* (2013b) : "As he signed the Pact on behalf of the left-wing Party of the Democratic Revolution (PRD), Jesús Zambrano declared that politicians were "outraged that *de facto* powers of all kinds have time and again broken governments of one party or another."

insatisfaction généralisée de la population en raison notamment d'une croissance économique insuffisante.

López Obrador, qui prit la décision, au mois de septembre 2012, de quitter le PRD pour créer, le 9 juillet 2014, un nouveau parti politique, le *Movimiento Regeneración Nacional*, plus connu sous son acronyme Morena, semble vouloir retourner au modèle de développement des années 1970. Le président remet en question les réformes structurelles qui furent mises en place par l'administration Peña Nieto. Il a signifié son intention de réviser une centaine de contrats passés avec des firmes pétrolières étrangères dans le cadre de la réforme énergétique, ce qui amènera probablement à un tarissement des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie. AMLO a pour ambition de favoriser la croissance économique en stimulant les investissements publics dans des projets d'infrastructures, comme le Train Maya dans la péninsule du Yucatán, en partenariat avec un secteur privé subordonné à un secteur public fort.

Pourtant, sa vision pour le Mexique ne semble pas être, pour le moment du moins, un retour au populisme économique des années 1970, mais plutôt à la période du *desarrollo estabilizador*. Il a en effet promis de ne pas mettre en péril la stabilité macroéconomique (autonomie de la Banque centrale, flexibilité du taux de change, inflation modérée, absence de déficits budgétaires) ou d'augmenter les impôts, du moins durant les trois premières années de son mandat. Cependant, le départ, le 9 juillet 2019, 7 mois après sa nomination, du ministère des Finances, Carlos Urzúa, semble compromettre cette vision de prudence budgétaire.

L'objectif principal du président de la République est de relancer la production de pétrole avec des investissements publics dans Pemex (la compagnie nationale qui est fortement endettée avec 105 milliards de dollars US de dettes à la fin de l'année 2019 et une perte annuelle de 18 milliards de dollars [Webber, 2020a]), ainsi que dans un projet de construction d'une nouvelle raffinerie dans l'État de Tabasco, pour un

montant de 8 milliards de dollars, dans le but d'être auto-suffisant dans le domaine énergétique. Contrairement à ses prédécesseurs, AMLO peut compter sur une majorité parlementaire pour mettre en place sa « quatrième transformation » du pays dans le cadre de laquelle l'État jouera certainement un rôle central, notamment dans des projets d'infrastructure, et où un retour du protectionnisme n'est pas à exclure.

Cependant, notre théorie libérale classique renouvelée nous amène à considérer que ce type de croissance économique fondée sur le rattrapage par rapport aux pays avancés n'est plus une option réaliste pour l'économie mexicaine. Dans ces conditions, il est peu probable qu'un nouveau miracle économique se produise sans la mise en place d'une économie de l'innovation.

Les effets d'une libéralisation insuffisante sur la performance de l'économie

Un certain nombre de problèmes structurels à l'origine du manque de dynamisme de l'économie mexicaine trouvent une explication dans le fait que les réformes économiques libérales furent limitées. On peut mentionner, dans un premier temps, le niveau insuffisant d'investissement dans l'économie qui s'explique notamment par un dysfonctionnement du système de crédit qui empêche les entrepreneurs de tirer parti des opportunités d'investissement productif en raison de leur incapacité à recourir à l'épargne. Ce problème concerne particulièrement les PME dans la mesure où leur principale source de financement est le crédit bancaire (McKinsey Global Institute, 2014 : 13). La Banque mondiale estime que 53 % des entreprises de taille moyenne au Mexique sont mal desservies par les institutions financières nationales et, lorsqu'elles le sont, elles payent des taux d'intérêts élevés de 20 % ou plus (McKinsey Global Institute, 2014 : 13 et 58). Le dysfonctionnement du système de crédit a été aggravé par la crise bancaire de 1994-1995, à la suite de laquelle les banques mexicaines n'avaient plus suffisamment de capital pour financer l'activité productive des petites et moyennes entreprises à des conditions favorables et avaient une aversion au risque.

Hanson (2011) et le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 3) rappellent que le taux de crédit bancaire au secteur privé en pourcentage du PIB est faible au Mexique si on le compare à des pays qui ont un niveau de développement similaire. Ce taux a néanmoins recommencé à croître, passant d'environ 13 % du PIB en 2000 (alors qu'il était de 40% avant la crise bancaire) à 20% en 2012 (Elizondo, 2015 ; *The Economist*, 2000). Les données de la Banque mondiale (2019) indiquent que le crédit intérieur au secteur privé (en % du PIB) était de 32,7 % en 2015 au Mexique, alors qu'il était de 66,8 % au Brésil, de 111 % au Chili et de 152,6 % en Chine.

La présence de monopoles publics ou privés, notamment dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications, constitue un autre problème structurel. Comme nous l'avons souligné, Telmex jouit d'une situation de quasi-monopole dans les télécommunications. Dans le domaine de la télédiffusion, Televisa (la compagnie dirigée depuis 1955 par la famille Azcárraga qui est traditionnellement proche du PRI) contrôle 70 % du marché de la télévision gratuite et à peu près la moitié de celui de la télévision payante, alors que Televisión Azteca (fondée en 1993 par Ricardo Salinas Pliego) contrôle le reste (*The Economist*, 2013a).

Une autre entreprise en situation de monopole (depuis l'exploration jusqu'à la distribution) est la société pétrolière et gazière d'État *Petróleos Mexicanos* (Pemex). Même si la production s'est considérablement accrue depuis le début des années 1970, la productivité de Pemex est faible en raison de coûts de production élevés. Les profits des exportations de pétrole financent depuis 1981 près d'un tiers du budget fédéral (Elizondo, 2013 : Location No. 4084). Beaucoup de Mexicains ont le sentiment que les profits de la société leurs échappent. En effet, alors que les revenus de l'entreprise pétrolière appartiennent en théorie à l'ensemble de la population, ils sont gaspillés, alimentent la corruption et servent à alimenter les caisses de l'État (Rathbone, 2013). La situation est aggravée par le fait qu'après des décennies de sous-investissement, la production de pétrole est en baisse.

Ces monopoles ont tendance à vendre les biens et services qu'ils produisent à un prix plus élevé que dans un marché concurrentiel. Ils limitent également la concurrence et donc le dynamisme de l'économie. En effet, le fait que les entreprises en situation de monopole ou d'oligopole ne se trouvent pas, en l'absence de concurrence, dans l'obligation de réduire leur prix ou d'augmenter la qualité de leurs produits détourne le capital d'usages plus productifs. Cela amène à une allocation inefficace d'une partie des ressources de l'économie mexicaine, une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs et à un coût de production plus élevé pour les entreprises qui doivent recourir à des achats de biens intermédiaires dans leur processus de production (Elizondo, 2013 : Location No. 2338).

D'après une analyse de 2010 menée conjointement par la Commission fédérale de la concurrence (Cofece) et l'OCDE, 30 % des dépenses des ménages mexicains se faisaient dans des marchés dans lesquels la concurrence était très limitée, ce qui fait qu'ils devaient payer des prix 40 % plus élevés que dans un marché concurrentiel (De la Madrid, 2015 : Location No. 1157). Un autre problème structurel de l'économie mexicaine est la présence d'un capitalisme de connivence (*crony capitalism*), hérité de l'ancien modèle de développement économique, qui empêche l'émergence d'une économie de marché compétitive fondée sur un État de droit qui garantit la prévisibilité dans la conduite des affaires.

Selon une étude du McKinsey Global Institute (2014), le caractère limité des réformes économiques renforcerait la coexistence de deux Mexiques qui ont des niveaux de performance diamétralement opposés. Ainsi, alors que le premier Mexique (dans lequel

opèrent des multinationales étrangères et mexicaines⁶² et des compagnies nationales compétitives) est caractérisé par la présence d'une économie moderne et prospère dont le niveau de productivité augmente ; le second Mexique est constitué d'une économie traditionnelle largement informelle (qui emploie 52 % des travailleurs mexicains dans des tâches peu productives⁶³ à forte intensité de main-d'œuvre [Webber and Mander, juillet 2020]) qui a un niveau de productivité faible qui diminue (McKinsey Global Institute, 2014 : 5). La différence de productivité entre les deux Mexiques s'explique par l'adoption de technologies, de capitaux et de méthodes de production en provenance des pays avancés dans le secteur moderne et leur rejet dans le secteur traditionnel. La survivance du Mexique traditionnel constitue un obstacle à la libéralisation de l'économie et à sa performance dans la mesure où le secteur traditionnel crée plus d'emplois que le secteur moderne, ce qui a pour conséquence de renforcer le travail à faible productivité au détriment du travail à forte productivité (McKinsey Global Institute, 2014 : 2).

Le secteur informel est composé d'individus, de commerçants ou d'entreprises qui cherchent à éviter les obstacles au développement de leur activité tels que la lourdeur bureaucratique et/ou les coûts liés au respect des règles de l'économie formelle. Le problème est que, comme le fait remarquer Hanson (2010 : 995) : "Informality keeps firms in existence that would be forced to exit, either because of poor management or

⁶² On peut citer, à titre d'exemple, un certain nombre de multinationales mexicaines comme Cemex, Gruma, FEMSA, Grupo Alfa, Grupo Bimbo, Grupo Lala, Mabe ou Walmex (McKinsey Global Institute, 2014 : 1).

⁶³ Selon De la Madrid (2015 : Location No. 686-697) : "Según el INEGI, entre 2003 y 2012 la productividad anual por trabajador en la economía formal fue en promedio de 387 355 pesos. En la economía informal, la productividad anual se ubicó en 118 523 pesos, muy inferior a la del sector formal. Este bajo nivel de productividad es una de las principales explicaciones del bajo nivel salarial que persiste en México."

outdated technology, if they had to compete for inputs with formal sector firms on a level playing field. One consequence of informality is, therefore, the survival of small, unproductive enterprises.” Comme le souligne le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 2, 4, 7 et 27), alors que les grandes entreprises modernes (qui emploient plus de 500 employés) ont augmenté leur productivité de 5,8 % en moyenne annuelle entre 1999 et 2009, la productivité des petites entreprises traditionnelles (qui emploient 42 % des travailleurs) a diminué de 6,5 % en moyenne annuelle pendant la même période (McKinsey Global Institute, 2014 : 2, 4, 7 et 27). Les auteurs du rapport arrivent à la conclusion que les gains de productivité du secteur moderne de l'économie ont été largement neutralisés par la baisse de la productivité dans le secteur traditionnel. Or le secteur traditionnel crée des emplois à un rythme plus rapide, ce qui explique pourquoi le taux de croissance de la productivité dans l'ensemble de l'économie n'a été que de 0,8 % par an en moyenne depuis 1990 (McKinsey Global Institute, 2014 : 1, 2 et 7). Une telle évolution confirme le caractère inachevé de la libéralisation économique du Mexique.

La dualité de l'économie mexicaine se manifeste également sur un plan géographique par un développement économique dynamique du Nord et d'une partie du Centre du Mexique (*El Bajío* composé des États de Querétaro, Guanajuato, Aguascalientes et Jalisco) et par un retard économique du Mexique traditionnel dans le Sud du pays (essentiellement dans les États de Michoacán, Guerrero, Veracruz, Oaxaca, Chiapas) où la pauvreté extrême est concentrée. La région métropolitaine de la ville de Mexico, qui est toujours la région la plus industrialisée, la plus peuplée et avec un niveau élevé d'informalité, a été le centre de l'industrialisation du Mexique à l'époque du modèle ISI. Les réformes économiques des années 1980 causèrent une désindustrialisation partielle de l'économie de la région de la capitale nationale et un essor du secteur tertiaire. Le centre de l'activité industrielle moderne s'est déplacé vers le Nord et les industries qui subsistent sont bien moins concurrentielles.

Cette divergence entre les différents Mexiques s'expliquerait par le fait que, selon Rubio (1999 : 46), l'ouverture au marché international dans les années 1980 fut incomplète. En effet, si l'industrie manufacturière fut largement libéralisée dans les années 1980, ce ne fut pas le cas pour le secteur des services (Rubio, 2013 : 78). D'autre part, certains secteurs jugés stratégiques (notamment dans l'énergie et les télécommunications) furent protégés de la concurrence étrangère. Cette situation explique pourquoi les améliorations considérables en termes de compétitivité et de productivité qui furent réalisées dans une partie du pays ne s'étendirent pas à l'ensemble de l'économie nationale.

Comme le souligne Rubio (2013 : 74), le secteur de l'exportation qui tire avantage des investissements directs étrangers, de méthodes de management modernes et de transferts de technologie, aurait dû être en mesure d'entraîner dans son sillage le marché intérieur et d'augmenter ainsi la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie⁶⁴. Mais ce ne fut pas le cas. Certains producteurs qui furent exposés à la concurrence intense du marché international ont fait faillite ou ont été rachetés, tandis que d'autres se sont adaptés avec succès aux nouvelles conditions économiques en se modernisant. Le reste de l'économie, protégée de la concurrence internationale par des formes de protection et des subventions, ne fut pas dans la nécessité de s'adapter, ce qui permit aux producteurs de maintenir des niveaux de compétitivité et de productivité très faibles (Rubio, 2013 : 74).

Dans le secteur traditionnel de l'économie, les méthodes de production et de distribution des biens et services connaissent un important retard technologique et ne

⁶⁴ Le secteur de l'exportation aurait pu, par exemple, stimuler une partie du secteur traditionnel de l'économie mexicaine au moyen de la constitution de chaînes d'approvisionnement nationales qui auraient alimenté en biens intermédiaires les entreprises exportatrices.

sont pas compétitives par rapport aux pratiques internationales. Les produits et les services sont souvent dispendieux et de qualité médiocre (Rubio, 2013 : 74). Par contre, toujours selon Rubio (1999 : 92), les entreprises modernes, qu'elles soient petites ou grandes, sont généralement compétitives et prospères mais n'emploient qu'une minorité de la main d'œuvre. Un emploi formel sur cinq est dans le secteur manufacturier exportateur dans lequel les salaires sont, en raison notamment de leur plus grande productivité, en moyenne 37 % plus élevés que dans les entreprises produisant pour le marché intérieur (De la Madrid, 2015 : Location No. 237).

Les entreprises modernes opèrent dans plusieurs secteurs et se sont intégrées au marché états-unien, souvent en développant leurs propres technologies. De plus, elles bénéficient souvent (dans un contexte de faiblesse du système bancaire mexicain) d'un accès au crédit à l'étranger pour développer leurs activités (Rubio, 1999 : 105-106). De leur côté, les entreprises du secteur traditionnel sont souvent caractérisées par un leadership entrepreneurial faible, un manque de compréhension de l'évolution de l'économie mondiale et des exigences de compétitivité, et un accès au crédit limité (Rubio, 1999 : 92). En raison de la dualité de l'économie mexicaine, lorsque les exportations augmentent le reste de l'économie se développe et quand les exportations diminuent, comme ce fut le cas en 2009 à la suite de la crise financière de 2008, il y eut un effondrement du taux de croissance de l'économie de l'ordre de 6,1% du PIB et 700 000 emplois disparurent (dont 260 000 dans le secteur manufacturier) entre 2008 et 2009 (Rubio, 2013 : 31 ; *The Economist*, 2011).

Au-delà du caractère limité des réformes économiques, la concurrence de la Chine a également contribué à la performance décevante de l'économie mexicaine. Ainsi, comme le souligne le McKinsey Global Institute (2014 : 4 et 25), le PIB par habitant de la Chine est passé de 15 % du niveau du Mexique en 1990 à 69 % en 2012. Hanson (2011) considère que l'incapacité du Mexique à réaliser une montée en gamme de son économie à la suite de la signature de l'ALÉNA en 1994 l'a rendu vulnérable à la

concurrence de la Chine. En effet, ce pays s'est spécialisé dans l'exportation de produits manufacturés à bas prix qui concurrencent directement les exportateurs mexicains. Avec l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 les barrières à l'exportation de ses produits sur les marchés étrangers ont été considérablement réduites. C'est donc de cette époque que date l'émergence d'un concurrent direct redoutable pour la gamme de produits à forte intensité de main d'œuvre pour lesquels le Mexique disposait jusqu'alors d'un avantage comparatif indéniable (Kamil et Zook, 2013).

La Chine est ainsi parvenue à se substituer à une grande partie des exportations mexicaines sur le marché états-unien et la position des exportateurs mexicains fut considérablement érodée (Hanson, 2010 : 1000). Cette évolution s'explique par le fait que la Chine était alors dotée d'une main d'œuvre bon marché en apparence illimitée en provenance des campagnes. Elle bénéficiait également d'une énorme capacité de production qui permettait des économies d'échelle importantes ainsi que des processus de production qui se sont constamment améliorés depuis 2001 (Kamil et Zook, 2013). Ainsi donc, entre 2001 et 2005, les exportations de produits manufacturés de la Chine vers les États-Unis ont augmenté à un taux annuel moyen de 24 %, alors que la croissance des exportations mexicaines pendant la même période a considérablement ralenti, passant d'environ 20 % par an à 3 % en moyenne annuelle (Kamil et Zook, 2013).

Le caractère limité de l'État de droit au Mexique est également un obstacle au développement économique. La raison en est que, comme le soulignent Walton et Levy (2009 : 1) : "Investment is essential to growth and requires protection of investors' property rights. If investors believe that the profits from their investments may be expropriated, they will not invest or will demand a high-risk premium." Or c'est précisément le cas au Mexique où le droit de propriété est exposé au risque d'une possible expropriation sans indemnisation équitable de la part de l'État (Esquivel et

Hernandez, 2009 : 214). D'après le *Global Competitiveness Report* du World Economic Forum (2019 : 387), le Mexique se classe à la 86ème position sur 141 pays et territoires en termes de droits de propriété avec un score de 4,1 (7 étant le meilleur score possible). Esquivel et Hernandez (2009 : 214) considèrent d'autre part que l'assurance de l'exécution des contrats par l'État est insuffisante au Mexique.

Néanmoins, au-delà de ce constat négatif, le *Financial Times* (2014) note qu'à ce jour la faiblesse de l'État de droit n'a pas empêché un afflux d'investissements directs étrangers d'envergure dans l'économie mexicaine. Ce paradoxe s'explique en grande partie par le fait que les investisseurs étrangers peuvent se tourner vers les tribunaux d'arbitrage internationaux issus de l'Aléna pour résoudre la plupart des conflits locaux. Il faut néanmoins souligner que si ce système est relativement efficace au niveau économique, il a pour effet d'affaiblir l'État de droit au Mexique dans la mesure où la loi n'est pas générale puisqu'il y a des exceptions majeures dans son application, et qu'elle n'est pas universelle étant donné que certains étrangers bénéficient d'un statut spécial.

Les difficultés d'une montée en gamme de l'économie

Dans le cadre de notre théorie libérale classique renouvelée, le seul moyen pour une économie qui est tombée dans le piège du revenu intermédiaire, comme c'est le cas du Mexique, de s'en sortir, est de construire les fondations d'une croissance intensive fondée sur une innovation technologique nationale et une utilisation plus efficace des ressources. L'accroissement de la productivité du travail au Mexique (qui est indispensable pour augmenter les salaires réels des travailleurs) passe nécessairement par une modernisation de l'appareil productif, notamment grâce à des transferts de technologie, l'adoption de méthodes de management modernes et surtout le développement d'un esprit entrepreneurial au sein de la population. Dans le but de réaliser cet objectif, un approfondissement des réformes structurelles réclamé par les

économistes libéraux est nécessaire pour renforcer l'économie mais ce ne sera probablement pas suffisant.

Eichengreen *et al.* (2011) estiment que la principale raison de la faiblesse de la croissance économique dans une économie émergente (qui ne s'explique pas par une pénurie de travailleurs bon marché ou par un ralentissement de l'investissement) est une baisse de la productivité globale des facteurs (*total factor productivity* ou TFP en anglais), une mesure de l'efficacité avec laquelle les ressources humaines et physiques de l'économie sont utilisées. Or, la croissance moyenne de la TFP a considérablement diminué au Mexique depuis les années 1980 (Esquivel et Hernandez, 2009 : 195).

Selon le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 2), la productivité du travail s'est détériorée au Mexique durant les 30 dernières années, passant de 18,30\$US par heure par travailleur (en parité de pouvoir d'achat) en 1981 à 17,90\$ en 2012. Les auteurs du rapport soulignent que : “Despite strong productivity gains by modern firms—especially by the largest companies—Mexico’s overall productivity growth has fallen from the 3.3 percent a year on average before 1981 to flat or negative in the past 30 years. Since 1990 productivity growth has averaged about 0.8 percent per year” (McKinsey Global Institute, 2014: 19). Le nombre de travailleurs à faible productivité qui viennent du secteur agricole diminue et ceux qui quittent la campagne ne sont pas en mesure de trouver un emploi dans l'industrie en raison de la rigidité du marché du travail. Ils sont donc contraints d'immigrer aux États Unis⁶⁵ ou de travailler dans le secteur informel.

⁶⁵ Comme le souligne (Hanson, 2010 : 999) : “As of 2008, there were 11.4 million individuals born in Mexico residing in the United States, equal to 9.5 percent of the total Mexico born population (defined as the sum of Mexico born individuals in Mexico and the United States).” La tendance s'est depuis inversée et l'immigration mexicaine aux États-Unis a considérablement diminuée depuis 2010 alors que la migration illégale des centraméricains augmentait.

C'est pour cette raison que, toujours selon le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 21 et 25), à partir de 1981 le moteur de l'économie mexicaine n'a plus été une amélioration de la productivité du travail mais un accroissement de la main d'œuvre (la conséquence d'une expansion de la population active) qui représentait 72 % de la croissance moyenne du PIB mexicain entre 1990 et 2012. Le problème est que la population du Mexique commence à vieillir, ce qui fait que le pays ne peut désormais plus compter sur le « dividende démographique ». Il faut donc augmenter la productivité du travail pour maintenir ou accroître le taux de croissance du PIB.

L'économie mexicaine est donc confrontée à la difficulté d'effectuer une montée en gamme. Or ce problème ne peut être résolu que si la capacité d'innovation de l'économie est suffisamment développée pour favoriser l'émergence de nouvelles sources de croissance qui rendraient l'économie compétitive sur le marché mondial et qui permettraient de faire face à la concurrence internationale. Le problème est que le Mexique ne se classe qu'à la 59^{ème} position dans le *Bloomberg Innovation Index* (Jamrisko *et al.*, 2019). Si ce diagnostic est correct, des réformes d'un type nouveau (la poursuite de l'agenda des réformes libérales des années 1980-1990 ne devrait pas être abandonné pour autant) devraient avoir comme priorité le développement d'une meilleure éducation de la main-d'œuvre, des investissements dans les infrastructures physiques et dans la recherche et développement, ainsi que la mise en place d'un marché du travail plus flexible.

Ce changement qualitatif de l'économie n'est pourtant pas concevable sans la présence d'un État de droit et d'institutions libérales (nous évoquerons ces questions dans le chapitre suivant) qui sont pour le moment quasi inexistantes au Mexique. D'autre part, l'expérience des pays d'Asie de l'Est nous enseigne que ce changement qualitatif ne peut voir le jour sans la présence d'un État efficace qui serait en mesure d'instaurer les institutions nécessaires au développement d'une économie de marché performante et d'organiser la société autour d'une stratégie de développement cohérente.

3.3 Le piège du revenu intermédiaire en Chine

Les limites du « modèle chinois »

L'important retard économique de la Chine au lendemain de la Révolution culturelle explique la croissance rapide de la productivité d'une économie dont la marge de rattrapage par rapport aux pays avancés était considérable. Les réformes économiques et l'ouverture de la Chine à l'économie internationale ont permis au pays d'accéder à des investissements étrangers, des technologies modernes, ainsi qu'à l'expérience du management dans les économies avancées. Le résultat est qu'en 2013 l'économie chinoise était 25 fois plus grande en termes réels qu'en 1978 (Lardy, 2014: Location No. 269). Le rattrapage économique fut impressionnant pendant trois décennies précisément parce que l'économie chinoise était très éloignée de la frontière technologique. Ainsi, selon Zhu (2012: 121), la productivité totale des facteurs en Chine au début des réformes en 1978 était de moins de 3% du niveau de la productivité totale des facteurs de l'économie états-unienne et bien inférieure à celle du Mexique. Cela explique pourquoi les réformes économiques libérales ont été à l'origine d'une croissance très rapide en Chine mais beaucoup plus lente au Mexique pendant la même période (Kehoe et Ruhl, 2010). En conséquence, alors que l'économie chinoise ne représentait que 4 % de l'économie mondiale en 1990, sa part en 2019 est de presque 18 % (*The Economist*, 2019a).

L'expérience de la Chine jusqu'à la fin des années 1990 démontre qu'il n'est pas absolument nécessaire de mettre en place un État de droit ainsi que l'ensemble des institutions ou des politiques généralement jugées indispensables au dynamisme d'une économie de marché (privatisation des entreprises, déréglementation, libéralisation des prix) avant de pouvoir développer une économie de type capitaliste (Brandt, Rawski et

Sutton, 2008: Location No. 13060 et 13071). La Chine est un État autoritaire dans le cadre duquel le parti est au-dessus de la loi. Il ne peut donc être défini comme un *Rechtsstaat* dans lequel l'exercice du pouvoir est limité par la loi sous le principe de la légalité administrative mais où les individus n'ont pas de droits politiques (O'Donnell, 2001 : 206). Dans une économie qui était confrontée à tellement de contraintes qui entravaient son développement (comme c'était le cas en Chine en 1978), l'adoption de mesures partielles concernant les prix, la mobilité et la compétition permit de libérer une partie du dynamisme de l'économie de marché (Brandt et Rawski, 2008 : Location No. 668-685). Par la suite, durant la seconde phase des réformes économiques, les prémices d'un environnement légal et réglementaire nécessaires au bon fonctionnement d'une économie de marché furent constituées

Une fois que la phase de rattrapage « facile » du développement économique arrive à son terme et que le niveau de la technologie utilisé dans l'économie est proche des meilleures pratiques des pays avancés, il devient de plus en plus difficile de maintenir un niveau élevé de croissance économique. De plus, comme c'est le cas en Chine depuis 2015, lorsque le nombre de travailleurs qui occupent des emplois à faible productivité dans le secteur agricole commence à diminuer, les défis s'accroissent. Cela s'explique notamment par la disparition progressive du dividende démographique (un ratio élevé de la population active par rapport à la population inactive sur le marché du travail) qui est exacerbé en Chine par la politique de l'enfant unique, instaurée en 1979, qui a fait chuter le taux de natalité à un niveau record de 1,05 % en 2020 (Weinland et Yun, 2020). Il devient dès lors de plus en plus difficile d'augmenter la productivité du travail en s'appuyant uniquement sur la migration, apparemment sans limites, de

l'immense réserve de main d'œuvre à faible coût issue des campagnes vers des emplois plus productifs dans les usines ou les bureaux des villes⁶⁶.

Ce phénomène, connu en économie sous le terme de « tournant de Lewis », a conduit à un accroissement des revendications salariales d'ouvriers qui ne craignent plus de perdre leur emploi et d'être remplacés par les migrants des campagnes. Dans ces conditions, la compétitivité dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre commence à décliner. Alors qu'en 2010 une compagnie pouvait employer 8,3 travailleurs manufacturiers chinois pour le même prix qu'un travailleur états-unien, en 2018, ce chiffre était tombé à 2,9 (Johnson, 2019). À terme, les gains de productivité se réduisent considérablement et, en l'absence d'innovation ou d'une utilisation plus efficace des ressources, le niveau de croissance de l'économie commence à décliner en raison d'une chute de la « productivité globale des facteurs », à savoir l'efficacité avec laquelle les travailleurs et le capital sont utilisés. L'année dernière, le taux de croissance du PIB était de 6,1 %, le taux le plus bas depuis presque 30 ans (Hale, Liu et Yang, 2020). La Chine est donc engagée sur la voie du piège du revenu intermédiaire et pourrait connaître une expérience similaire à celle qu'a connue l'économie mexicaine si elle s'avère incapable d'innover.

La solution à ces problèmes structurels qui fut adoptée par les dirigeants chinois a consisté (surtout après la crise financière mondiale de 2007-2008 durant laquelle ils cherchèrent à protéger l'économie de la contagion mondiale) à augmenter les investissements publics dans le cadre d'une politique économique keynésienne de relance massive de l'économie de 4 billions de *renminbi* (RMB), soit l'équivalent de 590 milliards de dollars US dans le taux de change de l'époque, ou 12 % du PIB

⁶⁶ Comme le souligne Wildau (2015) : “Since Deng Xiaoping launched market reforms in 1978, 278m migrant workers from rural villages have moved to work in the cities.”

(Shambaugh, 2016 ; Kroeber, 2016: 216). Cette relance fut réalisée de la manière suivante : l'État-parti alloua (principalement aux entreprises publiques et aux dirigeants locaux) des crédits à un taux artificiellement bas par l'intermédiaire d'un système bancaire largement contrôlé par l'État. Dans la mesure où elle permit de maintenir un taux de croissance élevé de l'économie tout en assurant la stabilité sociale nécessaire à sa survie, cette politique économique fut largement positive pour le régime. Contrairement à la logique du libéralisme classique, les décisions économiques furent prises en fonction d'intérêts politiques illibéraux.

Depuis les années 1980 jusqu'en 2013, le taux de croissance de la Chine fut en moyenne de 10 % par an, ne chutant en dessous de 8 % qu'à deux reprises (Banque mondiale, 2013: 6). Pourtant, on peut soutenir que, sur le long terme, malgré une réussite indéniable, cette politique économique a également eu des conséquences négatives pour l'économie chinoise. Il suffit de mentionner des phénomènes comme la hausse considérable du niveau d'endettement ou bien, en raison notamment de la faiblesse de la consommation des ménages, une trop grande dépendance aux marchés étrangers. D'autre part, conformément aux prédictions de la théorie autrichienne des cycles économiques (von Mises 1962 : 154), lorsque les taux d'intérêt sont maintenus à un niveau trop bas, comme ce fut le cas en Chine avec la répression financière, cela amène inéluctablement à une expansion rapide du crédit dans l'économie.

La présence de coûts de financements faibles incite les entrepreneurs à investir dans un trop grand nombre de projets. Cela conduit à une mauvaise allocation du capital qui est souvent gaspillé dans des projets économiquement peu rentables et qui ne contribuent pas ou peu au développement économique. Un niveau très élevé de crédits bon marché à faible taux d'intérêt aboutit également à l'émergence d'investissements spéculatifs. Le problème est que les effets indésirables de l'endettement ne se révèlent que bien plus tard sous la forme de prêts non productifs (créances en souffrance), d'une capacité de production excédentaire et d'une accumulation de stocks (Butler, 2018). Comme le

souligne Shambaugh (2016 : 38) : “(The) three levels of debt (central, local, and corporate) now total US\$28.2 trillion or 282 percent of GDP. Most economists believe this is not sustainable. It is also the rate of increase that is noteworthy: China’s total debt load has quadrupled since 2007 – the fifth fastest increase in the world.”

Cet énorme niveau d’endettement est financé par l’épargne intérieure qui est mobilisée en Chine au moyen d’un système de répression financière, c’est-à-dire la fixation d’un taux d’intérêt anormalement bas qui est largement inférieur aux rendements du marché. Les gagnants d’un tel système sont les emprunteurs (essentiellement les entreprises publiques) qui peuvent emprunter à un taux artificiellement bas. Les perdants sont clairement les épargnants (essentiellement les ménages) qui subventionnent les investissements et la production au détriment de leur consommation, ainsi que les petites et moyennes entreprises du secteur privé qui n’ont pas accès aux investissements dont elles auraient besoin pour se développer (Pettis, 2013: 29). Les riches épargnants qui désirent s’affranchir de cette taxe n’ont d’autre choix que d’investir leur épargne dans l’immobilier où ils peuvent accroître leur revenu ou bien tenter de contourner les contrôles sur les sorties de capitaux pour effectuer des investissements à l’étranger. Ce phénomène est à l’origine d’un surinvestissement qui alimente une bulle spéculative dans le marché immobilier, laquelle menace d’éclater depuis une dizaine d’années.

Depuis 1997, la part de l’investissement dans le PIB n’a cessé d’augmenter et l’adoption du plan de relance a encore accru son importance pour atteindre un niveau exceptionnellement élevé de 50% en 2017, soit plus du double du niveau des pays développés. En revanche, la consommation a été sacrifiée. Elle représentait 39 % du PIB en 2017, soit la moitié du niveau des pays développés (Bergère, 2013 : Location No. 3105 ; Magnus, 2018 : Location No. 1123). Le problème est que, comme le souligne Pettis (2013), sur le long terme un tel niveau d’investissement dans une économie se heurte à la loi économique des rendements décroissants et devient vite

insoutenable en l'absence de la mise en place d'une politique d'ajustement. C'est le piège du revenu intermédiaire.

Selon la théorie autrichienne des cycles économiques, lorsque la crise arrive l'économie doit alors faire face au fardeau d'une capacité de production excédentaire qui prendra des années pour se résorber (Butler, 2018). La conséquence devrait être (comme ce fut le cas dans le passé dans de nombreux pays qui ont suivi un modèle de développement similaire fondé sur un investissement massif dans les infrastructures) un ajustement soudain de l'économie sous la forme, soit d'une crise financière, soit d'une crise de la dette, lorsque l'économie a atteint la limite de sa capacité d'endettement et que les crédits ne peuvent plus être remboursés (Pettis, 2013: 4).

Cependant, contrairement à la crise de la dette des années 1980 au Mexique ou au Brésil, la dette de la Chine n'a pas été contractée auprès d'étrangers susceptibles de réclamer un remboursement immédiat de leurs prêts en dollars en cas de doute sur la capacité de remboursement du pays, mais auprès d'épargnants nationaux, c'est-à-dire essentiellement les ménages et les entreprises du secteur privé. Il faut également souligner le fait que ce n'est pas le gouvernement central qui s'est endetté mais plutôt les provinces et les villes. En effet, entre 2010 et 2015, la dette des administrations locales a plus que doublé pour atteindre 24 000 milliards de RMB, soit près des deux cinquièmes du PIB (*The Economist*, 2015). Pettis (2013 : 8 et 132), considère toutefois qu'il existe une limite à la capacité d'endettement intérieur de la Chine. Cet auteur arrive à la conclusion qu'en l'absence d'une politique d'ajustement macroéconomique, l'économie encourt le risque d'être plongée dans une crise de la dette ou, plus probablement, d'une décennie perdue de très faible croissance à l'image de ce qui s'est passé au Japon depuis le début des années 1990. En effet, tôt ou tard, le coût de la dette devra nécessairement être assumé, soit sous la forme de l'inflation, d'une augmentation des impôts, ou bien d'une réduction des investissements publics et des dépenses de l'État.

La nécessité de rééquilibrer et de restructurer l'économie de manière à favoriser une croissance durable

D'après Shambaugh (2016: 26-27), les dirigeants chinois ne prirent conscience de la nécessité de rééquilibrer et de restructurer l'économie afin d'éviter une crise financière et d'échapper au piège du revenu intermédiaire qu'à partir de 2013. Le nouveau consensus au sein du PCC est qu'il est désormais nécessaire de changer de modèle de développement économique. Les responsables de l'économie sont en faveur d'une transition entre une croissance extensive (fondée sur une augmentation de la quantité de facteurs de production au moyen de l'investissement, principalement dans les infrastructures et l'immobilier, et la production, essentiellement pour l'exportation, de produits manufacturiers bas de gamme produits par une main d'œuvre bon marché) et une croissance intensive (fondée sur la consommation des ménages et les services ainsi qu'une plus grande efficacité de production grâce à l'innovation technologique et une main d'œuvre plus productive) (Shambaugh, 2016: 26).

Dorénavant, la priorité ne devrait plus être l'exportation stimulée par un taux de change plus faible que s'il était déterminé par le marché ou l'investissement stimulé par des taux d'intérêts faibles, mais par la consommation des ménages (Pettis, 2013: 8). Un tel changement de stratégie devrait être facilité par le fait que la part de la consommation privée dans le PIB chinois est anormalement faible (de l'ordre de 36 % du PIB en 2013) lorsqu'elle est comparée à la plupart des autres économies où le taux de consommation est supérieur à 50 % et peut aller jusqu'à 65 % (Kroeber, 2016: 183). Il est important de souligner qu'un niveau plus élevé de consommation ne peut voir le jour que s'il y a en parallèle un développement du secteur des services qui ne jouait jusque-là qu'un rôle subalterne par rapport au secteur manufacturier.

La Banque mondiale (2013) estime qu'un changement de modèle de développement économique passe nécessairement par un renforcement des mécanismes de l'économie

de marché qui permettrait d'améliorer l'allocation du capital au moyen de la libéralisation du taux de change, des taux d'intérêt et des salaires. Lors du troisième plénum du 18ème Comité central du parti communiste chinois, qui s'est tenu au mois de novembre 2013, la décision fut prise de laisser le marché jouer un « rôle décisif » en vue d'un « approfondissement général des réformes ». Pourtant, comme l'indique Shambaugh (2016 : 23) : "... much of the Third Plenum reform plan stalled before it even took off." Cela s'explique par le fait qu'un changement de modèle de développement économique amènera nécessairement à une redistribution des richesses et du pouvoir dans la société et aura donc des répercussions négatives pour de nombreux Chinois. Les grands gagnants d'une telle réforme seraient probablement les consommateurs et le secteur privé qui fournit le marché intérieur ; tandis que les perdants seraient les entreprises publiques qui sont étroitement liées à l'État-parti.

La présence en Chine d'un capitalisme de connivence, dans le cadre duquel la majorité des activités commerciales nécessitent une assistance ou une approbation de la part de personnes en position de pouvoir au sein du parti, amena à la constitution de puissants groupes d'intérêts qui sont généralement hostiles à une plus grande libéralisation de l'économie et à une réforme politique susceptibles de remettre en question leurs privilèges. Ils sont donc résolument opposés à une modification du statu quo. Ainsi, par exemple, il est difficile de mettre en œuvre une nouvelle réforme des entreprises publiques pour les rendre plus compétitives et moins monopolistiques en raison des liens étroits qui existent entre ces entreprises et l'État-parti (Shambaugh, 2016: 41).

Pourtant, selon la Banque mondiale (2013 : 25), entre 1978 et 2007 la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur public représentait seulement le tiers de celle du secteur privé qui est le véritable moteur de la croissance et de l'innovation en Chine. D'autre part, la culture de l'interventionnisme étatique dans l'économie, qui est jugé nécessaire par les dirigeants chinois pour éviter un affaiblissement du parti, aggrave le problème. Ainsi, depuis 2008, l'économie est régulièrement stimulée par

l'investissement public lorsque le taux de croissance diminue en deçà des objectifs du parti, ce qui explique pourquoi la transition vers un nouveau modèle de croissance économique est lente et incomplète. Le problème est que, comme le souligne Shambaugh (2016 : 33) : “Every time the government intervenes to stem a temporary economic crisis it only exacerbates and deepens existing dependency on the state while further postponing much-needed reforms that would permit the economy to respond to real and transparent market signals...”

Le rôle de l'État dans l'économie chinoise

Les réformes économiques qui furent mises en place à partir de la fin des années 1970 ont permis à la Chine de sortir d'une économie socialiste en laissant progressivement les forces du marché jouer un rôle de plus en plus important dans l'allocation des ressources (Lardy, 2014 : Location No. 281). Les dirigeants chinois ont fait le choix de retirer l'État de la production et d'abandonner la planification comme outil d'organisation de la production pour tirer parti du dynamisme de l'économie de marché. Pourtant, à l'instar des pays asiatiques (Corée du Sud et Taiwan) qui ont suivi le modèle du Japon (lequel s'était lui-même inspiré des États-Unis et de l'Allemagne) (Pettis, 2013), si le rôle de l'État dans l'économie a considérablement diminué, il n'a pas complètement disparu pour autant. En effet, l'interventionnisme étatique est encore très présent dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique. L'État-parti chinois est ainsi devenu un stratège dont la mission principale est de développer économiquement la Chine comme l'avaient fait avant lui le Japon, la Corée du Sud et Taiwan.

Ces dernières années, il y a eu un débat limité à un cercle restreint d'économistes sur le rôle de l'État dans le développement de l'économie. Ainsi, selon Gewirtz (2017 : Location No. 5415) : “In the summer of 2014, two leading economists –Justin Yifu Lin and Zhang Weiyang- clashed over how to interpret the “decisive” role of the market at

a Shanghai conference, with Lin calling for a greater role for the government and Zhang promoting freer markets. The prominent financial news outlet Caixin called this “a debate reminiscent of the clashes between John Keynes and Friedrich Hayek that shaped major developed countries’ economic policies for most of the last century.” Il faut néanmoins souligner le fait que les libéraux⁶⁷ sont largement minoritaires dans le monde intellectuel chinois et sont de plus en plus marginalisés depuis la crise financière mondiale de 2007-2008 et l’arrivée au pouvoir de Xi Jinping (Cabestan, 2018 ; Fewsmith, 2008 ; Lardy, 2014 : Location No. 3320).

Les réformes économiques libérales furent bel et bien à l’origine d’un retrait partiel de l’État de l’économie. En effet, l’État-parti n’est plus le propriétaire quasi unique des moyens de production et il n’organise plus la production dans le cadre d’un système de planification centralisée et l’offre et la demande sont dans leur ensemble régulées par un système de prix produits par une économie de marché. Le résultat est que, comme le soulignent Brandt et Rawski (2008 : Location No. 717) : “By the turn of the century, notwithstanding significant exceptions associated with the pricing of credit, risk, and foreign exchange, supply and demand had emerged as the main arbiters of prices throughout the Chinese economy.” À partir de 2012, le secteur privé représentait 70 % du produit intérieur brut (PIB), réalisait près de la moitié des investissements et était le principal créateur d’emploi (Lardy, 2019 : Location No. 226). Il n’a pourtant été reconnu par le parti comme un acteur légitime dans l’économie qu’en 2007. Tous ces éléments font que, selon Lardy (2014 : Location No. 281) : “... the economic reform process that began in the late 1970s has transformed China from a state-dominated

⁶⁷ Le plus connu d’entre eux dans le domaine économique est Mao Yushi qui est né en 1929 et qui a fondé en 1993 un think tank indépendant, l’Institut Unirule d’économie, lequel faisait la promotion de politiques économiques libérales et a critiqué les politiques de l’ère Mao (Lam, 2015 : 290). L’Institut a été contraint par le pouvoir de cesser ses activités le 26 août 2019 (*The Economist*, 2019b).

economy into a predominantly market economy in which private firms have become the major source of economic growth, the sole source of job creation, and the major contributor to China's still growing role as a global trader.”

Cependant, certains auteurs (Pei, 2012 ; Kroeber, 2016 : 49 ; Lardy, 2019 : Location No. 226) considèrent que l'État chinois a progressivement réaffirmé son contrôle sur l'économie et que les réformes économiques ont considérablement ralenti depuis que Zhu Rongji a quitté son poste de Premier ministre en mars 2003 pour être remplacé par Wen Jiabao. Les réformes seraient même quasiment inexistantes depuis la crise de 2008. En effet, la crise mena à la mise en place d'un programme de dépenses massives (qui furent pour l'essentiel investies dans les entreprises publiques) pour relancer l'économie. Cette évolution a été décrite en Chine sous le terme *Guo jin min tui*, ce qui peut être traduit par : « le secteur public avance et le secteur privé bat en retraite ».

L'économie chinoise est désormais caractérisée, depuis la restructuration des entreprises publiques dans les années 1990, par la présence de grands groupes modernes dans les secteurs « stratégiques » de l'économie (secteur bancaire, énergie et matières premières, industries lourdes, infrastructures, transports et télécommunications, aéronautique et industries de la défense). Cette évolution a amené à la constitution de marchés oligopolistiques dans des secteurs clés de l'économie chinoise à forte intensité de capital. Ces entreprises publiques, qui ne représentent qu'une partie limitée mais non négligeable de l'économie, sont sous la tutelle de la SASAC (*State-owned Assets Supervision and Administration Commission*) ou Commission d'administration et de contrôle des biens publics qui fut créée en 2003, et leur haute direction est nommée et contrôlée par le département de l'Organisation centrale du parti (Shambaugh, 2016: 41).

À la différence de ce qui s'est passé jusqu'à la réforme des années 1990, ces entreprises publiques ont adopté une logique commerciale fondée sur la rentabilité financière et

leur fonctionnement est similaire à celui des multinationales du secteur privé. Toutefois, ces « champions nationaux » sont systématiquement favorisés par les dirigeants chinois. Ils bénéficient en effet d'énormes avantages par rapport à leurs concurrents du secteur privé tels qu'un accès privilégié au crédit, à la terre et aux sources d'énergie, des exemptions fiscales, des subventions, un accès préférentiel aux contrats des marchés publics, ainsi qu'une protection de leur marché face à la concurrence étrangère. Par conséquent, comme le fait remarquer Kroeber (2016: 89), la très grande majorité des plus grandes entreprises appartiennent à l'État.

L'État investit d'ailleurs des montants considérables dans des politiques industrielles ambitieuses comme *Made in China 2025* (Lardy, 2019: Location No. 226). D'autre part, l'initiative route et ceinture (*Belt and Road Initiative*), qui est un ensemble de liaisons maritimes et de voies ferroviaires entre la Chine et l'Europe, fut conçue par Xi Jinping comme étant un moyen de résoudre l'important problème de surcapacité des entreprises publiques chinoises, notamment dans le domaine des infrastructures, tout en poursuivant des objectifs géopolitiques (*The Economist*, 2017a)

Minxin Pei (2012) considère que le maintien de l'interventionnisme étatique qui vise à maintenir le contrôle du parti sur l'économie et sur la société chinoise aurait été à l'origine d'un effet d'éviction (*crowding out*) et d'affaiblissement du secteur privé qui avait jusque-là tant contribué au dynamisme de l'économie chinoise. Depuis 2016, les dirigeants chinois ont cherché à réduire le fardeau de la dette en restreignant les activités du secteur du *shadow banking*, ou « finance de l'ombre ». Or, cela pénalise le secteur privé qui, en l'absence de financement par le secteur bancaire, dépend de ce type de créances à rendement élevé (Hancock, 2019). Comme le fait remarquer la Banque mondiale (2013: 25), le soutien de l'État au secteur public décourage l'arrivée de nouveaux entrants dans de nombreux secteurs de l'économie, ce qui a pour conséquence de réduire la concurrence et l'innovation dans un effet d'éviction.

Si le secteur privé s'est considérablement développé depuis la mise en place des réformes en 1978 et joue désormais un rôle prédominant dans l'économie, la reconnaissance de son droit de propriété est précaire et, en l'absence d'un État droit, il se trouve dans une situation de dépendance par rapport à l'État-parti. Dans ces conditions, comme le souligne McGregor (2010 : 218) : "The bigger you get, the more important good ties with the Party are and the greater the benefits that flow from a good political relationship". En effet, lorsque tant de décisions d'affaires dépendent de bureaucrates et de dirigeants du parti, le succès des entreprises, qu'elles soient privées ou publiques, est tributaire de connections politiques et de la protection du parti pour obtenir les permis nécessaires pour opérer ainsi que les contrats publics pour prospérer. En conséquence, dans la logique de ce capitalisme de connivence, Shambaugh (2008 : 114) considère que : "...the party today represents a de facto « political protection racket » for those in private business. The CCP seeks to co-opt the entrepreneurial elites, while some in this newly emerging class seek the political "cover" of the party to more safely pursue their business interests."

C'est la raison pour laquelle tant de membres des familles de hauts dirigeants du parti (les princes rouges) travaillent pour ou sont à la tête d'entreprises privées (banques étrangères, multinationales, entreprises chinoises) dont la prospérité dépend d'approbations et du soutien de l'État. Cette situation fait qu'il existe, depuis les années 1990, une « collusion entre les élites » (Pei, 2016: 6) et que de puissantes familles au sein du parti contrôlent de vastes pans de l'économie chinoise. Dans ces conditions, il n'est donc pas étonnant que la corruption gangrène le système. Ainsi, selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International (2020) qui mesure le degré de corruption perçue dans le secteur public, la Chine se classe à la 80^{ème} position sur un total de 198 pays et territoires avec un score de 41 sur 100 (un score de 100 correspond à une absence totale de corruption).

Il est important de comprendre que la présence d'un capitalisme de connivence constitue un obstacle à l'émergence d'un État de droit en Chine dans la mesure où les dirigeants du parti favorisent certains membres de la société au détriment d'autres, ce qui va à l'encontre du caractère universel de la règle dans l'État de droit. En outre, la présence au sein du parti de puissants groupes qui ont des droits acquis (*vested interests*) fait qu'il existe une forte opposition aux réformes politiques et économiques qui sont nécessaires pour sortir du piège du revenu intermédiaire mais qui menacent leurs rentes de situation.

Lardy (2014) estime que la transition vers une économie de marché est incomplète. Il écrit à ce sujet : "Competition in important segments of the service sector is quite limited. A few prices remain administered rather than market determined, distorting the allocation of resources and slowing economic growth. And, while improving, the share of bank lending going to private firms is still far below the contribution that these firms make to China's economic growth" (Lardy, 2014: Location No. 2627). Dans son rapport intitulé *China 2030*, la Banque mondiale soutient que l'interventionnisme de l'État dans l'économie constitue un obstacle à l'efficacité de l'économie de marché. En effet, le rendement des actifs des entreprises du secteur public représente moins de la moitié de celui des entreprises du secteur privé (*The Economist*, 2019a).

L'interventionnisme de l'État est particulièrement présent dans le marché des capitaux (les taux d'intérêts sont fixés par le gouvernement et il y a un contrôle des capitaux), le marché du travail (les migrants ruraux ne peuvent pas s'établir où ils le désirent) et la propriété foncière (les responsables locaux du parti réquisitionnent des terres agricoles sans suffisamment indemniser les agriculteurs qui les exploitent et les revendent comme terres résidentielles à un prix beaucoup plus élevé à des promoteurs immobiliers pour accroître leurs revenus) (Banque mondiale, 2013). Dans ce débat sur la nature du capitalisme chinois, à savoir s'il s'agit d'un capitalisme d'État ou bien d'un capitalisme tout court dans lequel le secteur privé prédomine, le bon sens d'un auteur

comme Kroeber semble s'imposer lorsqu'il déclare : "We cannot view China's industrialization as the result simply of pro-market reform policies, or simply of an effective top-down developmental strategy. It was both." (Kroeber, 2016: 46).

Est-ce que l'innovation est possible en Chine ?

Comme nous l'avons déjà mentionné, une fois que la phase de rattrapage est arrivée à son terme, le seul moyen pour une économie qui a atteint la frontière technologique de sortir du piège du revenu intermédiaire est d'acquérir de nouvelles sources de croissance de la productivité. À terme, la solution pour gravir les échelons de la chaîne de création de valeur ajoutée dans le secteur des services ou dans l'industrie consiste à moins dépendre de technologies importées et à développer une innovation nationale capable de dépasser les principaux leaders technologiques (Eichengreen *et al.*, 2011: 1). Or, selon Kroeber (2016 : 237), à l'heure actuelle : "...nearly half of China's exports, and around 70 percent of its « high-tech » exports, are produced by foreign firms. [...] China's role in global production chains remains principally as the final assembly point for products put together out of components made elsewhere or made by other foreign firms in China."

La stratégie des dirigeants chinois en matière d'innovation a jusqu'à présent consisté à subventionner certaines industries stratégiques et à obliger les sociétés étrangères à transférer leur propriété intellectuelle aux entreprises chinoises pour pouvoir avoir accès au marché chinois. Cette stratégie d'innovation nationale a également comme objectif de protéger les « innovateurs émergents » en Chine de la concurrence étrangère au moyen d'un mélange de protectionnisme commercial et de réglementation. Ces politiques d'innovation ont connu un certain nombre de succès indéniables, par exemple, depuis 2004, dans les trains à grande vitesse, mais également des échecs retentissants comme dans l'industrie automobile ou dans l'industrie des semi-conducteurs (*The Economist*, 2017b).

Comme le souligne Kroeber (2016 : 63) : “... Chinese firms are broadly quite good at ‘adaptive’ innovations – taking existing products, services, or processes and modifying them, often in substantial ways, to make them more responsive to the needs of the Chinese market. This is an important type of innovation. But Chinese companies have shown little ability to develop new products, services, or processes that are adopted or emulated in other countries.” Il existe en effet de nombreux cas d’innovation adaptatives réussies en Chine, notamment Tencent (un service de réseautage social), Alibaba (une compagnie de cybercommerce) et Baidu (un moteur de recherche), qui ont copié des modèles d’affaires occidentaux et les ont adaptés au marché chinois à l’abri du « Great Firewall ». Mais ce modèle d’innovation a ses limites, ce qui fait que, dans le *Bloomberg Innovation Index* (Jamrisko, *et al.*, 2019), la Chine ne se classe qu’à la 16ème position.

D’autre part, plus récemment, les préoccupations en matière de sécurité nationale ont conduit l’administration Trump à prendre des mesures dans le domaine de l’importation et de l’exportation de technologies avancées qui sont contraires aux intérêts chinois. Au mois de mai 2019, les États-Unis ont interdit à la société de télécommunications chinoise Huawei – qui a pour ambition de devenir l’un des principaux fournisseurs mondiaux dans les communications mobiles 5G - d’acheter des composants et des puces états-uniens. Le découplage technologique entre les États-Unis et la Chine est déjà engagé dans le domaine de la haute technologie et les partenaires des États-Unis subissent des pressions pour retirer Huawei de leurs réseaux 5G en raison de présumés risques pour leur sécurité nationale. La décision des États-Unis au sujet de Huawei a renforcé en Chine la notion selon laquelle la sécurité technologique ne peut venir que de l’autosuffisance dans ce domaine. Pourtant, le secteur chinois de la haute technologie est fortement intégré dans les chaînes de valeur technologique mondiales et la conception de puces haut de gamme telles que les microprocesseurs ne pourrait pas être réalisée avant les dix prochaines années et nécessiterait d’énormes investissements en capital ainsi que des efforts de recherche considérables (Yang, 2020).

La Chine doit maintenant relever le défi de la montée en gamme de l'économie pour surpasser les principales puissances technologiques. C'est pour réaliser cet objectif ambitieux que les dirigeants ont conçu une stratégie industrielle annoncée au mois de mai 2015, *Made in China 2025*, afin d'atteindre une position de leader mondial dans dix secteurs clés à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de cette logique, l'État stratège aurait un rôle à jouer dans la constitution d'un écosystème favorable à l'innovation. Cette démarche de mobilisation des ressources par l'État pourrait même connaître un certain succès sur le moyen terme. En effet, comme le fait remarquer Lam (2015 : 168) : "... China is doing well in what analysts call Soviet-style innovation, whose success is dependent upon large state injections of funds and the ability of the administration to call up tens of thousands of scientists and engineers to work on priority projects."

Cependant, une fois que cet écosystème est constitué, la concurrence de l'économie de marché devrait être le moteur de l'innovation et non pas un État mercantiliste pour lequel il suffit d'investir des sommes considérables dans la recherche et développement pour que l'innovation apparaisse (Atkinson et Ezell, 2012). L'expérience montre en effet que l'innovation émerge généralement dans le cadre d'un processus de destruction créatrice. Or ceci n'est possible que dans une économie de marché et dans une société ouverte où les individus sont libres d'exprimer leurs idées et leurs talents et où les entrepreneurs peuvent, grâce à la présence d'un État de droit qui est absent en Chine, prendre des risques sans que leur propriété intellectuelle puisse être confisquée (sans protection du droit de propriété les individus ne se lanceront pas dans des investissements sur le long terme).

Dans son rapport *China 2030*, la Banque mondiale (2013 : 17) arrive à la conclusion que : "... when a developing country reaches the technology frontier, the correct development strategy ceases to be so straightforward. Direct government intervention may actually retard growth, not help it. Instead, the policy emphasis needs to shift even more toward private sector development, ensuring that markets are mature enough to

allocate resources efficiently and that firms are strong and innovative enough to compete internationally in technologically advanced sectors.” Le problème est que le régime actuel, qui supprime la liberté d'expression, censure les universités, les médias et Internet et récompense le conformisme, ne permet pas l'émergence d'un esprit critique, d'une pensée créatrice et d'un marché pour les idées (Lam, 2006 : 269). Le contrôle de la vie intellectuelle s'est renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping et, récemment, les grandes universités chinoises ont retiré de leur charte leur volonté de défendre la liberté de pensée (Yu et Shepherd, 2019).

3.4 Conclusion

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, le piège du revenu intermédiaire a un certain nombre de conséquences économiques telles qu'un niveau de développement socioéconomique insuffisant et, en raison notamment de la présence d'un capitalisme de connivence, l'absence d'une véritable économie de marché et d'un État de droit. Ce qui fait que, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, malgré son impressionnant développement économique, la Chine a toujours un régime autoritaire et, malgré une libéralisation partielle de son économie, le Mexique a connu, conformément aux prédictions de la théorie libérale classique, une transition démocratique mais la démocratie libérale qui a émergé n'est toujours pas consolidée.

En ce qui concerne le niveau de développement, les démocraties libérales consolidées n'ont jusqu'à présent vu le jour que dans des pays qui ont un revenu élevé. Or la Chine a actuellement une économie de revenu intermédiaire supérieur et ne devrait, selon la Banque mondiale (2013 : 10), atteindre un niveau de revenu élevé qu'en 2030. Dans le cadre de la classification de la Banque mondiale, la Chine appartient à la catégorie des économies de revenu intermédiaire supérieur depuis 2011, juste en dessous de la

catégorie des économies de revenu élevé qui est celle des pays riches (Lardy, 2019 : Location No. 769). Le Mexique est également une économie de revenu intermédiaire supérieur et le manque de dynamisme de l'économie depuis la mise en place des réformes économiques libérales des années 1980-1990 n'a pas permis au pays d'accéder au groupe des pays à revenu élevé. Le problème est que, comme le fait remarquer la Banque mondiale (2013 : 11) : "Over the past half century, many countries have entered middle-income status, but very few have made the additional leap to become high-income economies. Rather, several faced sudden, sharp decelerations in growth and have been unsuccessful in addressing the root structural cause of the slowdown." C'est le scénario du Mexique.

Nous avons souligné le fait que la présence d'un capitalisme de connivence dans les deux pays empêche l'émergence d'une véritable économie de marché et d'un État de droit. En Chine, l'État joue encore un rôle prédominant dans l'économie chinoise et, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, ce rôle s'est considérablement accru au détriment de l'économie de marché et du secteur privé. Les réformes économiques libérales sont quasiment inexistantes depuis la crise de 2008 qui fut à l'origine de la mise en place d'un programme de dépenses massives, pour l'essentiel investies dans les entreprises publiques, pour relancer l'économie. Xi Jinping est d'ailleurs convaincu que le « modèle chinois » d'intervention du parti et donc de l'État dans l'économie a constitué la base du succès économique de la Chine depuis les 40 dernières années (Mitchell et Yang : 2018). Au Mexique, la performance insuffisante de l'économie s'explique en grande partie par le fait que les réformes économiques libérales furent limitées et qu'elles connurent, à partir de 1997, un coup d'arrêt avec l'émergence d'un *gobierno dividido*, à savoir un pouvoir exécutif affaibli et un pouvoir législatif contrôlé par des partis politiques d'opposition qui refusaient de collaborer avec le président. D'autre part, la concurrence de la Chine sur le marché états-unien dans les années 2000 a également contribué à la performance décevante de l'économie mexicaine (Arès, 2014). Pour ces raisons, le Mexique et la Chine ne sont pour le moment pas en mesure

de construire les fondations d'une croissance intensive fondée sur une innovation technologique nationale et une utilisation plus efficace des ressources qui leur permettrait d'accroître leur productivité.

L'étude du Mexique et de la Chine illustre comment le piège du revenu intermédiaire contribue à une paralysie du processus de libéralisation de l'économie. Ceci, alors même que seule une libéralisation des structures institutionnelles, un renforcement de l'économie de marché et une redéfinition du rôle de l'État permettraient de développer l'innovation ou une utilisation plus efficace des ressources qui permettraient de sortir du piège du revenu intermédiaire et de rendre l'économie compétitive sur le marché mondial. Le problème est qu'en l'absence d'institutions libérales indispensables au bon fonctionnement d'une économie capitaliste et d'une société libérale, il ne peut y avoir de capitalisme libéral avancé et donc pas de régime autoritaire libéral ou de démocratie libérale.

Nous allons maintenant analyser, dans le chapitre suivant, le piège d'une consolidation libérale inachevée qui entrave l'émergence d'une démocratie libérale consolidée en Chine et au Mexique.

CHAPITRE IV

LE PIÈGE D'UNE CONSOLIDATION LIBÉRALE INACHEVÉE

4.1 Introduction

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, le paradoxe libéral s'explique en partie par le fait que les économies mexicaine et chinoise sont confrontées au piège du revenu intermédiaire et à ses conséquences, notamment en ce qui concerne une économie de marché et un État de droit qui ne sont pas suffisamment développés. Dans le domaine politique, cette situation se traduit par le piège d'une consolidation libérale inachevée qui, comme nous allons le voir dans ce chapitre, s'explique par trois éléments essentiels, à savoir : l'absence d'une classe moyenne majoritaire favorable à une libéralisation du régime, l'absence d'une société civile autonome par rapport à l'État et, enfin, l'absence d'un État de droit.

Nous aurons recours dans ce chapitre à un certain nombre d'indices qui, s'ils sont très instructifs dans la mesure où ils permettent une comparaison internationale et une mesure de l'évolution dans le temps, doivent néanmoins être pris avec précaution. Nous les utilisons donc à titre indicatif, de concert avec d'autres données et en comparaison avec d'autres indicateurs.

4.2 Le piège d'une consolidation démocratique inachevée au Mexique

Une classe moyenne favorable à la démocratie qui n'est pas encore majoritaire

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 1, le développement économique qui conduit à un niveau minimum de développement socioéconomique associé à une libéralisation de l'économie devrait permettre l'émergence au Mexique d'une classe moyenne majoritaire (ce qui ne signifie pas pour autant la fin des inégalités sociales) et d'une société civile autonome qui a les moyens de s'émanciper du pouvoir politique. Dans la mesure où la notion de classe moyenne est relative au niveau de développement économique de chaque pays, elle ne se limite pas à la définition économique définie en termes de niveaux de revenus et doit également prendre en compte des éléments sociologiques, comme le statut professionnel, le niveau d'instruction et la possession d'actifs qui permettent de tenir compte du sentiment d'appartenance des individus (Fukuyama, 2014 : 417). Selon l'étude de *Latinobarómetro* (2018 : 27), 50 % des latino-américains qui se définissent comme appartenant à la classe moyenne soutiennent la démocratie, alors que le taux est de 45 % pour les classes supérieures et de 48 % pour les classes inférieures.

Tout au long de son histoire, le Mexique a été un pays de grandes inégalités sociales dans lequel les plus grandes richesses cohabitent avec la plus grande pauvreté (De la Calle et Rubio, 2010 : 75). Le modèle de développement ISI n'est parvenu à réduire que de manière partielle ces fortes inégalités sociales en favorisant l'émergence d'une classe moyenne dans les années 1950 et 1960. Mais la période de crises économiques et financières des années 1980 et du début des années 1990 a mis un terme à cette amélioration relative. Toutefois, comme le soulignent Esquivel, Lustig et Scott (2010 : 210) : "After more than a decade of rising income inequality between the early 1980s and early 1990s, Mexico's inequality finally began to decline in the post-NAFTA years.

Between 1996 and 2006, the Gini coefficient for total income fell from 0.543 to 0.498, or 0.8 percent a year; the decline was higher, 1 percent a year, in the more recent period between 2000 and 2006. A more detailed analysis of income patterns reveals that during the past decade the bottom quintile experienced an above-average increase in its income while the top decile grew at below-average rates. The results of the decomposition exercises ... suggest that the improvement in incomes at the bottom of the distribution is linked to the higher relative wages of low-skilled workers, a rise in the share of remittances in rural areas, and the expansion of government monetary transfers to the poor.”

D’après la Procuraduría Federal del Consumidor (Profeco), la classe moyenne mexicaine est composée d’une classe moyenne basse dont les revenus ne sont pas considérables mais sont stables, qui comprend les professions suivantes : employés de bureau, superviseurs techniques et artisans qualifiés et d’une classe moyenne élevée qui dispose de bons salaires et de revenus stables, qui comprend les professions suivantes : des hommes d'affaires et des professionnels qui ont réussi (Arreguín, 2019). Il est à noter que depuis les réformes des années 1980 et 1990 la très grande majorité de la classe moyenne travaille dans le secteur privé et est indépendante du pouvoir de l’État.

Comme le souligne O’Donnell (1973), contrairement aux conclusions de la théorie de la modernisation, la classe moyenne a pris, dans les années 1960 et 1970 en Amérique latine (au Brésil à partir de 1964, en Argentine en 1966 et au Chili en 1973), la décision d’abandonner la démocratie pour garantir ses intérêts. Sa conclusion est que le processus de modernisation économique et social dans un contexte de développement tardif est plus susceptible de mener à l’autoritarisme qu’à la démocratie dans des pays arrivés à un niveau de développement généralement jugé favorable à une consolidation démocratique. Cela s’explique par le fait que, comme le souligne Fukuyama (2014 : 420), la taille de la classe moyenne par rapport au reste de la société est une variable

importante pour expliquer son comportement politique. Ainsi, lorsqu'elle constitue seulement 20 à 30 % de la population, elle serait plus susceptible de se ranger du côté des forces antidémocratiques, mais, lorsque la classe moyenne devient le groupe majoritaire dans la société, le danger est réduit. On pourrait compléter cette explication par le fait que, contrairement à ce qui s'est passé dans les grandes démocraties libérales, l'intégration des masses au régime politique n'a pas pu se faire de manière progressive dans les pays d'Amérique latine analysés par O'Donnell. Dans un tel contexte, une classe moyenne minoritaire produite par le processus d'industrialisation cherche dans un premier temps à protéger ses intérêts économiques et redoute les revendications de redistribution des richesses des masses.

Dans *Clasemediero. Pobre no más, desarrollado aún no*, Luis de la Calle et Luis Rubio soutiennent l'hypothèse selon laquelle : « Malgré l'opinion généralement admise, le Mexique est en train de devenir une société de classe moyenne, notamment parce que c'est ainsi qu'une grande partie de la population se perçoit. La consolidation de la classe moyenne est probablement la question la plus importante pour le développement futur du pays et l'événement historique le plus significatif des dernières décennies. » (De la Calle, Rubio, 2010). Ces auteurs attribuent l'accroissement récent de la classe moyenne à l'absence de crises économiques et financières depuis 1996 (qui eurent pour contre-coup de détruire la richesse) ainsi qu'à une forte réduction du taux de fertilité (De la Calle et Rubio, 2010 : 29). Du fait de la libéralisation de l'économie dans les années 1980, cette classe moyenne est dans sa grande majorité issue du secteur privé (et non du secteur public). Elle devrait donc être favorable aux valeurs de la démocratie libérale. D'après l'Institut mexicain des statistiques (*Instituto Nacional de Estadística y Geografía*, INEGI), en 2010, 39,2 % de la population totale du pays faisait partie de la classe moyenne, alors que le taux était de 35,2 % en 2000 (De la Madrid, 2015 : Location No. 333). Selon l'enquête de *Latinobarómetro* (2018 : 75) 40 % des Mexicains considèrent qu'ils font partie de la classe moyenne, 5 % de la classe supérieure et 51 % de la classe la plus basse. Cela s'explique probablement par le fait

que, selon la Banque mondiale (2020), le PIB par capita en parité de pouvoir d'achat est passé de 6,019 en dollars courants en 1990 à 17,276 en 2015. Comme on le voit, si la classe moyenne qui est la classe la plus favorable à la démocratie se développe au Mexique, elle n'est pas encore majoritaire.

L'émergence d'une société civile autonome par rapport à l'État

Si la présence d'une classe moyenne majoritaire est nécessaire à l'émergence et à la consolidation d'une démocratie libérale, elle n'est pas suffisante et elle doit être associée à la présence d'une société civile autonome qui a les moyens matériels de s'émanciper du pouvoir politique et qui a des intérêts à défendre.

Même s'il ne remettait pas en question de manière fondamentale la nature capitaliste de l'économie, le modèle d'industrialisation par substitution aux importations du Mexique (qui n'était plus tourné vers le marché externe mais vers le marché interne) qui fut mis en œuvre dans les années 1930 ne laissait qu'un espace limité à l'économie de marché, au libre-échange et à une société civile qui était muselée par les structures corporatistes d'un régime politique autoritaire. Dans ces conditions, un État de droit, des institutions libérales et une société civile autonome, qui sont des conditions nécessaires à l'émergence d'une démocratie libérale capitaliste, ne pouvaient bien évidemment pas voir le jour. Conformément à la logique de la thèse libérale, les réformes économiques libérales limitées qui furent mises en place dans les années 1980 et 1990 furent à l'origine d'un affaiblissement des structures autoritaires et d'un renforcement de la société civile suffisants pour permettre l'émergence d'une transition démocratique dans les années 1990. Le désengagement partiel de l'État de l'économie contribua en effet à affaiblir considérablement la structure corporatiste du régime. Cela s'explique par le fait que les réformes structurelles permirent l'émergence d'une société civile pluraliste, autonome et indépendante du pouvoir politique qui revendique une

plus grande participation ainsi qu'une plus grande représentation dans le système politique.

Un thème qui mobilise particulièrement la société civile mexicaine depuis les années 2010 est la lutte contre la corruption. 14 % des Mexicains considèrent que la corruption est le problème le plus important auquel est confronté le pays après la délinquance (*Latinobarómetro*, 2018 : 59). Selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International (2020), le Mexique se classait à la 130^{ème} position sur un total de 198 pays et territoires avec un score de 29 sur 100 (un score de 100 correspond à une absence totale de corruption) en 2019. Il faut souligner que le score a chuté par rapport aux années précédentes puisqu'il était de 34 en 2012 et en 2013 et de 35 en 2014 et en 2015. La corruption au Mexique est en grande partie le produit du régime postrévolutionnaire autoritaire. Krauze (2016) nous rappelle en effet que : « Comme l'écrivait Gabriel Zaid en 1986, la corruption n'est pas une caractéristique désagréable du système politique mexicain : c'est le système. Malheureusement, il avait raison. La corruption était le véritable *modus operandi* du PRI. Plus qu'un parti, le PRI était un mécanisme de contrôle électoral et de patronage politique qui convertissait l'argent public en butin privé. »

De nos jours, comme le soulignent Camín et Castañeda (2010), la corruption est, essentiellement en raison des conséquences du processus de démocratisation, beaucoup plus présente au niveau des États qu'au niveau du pouvoir fédéral. Ils écrivent à ce sujet : « La corruption d'origine fédérale, la grande corruption systémique, a radicalement changé. Elle a chuté de manière spectaculaire depuis au moins les années 1990 ». Ils ajoutent plus loin : « La vieille corruption structurelle qui était la norme au centre s'est déplacée vers la périphérie, où elle représente un volume indéniablement moindre, un tiers du budget fédéral, mais en même temps elle est plus tangible, plus proche et plus scandaleuse pour ceux qui la voient de près » (Camín et Castañeda, 2010).

D'après ces auteurs, si la corruption a diminué depuis les années 1990, elle est néanmoins plus visible dans une société démocratique. Ce qui fait qu'une classe moyenne qui paye des impôts s'indigne de l'impunité d'une minorité privilégiée qui ne respecte pas les règles du jeu et la société civile et tient le gouvernement responsable de la corruption.

Pour ces raisons, le niveau de tolérance de la population à l'égard de la corruption a considérablement diminué ces dernières années. Les médias dénoncent les cas de corruption et une partie des citoyens s'organise et se mobilise. D'une manière paradoxale, une plus grande exposition du problème auprès du public a contribué à la perception selon laquelle, comme le souligne Ugalde (2011), la corruption serait plus grande aujourd'hui que dans le passé. A titre d'exemple, plus de 600 000 Mexicains ont soutenu en 2016 un projet de loi élaboré par des groupes civiques pour obliger les politiciens et les bureaucrates à rendre des comptes (Webber, 2016). Il s'agit du projet de loi *Ley 3 de 3* qui obligerait les serviteurs de l'État (le président de la République, les membres de son gouvernement, les gouverneurs des États, les maires des municipalités, les sénateurs et les députés de la fédération et des États, et les dirigeants des partis politiques) à publier une déclaration de patrimoine, les impôts qu'ils ont payés à l'État, ainsi que d'éventuels conflits d'intérêts.

La faiblesse de l'État de droit

Pour être performante, une démocratie libérale capitaliste nécessite la présence d'un État de droit et d'un certain nombre d'institutions libérales qui sont, dans le Mexique d'aujourd'hui, soit inexistantes, soit fragiles. Il est important de souligner que, contrairement à ce que soutiennent les partisans d'un État minimal, la mise en place d'un État de droit dans les pays émergents présuppose la présence d'un État fort même si le pouvoir politique doit être subordonné à la loi. Un tel État doit en effet avoir la capacité institutionnelle de défendre les droits des individus ainsi que la concurrence

face aux monopoles et être en mesure de produire des biens publics de qualité (sécurité, système judiciaire, infrastructures, éducation, etc.) (Elizondo, 2013 : Location No. 181). Or, si l'on tient compte de ces critères, l'État mexicain est caractérisé par une indéniable faiblesse. D'autre part, comme le souligne Aguilar Camín (2016), à l'exception de quelques îlots comme le service diplomatique, l'administration des impôts et l'institut électoral, l'État mexicain est dépourvu d'une fonction publique de carrière qui serait en mesure d'assurer la continuité de l'État d'une administration présidentielle à l'autre et de garantir la cohérence de l'action gouvernementale.

L'exemple le plus frappant est dans le domaine de la sécurité publique, qui est pourtant l'une des missions essentielles de l'État sans laquelle une société libérale ne peut prospérer. L'État mexicain a perdu, depuis le début des années 1990, le monopole de la violence légitime face au crime organisé des cartels de la drogue (communément appelés *narcotraficantes*) ou d'autres délinquants qui sont parvenus à remettre en question la souveraineté de l'État mexicain dans certaines régions du pays. Rubio (2013 : 97) considère que l'insécurité et la violence qui ont été générés par le commerce illégal de la drogue sont la conséquence et non la cause d'un manque de capacité de l'État mexicain. Cela s'explique par le fait que, toujours selon Rubio (2013 : 28), la décentralisation du pouvoir (qui fut la conséquence de la disparition du régime postrévolutionnaire autoritaire) n'a pas été accompagnée partout sur le territoire par l'émergence d'États fédéraux ou de municipalités suffisamment puissants pour faire face aux nouveaux défis sécuritaires.

D'après Alejandro Hope (2015), les institutions civiles ne sont pas à la hauteur du défi sécuritaire. Il souligne le fait que, à quelques exceptions près, les forces de police des municipalités et des États sont sous-payées, ont une formation insuffisante et sont vulnérables à la corruption et à l'intimidation. Les forces fédérales sont plus professionnelles mais elles ne comptent que 40 000 agents de police, ce qui fait que

l'armée fédérale, dont la mission essentielle n'est pas le maintien de l'ordre, doit intervenir pour pallier aux insuffisances de la police (Hope, 2015).

Probablement dans le but de renforcer sa légitimité à l'issue d'une élection présidentielle très serrée en 2006, le président Calderón répondit, quelques mois après son élection, au défi des mafias de la drogue en tentant de rétablir la souveraineté de l'État sur le territoire national. Il déclara une guerre ouverte aux *narcotraficantes* en recourant notamment à l'armée et à la marine mais les résultats furent mitigés. En effet, si Calderón est effectivement parvenu à affaiblir les trafiquants de drogue, ce fut au prix d'un climat de violence à son paroxysme dans les années 2010-2012 et d'abus de la part des forces de sécurité fédérale (armée et marine) qui furent accusées de commettre des atteintes aux droits de l'homme. Il est aujourd'hui estimé que près de 100 000 personnes ont péri depuis que le Mexique s'est lancé dans une guerre contre le crime organisé en 2006 (Webber, 2015). Ce climat d'insécurité est également préjudiciable pour l'économie mexicaine⁶⁸ et les questions de sécurité ou d'extorsion sont une préoccupation majeure pour la plupart des entreprises nationales ou étrangères opérant au Mexique.

La faiblesse de l'État mexicain s'explique en grande partie par le fait que le gouvernement fédéral ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour accomplir ses missions essentielles. Selon Ugalde (2013 : Location No. 1388), les revenus fiscaux sont de l'ordre de 10 % du PIB si l'on ne tient pas compte des revenus pétroliers, alors que dans les pays de l'OCDE les revenus fiscaux sont en moyenne de 34 % et en Amérique latine de 16 %. Ugalde (2013 : Location No. 1388) souligne également qu'en raison de ce manque de ressources financières le niveau de dépenses du gouvernement

⁶⁸ D'après le rapport du McKinsey Global Institute (2014 : 15) : "Mexico rates poorly on the World Economic Forum's country rankings for costs of crime and violence, presence of organized crime, and reliability of police services. On organized crime, it ranks 139 out of 144 countries."

fédéral est faible. Ainsi, en 2010, les dépenses publiques représentaient 26 % du PIB alors qu'elles sont de l'ordre de 43 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ugalde (2013 : Location No. 1388) fait également ressortir le fait que, si l'on tient compte uniquement des dépenses du gouvernement fédéral dans ses fonctions essentielles qui sont l'ordre public, la sécurité, le développement économique, la santé, l'éducation et la protection sociale, le Mexique ne dépensait que 13,3 % de son PIB en 2006 ; alors que, la même année, la Suède consacrait 54,3 % de son PIB aux mêmes fonctions, l'Allemagne 45,4 % et les États-Unis 36,7 %. Cette situation s'explique par le fait qu'une part importante de l'activité économique est dans le secteur informel qui n'est pas imposé.

Les recettes publiques sont donc faibles (elles représentent 16 % du PIB [Webber, 2020b]) et le poids de l'impôt pèse de manière disproportionnée sur les travailleurs et les entreprises du secteur formel de l'économie (ce qui a pour effet de décourager la création d'emplois dans le secteur formel). La conséquence est que seulement 20 % de la population paye près de 66 % des impôts fédéraux perçus auprès de la population (Elizondo, 2013 : Location No. 4070). Le caractère inéquitable du système d'imposition est renforcé par le fait qu'une partie des Mexicains les plus riches échappent à l'impôt. C'est le produit d'un phénomène propre au système judiciaire mexicain, très présent dans le domaine fiscal, à savoir le *juicio de amparo*. Il s'agit, pour résumer, d'une protection constitutionnelle des droits fondamentaux des individus contre une action arbitraire de l'État. Ce principe de limitation du pouvoir exécutif est bien évidemment éminemment conforme aux valeurs du libéralisme classique. Pourtant, l'interprétation particulière de ce principe (notamment en ce qui concerne les questions d'équité et de proportionnalité) par la Cour suprême depuis le début des années 1970 est problématique. En effet, cette interprétation du droit mexicain permet à certains contribuables, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises qui ont les moyens financiers d'engager de bons avocats, d'être exonérés de leur obligation de payer des impôts à l'État (Elizondo, 2009). Le problème est que cette situation est à l'origine de

lourdes pertes de recettes fiscales pour l'État mexicain et contribue à rendre le système fiscal peu légitime aux yeux de la population.

Le fait que l'État fédéral dépende en grande partie de la production de pétrole pour financer ses dépenses et qu'une majorité de Mexicains ne payent pas d'impôts remet en question le pacte démocratique dans le cadre duquel tous les citoyens doivent payer l'impôt et devraient, à ce titre, être en mesure de contrôler, par l'intermédiaire de leurs représentants, les dépenses du gouvernement. Ce qui implique que le gouvernement doit rendre des comptes aux citoyens. Traditionnellement, les dirigeants mexicains n'avaient de comptes à rendre à personne, si ce n'est aux groupes d'intérêts du PRI. Ils pouvaient donc ignorer le point de vue de la population en ce qui concerne leur manière de dépenser les revenus, ce qui a encouragé la corruption et le gaspillage. Le problème le plus pressant pour les finances publiques du Mexique est la diminution, depuis 2004, des profits des exportations de pétrole de la société nationale Pemex qui constituent, depuis 1981, près d'un tiers du budget fédéral (Elizondo, 2013 : Location No. 4084). Il faut donc que le Mexique augmente ses revenus pour couvrir ses dépenses. Or, en l'absence de taux de croissance élevés et en raison du poids du secteur informel dans l'économie, cette augmentation des revenus ne peut provenir que d'une hausse des impôts (Thomson, 2013).

Une telle éventualité, et la nécessité d'augmenter le nombre des contribuables, serait susceptible d'amener les Mexicains qui payent des impôts à réclamer, au nom de leur contribution financière aux dépenses de l'État, une implication plus grande dans l'élaboration des règles qui régissent leur vie économique et sociale, de tenir le gouvernement responsable de l'état des services publics et de revendiquer plus de transparence dans les dépenses publiques. Une telle évolution pourrait à terme contribuer à un renforcement des libertés économique et politique, à la mise en place d'un véritable État de droit et à une consolidation de la démocratie.

Comme nous l'avons vu, il existe traditionnellement au Mexique une contradiction entre les principes énoncés dans la Constitution qui garantissent les libertés individuelles ainsi que les droits politiques des citoyens et leur respect par l'État. Le problème auquel est confronté le Mexique d'aujourd'hui est lié au fait qu'au-delà de l'instauration d'une démocratie électorale, l'État de droit, indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie libérale capitaliste, n'est pas encore consolidé. Le Mexique est certes un pays de lois mais elles n'apportent pas aux individus, aux entreprises et aux associations la prévisibilité qui est nécessaire au bon fonctionnement d'une société libérale. L'ordre légal qui régit la société mexicaine n'est pas similaire au *Rechtsstaat* « qui a établi "la régulation constitutionnelle de l'autorité exécutive... [sous] le principe de la légalité administrative" » dans la mesure où les individus jouissent de droits politiques dont celui d'élire leurs dirigeants (O'Donnell, 2001 : 206).

Rappelons ici la définition de O'Donnell (2001 : 215) que nous avons mentionné dans le premier chapitre :

1. « Toutes les lois doivent être prospectives, transparentes et claires ;
2. Les lois doivent être relativement stables ;
3. La création de lois particulières doit être régie par des règles transparentes, stables, claires et générales ;
4. L'indépendance du pouvoir judiciaire doit être garantie ;
5. Les principes de la justice naturelle doivent être respectés (c.-à-d., les audiences doivent être ouvertes et équitables et les biais absents) ;
6. Les tribunaux doivent posséder des droits de vérification afin de s'assurer que l'État de droit est respecté ;
7. Les tribunaux doivent être aisément accessibles ;
8. La liberté d'agir des agences de prévention du crime ne doit pas les autoriser à contourner la loi. »

Le World Justice Project (2020a), une organisation non-gouvernementale établie aux États-Unis, constitue, sur la base d'une définition qui est proche de celle de O'Donnell⁶⁹, un indice d'État de droit dans lequel 0 est considéré comme étant l'absence d'État de droit dans un pays donné et 1 est considéré comme étant l'adhésion la plus complète d'un pays donné aux principes de l'État de droit. En 2020, le Mexique s'est classé à la 104^{ème} position sur un total de 128 pays avec un score de 0,44 alors que le score du pays le mieux classé, le Danemark, était de 0,90, le Canada 0,81 et la Chine 0,48 (World Justice Project, 2020b : 16-17).

Au Mexique, le passage de l'autoritarisme à la démocratie rendait nécessaire un changement radical dans le domaine de la gestion des conflits au sein de la société. En effet, dans le régime postrévolutionnaire, le Mexique était certes un pays de lois où les droits étaient garantis par la Constitution mais où, dans la pratique, la loi était négociable, ne s'appliquait pas de manière égale à tous et les conflits étaient pacifiés par des voies politiques (Ugalde, 2013 : Location No. 1258). Surtout, le dernier élément de la définition de O'Donnell (2001 : 215) : « La liberté d'agir des agences de prévention du crime ne doit pas les autoriser à contourner la loi » n'était pas respecté.

Dans un régime démocratique libéral fondé sur l'État de droit, la loi devrait normalement s'appliquer de manière égale à tous les citoyens et à tous les

⁶⁹ Le World Justice Project (2020a) définit l'État de droit comme étant un système politique et juridique dans le cadre duquel :

- "The government and its officials and agents are accountable under the law.
- The laws are clear, publicized, stable and fair, and protect fundamental rights, including the security of persons and property.
- The process by which the laws are enacted, administered, and enforced is accessible, efficient, and fair.
- Justice is delivered by competent, ethical, and independent representatives and neutrals who are of sufficient number, have adequate resources, and reflect the makeup of the communities they serve."

gouvernements et les conflits devraient être résolus par des voies juridiques. Le problème est que, même s'il y a eu des avancées indéniables depuis les années 1990, ce changement de paradigme n'a pas encore été réalisé au Mexique. L'indice d'État de droit du World Justice Project (2020b : 11, 58 et 106) s'appuie sur huit facteurs pour définir son cadre conceptuel :

1. Limites aux pouvoirs de l'État où le Mexique obtient un score de 0,46 et la Chine de 0,32 ;
2. Absence de corruption où le Mexique obtient un score de 0,27 et la Chine de 0,53 ;
3. Un gouvernement ouvert où le Mexique obtient un score de 0,60 et la Chine de 0,43 ;
4. Les droits fondamentaux où le Mexique obtient un score de 0,52 et la Chine de 0,29 ;
5. L'ordre et la sécurité où le Mexique obtient un score de 0,53 et la Chine de 0,78 ;
6. L'application réglementaire où le Mexique obtient un score de 0,45 et la Chine de 0,49 ;
7. La justice civile où le Mexique obtient un score de 0,39 et la Chine de 0,53 ;
8. La justice pénale où le Mexique obtient un score de 0,30 et la Chine de 0,45.

Dans cet indice, le Mexique se classe moins bien que la Chine pour l'absence de corruption (ce qui paraît un peu étonnant au regard de ce que nous savons sur le degré de corruption en Chine), l'ordre et la sécurité, l'application réglementaire, la justice civile et la justice pénale (ce qui dénote un système judiciaire moins efficace).

Le gouvernement fédéral est désormais un gouvernement limité par l'équilibre des pouvoirs. Nous avons déjà évoqué à ce sujet le *gobierno dividido* qui fut le produit de l'affirmation des pouvoirs du Congrès fédéral face à la présidence de la République depuis 1997. Il faut également mentionner la mise en place par le président Zedillo

d'une Cour suprême indépendante qui est, depuis le 1^{er} janvier 1995, en mesure d'agir comme un véritable contrepoids au pouvoir exécutif (De la Madrid, 2015 : Location No. 926 ; Rubio, 1998 : 14). La Cour suprême est en effet devenue une cour constitutionnelle qui n'est plus subordonnée au pouvoir exécutif⁷⁰ (comme c'était le cas dans le régime postrévolutionnaire) et qui dispose de pouvoirs lui permettant de garantir l'ordre institutionnel en interprétant la constitutionnalité des lois et en arbitrant les conflits entre l'Exécutif et le Congrès, ainsi qu'entre l'État fédéral et les États au sein de la fédération (Rubio, 2004 : 27 ; Magaloni et Zepeda, 2004 : 193).

La garantie des libertés fondamentales des citoyens est la base de l'État de droit mais ces libertés sont limitées au Mexique. Ainsi, selon l'organisation non-gouvernementale Freedom House (2020a), le Mexique ne serait que partiellement libre avec un score de 62/100 (0 étant le plus libre et 100 le moins libre). D'après cette organisation : "...the country suffers from severe rule of law deficits that limit full citizen enjoyment of political rights and civil liberties. Violence perpetrated by organized criminals, corruption among government officials, human rights abuses by both state and nonstate actors, and rampant impunity are among the most visible of Mexico's many governance challenges." (Freedom House, 2020a). Le rapport indique également que les droits politiques sont de 27/40 et les libertés publiques de 35/60. Il est important de noter que, dans les rapports annuels des années antérieures, le Mexique fut classifié comme étant un pays libre de 2001 à 2010, puis partiellement libre depuis 2011 jusqu'à 2020. Il y aurait donc eu une détérioration dans le degré de liberté des citoyens mexicains depuis les 10 dernières années.

⁷⁰ Néanmoins, comme le souligne Ugalde (2010) : "... muchos tribunales de justicia de los estados siguen subordinados al poder político y muchos jueces siguen operando bajo presión y solicitudes de clientes y políticos."

Dans le domaine de l'ordre et de la sécurité, l'*Informe sobre la calidad de la ciudadanía en México*, publié en 2015 par l'Instituto Nacional Electoral (2015 : 17), nous révèle qu'une majorité de Mexicains (66 %) estime que la loi est peu ou pas respectée du tout. Toujours selon la même étude, une majorité de Mexicains (61 %) ne dénonce pas les crimes dont ils sont victimes en raison de leur méfiance envers les autorités et de la perception selon laquelle le fait de porter plainte ne servira à rien. D'autre part, 40 % des Mexicains disent avoir eu de mauvaises expériences avec les autorités dans le passé (Instituto Nacional Electoral, 2015 : 18-19). Cette situation s'explique par le fait que, selon Rubio (2013 : 87) : "With the end of the era of top-down controls, the nature of the country's police forces has turned against both government and the population. The disappearance of those mechanisms of control and the absence of institutions, training or discipline made it possible for the police forces to join or be corrupted by organized crime. People are afraid of the police because, in exercise of its authority and weapons, they tend to abuse the citizenship. In one word, the police ceased to be effective either for political control or to combat crime." Le bureau du Procureur général de la République ou PGR (*Procuraduría General de la República*), qui a le pouvoir d'enquêter sur les crimes et d'intenter des poursuites, est caractérisé par une incapacité chronique aussi bien au fédéral que dans les États de la République. Cette situation explique pourquoi, selon la *Secretaría de Gobernación*, en 1988 neuf crimes sur dix étaient impunis et qu'en 2013, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, 89 % des crimes étaient impunis (Ugalde, 2013 : Location No. 907 ; Zepeda Lecuona et Jiménez Rodríguez, 2019).

Outre la nécessité de garantir l'ordre et la sécurité publique, un État de droit devrait également pouvoir s'appuyer sur un système judiciaire indépendant et des tribunaux impartiaux. D'après le *Global Competitiveness Report* du World Economic Forum (2019 : 387), une fondation à but non lucratif suisse, le Mexique se classe à la 103^{ème} place sur 141 pays et territoires en termes d'indépendance de la justice avec une valeur de 3,0 (la valeur 1 étant la plus faible et 7 la plus élevée). Outre son manque

d'indépendance par rapport au pouvoir exécutif, le système judiciaire mexicain est également caractérisé par une grande inefficacité. Ainsi, selon Esquivel et Hernández (2009 : 213), un grand nombre de procès ne seront jamais résolus ou seront soumis à des délais extrêmement longs avant qu'un jugement ne soit prononcé. Toujours selon ces auteurs, les problèmes du système judiciaire sont essentiellement liés à un manque de ressources, à l'incompétence de son personnel et à la corruption (Esquivel et Hernández, 2009 : 213). La conséquence est que seulement 23 % des Mexicains ont confiance dans le pouvoir judiciaire (*Latinobarómetro*, 2018 : 51).

Une consolidation démocratique inachevée : survivance d'une culture et d'une pratique politique autoritaires

Le développement économique associé à une libéralisation de l'économie favorise l'émergence d'une classe moyenne majoritaire et d'une société civile autonome qui a les moyens de s'émanciper du pouvoir politique. C'est dans ce contexte que la population commence à revendiquer des libertés individuelles et des droits politiques ainsi qu'une plus grande participation au sein du système politique. Comme le souligne la théorie libérale classique, une telle évolution nécessite à son tour une adaptation des institutions politiques aux nouvelles conditions économiques et sociales. Le problème est que, comme ce fut le cas au Mexique, ce mécanisme peut se gripper en raison notamment de la présence d'un capitalisme de connivence qui empêche l'émergence d'une véritable économie de marché et d'un État de droit. Une telle évolution amène, au niveau économique, au piège du revenu intermédiaire et, au niveau politique, au piège de la consolidation démocratique inachevée.

Une transition démocratique qui a abouti, comme ce fut le cas au Mexique en 2000, à une élection libre et équitable et à la mise en place d'un gouvernement démocratique ne signifie pas pour autant que la démocratisation soit achevée. En effet, tant que le nouveau régime n'est pas consolidé, la possibilité d'une régression autoritaire ou d'un

embourbement dans un état intermédiaire entre l'autoritarisme et la démocratie est réelle. Par démocratie consolidée, Juan J. Linz et Alfred Stepan (1997 : 15) entendent un régime politique dans lequel la démocratie est devenue *the only game in town* et où l'ensemble des partis politiques acceptent le résultat des élections quel qu'il soit. Il s'agit d'un phénomène complexe qui passe par la mise en place d'un État de droit et la subordination du pouvoir politique à la loi ainsi que la généralisation de valeurs démocratiques au sein des élites et d'une grande majorité de la population. Autant d'éléments qui permettront à la démocratie de devenir le seul système politique légitime, lequel aura la capacité de surmonter des crises d'efficacité qu'aucun autre type de régime ne peut surmonter (Diamond, 1994 : 15).

L'acceptation des nouvelles règles du jeu politique démocratique par l'ensemble de la population ne peut pas se faire du jour au lendemain. En effet, les mentalités sont par nature plus difficiles à changer que les institutions. Selon l'étude de *Latinobarómetro* (2018 : 16), le niveau d'appui à la démocratie au Mexique n'était que de 38 % en 2018 alors qu'il était de 63 % en 2002. 48 % des Mexicains considèrent que la démocratie mexicaine connaît de grands problèmes (*Latinobarómetro*, 2018 : 34). Cela peut s'expliquer par le fait que pour 54 % d'entre eux la situation économique du pays est mauvaise ou très mauvaise (*Latinobarómetro*, 2018 : 9). D'autre part, seulement 9 % des Mexicains pensent que les dirigeants gouvernent pour le bien de tous (*Latinobarómetro*, 2018 : 40). Toujours selon *Latinobarómetro* (2016 : 21-22), en 2016, 46 % des Mexicains ne voyaient pas d'inconvénient au fait que le gouvernement soit non démocratique tant et aussi longtemps qu'il était en mesure de résoudre les problèmes. Cette réalité fait que la consolidation d'une démocratie électorale est par nature un processus incertain qui dépend en grande partie de la prospérité de l'économie et de la présence d'un consensus au sein de la société.

Malgré son importance pour l'évolution du système politique et l'alternance politique qu'elle a permise, la longue transition vers la démocratie qu'a connu le Mexique n'a

pas rendu possible la transformation d'une société encore caractérisée par un niveau élevé d'impunité, de clientélisme et de corruption en une démocratie libérale fondée sur l'État de droit (Ugalde, 2013 : Location No. 76). Selon cette perspective, la démocratie mexicaine ne serait donc pas une véritable démocratie libérale mais une démocratie électorale qui compte les voix et respecte le choix des électeurs mais qui s'avère incapable de garantir les droits individuels des citoyens (Ugalde, 2010). Beaucoup de Mexicains ont considéré que l'alternance politique de l'année 2000 signifiait un véritable changement de régime politique et que la démocratie naissante serait en mesure de résoudre rapidement les problèmes d'insécurité, d'impunité et de corruption. Or ces attentes étaient malheureusement illusoires. En effet, la démocratie ne peut en aucune manière être considérée à elle seule comme étant une solution définitive aux problèmes liés aux inégalités, à la pauvreté ou au manque de développement économique qui sont souvent le produit d'une longue évolution historique. Cette réalité explique sans doute la désillusion d'une partie importante de la population ainsi que le « désenchantement démocratique » chez des intellectuels comme Héctor Aguilar Camín (2016). Le risque est que le manque d'efficacité de la démocratie ne conduise à son discrédit auprès de la population et à l'émergence d'une tentation autoritaire dans le cadre d'une démocratie illibérale ou d'un véritable régime autoritaire.

Les tensions idéologiques entre les principaux partis politiques mexicains (PAN, PRI et PRD) ne se sont pas atténuées depuis 2000 et, comme le souligne Rubio (2013 : 42), leurs visions respectives de la transition démocratique sont très différentes. En effet, si les membres du PRI ont longtemps été sceptiques par rapport à la démocratie, ils se sont progressivement ralliés au projet de démocratisation depuis le début du siècle. Les adhérents du PAN considèrent que la démocratie n'a émergé que pendant l'année 2000 lorsque leur candidat a gagné l'élection présidentielle et que le PRI a perdu la présidence de la République pour la première fois de son histoire. Enfin, les partisans du PRD et ceux de Morena estimaient que la démocratie ne verra le jour que lorsqu'ils

gagneront l'élection présidentielle, ce qui fut fait avec l'élection d'AMLO en 2018 (Rubio, 2013 : 42). Cette réalité fait que, selon Rubio (2013 : 43) : "When a country's key politicians cannot even agree on the nature of the foundation on which they are standing—or even on the era in which they are living—it is impossible to negotiate specific bills. Everything is viewed through a prism that has nothing to do with development, progress or accomplishment, but much to do with the destruction of an enemy." Dans ce contexte d'intolérance envers les opinions des adversaires politiques et de non-reconnaissance de leur légitimité démocratique, qui est un des symptômes du piège de la consolidation démocratique inachevée, l'instauration d'une véritable culture démocratique et libérale au Mexique devient largement problématique.

Depuis ses origines, le PRD est une coalition de la gauche mexicaine dont les éléments idéologiques ne sont pas homogènes et cette réalité reflète une attitude parfois ambiguë vis-à-vis de la démocratie, du capitalisme et du libéralisme (Bruhn, 1997). Ainsi donc, pour une partie de la gauche mexicaine, la démocratie est conçue comme étant un mécanisme de justice redistributive. Le corollaire est que, tant et aussi longtemps que leurs objectifs de justice sociale n'ont pas été atteints, la démocratie ne sera pas légitime à leurs yeux. Le PRD fut à ses débuts le produit de l'opposition d'un groupe de *priistas* à l'agenda économiques de Salinas. Il s'opposa donc de manière systématique aux réformes économiques libérales depuis les années 1980s (Elizondo, 2010 : 182-83).

Une discussion du rapport de la gauche mexicaine avec la démocratie et le capitalisme doit nécessairement passer par une analyse des positions de son leader incontesté depuis les 20 dernières années, l'actuel président de la République mexicaine, Andrés Manuel López Obrador. Ses critiques estiment que son comportement politique s'inscrit dans la tradition du *caudillismo* dans la mesure où il fonderait son autorité, non pas sur des institutions mais sur un pouvoir personnel charismatique, et qu'il chercherait à exploiter le mécontentement de la population à des fins politiques (Krauze, 2006). Son action serait donc caractérisée par un populisme qui est défini par Bruhn

(2008 : 217-18) comme étant: “ ... a philosophy opposing the interests of the “common people” to those of a narrow and selfish elite. The state must be wrested away from this self-serving elite and used for the benefit and advancement of the people.” Dans le cadre de cette logique, le leader charismatique est l’interprète de la volonté du peuple et parle en son nom. Il doit donc concentrer l’ensemble du pouvoir politique dans sa personne pour réparer les injustices qui sont infligées au peuple par une oligarchie qui ne pense qu’à servir ses intérêts.

Le problème est que l’attitude de López Obrador vis-à-vis de la légitimité du régime démocratique jusqu’à son élection à la présidence de la République en 2018 fut largement ambiguë, ce qui contribua au piège de la consolidation démocratique inachevée. Il discrédita en effet la démocratie aux yeux de nombreux Mexicains en remettant en question à deux reprises le consensus qui existait alors sur la légitimité des règles du jeu électoral. Alors que l’élection présidentielle de l’année 2000 avait consolidé la confiance des Mexicains dans le système électoral organisé par l’*Instituto Federal Electoral* (IFE), aujourd’hui appelé l’INE, les élections présidentielles de 2006 et de 2012, qui furent pourtant organisées selon les mêmes procédures, furent contestées par López Obrador, qui était alors le candidat du PRD (Ugalde, 2013: Location No. 459-473). Il refusa de reconnaître le résultat de ces élections et dénonça une fraude électorale en 2006 après avoir perdu avec une marge étroite de 0,58 % des suffrages, puis une nouvelle fois en 2012 après avoir perdu avec une marge plus importante de 6,62 % des suffrages (Krauze, 2018). Il est à noter que la mobilisation post-électorale fut beaucoup plus importante en 2006 qu’en 2012. AMLO déclara en 2006, à l’issue de l’annonce de la décision du *Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación* (TEPJF): “¡al diablo con sus instituciones!” Le problème est que le doute s’est emparé d’une grande partie de l’électorat et seulement 32 % des Mexicains ont confiance dans les institutions électorales (*Latinobarómetro*, 2018 : 54). Ce qui a eu pour conséquence de considérablement affaiblir les autorités électorales et le régime dans son ensemble.

À l'image de la gauche, l'attitude du PRI par rapport à la démocratie est souvent ambiguë. Cela s'explique par le fait que, de par son évolution historique, le PRI est traditionnellement un parti de culture autoritaire qui a tenté, au cours des dernières décennies, de se libéraliser. Depuis les années 1930 le PRI était avant tout un parti d'organisations sectorielles contrôlées par le président du CEN (*Comité Ejecutivo Nacional*) qui était le représentant du président de la République au sein du parti. Comme le souligne Hernández Rodríguez (1999), avec la contre-performance électorale du PRI lors de l'élection de 1988 qui fut catastrophique pour le régime, il était devenu clair que les corporations ne parvenaient plus à contrôler les votes de leurs membres et qu'elles ne pouvaient donc plus garantir le triomphe électoral des candidats du PRI.

Le président Salinas décida donc de réformer le parti pour le rendre compétitif sur le plan électoral et en faire un parti dominant. Luis Donaldo Colosio fut chargé de mettre en place la réforme la plus ambitieuse de l'histoire du parti qui avait pour objectif de démocratiser le PRI en le « territorialisant ». Cette réforme devait permettre d'éliminer, ou du moins de réduire fortement, l'affiliation collective des corporations pour la remplacer par une affiliation individuelle afin de faire du PRI un parti d'individus et non plus de groupes organisés (Hernández Rodríguez, 1999). Les pouvoirs des corporations au sein du parti furent considérablement réduits lors de la XIV^{ème} Assemblée Nationale du PRI en 1990. Pourtant, cette marginalisation des corporations ne bénéficia pas comme prévu aux individus mais plutôt aux gouverneurs des États qui n'avaient jusque-là pas joué un rôle important dans la structure du PRI. C'est donc à partir de cette période que les gouverneurs commencèrent à devenir la principale force politique au sein du PRI (Hernández Rodríguez 1998 : 82). Le fait que les gouverneurs du PRI (ou d'autres partis) aient cherché à maintenir leurs intérêts particuliers favorisa le maintien d'un capitalisme de connivence dans leurs États et fut un obstacle à la mise en place d'un État de droit.

Avec le retrait de l'État d'une grande partie de l'activité économique et la volonté des technocrates de renforcer l'efficacité économique, le président Zedillo n'avait plus les moyens de récompenser la loyauté des élites du PRI en partageant les richesses de l'État. Même si elles ne disparurent pas complètement, les sources traditionnelles de la corruption avaient donc considérablement diminuées. Le recours « abusif » au corporatisme pour imposer les réformes économiques au parti dans le cadre des pactes lors de la présidence de Salinas favorisa un relâchement de la discipline au sein du PRI. D'autre part, la libéralisation du système électoral et l'émergence d'élections compétitives eurent pour conséquence de considérablement éroder la capacité du président de récompenser les politiciens du PRI en leur garantissant des élections qu'ils ne pouvaient pas perdre. L'ensemble de ces facteurs, qui rendaient l'adhésion au PRI beaucoup moins attractive pour des politiciens ambitieux, contribuèrent à l'affaiblissement politique du président qui n'avait plus les moyens d'assurer une discipline partisane traditionnellement forte (Rubio, 2004 : 13).

Dans l'ancien régime, le pouvoir du PRI dépendait principalement de son contrôle de l'État par un président de la République issu de ses rangs. C'est ce qui explique pourquoi la décision prise par le président Zedillo de maintenir au cours de son *sexenio* (1994-2000) une « saine distance » par rapport au PRI fut à la cause de fortes tensions entre le président et certains membres du PRI qui l'accusèrent de ne plus soutenir son parti avec suffisamment de conviction (Medina Peña, 2014). Depuis la perte de sa majorité absolue au Congrès en 1997 et de la présidence de la République en 2000, l'ancien parti hégémonique semble s'être adapté avec succès à un nouvel environnement institutionnel qui lui était à première vue largement défavorable. En effet, si le modèle traditionnel du PRI de loyauté et de discipline de ses membres en échange de faveurs économiques et de postes d'élection a disparu au centre de la fédération, il s'est néanmoins largement maintenu dans la majorité des États de la

fédération qu'il contrôle⁷¹. C'est sur la base du pouvoir de ses gouverneurs que le PRI a mis en place sa stratégie de reconquête du pouvoir à partir des États et plus particulièrement de l'État de Mexico avec la candidature d'Enrique Peña Nieto. Ce dernier fut élu président de la République avec 38 % des suffrages le 1er juillet 2012, ce qui permit au PRI de revenir au pouvoir fédéral après 12 années d'absence.

Pour conclure, si la démocratie mexicaine est bel et bien une démocratie électorale, elle n'est toujours pas une démocratie libérale et elle est tombée dans le piège d'une consolidation démocratique inachevée. Pour sortir de ce piège, le pays devra mettre en place un véritable État de droit et faire disparaître une culture et une pratique politique autoritaires qui sont encore bien présentes dans le Mexique d'aujourd'hui. C'est un long processus qui devrait se réaliser de concert avec une nécessaire montée en gamme de l'économie si le Mexique veut un jour devenir une démocratie libérale capitaliste et prospère.

4.3 Une régression autoritaire en Chine

L'incroyable succès économique de la Chine depuis le début du siècle a amené de nombreux analystes à travers le monde à considérer son mode de développement comme étant un modèle à imiter. Le défi du modèle chinois pour la thèse libérale classique réside dans le fait que, pour la première fois dans l'histoire (à l'exception de Singapour et de Hong Kong qui sont des entités trop petites pour avoir un véritable

⁷¹ Ainsi en 2000 le PRI contrôlait encore 20 des 32 entités de la fédération et le PAN seulement 6 (Elizondo, 2013 : Location No. 2118-2132).

poids théorique), un pays industrialisé avancé serait en mesure de concilier une économie capitaliste avec un régime politique qui n'est pas une démocratie libérale. Si c'était effectivement le cas, alors la thèse libérale classique serait démentie. Comme le souligne Žižek (2015), c'est seulement depuis le remarquable développement économique de Singapour et de la Chine que le lien entre capitalisme et démocratie, qui semblaient jusque-là être inextricablement liés, a été brisé. Ce serait alors le triomphe du capitalisme autoritaire, un concept qui fut probablement inventé par le père fondateur de Singapour, Lee Kuan Yee. Dans la mesure où une nouvelle forme d'autoritarisme constituerait une alternative viable à la démocratie libérale dans un pays industrialisé, l'expérience de la Chine semble à première vue légitimer l'autoritarisme.

L'autoritarisme et l'antilibéralisme deviennent alors des perspectives qui semblent de nouveau attrayantes, aussi bien dans les pays en développement ou émergents comme le Rwanda de Paul Kagame ou la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, voire même dans les pays développés comme la Hongrie de Viktor Orbán ou la Pologne de Jarosław Kaczyński. On pourrait néanmoins soutenir qu'à plus long terme les contradictions entre, d'une part, la nécessité de libéraliser l'économie pour favoriser son dynamisme et, d'autre part, le maintien de la mainmise du parti sur la vie politique et sociale sont susceptibles de provoquer des tensions grandissantes. Le pari des dirigeants chinois est probablement que, même sur le long terme, une économie de marché avancée n'est pas nécessairement incompatible avec une forme d'autoritarisme libéral comme c'est le cas à Singapour⁷². Leur objectif serait alors d'autoriser l'émergence des libertés et des

⁷² Au cours de sa tournée dans le Sud de 1992 pour relancer les réformes économiques, Deng Xiaoping encensa dans ses déclarations publiques l'exemple de Singapour et exhorta les Chinois à adopter un modèle économique fondé sur l'économie de marché et l'intégration à l'économie internationale qui avait déjà fait ses preuves dans le Sud du pays. Selon Shambaugh (2016 : 102) : “Zhao was a radical reformer at heart, and he drew on the advice of a number of advisors who were enamored with the theory of “neo-authoritarianism” then popular in Singapore and other Southeast Asian states. They believed that the Singaporean model could be replicated to a large degree in China and that it would help facilitate

institutions libérales nécessaires au bon fonctionnement d'une économie de marché ainsi qu'un certain degré de liberté politique et de pluralisme, sans toutefois remettre en question le monopole politique du parti. Cela nécessiterait néanmoins une modernisation de l'appareil de l'État ainsi qu'une limitation des pouvoirs du parti (Yang, 2004 : 309).

L'absence d'émergence d'une classe moyenne majoritaire issue du secteur privé (et non du secteur public) favorable aux valeurs de la démocratie libérale

Les énormes changements sociaux produits par les réformes économiques, l'ouverture de la Chine et l'industrialisation rapide de l'économie depuis 1978, ont donné naissance à un groupe d'individus dont le mode de vie est similaire à ce que l'on appelle la classe moyenne dans les pays avancés. Pourtant, les circonstances actuelles font que cette « classe moyenne », qui n'est pour le moment qu'une minorité privilégiée, n'a pas la volonté de contribuer à une libéralisation politique du régime qui ne correspond pas nécessairement à ses intérêts.

Il n'existe pas de définition claire de la classe moyenne en Chine, mais, selon Li (2010 : Location No. 106), elle engloberait les trois groupes suivants :

- Un groupe économique qui comprend les entrepreneurs du secteur privé, des chefs d'entreprises urbaines de petite taille, des entrepreneurs ruraux et de riches agriculteurs, des employés d'entreprises étrangères et de *joint-ventures* nationales et, enfin, des spéculateurs du marché boursier et du marché immobilier;

the broad policy of "reform and opening". Deng began dispatching study teams to Singapore to investigate how the city-state functioned."

- Un groupe politique qui comprend les fonctionnaires du gouvernement, les employés de bureau, les gestionnaires du secteur public et les avocats;
- Un groupe issu du monde de la culture et de l'éducation (universitaires et éducateurs, personnalités des médias, intellectuels publics et chercheurs dans les think tanks).

Cette approche définit la classe moyenne non seulement en termes de revenus, mais également en termes de statut professionnel, de niveau d'instruction et de possession d'actifs. Il est difficile d'évaluer avec précision le nombre de Chinois qui font partie de cette « classe moyenne ». Shambaugh (2016: 58) estime que 82 millions de chinois vivent encore sous le seuil de pauvreté et que l'équivalent de 6 % de la population appartient à une « classe supérieure » composée des chinois très fortunés. Il considère donc que la classe moyenne représente approximativement 28% de la population mais qu'elle devrait croître de manière considérable dans les dix prochaines années.

D'autre part, toujours selon Shambaugh (2016: 73), alors qu'en 1978 seulement 18 % de la population vivait dans des régions urbaines, aujourd'hui le taux représente plus de la moitié de la population chinoise (54 %). Or, d'après la théorie de la modernisation, dans les sociétés qui s'industrialisent et qui s'urbanisent, les individus deviennent plus riches et, une fois que leurs besoins essentiels sont satisfaits, ils revendiquent des libertés individuelles et des droits politiques. Les représentants de la nouvelle classe moyenne commencent à exiger une amélioration de leur qualité de vie ainsi qu'un gouvernement responsable (*accountability*) qui tienne compte de leurs préoccupations et qui leur fournisse des biens publics (maintien et amélioration du niveau de vie, soins de santé, éducation, environnement, ordre social, infrastructures publiques) (Shambaugh, 2016: 56 et 167-68). Ces individus voudront également être impliqués dans la gestion du pays et cela amènera tout ou tard à des revendications politiques, surtout lorsque leurs intérêts matériels seront en jeu (droit de propriété menacé ou un

fardeau fiscal plus lourd) (Brown, 2016 : Location No. 2908). Le gouvernement autoritaire se doit alors d'assurer une bonne gouvernance pour être légitime aux yeux d'une société plus complexe et avec des intérêts diversifiés.

Pourtant, certains auteurs considèrent que ce scénario ne s'applique pas pour le moment à la Chine. En effet, comme le souligne Kroeber, ce que l'on définit comme étant la classe moyenne en Chine ne constitue ni la moyenne ni la majorité de la société. Il souligne en effet que : "... the people with a middle-class life-style in China constitute an elite, rather than a majority 'middle class' in the American or European sense. This has an important political implication: the Chinese middle class is unlikely to become an advocate for political change anytime soon, since it is a privileged minority that benefits disproportionately from the present system" (Kroeber, 2016: 185-86). D'autre part, si la nouvelle classe moyenne est en grande partie issue du secteur privé, elle est encore largement dépendante de l'État dont le rôle s'accroît dans l'économie. De plus, comme nous allons le voir par la suite, le parti reprend progressivement le contrôle d'une société qui était parvenue à obtenir un certain nombre de libertés depuis les années 1990.

L'absence d'une société civile autonome par rapport à l'État

Le régime totalitaire de l'époque maoïste qui a détruit la société civile à partir de 1949 a fait la place, depuis la fin du XXe siècle, à un régime autoritaire dans lequel une société civile est parvenue à ré émerger avec le retour d'une économie de marché partielle (Cabestan, 2014 : 553). Les individus et la société dans son ensemble peuvent désormais jouir d'une certaine liberté nécessaire au bon fonctionnement d'une économie de marché, tant et aussi longtemps qu'ils ne remettent pas en question l'autorité du parti communiste. Comme le souligne Dickson (2016 : 2) : "For those who steer clear of the red lines of Chinese politics, such as publicly criticizing Party leaders and their policies or organizing public protests, the state is less intrusive and less

repressive than during the Maoist era. But for those who consciously (and sometimes inadvertently) step over the line, the state continues to be a powerful and oppressive force.”

Le scénario de la théorie de la modernisation d'une libéralisation politique dans les économies capitalistes émergentes que nous venons d'évoquer n'a pour le moment pas vu le jour en Chine. Cela s'explique par le fait que le système politique chinois s'est déjà en partie adapté aux changements économiques et sociaux et est parvenu à empêcher l'émergence d'une société civile économiquement et politiquement indépendante de l'État en ayant recours au mécanisme de la cooptation des élites économiques produites par le développement capitaliste (Dickson, 2008 et 2016).

La première étape dans ce processus fut l'adaptation de l'idéologie officielle qui ne reconnaissait jusque-là que l'alliance de la paysannerie, de la classe ouvrière et de l'armée populaire (le prolétariat) comme contribuant à l'édification du socialisme. En 2001, Jiang Zemin déclara le principe des Trois Représentativités qui établit que le parti représente désormais toutes les forces productives du pays (ce qui inclut les entrepreneurs et les intellectuels qui étaient jusque-là considérés comme étant des ennemis du régime) (Bergère, 2013: Location No. 1813). D'après Lardy (2014: Location No. 2576), la décision d'associer les entrepreneurs du secteur privé aux intérêts du parti s'explique par la reconnaissance de leur rôle prépondérant dans une croissance économique qui est désormais jugée indispensable à la légitimité du régime. Elle s'explique également par la crainte des dirigeants que ces entrepreneurs décident un jour de s'organiser en dehors du parti et de former une opposition au régime. Les intérêts du secteur privé sont d'autre part largement représentés au sein du parti par ceux que l'on qualifie de « capitalistes rouges ». De leur côté, certains capitalistes chinois ont tout intérêt à préserver un système politique qui leur a permis de prospérer (Dickson, 2008 : Location No. 79). En raison de l'intégration de la richesse et du pouvoir en Chine et du fait des liens qui existent entre le secteur privé et le parti, il n'y

a pas eu, depuis la mise en place des réformes et l'ouverture à l'extérieur il y a 40 ans, une véritable séparation de l'économie et du politique.

Depuis Tienanmen, les dirigeants chinois sont conscients du fait que l'émergence d'une société civile politiquement indépendante est une réelle possibilité et font tout ce qui est en leur pouvoir pour l'empêcher. Cette inquiétude a été renforcée par la mobilisation, au mois d'avril 1999, d'environ 10 000 adeptes du Falun Gong dans le cadre d'une manifestation silencieuse d'une journée autour du Zhongnanhai, le quartier général du parti à Beijing (Dickson, 2016 : 52). La secte fut déclarée illégale trois mois plus tard et de nombreux adeptes furent contraints à l'exil. La méfiance du parti envers la société civile fut renforcée par l'apparition de « révolutions de couleur » entre 2003 et 2011 et le danger d'une contagion en Chine. Ces événements furent à l'origine d'un renforcement de l'appareil répressif et, à partir de 2010, les dépenses officielles consacrées à la sécurité publique intérieure ont commencé à dépasser le budget militaire (Dickson, 2016 : 41).

L'État-parti a donc maintenu (parfois par l'usage de la violence) un contrôle étroit sur la société. Selon Cabestan (2018), cette domination s'exerce au moyen d'une surveillance directe de la population, de la neutralisation de toute force politique, sociale ou religieuse susceptibles de porter atteinte au pouvoir du parti et, plus largement, d'une lutte sans relâche contre les ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur. Dès les années 1990, le gouvernement chinois implanta *The Great Firewall of China* pour contrôler l'activité politique des individus et des groupes sur Internet. L'État-parti est ainsi parvenu à censurer le flux d'information et à transformer l'Internet en un Intranet chinois, le « *Chinanet* », qui est coupé du réseau mondial. Il faut noter que si le degré de liberté des Chinois a fluctué dans le temps, il a considérablement diminué depuis 2009-2010.

L'absence d'un État de droit.

En Chine, l'interventionnisme de l'État dans l'économie et l'absence de libéralisation du système politique constituent un obstacle à l'émergence d'institutions libérales telles que l'État de droit, la protection du droit de propriété, l'assurance de l'exécution des contrats, un pouvoir judiciaire indépendant, des tribunaux impartiaux et une Constitution qui garantit les libertés individuelles des citoyens chinois. Or ces institutions sont non seulement indispensables pour garantir les libertés des individus contre les abus de l'État, mais également pour assurer l'efficacité d'une économie de marché avancée. Un auteur comme Yang (2004 : 18) considère que la Chine a fait de réels progrès pour faire de l'État chinois un État régulateur adapté à une économie de marché viable. Pei (2008 : 66-67) souligne également que : "law has been made a major instrument of governance, a legal framework for a marketing economy has been created, and a judicial system has been constructed. As a result, legal reform has greatly increased the role of courts in adjudicating civil, commercial, and administrative disputes. A number of empirical studies on commercial and administrative litigation show that, despite its flaws, China's legal system is capable of providing limited protection of property and personal rights".

Pourtant, comme le fait remarquer Naughton (2007 : 108), la Chine ne dispose pas d'un droit de propriété comme on l'entend dans un État libéral de droit. En effet, le secteur privé peut à tout moment être la victime d'une expropriation ou de toute autre forme d'action arbitraire de la part de l'État-parti. D'après le *Global Competitiveness Report* du World Economic Forum (2019 : 155), la Chine se classe à la 58ème position sur 141 pays et territoires en termes de droits de propriété (les éléments d'analyse sont les mêmes pour tous les pays) avec un score de 4,6 (7 étant le meilleur score possible) qui est meilleur que celui du Mexique (4,1). Dans les campagnes, la propriété privée n'existe pas dans la mesure où les agriculteurs n'ont pas le droit de vendre leurs terres. Dans les villes, la propriété privée des biens immobiliers fut introduite à la fin des années 1990 lorsque la propriété fut transférée de l'État aux individus qui occupaient

les appartements, ce qui a amené à la création d'un marché de l'immobilier commercial dynamique (Fenby, 2017: 72).

Pei (2008: 67) fait remarquer que dans les faits le système juridique émergent est entravé dans son développement par les restrictions politiques du parti. Il écrit à ce sujet : "The most serious threat to the viability of China's gradualist approach, however, is the weakness of the institutions critical to the functioning of a market economy. Such institutions include, among other things, a modern legal system and a constitutional order that can protect private property rights and enforce contracts, as well as a political system that enforces accountability and limits state opportunism" (Pei, 2008: 28). Cet auteur arrive à la conclusion que, tant et aussi longtemps que le parti conservera son monopole sur le pouvoir politique, ces institutions libérales seront limitées dans leur développement (Pei, 2008: 8). Selon le World Justice Project (2020b : 16-17), la Chine s'est classée à la 88^{ème} position, au-dessus du Mexique, sur un total de 128 pays avec un score de 0,48 pour son adhésion aux principes de l'État de droit. Nous avons déjà comparé la Chine au Mexique pour les différents éléments constitutifs de cet indice. D'après le *Global Competitiveness Report* du World Economic Forum (2019 : 155), la Chine se classe à la 47^{ème} place sur 141 pays et territoires en termes d'indépendance de la justice avec un score de 4,5, qui est meilleur que celui du Mexique (3) (World Economic Forum, 2019 : 387).

Il faut garder à l'esprit que l'État-parti chinois a une conception particulière de l'État de droit qui ne correspond pas à la tradition occidentale, laquelle cherche à protéger les droits des individus contre les abus de l'État. Cabestan (1996) parle d'un État de lois sans État de droit et en 2014, un nouveau slogan fut lancé par les autorités : *Socialist rule of law with Chinese characteristics*. Dans la Chine communiste, le concept d'État de droit, hérité de la tradition des légistes, est conçu comme étant le gouvernement par la loi (*rule by law*), c'est-à-dire un moyen pour le parti et l'État de contrôler la société dans un cadre légal. Dans cette conception du droit la loi est subordonnée au pouvoir

politique (Rajah, 2012: 48 ; Schell et Delury, 2013 : Location No. 353). Il ne s'agit donc, malgré les réformes réalisées, en aucune manière d'un État de droit au sens libéral du terme. En effet, dans le cadre de cette conception du droit, le pouvoir politique n'est pas subordonné à la loi et le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant. Les individus et les institutions ne sont donc pas prémunis contre les abus de pouvoir et l'arbitraire, ce qui fait qu'ils ne peuvent prédire avec une certitude raisonnable les conséquences de leurs actions, du moins en ce qui concerne l'État (Schell et Delury, 2013 : Location No. 353 ; Tamanaha, 2004 : 3).

En Chine, le parti est au-dessus de la loi. Cela signifie qu'il existe des lois qui régissent les membres du parti et d'autres qui s'appliquent aux autres citoyens. Dans la tradition juridique allemande, l'État chinois doit être défini comme étant un État autoritaire. C'est-à-dire le contraire d'un *Rechtsstaat* dans lequel l'exercice du pouvoir est limité par la loi sous le principe de la légalité administrative et où les individus n'ont pas de droits politiques (O'Donnell, 2001 : 206). D'autre part, comme nous l'avons vu, le *rule by law* est un système illibéral non seulement dans le domaine politique mais également dans le domaine économique. On ne peut donc pas parler de *thin theory of rule of law* dans le cadre de laquelle un système légal formel dans le domaine économique s'accommoderait d'un régime autoritaire qui réprime les droits civils et politiques des individus, comme c'est le cas à Singapour (Rajah, 2012: 38). Selon Fenby (2017 : 39), les choses se sont récemment détériorées dans ce domaine : "A drive was undertaken to streamline the legal system, not with the aim of introducing the independent rule of law but to make the courts more efficient in imposing Beijing's will in line with legalist practice – all judges in China are required to swear an oath of loyalty to the Party."

Un régime de plus en plus autoritaire

Dans le but d'éviter que les désastres de l'ère Mao ne se reproduisent, une réforme du système politique fut entreprise sous l'impulsion de Deng Xiaoping et de Zhao Ziyang

dès la fin des années 1970 jusqu'à la veille de la répression de la place Tienanmen le 4 juin 1989. Ces réformes s'articulaient autour des principes suivants :

- Une direction collective à la place du « règne d'une personnalité ». Les responsabilités au sein du parti étaient désormais partagées entre les neuf membres du Comité permanent du bureau politique. Dans cette conception du pouvoir, le secrétaire général du parti était tout au plus un *primus inter pares*.
- Une séparation du parti et du gouvernement. Dans le cadre de la nouvelle division du travail, le parti devait se concentrer sur les objectifs à long terme et la planification, tandis que l'administration quotidienne devait être l'affaire d'administrateurs professionnels du Conseil d'État et des gouvernements des régions.
- Le pouvoir était délégué vers les gouvernements locaux.
- Il devait y avoir un équilibre entre les factions dans les échelons supérieurs de l'appareil de l'État-parti.
- La durée des mandats du président et du premier ministre était limitée à 10 ans.
- Il y avait un âge de la retraite obligatoire pour les dirigeants. Aucun individu âgé de plus de 67 ans ne pouvait être membre du comité permanent.
- Deng avait également mis un terme aux campagnes politiques visant à rectifier et à purifier la pensée des cadres et des intellectuels (Gewirtz, 2017 : Location No. 4402).

Fukuyama (2012) rappelle que ces règles avaient été conçues pour empêcher l'ascension d'un nouveau Mao qui pourrait utiliser son autorité personnelle pour dominer le parti et donc le pays tout entier. Mais, en l'absence d'un État de droit et de limites constitutionnelles, ces règles internes du parti pouvaient facilement être remises en question par un nouveau dirigeant disposant des pouvoirs nécessaires pour le faire.

Shambaugh (2016: 7 et 111) estime que les partisans d'une réforme politique auraient été prédominants au sein du régime entre 1998 et 2008 mais qu'à partir de 2009 les conservateurs parvinrent à imposer leurs vues. Depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping lors du dix-huitième congrès du parti au mois de novembre 2012 cette tendance s'est considérablement renforcée.

Contrairement à ce qui s'est passé sous ses prédécesseurs (Jiang Zemin et Hu Jintao) qui mirent en place entre 2000 et 2008 des réformes politiques limitées⁷³, le contrôle du parti et de l'État sur l'économie et la société civile s'est considérablement accru depuis 2012. Après avoir été nommé à la tête du parti, Xi Jinping déclencha une campagne de lutte contre la corruption de grande ampleur qui visait, dans un vocabulaire issu de l'ère Mao, aussi bien les « mouches », qui sont présentes dans les échelons inférieurs de la bureaucratie, que les « tigres », qui sont les hauts responsables du parti jusque-là considérés comme intouchables. Au-delà d'un désir d'assainir le parti pour renforcer sa légitimité auprès de la population, il semble que la campagne avait essentiellement comme objectif d'éliminer les rivaux politiques du nouveau leader et de consolider son pouvoir.

La lutte contre la corruption a permis au Comité central pour l'inspection disciplinaire du parti communiste chinois de s'attaquer en 2012 à l'ancien chef du parti de Chongqing, Bo Xilai, ainsi qu'à son allié, Zhou Yongkang, l'ancien secrétaire de la

⁷³ Selon Shambaugh (2015) : "They strengthened local party committees and experimented with voting for multicanidate party secretaries. They recruited more businesspeople and intellectuals into the party. They expanded party consultation with nonparty groups and made the Politburo's proceedings more transparent. They improved feedback mechanisms within the party, implemented more meritocratic criteria for evaluation and promotion, and created a system of mandatory midcareer training for all 45 million state and party cadres. They enforced retirement requirements and rotated officials and military officers between job assignments every couple of years. These reforms were masterminded by Mr. Jiang's political acolyte and former vice president, Zeng Qinghong, who retired in 2008..."

Commission centrale aux affaires politiques et juridiques entre 2007 et 2012 (qui était en charge de la police, des tribunaux et des agences de renseignement entre 2007 et 2012). Cette purge s'explique probablement par le fait qu'ils auraient tenté de bloquer l'ascension de Xi Jinping à la direction du parti. Il faut souligner que l'arrestation de Zhou Yongkang en 2014 a constitué un précédent important dans l'évolution du régime dans la mesure où elle a enfreint l'une des règles non écrites de la politique chinoise, à savoir que les membres actuels ou anciens du Comité permanent du bureau politique ne pouvaient pas faire l'objet de poursuites judiciaires. En 2017, Sun Zhengcai, un membre du Comité permanent du bureau politique qui était considéré comme étant un possible successeur de Xi, fut également évincé.

L'avènement à la tête du parti d'une personnalité charismatique semble constituer, notamment après le leadership consensuel qui avait cours sous son prédécesseur, Hu Jintao, un retour à l'ère Mao. Ainsi, un culte de la personnalité autour de Xi Jinping est réapparu. Un plénum du parti qui eut lieu au mois d'octobre 2016 proclama que, à l'instar de Mao Zedong, Deng Xiaoping et Jiang Zemin, Xi Jinping était un « *core leader* » du régime (Fenby, 2017: 36). La séparation du parti et du gouvernement a été supprimée et la suprématie du parti sur l'État et la société consolidée. La campagne de lutte contre la corruption a permis au nouvel homme fort du régime d'accroître son emprise sur le parti, l'armée et l'appareil de sécurité. Il est parvenu à remplacer la quasi-totalité des dirigeants du parti et des gouverneurs dans les 31 provinces ainsi que la plupart des hauts gradés de l'APL (*The Economist*, 2017c). Une Commission Nationale de Supervision a été constituée pour assurer l'autorité du parti sur le système judiciaire et les fonctionnaires, qu'ils soient membres du parti ou non (Magnus, 2018: Location No. 102).

Xi Jinping a également recours à des « groupes dirigeants » du Comité Central (*Leading Small Groups*) pour exercer son influence dans des domaines tels que l'économie qui étaient jusqu'alors réservés au Premier ministre et au Conseil des

affaires de l'État. D'autre part, les efforts qui avaient été réalisés jusque-là pour dépersonnaliser le pouvoir et institutionnaliser la succession des dirigeants furent annulés au mois de mars 2018 avec la suppression de la règle inscrite dans la Constitution depuis 1982 qui limitait la présidence de l'État à deux mandats de cinq ans. Le second mandat de Xi Jinping à la présidence de l'État durera jusqu'en 2023 et il sera à cette date en mesure, si les conditions le permettent, de prolonger son mandat aussi longtemps qu'il le désire (Mitchell et Clover : 2018). Cette décision constitue un symbole fort de l'évolution du régime vers l'autocratie même s'il n'existe pas de limites institutionnelles aux deux principales sources de son pouvoir en tant que dirigeant du parti et commandant en chef des forces armées.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, Xi Jinping a déclenché une vaste campagne idéologique visant à resserrer le contrôle du parti sur les médias, les universités et la société civile dans son ensemble. Il a en outre annoncé son intention de renforcer le contrôle des médias par l'État, lesquels devraient, d'après ses dires : « aimer le parti, le protéger et le servir ». Les organisations de la société civile qui avaient commencé à s'émanciper de l'État-parti sont de plus en plus réprimées par le gouvernement central et les autorités locales (Shambaugh, 2016 : 69). Comme le rappelle Fenby (2017 : 39), à partir de 2015 : “The campaign against human rights lawyers has led to hundreds being detained ; some have reported that they have been tortured.” D'autre part, le parti a émis au mois d'avril 2013 une circulaire interne (qu'il aurait souhaité maintenir secrète), le fameux « document n°9 », qui s'en prend directement aux valeurs politiques occidentales telles que la démocratie constitutionnelle, la société civile, le suffrage universel, l'indépendance de la justice, la nationalisation de l'armée, la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse, le multipartisme et le néolibéralisme (*ChinaFile*, 2013).

A la lecture de ce document, il est clair que ce à quoi s'oppose le parti communiste chinois n'est autre que l'ensemble des valeurs du libéralisme classique. Selon l'indice

de liberté de Freedom House (2020c), la Chine n'est pas un pays libre⁷⁴ et l'organisation arrive à la conclusion selon laquelle : "China's authoritarian regime has become increasingly repressive in recent years. The ruling Chinese Communist Party (CCP) is tightening its control over the media, online speech, religious groups, and civil society associations while undermining already modest rule-of-law reforms. The CCP leader and state president, Xi Jinping, is consolidating personal power to a degree not seen in China for decades. The country's budding civil society and human rights movements have struggled amid a multiyear crackdown, but continue to seek avenues for protecting basic rights and sharing uncensored information, at times scoring minor victories."

Les dirigeants chinois présentent la démocratie libérale comme étant étrangère aux valeurs chinoises mais pas l'économie de marché, même s'ils dénoncent le « néolibéralisme ». Ce discours rappelle les multiples campagnes contre le « libéralisme bourgeois » que le parti a orchestré au cours de son histoire. Les autorités chinoises se sont également lancées dans une vaste expérience sociale de contrôle des individus et des entreprises qui vise à instaurer un système de crédit social en Chine. Une plate-forme nationale de partage d'informations sur le crédit, qui fut mise en place en 2015, constitue le pilier de ce système. L'objectif des autorités semble être de réaliser une collecte massive de données sur le comportement des particuliers et des entreprises ; d'analyser ces données, notamment en ayant recours à l'Intelligence Artificielle, et d'établir un système de notation qui permettra de récompenser les comportements jugés positifs par le régime et de pénaliser les comportements jugés négatifs. Si le projet aboutit, il devrait permettre aux autorités de surveiller, de classer

⁷⁴ La Chine a un score de 10/100 (0 étant le plus libre et 100 le moins libre). Le rapport indique également que les droits politiques sont de -1/40 et les libertés publiques de 11/60 (Freedom House, 2020b).

et de façonner le comportement des chinois (Economy, 2018 : 78). En cas de succès, un tel système de surveillance technologique annonce un possible retour du totalitarisme en Chine alors que la vie privée des chinois avait été relativement libre depuis la mise en œuvre des réformes.

L'une des conséquences politiques de la menace du piège du revenu intermédiaire en Chine est le renforcement du régime autoritaire. La tentative de libéralisation politique du régime entreprise par Zhao Ziyang à la fin des années 1970 avait déjà été interrompue à la veille de la répression de la place Tienanmen le 4 juin 1989. Il existait pourtant depuis cette période un certain degré de liberté pour les Chinois tant et aussi longtemps qu'ils ne remettaient pas en question le monopole politique du PCC. Or, depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping lors du dix-huitième congrès du parti au mois de novembre 2012 la tendance s'est inversée. La concentration du pouvoir dans le parti et dans sa personne semble avoir irrémédiablement compromis une évolution « libérale » du régime qui aurait pu suivre le modèle singapourien. Le contrôle du parti et de l'État sur l'économie, les médias, les universités et la société civile dans son ensemble s'est considérablement accru ces dernières années et le régime devient de plus en plus autocratique.

La question de la légitimité du régime

Même si le régime fut confronté en 1989 à une crise de légitimité majeure qui a menacé sa survie, avec le temps, l'impressionnant développement économique de la Chine a permis à l'État-parti de se constituer deux nouvelles sources de légitimité, à savoir l'incroyable amélioration du niveau de vie de la population et le renforcement de la puissance chinoise dans le monde. Ces deux phénomènes expliquent en grande partie le maintien du parti au pouvoir.

De larges segments de la population ont connu une grande mobilité sociale ainsi qu'une augmentation rapide de leur niveau de vie depuis la fin des années 1970. Au cours des trois dernières décennies, 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté (Banque mondiale, 2014: xxiii). Selon les estimations de l'OCDE (2017: 6), le PIB par habitant a probablement doublé entre 2010 et 2020. La légitimité du parti dépend donc en grande partie de sa capacité à produire une plus grande prospérité pour la population. Depuis Tiananmen, il y a en Chine un accord implicite entre gouvernants et gouvernés selon lequel les dirigeants garantissent la prospérité et, en échange, les Chinois ne remettent pas en question le monopole du parti sur la politique. Pourtant, un tel accord sera de plus en plus difficile à maintenir à l'avenir dans un contexte de « montée des attentes » au sein de la classe moyenne. Dans ces conditions, les dirigeants chinois devront à tout prix maintenir la prospérité économique sur le court ou moyen terme en soutenant l'activité économique.

Le problème est qu'à terme ces politiques interventionnistes contribuent à aggraver les problèmes structurels de l'économie, ce qui pourrait amener à une crise économique et politique majeure pour le régime. Cela signifie qu'en cas de ralentissement significatif de la croissance, les dirigeants chinois auront, selon toute probabilité, recours à une autre politique de relance monétaire ou budgétaire comme ce fut le cas en 2012 et en 2014-15 (*The Economist*, 2018). Or, une telle décision ne fera qu'aggraver le problème structurel de la dette. Cette réalité remet en question l'idée de « l'avantage autoritaire », selon laquelle les dirigeants de régimes politiques autoritaires auraient un avantage sur les dirigeants de pays démocratiques parce qu'ils peuvent ignorer les demandes immédiates de l'électorat pour se consacrer à des problèmes de plus long terme comme la compétitivité de l'économie. En cas de crise économique grave, l'argument selon lequel la Chine serait gouvernée par une bureaucratie moderne et méritocratique, caractérisée par sa compétence et son professionnalisme pour gérer l'économie et faire face à des problèmes sur le long terme, n'aurait plus d'emprise (Fenby, 2017 : 4).

La seconde source de légitimité est le renforcement de la puissance chinoise qui constitue pour les dirigeants un « retour » légitime de la Chine au statut de grande puissance. Selon le discours officiel, une telle évolution permettrait de garantir le respect du reste du monde pour la Chine et de restaurer la dignité du peuple chinois après un siècle « d'humiliation » par les puissances occidentales et le Japon. Xi Jinping a évoqué à ce sujet un « Rêve chinois », le pendant de l'*American Dream*, qui serait le rêve d'une renaissance nationale. Dans une telle perspective, le parti serait devenu le défenseur des intérêts de la nation et les Chinois patriotiques se doivent de soutenir le parti (Dickson, 2016 : 11). La capacité du PCC à faire de la Chine un pays puissant et prospère (ce fut le principal défi de la Chine depuis sa confrontation avec l'Occident) est à l'origine d'un sentiment d'orgueil national chez les Chinois (Schell et Delury, 2013). Or cet orgueil réveille un nationalisme qui pourrait à l'avenir s'avérer être une arme à double tranchant pour le parti communiste.

Le nationalisme chinois, incarné par le parti communiste, s'appuie sur le rejet de la culture occidentale et sur l'affirmation de valeurs proprement « chinoises », notamment le confucianisme et le principe « d'harmonie ». Curieusement, dans cette optique, le marxisme sinisé de la pensée Mao Zedong n'est pas considéré comme étant un produit intellectuel de l'Occident. Il y a eu jusqu'en 2011 un débat chez les intellectuels chinois entre, d'une part, les partisans de valeurs universelles et, d'autre part, les partisans d'un exceptionnalisme chinois. Les uns considèrent qu'il existe des valeurs universelles qui sont celles des Lumières fondées sur la démocratie, la liberté et les droits individuels vers lesquelles la Chine devrait converger. Tandis que les autres estiment que ces valeurs sont des valeurs occidentales qui ne s'appliquent pas à la réalité de la Chine. Elles devraient donc être remplacées par des valeurs proprement chinoises fondées sur la stabilité et les intérêts de l'État qui priment les droits des individus et qui s'incarnent dans un régime autoritaire adapté à la modernité.

Les dirigeants chinois cherchent à renforcer la légitimité du régime en évoquant un « ordre confucéen » fondé sur des valeurs d'harmonie sociale et de déférence à l'autorité qui sont censées assurer la stabilité politique et sociale de la Chine moderne. Le confucianisme peut être considéré comme étant un moyen de dissoudre l'individu dans le tout social. Il s'agit donc d'une pensée profondément antilibérale qui correspond aux aspirations du parti. Sans l'évoquer ouvertement, le régime actuel puise également dans la tradition des légistes, lesquels, selon Schell et Delury (2013 : Location No. 353) : “... offered a radical alternative to the Confucian notion of harmonious agrarian idealism. They argued instead that the key to national strength was to invest in a technologically advanced military, encourage commerce through a mixture of private enterprise and state monopoly over key industries, and maintain social order through a brutal set of laws enforced uniformly by an authoritarian state.”

La survie du parti dépend essentiellement de sa performance en matière de gestion de l'économie et de sa capacité à maintenir le prestige national pour assurer sa légitimité auprès de la population. Le problème est qu'il devient vulnérable s'il n'est pas en mesure d'assurer la prospérité économique pour la majorité de la population ou s'il ne peut être le garant du nationalisme chinois (si, par exemple, il s'inclinait devant les Occidentaux ou le Japon sur la question de Taiwan ou dans les conflits territoriaux dans la mer de Chine méridionale ou encore dans les îles Senkaku-Diaoyu (Harding, 2020)). Dans l'éventualité d'un effondrement de la légitimité du parti, les Chinois n'auront pas, comme c'est le cas dans une démocratie, l'option de rejeter les dirigeants en place et de les remplacer par un autre parti sans remettre en question le régime politique. Or un tel scénario constitue le plus grand danger pour la stabilité de la Chine dont le parti communiste se fait pourtant le garant.

4.4 Conclusion

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre et dans le précédent, la présence d'un capitalisme de connivence qui empêche l'émergence d'une véritable économie de marché et d'un État de droit a amené, au niveau économique, au piège du revenu intermédiaire et, au niveau politique, au piège de la consolidation démocratique inachevée au Mexique et à une régression autoritaire en Chine. De nombreuses conditions structurelles nécessaires à une consolidation libérale dans le domaine politique ne sont pas encore présentes au Mexique et en Chine. La première condition est l'émergence d'une classe moyenne majoritaire issue du secteur privé (et non du secteur public) favorable aux valeurs de la démocratie libérale. La classe moyenne chinoise représente approximativement 28 % de la population et devrait croître de manière considérable dans les dix prochaines années. Ce qui fait que ce que l'on définit comme étant la classe moyenne en Chine ne constitue ni la moyenne ni la majorité de la société. Il s'agirait en effet plutôt d'une minorité privilégiée qui tire parti de manière disproportionnée du système actuel et qui n'a pour le moment pas de revendications politiques. Au Mexique, si la classe moyenne se développe, elle n'est pas encore majoritaire. Elle représentait en 2010 39,2% de la population totale du pays, alors que le taux était de 35,2% en 2000. Il est à noter que cette classe moyenne émergente est dans sa grande majorité issue du secteur privé et qu'elle est favorable aux valeurs de la démocratie libérale.

La seconde condition est la présence d'une société civile autonome par rapport à l'État. En Chine, l'État-parti est parvenu à empêcher l'émergence d'une société civile économiquement et politiquement indépendante en ayant recours au mécanisme de la cooptation des élites économiques produites par le développement capitaliste. D'autre part, en raison de l'intégration de la richesse et du pouvoir et du fait des liens qui existent entre le secteur privé et le parti, il n'y a pas eu, depuis la mise en place des réformes et l'ouverture à l'extérieur il y a 40 ans, une véritable séparation de

l'économie et du politique. Au Mexique, les réformes économiques libérales des années 1980-90 ont permis l'émergence d'une société civile autonome par rapport à l'État jusque-là muselée par les structures corporatistes d'un régime politique autoritaire. Cette société civile contribua d'ailleurs largement à la transition démocratique dans les années 1990.

La troisième et dernière condition à l'avènement d'une démocratie libérale est la présence d'un État de droit. En Chine, l'interventionnisme de l'État dans l'économie, le capitalisme de connivence et l'absence de libéralisation du système politique constituent un obstacle à l'émergence d'institutions libérales telles que l'État de droit, la protection du droit de propriété, l'assurance de l'exécution des contrats, un pouvoir judiciaire indépendant, des tribunaux impartiaux et une Constitution qui garantit les libertés individuelles des citoyens chinois. Au Mexique, au-delà de l'instauration d'une démocratie électorale, l'État de droit, indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie libérale capitaliste, est encore à construire. Dans le prochain chapitre, qui sera la conclusion de notre thèse, nous proposerons une explication du paradoxe libéral, à savoir la coexistence de régimes politiques autoritaires et d'une économie capitaliste dans les pays émergents, dans le cadre d'une théorie libérale classique renouvelée.

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu dans l'introduction, la coexistence de régimes politiques autoritaires stables avec une économie capitaliste dans des pays à revenus intermédiaires constitue pour la théorie libérale classique une énigme qu'il faut expliquer. En effet, lorsque les économies capitalistes atteignent un niveau suffisant d'industrialisation, elles devraient devenir des démocraties libérales. Ce problème théorique n'a de sens que dans la cadre de la théorie libérale classique, laquelle, comme nous l'avons vu dans l'introduction, connaît un certain nombre de limites. Nous avons fait le choix d'adopter une théorie libérale renouvelée qui tienne compte des limites de la thèse libérale traditionnelle pour fournir une explication cohérente du paradoxe libéral. C'est donc à partir d'une perspective théorique libérale classique renouvelée que nous avons étudié dans cette thèse l'évolution historique de deux pays émergents, le Mexique et la Chine, qui sont passés par des phases historiques similaires riches d'enseignements pour mieux comprendre les rapports entre le système économique et le régime politique. Cette étude nous a permis de définir le lien causal entre capitalisme et démocratie dans ces pays.

L'émergence du capitalisme et du libéralisme politique au Mexique et en Chine

La première vague d'industrialisation du Mexique dans les années 1890 et de la Chine entre 1912 et 1927, dans des économies qui accusaient un retard économique considérable, fut le produit d'un début de rattrapage par rapport aux pays déjà industrialisés. Cette industrialisation fut réalisée dans le cadre d'un processus d'intégration à l'économie internationale qui ne s'appuyait pas sur la mise en place de nouvelles techniques de production, mais sur la reproduction de procédés de production

déjà existants dans les pays industrialisés et sur l'adoption de technologies et de capitaux en provenance de l'étranger qui permirent de faire d'importants gains de productivité.

En l'absence d'un capital national suffisant pour développer l'économie, les investissements étrangers furent attirés en Chine par la présence d'un État de droit et la reconnaissance du droit de propriété dans les concessions étrangères qui ont compensé l'absence d'un État national fort et stable dans le pays. Par contre, au Mexique, les investissements étrangers furent attirés par la présence d'un État national fort (même s'il était insuffisamment institutionnalisé) qui garantissait la stabilité du régime sur le long terme. La présence de technocrates au sein du gouvernement, dont la priorité était la croissance de l'économie, pendant une période suffisamment longue pour assurer la sécurité des investissements et créer une base industrielle large et compétitive dans un marché national unifié contribua au développement économique.

L'expérience de la Chine confirme la théorie libérale classique du développement selon laquelle le rôle de l'État dans l'économie devrait être strictement limité et l'économie devrait être ouverte au libre-échange entre les nations. En effet, l'émergence du capitalisme dans ce pays fut largement le produit du développement spontané de l'économie de marché sans intervention de l'État et d'une intégration au commerce mondial. À cet égard, l'expérience de Shanghai dans les années 1910 et 1920 n'est pas sans rappeler celle de Hong Kong entre les années 1950 et 1990. Il faut néanmoins souligner le fait que les institutions et les valeurs libérales favorables au développement économique dans une économie capitaliste furent directement implantées par les puissances étrangères dans les concessions internationales des ports ouverts. L'absence, jusqu'à la prise du pouvoir par les nationalistes, d'un État national fort pour garantir la stabilité politique et une cohésion nationale minimale sur une durée suffisamment longue ne permit pas d'étendre le développement du capitalisme au reste du pays.

En revanche, au Mexique, un régime politique autoritaire garantissait, dans le cadre d'accords particuliers, des conditions favorables au développement capitaliste, sans que soient établies des institutions et des valeurs libérales consolidées. L'expérience du Mexique lors de la première vague d'industrialisation nous enseigne donc qu'un décollage dans une économie capitaliste est possible en l'absence d'un État de droit et d'institutions libérales. D'autre part, conformément à la théorie de List qui jugeait nécessaire de recourir à un protectionnisme commercial ciblé pour protéger les industries naissantes et rattraper le retard des pays en développement par rapport aux pays déjà industrialisés, la mise en place de politiques interventionnistes permit à l'économie mexicaine d'échapper à la logique de l'avantage comparatif qui la condamnait à une spécialisation dans la production de produits agricoles ou de matières premières.

Au Mexique comme en Chine, un processus d'industrialisation vit le jour dans le cadre d'une économie capitaliste qui aurait pu se développer et atteindre un niveau minimum de développement socioéconomique favorable à l'émergence d'une démocratie libérale s'il n'avait pas été interrompu par la révolution mexicaine et la dictature de Chiang Kai-shek au début du XXe siècle. Cela s'explique en partie par le fait que le développement du capitalisme dans ces pays était contemporain de l'impérialisme des grandes puissances (essentiellement états-unien au Mexique et britannique puis japonais en Chine), ce qui amena à des réactions de rejet de la greffe capitaliste sous la forme d'un nationalisme économique et politique. En termes d'évolution politique, la Chine fut conforme à la théorie libérale classique dans la mesure où, dans le cadre d'une économie de marché et en l'absence d'un interventionnisme étatique dans l'économie, il y eut un début de libéralisation politique. La République aurait même pu instaurer une démocratie libérale à l'issue des élections législatives de 1912-1913 (les premières et uniques élections démocratiques en Chine) mais l'établissement, à l'automne 1913, d'un régime dictatorial par Yuan Shikai mit un terme à cette expérience.

Au Mexique, c'est un régime autoritaire qui assura la stabilité politique indispensable au développement économique. Le pays est devenu, en théorie du moins, une démocratie libérale à l'époque de la République restaurée (1867-1876) après la victoire militaire des libéraux sur les conservateurs. Cependant, l'évolution politique de cette période amena à un affaiblissement des institutions et à une personnalisation du pouvoir qui prit la forme d'un régime autoritaire sous le Porfiriato (1877-1911). Les contradictions entre le libéralisme économique et l'absence de libéralisme politique pendant le Porfiriato contribuèrent à la victoire démocratique de Francisco I. Madero lors de la campagne électorale de 1909-1910. Mais une évolution vers l'instauration d'une démocratie libérale capitaliste fondée sur les principes du libéralisme économique et du libéralisme politique fut avortée avec l'assassinat de Madero et la contre-révolution de Victoriano Huerta en février 1913.

Industrialisation et libéralisation de l'économie par un régime autoritaire

La seconde vague d'industrialisation, qui a constitué le véritable rattrapage économique du Mexique dans les années 1950 et 1960 et de la Chine de 1978 à 2013 par rapport aux pays industrialisés, fut réalisée sous des régimes autoritaires postrévolutionnaires durant une période de stabilité politique suffisamment longue. Il est à noter qu'en Chine cette période de stabilité a commencé en 1992, à la suite de la tournée d'inspection de Deng Xiaoping dans le Sud.

Au Mexique comme en Chine, les processus révolutionnaires donnèrent naissance à des régimes politiques autoritaires dirigés par le PRI au Mexique et par le parti communiste en Chine qui avaient en commun un projet idéologique légitimé auprès de la population par leur origine révolutionnaire. Au Mexique, l'État était considéré comme étant l'unique représentant de la nation. Il interprétait donc à ce titre l'intérêt national qui était défini comme étant un ambitieux projet de transformation de la société fondé sur une industrialisation de l'économie dans un contexte de justice sociale.

Alors qu'en Chine le parti communiste gouverne au nom d'une idéologie d'État qui est une vision de l'évolution de l'histoire que le parti incarne et a pour mission de réaliser. Cette vision a considérablement évolué au cours des années, mais, depuis 1992, elle pour objectif de moderniser l'économie chinoise au moyen de la mise en place d'une « économie de marché socialiste ».

Comme l'a fait remarquer Alexander Gerschenkron (1962), le retard économique d'une nation par rapport aux pays industrialisés présente un certain nombre d'avantages. Ainsi donc, au Mexique comme en Chine, le processus de rattrapage par rapport aux pays capitalistes avancés fut le produit d'une accumulation de capital (essentiellement étranger) dans un marché protégé, de l'adoption de technologies et de méthodes de productions en provenance de pays capitalistes avancés, ainsi que d'un meilleur usage productif de la main d'œuvre (passage de la campagne aux villes) qui permirent de faire d'importants gains de productivité. Ce processus fut à l'origine d'un taux de croissance rapide de l'économie pendant une période relativement longue. Ainsi, au Mexique, la croissance annuelle moyenne du PIB fut de l'ordre de 6,8 % entre 1954 et 1970 et, en Chine, de 10 % entre 1979 et 1988.

L'industrialisation de ces deux pays fut en grande partie le fruit de l'esprit d'entreprise du secteur privé et du dynamisme de l'économie de marché mais l'État contribua également au processus sous la forme d'investissements publics dans les infrastructures, de réglementation des marchés, d'un contrôle direct sur divers secteurs de l'économie considérés comme étant stratégiques pour des raisons économiques ou politiques et d'un protectionnisme commercial sélectif. Cela confirme la thèse de Gerschenkron (1962) selon laquelle la nécessité de mobiliser l'investissement au détriment de la consommation octroie un rôle prépondérant à l'État dans l'industrialisation de l'économie.

Du fait qu'au Mexique comme en Chine l'État a joué un rôle central dans l'économie, le secteur privé ne pouvait se développer que s'il bénéficiait de liens privilégiés avec les bureaucrates du gouvernement et les dirigeants du PRI et du parti communiste. Ces derniers étaient en effet les seuls à pouvoir leur offrir des opportunités d'affaires dans un contexte de concurrence limitée, leur assurer une stabilité en matière de réglementation, leur garantir leur droit de propriété et sécuriser leurs investissements. Le secteur privé a souvent tout à gagner d'une protection de la concurrence étrangère et de la constitution de monopoles nationaux qui réduisent considérablement les exigences en matière de compétitivité dans un marché captif. Cette réalité contribua à l'émergence d'un capitalisme de connivence dans le cadre duquel le succès des capitalistes dépend en grande partie de la constitution de rentes de situation qui sont le produit de relations étroites et privilégiées avec les dirigeants qui en tirent profit. Tout cela au détriment des autres membres de la société, ce qui remet en question le caractère universel de la règle dans l'État de droit. La présence de puissants groupes d'intérêts qui ont des droits acquis (*vested interests*) et qui sont généralement hostiles à une plus grande libéralisation de l'économie et à une réforme politique susceptibles de remettre en question leurs privilèges constitue un obstacle majeur pour les réformes. Le capitalisme de connivence empêche donc l'émergence d'une véritable économie de marché et d'un État de droit, ce qui, comme nous l'avons vu, débouche, au niveau économique, sur le piège du revenu intermédiaire et, au niveau politique, sur le piège de la consolidation démocratique inachevée.

L'expérience du Mexique et de la Chine nous amène à un certain nombre de conclusions. Tout d'abord, que le paradoxe libéral, à savoir la coexistence d'une économie capitaliste et d'un régime politique autoritaire, est lié à une phase particulière du développement économique qui est celle du rattrapage par rapport aux pays déjà industrialisés. D'autre part, le fait que, contrairement à ce qu'affirme la théorie libérale classique, le développement d'une économie capitaliste est possible même si l'économie de marché est limitée par l'intervention de l'État et le protectionnisme

commercial pendant la phase de rattrapage économique. L'expérience de ces pays nous apprend également que, du moins dans une phase initiale, l'industrialisation de l'économie est tout à fait possible en l'absence d'un État de droit ou d'une société civile autonome. En outre, la mise en place de l'ensemble des politiques économiques généralement jugées indispensables au dynamisme d'une économie de marché (privatisation des entreprises, déréglementation, libéralisation des prix) n'est pas une condition nécessaire pour développer une économie de type capitaliste dans une économie qui accuse un retard important par rapport aux pays industrialisés.

Au Mexique comme en Chine les dirigeants d'un parti autoritaire prirent la décision, à la fin du XXe siècle, de libéraliser une économie jusque-là caractérisée par un degré élevé d'interventionnisme de l'État dans l'économie et de protectionnisme commercial. Les réformateurs dans ces pays n'étaient pas de véritables libéraux dans le sens classique du terme. Ils étaient avant tout des technocrates pragmatiques qui étaient arrivés à la conclusion que le seul moyen pour préserver le monopole politique du PRI et du parti communiste était de recourir à la politique économique la plus efficace pour sortir le pays de la faillite économique ou du piège du revenu intermédiaire tout en veillant à ne pas trop nuire, malgré quelques ajustements indispensables, aux intérêts politiques du parti. Leur libéralisme économique était donc dénué de toute velléité de réformer le régime politique autoritaire pour instaurer un véritable libéralisme politique.

A première vue, le Mexique et la Chine réunissent aujourd'hui un certain nombre de préconditions structurelles qui devraient leur permettre de devenir des démocraties libérales consolidées. Les deux pays ont un État national qui est en mesure de garantir la stabilité politique et une cohésion nationale minimale. Ils ont connu un processus d'industrialisation assez profond pour les placer au seuil d'un niveau minimum de développement socioéconomique permettant l'émergence d'une démocratie libérale consolidée. Finalement, à la suite de la libéralisation de l'économie et de l'ouverture aux échanges internationaux, une économie capitaliste et un secteur privé suffisamment

développé réunissent les conditions nécessaires à l'émergence d'une société civile indépendante par rapport à l'État.

Pourtant, si toutes les préconditions nécessaires à l'avènement d'un régime libéral sont réunies dans les deux pays, le Mexique a aujourd'hui une démocratie libérale qui n'est toujours pas consolidée et la Chine connaît une régression autoritaire. Ainsi donc, la Chine représente aujourd'hui l'exemple le plus connu du paradoxe libéral, à savoir la présence d'un régime politique autoritaire dans une économie capitaliste industrialisée, et le Mexique illustre depuis 1997 les difficultés rencontrées par les pays émergents tombés dans le piège d'une consolidation démocratique inachevée. J'évoquerai ces enseignements plus loin.

Les pièges du revenu intermédiaire et d'une consolidation libérale inachevée

Depuis les années 1980, l'économie mexicaine est embourbée dans le piège du revenu intermédiaire. Parce que la frontière technologique est atteinte et que l'économie est dans l'incapacité d'innover et donc d'être compétitive sur le marché mondial, la croissance économique stagne. L'une des causes est la présence d'un capitalisme de connivence qui empêche l'émergence d'une véritable économie de marché et d'un État de droit. D'autre part, si les réformes économiques libérales des années 1980-1990 ont contribué à l'émergence d'une démocratie électorale en 1997, le Mexique est également tombé dans le piège d'une consolidation démocratique inachevée, à savoir un état intermédiaire de longue durée entre l'autoritarisme et une démocratie libérale.

En Chine, l'impressionnant rattrapage économique —fondé sur un meilleur usage productif de la main d'œuvre et une augmentation considérable de la productivité pendant trois décennies— s'explique par le fait que l'économie chinoise était très éloignée de la frontière technologique. Cependant, une fois que la phase de rattrapage « facile » du développement économique arrive à son terme et que le niveau de la

technologie utilisé dans l'économie est proche des meilleures pratiques des pays avancés, il devient de plus en plus difficile de maintenir un niveau élevé de croissance économique en raison d'une chute de la « productivité globale des facteurs ». En l'absence de réformes, l'économie chinoise est donc engagée sur la voie du piège du revenu intermédiaire caractérisé par une combinaison de ralentissement de la croissance économique et d'augmentation de la dette. De plus, en raison notamment de la présence d'un capitalisme de connivence et d'une régression autoritaire depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la Chine est également tombée dans le piège d'une consolidation libérale inachevée qui l'empêche de devenir un régime autoritaire libéral.

Cette situation s'explique par le fait qu'au Mexique comme en Chine, il apparaît, après une étude approfondie, que de nombreuses conditions structurelles nécessaires à la consolidation d'un régime autoritaire libéral ou d'une démocratie libérale ne sont pas encore réunies.

La première condition est *le niveau de développement*. En effet, les démocraties libérales n'ont jusqu'à présent vu le jour que dans des pays qui ont un revenu élevé. Le Mexique est maintenant une économie de revenu intermédiaire supérieur, juste en dessous de la catégorie des économies de revenu élevé qui est celle des pays riches, mais le manque de dynamisme de l'économie depuis la mise en place des réformes économiques libérales des années 1980-1990 n'a pas permis au pays d'accéder au groupe des pays à revenu élevé. Le niveau de développement socioéconomique n'est donc pas suffisant pour que la démocratie libérale soit consolidée. La Chine est depuis 2011 une économie de revenu intermédiaire supérieur. La Banque mondiale considère que la Chine devrait atteindre un niveau de revenu élevé en 2030. Pourtant, les problèmes structurels liés au piège du revenu intermédiaire peuvent nous amener à considérer, comme ce fut le cas pour le Mexique, qu'en l'absence de réformes la Chine ne sera pas en mesure de dépasser ce stade de développement.

La seconde condition est *la présence d'une véritable économie de marché*. Au Mexique, la performance insuffisante de l'économie s'explique en grande partie par le fait que les réformes économiques libérales furent limitées et qu'elles connurent, à partir de 1997, un coup d'arrêt avec l'émergence d'un *gobierno dividido*, à savoir un pouvoir exécutif affaibli et un pouvoir législatif contrôlé par des partis d'opposition qui refusaient de collaborer avec le président. D'autre part, la concurrence de la Chine sur le marché états-unien dans les années 2000 a également contribué à la performance décevante de l'économie mexicaine. En Chine, l'État joue encore un rôle prédominant dans l'économie et, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, ce rôle s'est considérablement accru au détriment de l'économie de marché et du secteur privé. Les réformes économiques sont quasiment inexistantes depuis la crise de 2008 qui amena à la mise en place d'un programme de dépenses massives, pour l'essentiel investies dans les entreprises publiques, pour relancer l'économie.

La troisième condition est *l'émergence d'une classe moyenne majoritaire issue du secteur privé (et non du secteur public) favorable aux valeurs libérales*. Le développement économique à l'origine d'un niveau minimum de développement socioéconomique associé à une libéralisation de l'économie devrait permettre l'émergence d'une classe moyenne majoritaire et autonome (ce qui ne signifie pas pour autant la fin des inégalités sociales). Au Mexique, si la classe moyenne se développe, elle n'est pas encore majoritaire. Elle représentait en 2010 39,2 % de la population totale du pays, alors que le taux était de 35,2 % en 2000. Il est à noter que cette classe moyenne émergente est dans sa grande majorité issue du secteur privé. Elle est donc autonome par rapport à l'État et est généralement favorable aux valeurs de la démocratie libérale. La consolidation de la démocratie libérale au Mexique dépendra donc en grande partie du développement économique et de sa capacité à renforcer le poids de la classe moyenne au sein de la société. De son côté, la classe moyenne chinoise représente approximativement 28 % de la population et devrait croître de manière considérable dans les dix prochaines années. Pourtant, ce que l'on définit

comme étant la classe moyenne en Chine ne constitue ni la moyenne ni la majorité de la société. De plus, même si elle est en grande partie issue du secteur privé, elle est encore largement dépendante de l'État et n'est donc pas autonome. La nouvelle classe moyenne n'est pour le moment qu'une minorité privilégiée qui tire parti de manière disproportionnée du système actuel et cherche à protéger ses intérêts économiques. Elle n'a donc pas de revendications politiques et soutient le régime en place. Par contre, si le développement économique se poursuit et que le contrôle du parti communiste sur l'économie et sur la société se relâche, une classe moyenne majoritaire autonome par rapport à l'État se montrera probablement favorable à une démocratisation du régime, comme ce fut le cas à Taiwan et en Corée du Sud.

La quatrième condition est *la présence d'une société civile autonome* qui a les moyens de s'émanciper du pouvoir de l'État. Au Mexique, les réformes économiques libérales des années 1980-90 ont permis l'émergence d'une société civile jusque-là muselée par les structures corporatistes d'un régime politique autoritaire. Elle contribua d'ailleurs largement à la transition démocratique dans les années 1990 dans la mesure où, à la suite du processus de libéralisation de l'économie, la classe moyenne ne considérait pas que ses intérêts économiques étaient menacés par les revendications des masses. En Chine, l'État-parti est parvenu à empêcher l'émergence d'une société civile économiquement et politiquement indépendante en ayant recours au mécanisme de la cooptation des élites économiques produites par le développement capitaliste. D'autre part, en raison de l'intégration de la richesse et du pouvoir et du fait des liens qui existent entre le secteur privé et le parti, il n'y a pas eu, depuis la mise en place des réformes et l'ouverture à l'extérieur il y a 40 ans, une véritable séparation de l'économie et du politique.

La cinquième et dernière condition à l'avènement d'une démocratie libérale est *la présence d'un État de droit* qui est indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie libérale capitaliste. Au Mexique, l'État de droit est soit inexistant, soit

fragile. Il existe en effet une contradiction entre les principes énoncés dans la Constitution qui garantissent les libertés individuelles ainsi que les droits politiques des citoyens et leur respect par l'État. Les individus, les entreprises et les associations n'ont donc pas la prévisibilité nécessaire au bon fonctionnement d'une société libérale. En Chine, le capitalisme de connivence, l'interventionnisme de l'État dans l'économie et l'absence de libéralisation du système politique constituent un obstacle à l'émergence d'institutions libérales telles que l'État de droit, la protection du droit de propriété, l'assurance de l'exécution des contrats, un pouvoir judiciaire indépendant, des tribunaux impartiaux et une Constitution qui garantisse les libertés individuelles des citoyens chinois.

Bien évidemment, ces conditions structurelles peuvent évoluer. Voilà pourquoi il est encore trop tôt pour prononcer un jugement définitif sur la théorie libérale classique renouvelée que nous proposons en nous appuyant sur l'expérience du Mexique et de la Chine. Dans cette perspective, l'évolution de la Chine dans les 15 prochaines années constituera une véritable expérience sociale qui a la capacité de valider ou d'invalider nos hypothèses. Dans le cas du Mexique, seule une montée en gamme de l'économie dans le cadre d'un régime autoritaire invaliderait nos hypothèses.

Les prédictions de la théorie libérale classique renouvelée du développement

Comme l'a souligné Karl Popper (1959), une théorie scientifique doit pouvoir être confirmée ou infirmée par les faits. La théorie libérale classique renouvelée que nous proposons devrait donc être en mesure de faire des prédictions pour être testée. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, le paradoxe libéral représente un défi majeur pour cette théorie dans la mesure où le modèle chinois, qui parvient pour le moment à développer son économie et sa société sans se démocratiser, s'impose de plus en plus comme une alternative crédible aux démocraties libérales.

À la lumière de notre théorie libérale classique renouvelée qui n'est pas déterministe, nous pouvons envisager trois trajectoires possibles pour l'évolution de la Chine sur le moyen terme, c'est-à-dire d'ici 2030, lorsque la Chine devrait avoir atteint un niveau de revenu élevé. La première trajectoire est l'embourbement dans le piège du revenu intermédiaire et une régression autoritaire du régime. Dans un tel scénario, les dirigeants du parti communiste décideraient de sacrifier les réformes de structures nécessaires pour surmonter le piège du revenu intermédiaire dans le but de sauvegarder le régime tel qu'il est (sans réforme politique). La crainte d'une perte de contrôle politique du régime sur la société (le paradoxe de Tocqueville⁷⁵) pourrait en effet amener le parti à accepter une stagnation de l'économie et à empêcher ainsi la Chine de devenir une économie avancée avec un revenu par habitant élevé. L'épisode du massacre de Tiananmen nous a montré que les dirigeants communistes actuels n'abandonneront pas le pouvoir et leurs privilèges facilement.

Comme le souligne Shambaugh (2016 : 3) : "... if the regime stays on its current course, I predict that economic development will stagnate and even stall, exacerbating already acute social problems, and producing the protracted political decline of the ruling Chinese Communist Party." Une telle évolution est d'autant plus probable que le parti ne s'engagera probablement pas dans des réformes économiques susceptibles de faire baisser le taux de croissance de l'économie dans le contexte du centenaire de la fondation du parti en 2021 et du centenaire du régime en 2049. Le scénario que nous venons d'évoquer ne permettrait pas d'infirmier la théorie libérale classique renouvelée dans la mesure où la Chine ne serait pas en mesure de devenir une économie à revenu

⁷⁵ D'après *The Economist* (2013) : "There is a vogue in Chinese intellectual circles for reading Alexis de Tocqueville's 1856 book on the French Revolution, "The Old Regime and the Revolution". The argument that most resonates in China is that old regimes fall to revolutions not when they resist change, but when they attempt reform yet dash the raised expectations they have evoked."

élevé. D'autre part, en raison d'un retour en arrière dans le domaine de la libéralisation de l'économie, la Chine ne pourrait plus être considérée comme étant une économie capitaliste cohabitant avec un régime autoritaire.

La seconde trajectoire serait une montée en gamme de l'économie, grâce notamment à un renforcement de l'économie de marché, un essor de l'innovation technologique nationale, un accroissement de la productivité et un développement de l'initiative individuelle et de l'entrepreneuriat. Sur le plan politique, cette trajectoire devrait amener à deux voies possibles, à savoir :

- La voie de l'autoritarisme libéral. Dans ce scénario, un régime autoritaire moderne cohabiterait avec les institutions libérales et les libertés civiles nécessaires au bon fonctionnement d'une économie capitaliste avancée. Cependant, ces libertés se limiteraient à la sphère économique et ne remettraient pas en question le monopole politique exercé par le parti. C'est le type de régime qui existe actuellement à Singapour dans lequel les libertés économiques sont assurées par un système juridique hérité des britanniques et où l'efficacité de l'État est garantie par une bureaucratie compétente et bien rémunérée, ce qui explique l'absence de corruption au sein du gouvernement (Grant, 2015). La stabilité du régime est préservée grâce à une participation politique limitée. Cependant, un tel scénario ne pourra émerger que si le parti communiste accepte de s'engager dans une profonde réforme politique et à limiter son pouvoir sur la société, ce qui semble improbable pour le moment. D'autre part, même un régime autoritaire libéral performant n'est pas immunisé contre les revendications démocratiques de la population.
- La voie de la démocratie libérale. C'est l'exemple de Taiwan où le processus de développement économique a conduit à l'émergence d'institutions libérales, de libertés civiles et politiques et à une ouverture démocratique. Un État autoritaire, qui avait contribué au développement économique du pays dans le

cadre d'une stratégie de substitution aux importations dans les années 1950, prit la décision de libéraliser l'économie et de s'orienter vers une stratégie de croissance axée sur les exportations au début des années 1960 avec l'aide financière des États-Unis (Roy, 2003 : 98). La loi martiale fut abrogée en 1987 et le régime fut contraint de se lancer sur la voie d'une libéralisation politique qui amena à la mise en place d'une démocratie libérale consolidée à partir de l'année 2000.

Les deux scénarios que nous venons d'évoquer, celui de Singapour et celui de Taiwan, ne permettraient pas d'infirmier la théorie libérale classique renouvelée.

La troisième trajectoire serait une montée en gamme de l'économie fondée sur une innovation orchestrée par les bureaucrates et les entreprises publiques dans le cadre d'une politique industrielle et d'une économie de marché limitée. Cela permettrait à l'État-parti de sortir du piège du revenu intermédiaire et d'accéder au club des économies à revenu élevé tout en maintenant le régime tel qu'il existe actuellement. Dans un tel scénario, dans le cadre duquel la Chine serait en mesure d'innover sans réformer son économie et son système politique de manière fondamentale, la théorie libérale classique renouvelée serait invalidée. C'est le pari de Xi Jinping depuis son accession au pouvoir en novembre 2012. Il a en effet renforcé le contrôle du parti sur la société et le système politique avec l'espoir de poursuivre le développement économique de la Chine dans le cadre d'un capitalisme d'État et d'empêcher une évolution « libérale » du régime.

La théorie libérale classique renouvelée pourrait également être invalidée par une disparition des démocraties libérales consolidées dans les économies capitalistes

avancées⁷⁶. La solidité des démocraties libérales dépend en grande partie de la prospérité économique produite par une économie capitaliste et l'avènement d'un régime autoritaire dans une économie à revenu élevé invaliderait notre argumentation. Mounk (2018) avance l'hypothèse selon laquelle la montée du populisme nous révèle que le libéralisme et la démocratie ne sont plus naturellement complémentaires. Dans le cadre de cette perspective, le libéralisme est perçu comme étant un obstacle à l'expression populaire de la démocratie qu'il faut supprimer. Des dirigeants autocrates populaires détruisent les fondations de la démocratie libérale, notamment les freins et contrepoids constitutionnels (*checks and balances*), dans des économies capitalistes ou partiellement capitalistes pour établir des démocraties illibérales aussi bien dans des pays avancés comme la Hongrie ou la Pologne que dans des économies émergentes comme le Venezuela, la Turquie ou la Russie. D'autres pays comme la France ou les États-Unis sont également menacés. Le risque est que ces démocraties illibérales amènent à l'émergence de régimes autoritaires comme ce fut le cas en France sous Napoléon III à la fin du XIXe siècle, puis en Italie, en Espagne, au Japon et en Allemagne dans les années 1920 et 1930.

Nous avons défini dans cette thèse un programme de recherche original, tel que défini par Lakatos (1970), sous la forme d'une théorie libérale classique renouvelée qui tient compte des limites de la thèse traditionnelle. Nous considérons toutefois que le pouvoir explicatif de notre théorie libérale classique renouvelée peut et doit être amélioré par la contribution d'autres auteurs dans un processus constant de création et d'adaptation

⁷⁶ Cet effondrement pourrait être provoqué par un affaiblissement durable de l'économie, comme ce fut le cas en Argentine au XXe siècle. Mais une telle évolution ne contredit pas notre théorie qui suppose un maintien de la prospérité économique. Comme le rappelle Luis Rubio (2019) : « L'Argentine a commencé le XXe siècle avec le PIB par habitant le plus élevé d'Amérique latine, très similaire à celui des États-Unis à la même époque ; un siècle plus tard, la nation sud-américaine se trouve à la 53ème place. »

théorique propre à l'accumulation efficace du savoir. Nous avons démontré que la théorie libérale classique est une tradition vivante et pertinente qui permet d'expliquer l'un des problèmes majeurs de la science politique moderne. D'autres questions vont se poser à l'avenir et une théorie libérale classique renouvelée dynamique devrait être en mesure d'y répondre. Cette démarche devra néanmoins s'inscrire dans le cadre d'une logique scientifique telle que définie par Popper (1959) en appliquant le principe de falsifiabilité aux nouvelles propositions théoriques.

Perspectives de recherche pour l'avenir

La théorie libérale classique renouvelée que nous avons élaboré dans cette thèse peut nous servir de cadre théorique pour étudier, dans le cadre d'une analyse comparative, l'évolution de pays émergents autres que le Mexique et la Chine qui joueront également un rôle prépondérant au XXI^e siècle. Nous sommes donc en mesure de définir un agenda de recherche qui sera orienté vers une étude approfondie, similaire à celle que nous avons réalisé pour le Mexique et la Chine, de pays comme le Brésil, l'Indonésie, la Turquie et l'Inde. Ces études de cas nous permettront d'affiner notre théorie.

Comme nous l'avons signalé, l'étude de l'évolution de la Chine dans les 15 prochaines années sera capitale pour valider ou invalider la théorie libérale classique renouvelée. Il faut ajouter que dans cette optique l'étude de Singapour sera également essentielle, plus particulièrement si le régime évolue vers l'établissement d'une démocratie libérale consolidée. Cela démontrerait en effet qu'un régime autoritaire libéral peut évoluer de manière progressive et sans crise majeure vers un régime démocratique libéral. Il sera donc intéressant de voir si, comme ce fut le cas au Mexique, le parti d'action populaire ou *People's Action Party* (PAP), qui a été au pouvoir depuis 1959, sera contraint de faire des concessions aux partis d'opposition et d'ouvrir la compétition électorale afin que les élections soient libres et équitables. C'est une évolution très probable dans la mesure où les partis d'opposition ont déjà obtenu 40 % des voix lors de l'élection

générale de 2011, le pire résultat électoral de l'histoire du parti au pouvoir (le PAP a depuis rétabli sa position électorale en obtenant 69,9 % des suffrages lors de l'élection générale de 2015 après le décès de Lee Kuan Yee, mais n'a obtenu que 61 % des suffrages en 2020, un score similaire à celui de 2011) (Brown, 2011 ; Wembridge, 2015 ; Palma, 2020). Cela a amené le PAP à être plus à l'écoute et à mettre en œuvre une politique de redistribution des richesses auprès de la population.

La théorie libérale classique renouvelée pourrait également être appliquée à un autre champ de la science politique que la politique comparée. Dans la tradition réaliste de la théorie des relations internationales, l'État souverain est considéré comme étant une boîte noire. Seule sa puissance (économique, militaire, démographique, voire même culturelle) est prise en compte pour expliquer l'interaction avec les autres États. Nous estimons toutefois que cette perspective est incomplète dans la mesure où il faut regarder à l'intérieur de la boîte, et plus particulièrement analyser le régime politique, pour bien comprendre la dynamique des relations internationales.

Une telle approche nous permettrait de saisir la nature des régimes politiques, leur évolution et leur impact sur l'ordre international. Ceci est important car, dans le cadre de la définition de la politique étrangère du Canada, notre relation avec une démocratie libérale ne peut être la même qu'avec une démocratie illibérale ou un régime autoritaire. La question de la nature du régime est particulièrement pertinente pour nos relations présentes et futures avec les puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde dont les économies et les sociétés sont en constante mutation. En effet, en fonction de l'évolution de leur régime politique, ces nouvelles puissances seront plus ou moins susceptibles de recourir au conflit ou à la coopération internationale dans l'affirmation de leurs intérêts sur la scène internationale.

Alors que l'avènement de démocraties libérales consolidées dans ces puissances montantes permettrait la poursuite d'un ordre international libéral renégocié,

l'émergence d'une forme moderne d'autoritarisme conduirait à un retour à un ordre mondial fondé sur la politique de puissance qui n'est pas dans l'intérêt d'un pays comme le Canada. Pour ces raisons, la nature de leurs régimes politiques sera déterminante dans la définition de l'ordre international qui émergera au XXI^e siècle ainsi que pour notre capacité à l'influencer. Le risque pour le Canada serait un effondrement de l'ordre international libéral qui fut constitué sous l'égide des États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cet ordre s'appuie sur des principes directeurs tels que les droits de l'homme, le libre-échange, les institutions multilatérales et la démocratie libérale qui contribuent à la prospérité mondiale et à la paix entre les nations.

Les conséquences de l'évolution des régimes politiques dans les puissances émergentes détermineront en grande partie si notre politique étrangère devrait tendre vers l'idéalisme, c'est-à-dire, faire de notre philosophie politique interne l'objectif de notre politique étrangère, ou vers le réalisme, c'est-à-dire, la conviction que la politique internationale est toujours un champ de conflit entre des acteurs en quête de pouvoir. La combinaison de l'abdication du leadership mondial par les États-Unis et de la montée de puissances autoritaires émergentes fait que les puissances moyennes comme le Canada et les pays européens qui partagent des valeurs communes auront de plus en plus de mal à demeurer des passagers clandestins (*free ride*) de la puissance états-unienne. Dans un tel contexte, elles devront probablement augmenter leurs dépenses militaires, mettre en place une politique étrangère idéaliste fondée sur des principes réalistes, renforcer leur collaboration afin de consolider le système multilatéral et s'appuyer de plus en plus sur le *soft power* si elles désirent défendre de manière efficace la démocratie libérale, leurs valeurs et un ordre international fondé sur des règles.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie du 1^{er} chapitre et de la conclusion :

Acemoglu, Daron et Robinson, James A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. New York, N.Y. : Crown Publishing Group.

Aghion, Philippe et Howitt, Peter (1998). *Endogenous growth theory*. Cambridge, Massachusetts, United States : The MIT Press.

Aghion, Philippe (2015). *Théorie et politiques de la croissance*. Cours donné au Collège de France. Récupéré de <https://www.college-de-france.fr/site/philippe-aghion/course-2015-2016.htm> (2020).

Aghion, Philippe avec Céline Antonin et Simon Bunel (2020). *Le Pouvoir de la destruction créatrice*. Paris : Odile Jacob.

Allen, Robert. (2011). *Global Economic History: A Very Short Introduction*. Oxford, UK. Oxford University Press.

Aron, Raymond. (1998-1965). *Essai sur les libertés*. Paris : Hachette.

Audard, Catherine. (2009). *Qu'est-ce que le libéralisme ? : éthique, politique, société*. Paris : Gallimard.

Bairoch, Paul. (1997). *Victoires et déboires : histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*. Paris : Gallimard.

Balassa, Bela. (1980). *Process of Industrial Development and Alternative Development Strategies*. Washington DC: World Bank.

Baldwin, Richard. (2016). *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.

Banque mondiale. (2019). World Bank Country and Lending Groups. Country Classification. Récupéré de <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>

Baumol, William, Litan, Robert et Schramm, Carl J. (2007). *Good Capitalism, Bad Capitalism, and the Economics of Growth and Prosperity*. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

Bazdresch, Carlos et Levy, Santiago. (1991). Populism and Economic Policy in Mexico, 1970-1982. Dans Dornbusch, Rudiger et Edwards, Sebastian (dir.). *The Macroeconomics of Populism in Latin America* (p. 223-262). Chicago: University of Chicago Press.

Berger, Peter L.

(1986). *The Capitalist Revolution: Fifty Propositions about Prosperity, Equality, and Liberty*. London, UK: Wildwood House.

(1992). The Uncertain Triumph of Democratic Capitalism. *Journal of Democracy*, 3(3), 7-16.

Berlin, Isaiah. (1969). *Four Essays on Liberty*. Omaha, NE: Classics of Liberty Library, Division of Gryphon Editions.

Brown, Kevin. (2011, 8 mai). Singapore opposition makes historic gains. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/ac59d4aa-7924-11e0-b655-00144feabdc0>

Buchanan, James M. et Tullock, Gordon. (1962). *The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy*. Ann Arbor, Michigan: University of Michigan Press.

Butler, Eamonn.

(2015). *Classical Liberalism – A Primer*. London: The Institute of Economic Affairs.

(2018). *Introduction à l'école autrichienne d'économie*. Paris : Institut Coppet.

Constant, Benjamin.

(1997-1806). Principes de politique. Dans Constant, Benjamin. *Écrits politiques*. Paris : Gallimard.

(1997-1819). De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes. Dans Constant, Benjamin. *Écrits politiques*. Paris : Gallimard.

Dahl, Robert A.

(1971). *Polyarchy*. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

(1990). *After the Revolution? Authority in a Good Society*. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

Diamond, Larry. (1994). Toward Democratic Consolidation. *Journal of Democracy*, 5(3), 4-17.

Easterly, William. (2014). *The Tyranny of Experts: Economists, Dictators, and the Forgotten Rights of the Poor*. New York, N.Y.: Basic Books.

Ebeling, Richard M. (2003). *Austrian Economics and the Political Economy of Freedom*. Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing.

The Economist. (2013, 16 mars). The old regime and the revolution. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/china/2013/03/16/the-old-regime-and-the-revolution>

Eichengreen, Barry *et al.* (2011). *When Fast Growing Economies Slow Down: International Evidence and Implications for the People's Republic of China*. Manille, Philippines : Asian Development. Récupéré de <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28913/economics-wp262.pdf>

Friedman, Milton.

(1956) *The Basic Principles of Liberalism*. Conférence présentée au Wabash College le 21 juin.

(1961, 18 mai) The New Liberal's Creed: Individual Freedom, Preserving Dissent Are Ultimate Goals. *Wall Street Journal*. Récupéré de

https://miltonfriedman.hoover.org/friedman_images/Collections/2016c21/WSJ_05_18_1961.pdf

(1982-1962). *Capitalism and Freedom*. Chicago, Illinois: University of Chicago Press.

Fukuyama, Francis.

(1992). Capitalism & Democracy: The Missing Link. *Journal of Democracy*, 3(3), 100-110.

(1993). *The End of History and the Last Man*. New York, N.Y.: HarperCollins.

(1995). The Primacy of Culture. *Journal of Democracy*, 6(1), 7-14.

(2010). Transitions to the Rule of Law. *Journal of Democracy*, 21(1), 33-44

Gerschenkron, Alexander. (1962). *Economic Backwardness in Historical Perspective*. Cambridge, Massachusetts: Belknap Press of Harvard University Press.

Gill, Indermit et Kharas, Homi. (2007). *An East Asian renaissance: ideas for economic growth*. Washington DC: World Bank.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/517971468025502862/An-East-Asian-renaissance-ideas-for-economic-growth>

Grant, Jeremy. (2015, 22 mars). Singapore patriarch Lee Kuan Yee dies. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/494e02f8-b7fc-11e4-b6a5-00144feab7de>

Gwartney, James et Lawson, Robert. (2004). *Economic Freedom of the World: 2004 Annual Report*. Vancouver: Fraser Institute.

Gwartney, James *et al.* (2010). *Economic Freedom of the World: 2010 Annual Report*. Vancouver: Fraser Institute.

Haber, Stephen. (2002). The Commitment Problem and Mexican Economic History. Dans Bortz, Jeffrey L. et Haber, Stephen. (dir.), *The Mexican Economy, 1870-1930 : Essays on the Economic History of Institutions, Revolution, and Growth* (p. 205-254). Stanford, California : Stanford University Press.

Hall, Peter A. (1989) Introduction. Dans Hall, Peter A. (dir.), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism Across Nations*. (p. 3-26). Princeton, New Jersey : Princeton University Press.

Hayek, Friedrich. A.

(1960). *The Constitution of Liberty*. Chicago, Illinois : University of Chicago Press.

(1979). *New Studies in Philosophy Politics, Economics and the History of Ideas*. London: Routledge & Kegan Paul.

(1994-1944). *The Road to Serfdom*. Cutchogue, N.Y.: Buccaneer Books.

Hodgson, Geoffrey M. (2015). *Conceptualizing Capitalism: Institutions, Evolution, Future* [Format Kindle]. Chicago, Illinois: University of Chicago Press.

Holmes, Stephen.

(1993). *The Anatomy of Antiliberalism*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.

(1995). *Passions and Constraint: On the Theory of Liberal Democracy*. Chicago, Illinois: University of Chicago Press.

Huntington, Samuel P. (1991). *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman: University of Oklahoma Press.

Iversen, Torben et Soskice, David. (2019). *Democracy and Prosperity: Reinventing Capitalism through a Turbulent Century*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.

International Finance Corporation. (2020). Establishing 'Emerging Markets'. Récupéré de https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/corp_ext_content/ifc_external_corporate_site/about+ifc_new/ifc+history/establishing-emerging-markets

Kuhn, Thomas. (1962). *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago, Illinois: University of Chicago Press.

Lakatos, Imre. (1970). Falsification and methodology of scientific research programmes. Dans Lakatos, Imre et Musgrave, Alan (dir.), *Criticism and the Growth of Knowledge* (p. 91-196). Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Laurent, Alain. (2006). *Le libéralisme américain*. Paris : Les belles lettres.

Linz, Juan J. (1975). Totalitarian and Authoritarian Regimes. Dans Greenstein, Fred I. et Polsby, Nelson W. (dir.), *Handbook of Political Science. Vol. 3: Macro-political Theory* (p. 175–411). Reading, Mass: Addison-Wesley Publishing Company.

Linz, Juan J. et Stepan, Alfred C. (dir.). (1997). Toward Consolidated Democracies. Dans Diamond et al., (dir.), *Consolidating the Third Wave Democracies* (p. 14-33). Baltimore, Maryland: The Johns Hopkins University Press.

Lipset, Seymour M.

(1959). Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy. *The American Political Science Review*, 53(1), 69-105.

(1994). The Social Requisites of Democracy Revisited: 1993 Presidential Address. *American Sociological Review*, 59(1), 1-22.

Lipset, Seymour Martin et Lakin, Jason. (2004). *The Democratic Century*. Norman: University of Oklahoma Press.

List, Friedrich. (1909-1841). *The National System of Political Economy*. Londres : Longmans, Green and Co.

Manent, Pierre.

(2001). *Les libéraux*. Paris : Gallimard.

(2003). Modern Democracy as a System of Separations. *Journal of Democracy*, 14(1), 114-125.

March, James et Johan Olsen. (1984). The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life. *The American Political Science Review*, 78(3), 734-749.

Mill, John Stuart.

(1998- 1848). *Principles of Political Economy*. Oxford, UK: Oxford University Press.

von Mises, Ludwig.

(1945). *Bureaucracy*. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

(1962). *Planning for Freedom*. South Holland, Illinois: Libertarian Press.

(2005-1927). *Liberalism: The Classical Tradition*. Indianapolis, Indiana: Liberty Fund, 2005.

Mouk, Yascha. (2018). *The People Vs Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

North, Douglass C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

O'Donnell, Guillermo.

(1973). *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*. Berkeley et Los Angeles : Institute of International Studies, University of California.

(2001). Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines, *Revue internationale de politique comparée*, 8(2), 199-224.

Palma, Stefania. (2020, 10 juillet). Singapore's ruling party wins general election. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/d8d9f319-d77d-42ea-b078-9b25a9b35b5e>

Phillipson, Nicholas. (2010). *Adam Smith: An Enlightened Life*. London: Allen Lane.

Plattner, Marc F. (1999). From Liberalism to Liberal Democracy. *Journal of Democracy*, 10(3), 121-34.

Popper, Karl. (1959-2005). *The Logic of Scientific Discovery*. Abingdon, United Kingdom: Routledge.

Prebisch, Raul.

(1950). *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*. Lake Success, N.Y. : United Nations Publication.

(1984). Five Stages in my Thinking on Development. Dans Meier, Gerald M. et Seers, Dudley (dir.) *Pioneers in Development* (p. 173-191). New York: Oxford University Press for the World Bank.

Przeworski, Adam. (1991). *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Przeworski, Adam et Limongi, Fernando. (1997). Modernization. Theory and Facts. *World Politics*, 49(2), 155-83.

Rajah, Jothie. (2012). *Authoritarian Rule of Law. Legislation, Discourse and Legitimacy in Singapore*. New York: Cambridge University Press.

Roy, Denny. (2003). *Taiwan. A Political History*. Ithaca et London: Cornell University Press.

Rubio, Luis. (2019, 23 juin). ¿Argentina en el horizonte? Récupéré de <http://luisrubio.mx/wp/?p=6053>

Salin, Pascal. (2000). *Libéralisme*. Paris : éditions Odile Jacob.

Schumpeter, Joseph.

(1942). *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York, N.Y.: Harper & Brothers.

(1950). *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York, N.Y.: Harper & Brothers.

Sen, Amartya. (1999). *Development as Freedom*. New York, N.Y.: Alfred A. Knopf.

Shambaugh, David. (2016). *China's Future*. Hoboken, New Jersey: John Wiley & Sons.

Shils, Edward. (1991). The Virtue of Civil Society. *Government and Opposition*, 26(1), 3-20.

Smith, Adam. (1776-1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. Oxford: Clarendon Press.

Solow, Robert M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70 (1), 65-94.

Tocqueville, Alexis de. (1865). *Œuvres complètes d'Alexis de Tocqueville*. Paris : Michel Lévy Frères.

Vercueil, Julien. (2011). *Les pays émergents*. Paris : éditions Bréal.

Weber, Max. (1995-1921) *Économie et société*. Paris : Pocket.

Wembridge, Mark. (2015, 11 septembre). Singaporeans vote overwhelmingly to return PAP to power. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/5c135ecc-5894-11e5-a28b-50226830d644>

Yifu Lin, Justin. (2012). *The Quest for Prosperity: How Developing Economies Can Take Off*. New Jersey: Princeton University Press.

Zakaria, Fareed. (1997). The Rise of Illiberal Democracy. *Foreign Affairs*, 76(Nov-Dec), 22-43.

Bibliographie sur le Mexique :

Aboites, Luis et Loyo, Engracia. (2011). La construcción del nuevo Estado, 1920-1945. Dans Velasquez Garcia, Erik *et al.*, (dir.). *Nueva historia general de México* (p. 595-652). México D.F : El Colegio de México.

Aguilar Camín, Héctor.

(2015). El liberalismo mexicano hoy. Dans Aguilar Rivera, José Antonio (dir.). *La fronda liberal. La reinención del liberalismo en México*. México D.F.: Penguin Random House Grupo Editorial; Edición: 1.

(2016, 1er mai). Nocturno de la democracia mexicana. *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=28283>

Aguilar Camín, Héctor et Castañeda, Jorge G. (2010, 1er décembre). Regreso al futuro. *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=14042>

Aguilar Camín, Héctor et Meyer, Lorenzo. (1993). *In the shadow of the Mexican*

revolution: contemporary Mexican history, 1910-1989. Austin, Texas: University of Texas Press.

Arès, Mathieu. (2014). Le Mexique entre l'intégration nord-américaine et la Chine. *Revue Interventions économiques*, Hors-série. Transformations. Récupéré de <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6063>

Arreguin, Javier. (2019, 22 avril). Descubre ¿Cuanto debes ganar para pertenecer a la clase media-alta? *AS News*. Récupéré de <https://asnews.mx/noticias/descubre-cuanto-debes-ganar-para-pertenecer-a-la-clase-media-alta>

Balassa, Bela. (1980). *The Process of Industrial Development and Alternative Development Strategies*. Washington, D.C. : The World Bank.

Banque mondiale.

(2019). Crédit intérieur fourni au secteur privé (% du PIB). Récupéré de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FS.AST.PRVT.GD.ZS>

(2020). GDP per capita, PPP (current international \$) – Mexico. Récupéré de <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD?locations=MX>

Bazdresch, Carlos et Levy, Santiago. (1991). Populism and Economic Policy in Mexico, 1970-1982. Dans Dornbusch, Rudiger et Edwards, Sebastian (dir.). *The Macroeconomics of Populism in Latin America* (p. 223-262). Chicago: University of Chicago Press.

Bortz, Jeffrey L. et Haber, Stephen. (2002). The New Institutional Economics and Latin American Economic History. Dans Bortz, Jeffrey L. et Haber, Stephen (dir.), *The Mexican Economy, 1870-1930 : Essays on the Economic History of Institutions, Revolution, and Growth* (p.1-20). Stanford, California: Stanford University Press.

Bruhn, Kathleen.

(1997). *Taking on Goliath: The Emergence of a New Left Party and the Struggle for Democracy in Mexico*. University Park, Pennsylvania: Penn State Press.

(2008). The Evolution of the Mexican Left. Dans Castañeda, Jorge G. et Morales, Marco A. (dir.), *Leftovers: Tales of the Latin American Left* (p. 213-228). Abingdon, United Kingdom : Routledge.

Cárdenas, Enrique.

(2012). *De la economía mexicana en el dilatado siglo XX, 1929-2010* [Format Kindle].

Dans Kuntz Ficker, Sandra (dir.), *Historia mínima de la economía mexicana, 1519-2010*. (p. 232-302). México D.F : El Colegio de México.

(2015a). *El proceso económico. México (1930-1960)* [Format Kindle]. Barcelona, España: Penguin Random House Grupo Editorial España.

(2015b). *El proceso económico. México (1960-2000)* [Format Kindle]. Barcelona, España: Penguin Random House Grupo Editorial España.

Centeno, Miguel Angel. (1994). *Democracy Within Reason: Technocratic Revolution in Mexico*. University Park, PA: The Pennsylvania State University Press.

Cosío Villegas, Daniel. (1972). *El sistema político mexicano*. México, D. F.: Joaquín Mortiz.

Crespo, José Antonio. (2004). Party Competition in Mexico: Evolution and Prospects. Dans Middlebrook, Kevin (dir.), *Dilemmas of Political Change in Mexico*. (p. 57–81). London: Institute of Latin American Studies, University of London.

De la Calle, Luis et Rubio, Luis. (2010). *Clasemediero. Pobre no más, desarrollado aún no*. Récupéré de http://www.cidac.org/esp/uploads/1/LDC_Clasemediero.pdf

De la Madrid, Enrique. (2015). *México en la generación del desarrollo* [Format Kindle]. México D.F: Penguin Random House Grupo Editorial México.

Diamond, Larry. (1994). Toward Democratic Consolidation. *Journal of Democracy*, 5(3), 4-17.

Dornbusch, Rudiger et Edwards, Sebastian. (1991). The Macroeconomics of Populism. Dans Dornbusch, Rudiger et Edwards, Sebastian (dir.), *Macroeconomics of Populism in Latin America*. (p. 7-13). Chicago: The University of Chicago Press.

The Economist. (2000, 28 octobre). PRide before the fall. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/special-report/2000/10/28/pride-before-the-fall>

The Economist. (2006, 18 novembre). Monopoly money. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/special-report/2006/11/18/monopoly-money>

The Economist. (2011, 27 août). Making the desert bloom. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/briefing/2011/08/27/making-the-desert-bloom>

The Economist. (2012, 22 novembre). Señores, start your engines. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/special-report/2012/11/22/senores-start-your-engines>

The Economist. (2013a, 16 février). Tearing up the script. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/the-americas/2013/02/16/tearing-up-the-script>

The Economist. (2013b, 6 avril). Working through a reform agenda. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/the-americas/2013/04/06/working-through-a-reform-agend>

Edwards, Sebastian. (1995). *Crisis and Reform in Latin America*. Washington, D.C.: World Bank.

Eichengreen, Barry *et al.* (2011). *When Fast Growing Economies Slow Down: International Evidence and Implications for the People's Republic of China*. Manille, Philippines : Asian Development. Récupéré de <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28913/economics-wp262.pdf>

Elizondo Mayer-Serra, Carlos.

(1998). Tres trampas: sobre los orígenes de la crisis económica mexicana de 1994. *Revista de Economía Política*, 18(4), 122-140.

(2009, 1er février). El (gran) negocio del amparo (fiscal). *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=12936>

(2010). La economía política de un crecimiento mediocre. Dans Loaeza, Soledad et Prud'homme, Jean-François (dir.). *Los grandes problemas de México. XIV. Instituciones y procesos políticos*. México, D.F. : El Colegio de México.

(2013). *Por eso estamos como estamos*. [Format Kindle]. México D.F : Debolsillo.

(2015, 1er décembre). Discutiendo a Jaime Ros. *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=26978>

Esquivel Gerardo et Hernandez-Trillo, Fausto. (2009). How can reforms help deliver growth in Mexico? Dans Rojas- Suarez, Liliana (dir.), *Growing Pains in Latin America: An Economic Growth Framework as Applied to Brazil, Colombia, Costa Rica, Mexico, and Peru* (p. 192-235). Washington, D.C.: Center for Global Development Books.

Esquivel, Gerardo, Lustig, Nora et Scott, John. (2010). Mexico : A Decade of Falling Inequality : Market Forces or State Action? Dans López-Calva, Luis F. et Lustig, Nora (dir.), *Declining Inequality in Latin America: A Decade of Progress?* (p. 175-217). Washington, D.C.: Brookings Institution Press.

Financial Times. (2014, 21 octobre). Mexico is struggling in battle for rule of law. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/ffc03bf8-592b-11e4-a722-00144feab7de>

Freedom House (2020a). Mexico. Récupéré de <https://freedomhouse.org/country/mexico/freedom-world/2020>

Fukuyama, Francis. (2014). *Political Order and Political Decay: From the Industrial Revolution to the Globalization of Democracy*. New York, N.Y.: Farrar, Strauss and Giroux.

Garciadiego, Javier.

(1999). ¿Dónde quedó el liberalismo? Dans Zoraida Vázquez, Josefina (dir.), *Recepción y transformación del liberalismo en México: homenaje al profesor Charles A. Hale, México* (p. 79-90). Mexico : El Colegio de México.

(2013, 31 octobre). Los valores liberales en México (avec Alan Knight et Federico Reyes Heróles). [Conférence diffusée sur YouTube]. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=okWXGazI0Uo>

Garner, Paul. (2001). *Porfirio Díaz: A Profile in Power*. London, UK : Pearson Education Limited.

Gerschenkron, Alexander. (1962). *Economic Backwardness in Historical Perspective*. Cambridge, Massachusetts: Belknap Press of Harvard University Press.

Gonzalez Gomez, Mauricio A. (1998). Crisis and Economic Change in Mexico. Dans Kaufman Purcell, Susan et Rubio, Luis (dir.), *Mexico Under Zedillo*. (p. 37-65). Boulder, Colorado : Lynne Rienner.

Haber, Stephen.

(1989). *Industry and Underdevelopment: The Industrialization of Mexico, 1890-1940*. Stanford, California: Stanford University Press.

(2002). Conclusion: The Commitment Problem and Mexican Economic History. Dans Bortz, Jeffrey L. et Haber, Stephen (dir.), *The Mexican Economy, 1870-1930 : Essays on the Economic History of Institutions, Revolution, and Growth* (p. 324-336). Stanford, California: Stanford University Press.

Hale, Charles A.

(1968). *Mexican Liberalism in the Age of Mora, 1821-1853*. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

(1989). *The Transformation of Liberalism in Late Nineteenth-Century Mexico*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.

(1997). Los mitos políticos de la nación mexicana: el liberalismo y la Revolución. *Historia Mexicana*, 46(4), 821-837.

Hanson, Gordon H.

(2010). Why Isn't Mexico Rich? *Journal of Economic Literature*, 48(4), 987–1004.

(2011, 1er décembre). El misterio mexicano. *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=14591>

Heath, Jonathan. (1999). *Mexico and the Sexenio Curse. Presidential Successions and Economic Crises in Modern Mexico*. Washington, D.C.: The Center for Strategic and International Studies Press.

Hernandez Rodriguez, Rogelio.

(1998). The Partido Revolucionario Institucional. Dans Serrano, Monica (dir.), *Governing Mexico : Political Parties and Elections* (p. 71-113). London : Institute of Latin American Studies

(1999, 1^{er} mai). PRI : Un Rompecabezas. *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=9246>

Hope, Alejandro. (2015, 3 mars). Opinion: What a kidnap tells us about police reform in Mexico. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/903a61d6-a567-11e4-ad35-00144feab7de>

Instituto Nacional Electoral (2015). *Informe sobre la calidad de la ciudadanía en Mexico*. Récupéré de https://portalanterior.ine.mx/archivos2/s/DECEYEC/EducacionCivica/Resumen_Ejecutivo_23nov.pdf

Jaime, Edna. (2004). Fox's Economic Agenda: An Incomplete Transition. Dans Kaufman Purcell, Susan et Rubio, Luis (dir.), *Mexico Under Fox* (p. 35-64). Boulder, Colorado: Lynne Rienner.

Jamrisko, Michelle *et al.* (2019, 22 janvier). These Are the World's Most Innovative Countries. *Bloomberg*. Récupéré de <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-01-22/germany-nearly-catches-korea-as-innovation-champ-u-s-rebounds>

Kamil, Herman et Zook, Jeremy. (2013). El gran regreso: Recobrada la competitividad, México recupera parte del mercado estadounidense cedido a China. *Finanzas y desarrollo*, 50(1), 48-51.

Krauze, Enrique.

(1992). Vidas paralelas: Lucas Alaman y el Doctor Mora. *Vuelta*, 191 (octubre), 17-29.

(1998). *Mexico: Biography of Power* [Format Kindle]. New York, N.Y. : Harper Perennial.

(2016, 16 mai). Desaliento de México. *Letras Libres*. Récupéré de

<https://www.letraslibres.com/mexico-espana/politica/desaliento-mexico-0>

(2006, 30 juin). El mesías tropical. *Letras Libres*. Récupéré de

<https://www.letraslibres.com/espana-mexico/revista/el-mesias-tropical>

(2018, 7 mars). ¿Adiós a la democracia mexicana? *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/es/2018/03/07/opinion-krauze-amlo-adios-democracia/>

Kuntz Ficker, Sandra.

(2002). Institutional Change and Foreign Trade in Mexico, 1870-1911. Dans Bortz, Jeffrey L. et Haber, Stephen (dir.), *The Mexican Economy, 1870-1930: Essays on the Economic History of Institutions, Revolution, and Growth* (p. 161-204). Stanford, California : Stanford University Press.

(2012). De las reformas liberales a la Gran Depresión, 1856-1929 [Format Kindle]. Dans Kuntz Ficker, Sandra (dir.), *Historia mínima de la economía mexicana, 1519-2010*. (p. 148-231). Mexico : El Colegio de México.

Loeaza, Soledad.

(2010). La metamorfosis des estado: del jacobinismo centralizador a la fragmentación democrática. Dans Loeaza, Soledad et Prud'homme, Jean-François (dir.), *Los grandes problemas de Mexico. XIV. Instituciones y procesos politicos* (p. 23-70). México D.F : El Colegio de México.

(2011). Modernizacion autoritaria a la sombra de la superpotencia, 1944-1968. Dans Velasquez Garcia, Erik *et al.*, (dir.). *Nueva historia general de México* (p. 653-698). Mexico : El Colegio de México.

Latinobarómetro.

(2016). *Informe*. Récupéré de F00005843-Informe_LB_2016.pdf

(2018). *Informe*. Récupéré de www.latinobarometro.org/lat.jsp

Linz, Juan J. et Stepan, Alfred C. (dir.). (1997). Toward Consolidated Democracies. Dans Diamond et al., (dir.), *Consolidating the Third Wave Democracies* (p. 14-33). Baltimore, Maryland: The Johns Hopkins University Press.

Lustig, Nora.

(1992). *Mexico: The Remaking of an Economy*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press.

(1995). The Mexican Peso Crisis: the Foreseeable and the Surprise. *Brookings discussion papers in international economics*, no. 114. Récupéré de <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/bdp114.pdf>

(2001). Life Is Not Easy: Mexico's Quest for Stability and Growth. *The Journal of Economic Perspectives*, 15(1), 85–106.

Magaloni, Beatriz et Zepeda, Guillermo (2004). Democratization, Judicial and Law Enforcement Institutions, and the Rule of Law in Mexico. Dans Middlebrook, Kevin (dir.), *Dilemmas of Political Change in Mexico*. (p. 168-197). London : Institute of Latin American Studies, University of London.

McKinsey Global Institute. (2014). *A Tale of two Mexicos: Growth and prosperity in a two-speed economy*. New York, N.Y. : McKinsey & Company. Récupéré de https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Americas/A%20tale%20of%20two%20Mexicos/MGI_Mexico_Full_report_March_2014.ashx

Medina Peña, Luis. 2014. *Hacia el nuevo estado: México, 1920-2000* [Format Kindle]. México D.F. : Fondo de Cultura Económica.

Merquior, José Guilherme. (1991). *Liberalism, Old and New*. Farmington Hills, Michigan : Twayne Publishers.

Meyer, Jean. (1991). Revolution and reconstruction in the 1920s. Dans Bethell, Leslie (dir.) *Mexico Since Independence*. (p. 125-200). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Meyer, Lorenzo. (1995). *Liberalismo autoritario: Las contradicciones del sistema politico mexicano*. México D.F : Oceano de México.

Middlebrook, Kevin J. (1995). *The Paradox of Revolution. Labor, State, and Authoritarianism in Mexico*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Mizrahi, Yemile.

(1998). The Costs of Electoral Success: The Partido Accion Nacional in Mexico. Dans Serrano, Monica (dir.), *Governing Mexico : Political Parties and Elections* (p. 95-113). London : Institute of Latin American Studies.

(2003). *From martyrdom to power: The Partido Acción Nacional in Mexico*. Notre Dame. Indiana : University of Notre Dame Press.

Newell, Roberto G. et Rubio, Luis. (1984). *Mexico's Dilemma: the Political Origins of Economic Crisis*. Boulder, Colorado : Westview Press.

O'Donnell, Guillermo.

(1973). *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*. Berkeley and Los Angeles : Institute of International Studies, University of California.

(2001). Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines, *Revue internationale de politique comparée*, 8:2 (2001), 199-224.

Peschard, Jacqueline. (2010). De la conducción gubernamental al control parlamentario: 30 años de reformas electorales. Dans Loaeza, Soledad et Prud'homme, Jean-François (dir.), *Los grandes problemas de Mexico. XIV. Instituciones y procesos políticos* (p. 355-403). México D.F : El Colegio de México.

Prud'homme, Jean-François. (2015). *Coyunturas y cambio político*. México D.F : El Colegio de México.

Rathbone, John Paul. (2013, 15 août). Reform will boost oil investment by \$10bn a year, says Pemex chief. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/e57fff6e-05ab-11e3-8ed5-00144feab7de>

Robles de la Rosa, Leticia. (2013, 29 novembre). PRD resquebraja Pacto por México; busca detener la reforma energética. *Excelcior*. Récupéré de <https://www.excelsior.com.mx/nacional/2013/11/29/931086>

Rodriguez Kuri, Ariel et Gonzales Mello, Renato. (2010). El Fracaso del éxito, 1970-1985. Dans Velasquez Garcia, Erik et al. (dir.), *Nueva historia general de Mexico* (p. 699-746). México D.F : El Colegio de México.

Rubio, Luis.

(1998). Coping with Political Change. Dans Kaufman Purcell, Susan et Rubio, Luis (dir.), *Mexico Under Zedillo*. (p. 5-36). Boulder, Colorado : Lynne Rienner.

(1999). *Tres ensayos: Fobaproa, privatizacion y TLC*. México D.F : Centro de Investigación para el Desarrollo. Récupéré de http://cidac.org/esp/uploads/1/Tres_ensayos_Fobaproa__privatizaci__n_y_TLC_PDF.pdf

(2004). Democratic Politics in Mexico: New Complexities. Dans Kaufman Purcell, Susan et Rubio, Luis (dir.), *Mexico Under Fox* (p. 5-34). Boulder, Colorado : Lynne Rienner.

(2013). *Mexico Matters: Change in Mexico and Its Impact Upon the United States*. Washington, D.C. : Wilson Center. Récupéré de https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/rubio_mexico_matters.pdf

Schettino, Macario. (2007). *Cien anos de confusion: Mexico en el siglo XX* [Format Kindle]. Mexico : Taurus.

Thomson, Adam. (2013, 27 juin). Aztec tiger begins to sharpen its claws. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/0c8398e4-c79c-11e2-9c52-00144feab7de>

Transparency International (2020). Corruption Perception Index. Récupéré de <https://www.transparency.org/en/cpi>

Ugalde, Luis Carlos.

(2010, 1er février). Por una democracia liberal (Para erradicar el clientelismo). *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=13505>

(2011, 1er juillet). Nueva y vieja corrupción mexicana. *Nexos*. Récupéré de <https://www.nexos.com.mx/?p=14350>

(2013). *Por una democracia eficaz* [Format Kindle]. México D.F : Penguin Random House Grupo Editorial México.

Vázquez, Josefina. (2008). De la independencia a la consolidación republicana. Dans Escalante Gonzalbo, Pablo *et al.*, (dir.), *Nueva historia minima de Mexico ilustrada*. (p. 245-335). Mexico : El Colegio de México 2008.

Webber, Jude.

(2015, 2 mars). Mexico plagued by ‘incredulity and distrust, admits president. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/2f8d3c84-bea1-11e4-8d9e-00144feab7de>

(2016, 20 juin). Mexico enacts sweeping justice reform. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/06c4fdde-345a-11e6-8825-ef265530038e>

(2020a, 24 mai). Investors see uncertain future in Mexico. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/8444a147-7081-4057-a7bc-8ca2e335fab0>

(2020b, 22 juin). Mexico’s ‘Iron Lady’ cracks whip on multinationals’ taxes. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/814b42b2-d8ab-42ce-a151-9ddbde749732>

Webber, Jude et Mander, Benedict. (2020, 22 juillet). Mexico moves to overhaul frail pensions. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/1c6c7622-f616-41b6-ac5e-f40466621350>

Walton, Michael et Levy, Santiago (2009). Equity, Competition, and Growth in Mexico: An Overview. Dans Walton, Michael et Levy, Santiago (dir.), *No Growth Without Equity? Inequality, Interests, and Competition in Mexico* (p. 1-42). Washington, DC: World Bank. Récupéré de <http://siteresources.worldbank.org/INTMEXICOINSPANISH/Resources/nogrowthwithoutequity.pdf>

Woldenberg, José. (2012). *Historia mínima de la transición democrática en México* [Format Kindle]. México D.F : El Colegio de México.

World Economic Forum (2019). *The Global Competitiveness Report 2019*. Récupéré de http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf

World Justice Project.

(2020a). What is the Rule of Law? Récupéré de <https://worldjusticeproject.org/about-us/overview/what-rule-law>

(2020b). Rule of Law Index 2020. Récupéré de https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP-ROLI-2020-Online_0.pdf

Zamora, Stephen et Ramon Cossio, Jose. (2006). Mexican Constitutionalism after Presidencialismo. *International Journal of Constitutional Law*, 4 :2, 424.

Zepeda Lecuona, Guillermo Raúl et Jiménez Rodríguez, Paola Guadalupe. (2019, 9 décembre). Impunidad en homicidio doloso en México: reporte 2019. *Este País*. Récupéré de https://estepais.com/tendencias_y_opiniones/impunidad-cero/impunidad-en-homicidio-doloso-en-mexico-reporte-2019/

Bibliographie sur la Chine :

Atkinson, Robert et Ezell, Stephen. (2012). *Innovation Economics: The Race for Global Advantage*. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

Baum, Richard. (1997). The road to Tiananmen: Chinese politics in the 1980s. Dans MacFarquhar, Roderick (dir.), *The Politics of China: The Eras of Mao and Deng* (p. 340-471). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Béja, Jean-Philippe. (2004). *A la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*. Paris : Seuil.

Bergère, Marie-Claire.

(1983). The Chinese bourgeoisie, 1911-37. Dans Fairbank, John King (dir.), *The Cambridge History of China, Volume 12: Republican China, 1912–1949, Part 1* (p. 722-825). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

(1989). Modernisation économique et société urbaine. Dans Bergère, Marie-Claire *et al.*, (dir.), *La Chine au XXe siècle : d'une révolution à l'autre (1895-1949)* (p. 295-323). Paris : Fayard.

(2007). *Capitalismes et capitalistes en Chine : des origines à nos jours*. Paris : Perrin.

(2013) *Chine, le nouveau capitalisme d'État* [Format Kindle]. Paris : Fayard.

Banque mondiale.

(2013). *China 2030: Building a modern, harmonious, and creative high-income society*. Washington, D.C. : The World Bank. Récupéré de

<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/China-2030-complete.pdf>

(2014) *Urban China: Toward Efficient, Inclusive and Sustainable Urbanization*. Washington, D.C. : The World Bank.

Brandt, Loren, Hsieh, Chang-tai et Zhu, Xiaodong. (2008). Growth and Structural Transformation in China [Format Kindle]. Dans Brandt, Loren et Rawski, Thomas G. (dir.). *China's Great Economic transformation* (p. 683-728). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Brandt, Loren, Ma, Debin et Rawski, Thomas G. (2014). From Divergence to Convergence: Reevaluating the History Behind China's Economic Boom. *Journal of Economic Literature*, 52(1), 45–123.

Brandt, Loren et Rawski, Thomas G. (2008). China's Great Economic Transformation [Format Kindle]. Dans Brandt, Loren et Thomas G. Rawski (dir.). *China's Great Economic transformation*. (p. 1-26) Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Brandt, Loren, Rawski, Thomas G. et Sutton, John. (2008). China's Industrial Development [Format Kindle]. Dans Brandt, Loren et Rawski, Thomas G. (dir.).

China's Great Economic transformation. (p. 569-632) Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Branstetter, Lee et Lardy, Nicholas (2008). *China's Embrace of Globalization* [Format Kindle]. Dans Brandt, Loren et Rawski, Thomas G. (dir.). *China's Great Economic transformation.* (p. 633-682) Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Brown, Kerry. (2016). *CEO, China: The Rise of Xi Jinping* [Format Kindle]. New York, N.Y. : Bloomsbury Academic.

Butler, Eamonn. (2018). *Introduction à l'école autrichienne d'économie.* Paris : Institut Coppet.

Cabestan, Jean-Pierre.

(1996). Un État de lois sans État de droit, *Revue Tiers Monde*, 37(147), 649-668.

(2014). *Le système politique chinois.* Paris : Presses de Sciences Po.

(2018). *Demain la Chine, démocratie ou dictature ?* Paris : Éditions Gallimard.

Chang Jung et Jon Halliday (2011). *Mao: The Unknown Story* [Format Kindle]. New York, N.Y. : Knopf Doubleday Publishing Group.

Chevrier, Yves. (1989). Des réformes à la révolution (1895-1913). Dans Bergère, Marie-Claire *et al.*, (dir.), *La Chine au XXe siècle : d'une révolution à l'autre (1895-1949)* (p. 87-121). Paris : Fayard.

ChinaFile. (8 novembre 2013). Document 9: A China File Translation. Récupéré de <http://www.chinafile.com/document-9-chinafile-translation>

Coase, Ronald et Wang, Ning. (2012). *How China became capitalist?* London, UK : Palgrave Macmillan.

Dickson, Bruce J.

(2008). *Wealth Into Power: The Communist Party's Embrace of China's Private Sector* [Format Kindle]. Cambridge, UK : Cambridge University Press.

(2016). *The dictator's dilemma. The Chinese Communist Party's Strategy for Survival.* Oxford, UK. Oxford University Press.

Dikotter, Frank.

(2008). *The Age of Openness: China before Mao*. Berkeley, California : University of California Press.

(2010). *Mao's Great Famine: The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-1962* [Format Kindle]. London, UK : Bloomsbury Publishing.

(2013). *The Tragedy of Liberation: A History of the Chinese Revolution, 1945-57*. London, UK : Bloomsbury Publishing.

(2016). *The Cultural Revolution: A People's History, 1962-1976* [Format Kindle]. London, UK : Bloomsbury Publishing.

Eastman, Lloyd E. (1986). Nationalist China during the Nanking decade 1927-1937. Dans Fairbank, John King et Feuerwerker, Albert (dir.), *The Cambridge History of China, Volume 13: Republican China, 1912-1949, Part 2* (p. 116-167). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

The Economist. (2012, 22 décembre). The song of Song. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/christmas-specials/2012/12/22/the-song-of-song>

The Economist. (2013, 2 novembre). The long weekend. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/china/2013/11/02/the-long-weekend>

The Economist. (2015, 12 septembre). Looking for ways to spend. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/china/2015/09/12/looking-for-ways-to-spend>

The Economist. (2017a, 18 mai). Xi Jinping is enjoying a “belt-and-road” glow. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/china/2017/05/18/xi-jinping-is-enjoying-a-belt-and-road-glow>

The Economist. (2017b, 23 septembre). China sets its sights on dominating sunrise industries. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/finance-and-economics/2017/09/23/china-sets-its-sights-on-dominating-sunrise-industries>

The Economist. (2017c, 14 octobre). Xi Jinping has been good for China's Communist Party; less so for China. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/briefing/2017/10/14/xi-jinping-has-been-good-for-chinas-communist-party-less-so-for-china>

The Economist. (2018, 15 novembre). What China talks about when it talks about stimulus. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/finance-and-economics/2018/11/15/what-china-talks-about-when-it-talks-about-stimulus>

The Economist. (2019a, 23 février). The story of China's economy as told through the world's biggest building. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/essay/2019/02/23/the-story-of-chinas-economy-as-told-through-the-worlds-biggest-building>

The Economist. (2019b, 29 août). China bans an independent think-tank critical of its policies. *The Economist*. Récupéré de <https://www.economist.com/china/2019/08/29/china-bans-an-independent-think-tank-critical-of-its-policies>

Economy, Elizabeth C. (2018). *The Third Revolution: Xi Jinping and the New Chinese State*. Oxford, UK. Oxford University Press.

Eichengreen, Barry *et al.* (2011). *When Fast Growing Economies Slow Down: International Evidence and Implications for the People's Republic of China*. Manila, Philippines : Asian Development. Récupéré de <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28913/economics-wp262.pdf>

Fairbank, John King et Goldman, Merle. (2006). *China: A new History*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

Fenby, Jonathan.

(2009). *Modern China: The Fall and Rise of a Great Power, 1850 to the Present*. London, UK : Penguin Books.

(2017). *Will China Dominate the 21st Century?* Cambridge, UK : Polity Press.

Fewsmith, Joseph.

(1997). Reaction, resurgence, and succession: Chinese politics since Tiananmen. Dans MacFarquhar, Roderick (dir.), *The Politics of China: The Eras of Mao and Deng* (p. 472–531). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

(2008). *China Since Tiananmen: From Deng Xiaoping to Hu Jintao*. Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Freedom House.

(2020b). China. Récupéré de <https://freedomhouse.org/country/china/freedom-world/2020>

(2020c). China. Récupéré de <https://freedomhouse.org/country/china>

Fukuyama, Francis. (2012, 10 mai). China has banished Bo but not the ‘bad emperor’ problem. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/c71ff938-99c9-11e1-aa6d-00144feabdc0>

Gasster, Michael. (1980). The Republican Revolutionary Movement. Dans Fairbank, John King et Liu, Kwang-Ching (dir.). *The Cambridge History of China, Volume 11: Late Ch'ing 1800–1911, Part 2* (p. 463-534). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Gewirtz, Julian. (2017). *Unlikely Partners: Chinese Reformers, Western Economists, and the Making of Global China* [Format Kindle]. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

Guiheux, Gilles. (2018). *La République populaire de Chine : Histoire générale de la Chine (1949 à nos jours)*. Paris : Les Belles Lettres.

Hale, Thomas, Liu, Xinning et Yang, Yuan. (2020, 17 avril). China’s economy shrinks for first time in four decades. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/8f941520-67ad-471a-815a-d6ba649d22ed>

Hancock, Tom. (2019, 13 mai). Xi Jinping’s China: why entrepreneurs feel like second-class citizens. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/fcb06530-680a-11e9-9adc-98bf1d35a056>

Harding, Robin. (2020, 28 juillet). Japan treads a careful path in its dealings with China. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/6d1f3280-c225-4893-a5b0-e79d3e208e81>

Hsü, Immanuel C. Y. (1995). *The Rise of Modern China*. Oxford, UK. Oxford University Press.

Ichiko, Chuzo. (1980). Political and institutional reform, 1901-11. Dans Fairbank John King et Liu, Kwang-Ching (dir.). *The Cambridge History of China, Volume 11: Late Ch'ing 1800–1911, Part 2* (p. 375-415). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Jamrisco, Michelle *et al.* (2019, 22 janvier). These Are the World's Most Innovative Countries. *Bloomberg*. Récupéré de <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-01-22/germany-nearly-catches-korea-as-innovation-champ-u-s-rebounds>

Jansen, Marius. (1980). Japan and the Chinese Revolution of 1911. Dans Fairbank John King et Liu, Kwang-Ching (dir.). *The Cambridge History of China, Volume 11: Late Ch'ing 1800–1911, Part 2* (p. 339-374). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Johnson, Steve. (2019, 19 décembre). Offshoring slows as wages rise in some merging economies. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/258213ac-181c-11ea-b869-0971bffa109>

Kehoe, Timothy J. et Ruhl, Kim J. (2010) Why have economic reforms in Mexico not generated growth? *Journal of Economic Literature*, 48(4), 1005-1027.

Kroeber, Arthur. (2016). *China's Economy: What Everyone Needs to Know*. Oxford, UK. Oxford University Press.

Lam, Willy.

(1989). *The Era of Zhao Ziyang: Power Struggle in China, 1986-88*. Victoria, British Columbia, Canada : A.B. Books & Stationery.

(1995). *China after Deng Xiaoping: The Power Struggle in Beijing Since Tiananmen*. Hoboken, New Jersey : Wiley

(1999). *The Era of Jiang Zemin*. Upper Saddle River, New Jersey : Prentice Hall.

(2006). *Chinese Politics in the Hu Jintao Era: New Leaders, New Challenges*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.

(2015). *Chinese Politics in the Era of Xi Jinping: Renaissance, Reform, or Retrogression?* Abingdon, United Kingdom : Routledge.

Lardy, Nicholas.

(1987a). Economic recovery and the 1st Five-Year Plan. Dans MacFarquhar, Roderick et Fairbank, John King (dir.). *The Cambridge History of China, Volume 14, The People's Republic, Part 1: The Emergence of Revolutionary China 1949-1965* (p. 144-184). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

(1987b). The Chinese economy under stress, 1958-1965. Dans MacFarquhar, Roderick et Fairbank, John King (dir.). *The Cambridge History of China, Volume 14, The People's Republic, Part 1: The Emergence of Revolutionary China 1949-1965* (p. 360-397). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

(2014). *Markets Over Mao: The Rise of Private Business In China* [Format Kindle]. Washington, D.C. : Peterson Institute for International Economics.

(2019). *The State Strikes Back: The End of Economic Reform in China?* [Format Kindle]. Washington, D.C. : Peterson Institute for International Economics.

Li, Cheng. (2010). Introduction: The Rise of the Middle Class in the Middle Kingdom [Format Kindle]. Dans Li, Cheng (dir.), *China's Emerging Middle Class. Beyond Economic Transformation* (p. 3-31). Washington, D.C. : Brookings Institution Press.

Lieberthal, Kenneth. (2004). *Governing China: From Revolution Through Reform*. New York, N.Y. : W. W. Norton.

McGregor, Richard. (2010). *The Party: The Secret World of China's Communist Rulers*. New York, N.Y. : HarperCollins.

MacFarquhar, Roderick. (1997). The Succession to Mao and the end of Maosim, 1969-82. Dans MacFarquhar, Roderick (dir.), *The Politics of China: The Eras of Mao and Deng* (p. 248-339). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

MacFarquhar, Roderick et Schoenhals, Michael. (2006). *Mao's Last Revolution* [Format Kindle]. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

Magnus, George. (2018). *Red Flags: Why Xi's China is in Jeopardy* [Format Kindle]. New Haven, Connecticut: Yale University Press.

Meissner, Werner.

(1989). Le mouvement des idées politiques et l'influence de l'Occident. Dans Bergère, Marie-Claire *et al.*, (dir.), *La Chine au XXe siècle : d'une révolution à l'autre (1895-1949)* (p. 325-56). Paris : Fayard.

(1990). La voie orthodoxe (1949-1955). Dans Bergère, Marie-Claire *et al.*, (dir.). *La Chine au XXe siècle : de 1949 à aujourd'hui* (p. 9-33). Paris : Fayard.

Miller, Alice. (2011). Dilemmas of globalization and governance. Dans MacFarquhar, Roderick (dir.). *The Politics of China: Sixty Years of The People's Republic of China* (p. 528-599). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Von Mises, Ludwig. (1962). *Planning for Freedom*. South Holland, Illinois : Libertarian Press.

Mitchell, Tom et Clover, Charles. (2018, 25 février). China poised to end two-term limit on presidency. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/a99120f8-1a07-11e8-aaca-4574d7dabfb6>

Mitchell, Tom et Yang, Yuan. (2018, 17 décembre). Xi challenged over direction of China's economic reforms. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/88f41b1c-01c8-11e9-99df-6183d3002ee1>

Naughton, Barry. (2007). *The Chinese Economy: Transitions and Growth*. Cambridge, Massachusetts, United States : The MIT Press.

O'Donnell, Guillermo. (2001). Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines, *Revue internationale de politique comparée*, 8(2), 199-224.

OECD. (2017). OECD Economic Survey: China. Overview. Récupéré de <https://www.oecd.org/eco/surveys/china-2017-OECD-economic-survey-overview.pdf>

Paulès, Xavier. (2019). *La République de Chine (1912-1949)*. Paris : Les Belles Lettres.

Pei, Minxin.

(2008). *China's Trapped Transition: The Limits of Developmental Autocracy*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

(2012, 23 janvier). Remembering Deng in our era of crony capitalism. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/98bba018-4386-11e1-adda-00144feab49a>

(2016). *China's Crony Capitalism*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

Pettis, Michael. (2013). *Avoiding the Fall: China's Economic Restructuring*. Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace.

Rajah, Jothie. (2012). *Authoritarian Rule of Law. Legislation, Discourse and Legitimacy in Singapore*. New York: Cambridge University Press.

Schell, Orville et Delury, John. (2013). *Wealth and Power: China's Long March to the Twenty-First Century* [Format Kindle]. Boston, Massachusetts : Little, Brown Book Group.

Shambaugh, David.

(2008). *China's Communist Party Atrophy and Adaptation*. Berkeley, California :

University of California Press.

(2015, 6 mars). The Coming Chinese Crackup. *The Wall Street Journal*. Récupéré de <https://www.wsj.com/articles/the-coming-chinese-crack-up-1425659198>

(2016). *China's Future* [Format Kindle]. Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons.

Shirk, Susan L. (1993). *The political logic of economic reform* [Format Kindle]. Berkeley, California : University of California Press.

Teiwes, Frederick C. (2011). The establishment and consolidation of the new regime, 1949-1957. Dans MacFarquhar, Roderick (dir.). *The Politics of China: Sixty Years of The People's Republic of China* (p. 5-86). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Tamanaha, Brian Z. (2014). *On the Rule of Law. History, Politics, Theory*. Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Transparency International (2020). Corruption Perception Index. Récupéré de <https://www.transparency.org/en/cpi>

Vogel, Ezra. (2011). *Deng Xiaoping and the Transformation of China*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

Walder, Andrew G. (2015). *China Under Mao*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.

Weinland, Don et Yu, Sun (2020, 17 janvier). China's GDP grows at slowest pace in 29 years. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/62524508-3825-11ea-a6d3-9a26f8c3cba4>

Wildau, Gabriel. (2015, 4 mai). China's 'migrant miracle' nears an end as cheap labour dwindles in Shanghai. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/211df974-ee47-11e4-98f9-00144feab7de>

World Economic Forum (2019). The Global Competitiveness Report 2019. Récupéré de http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf

World Justice Project. (2020b). Rule of Law Index 2020. Récupéré de https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP-ROLI-2020-Online_0.pdf

Yang, Dali L. (2004). *Remaking the Chinese Leviathan: Market Transition and the Politics of Governance in China*. Stanford, California : Stanford University Press.

Yang, Yuan. (2020, 15 janvier). US tech backlash forces China to be more self-sufficient. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/c6993200-1ff3-11ea-b8a1-584213ee7b2b>

Young, Ernest P. (1983). Politics in the Aftermath of Revolution: the Era of Yuan Shih k'ai, 1912-16. Dans Fairbank, John King (dir.), *The Cambridge History of China, Volume 12: Republican China, 1912–1949, Part 1* (p. 209-258). Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Yu, Sun et Shepherd, Christian (2019, 19 décembre). Chinese universities' Communist party tilt sparks student backlash. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/ee569b46-2202-11ea-b8a1-584213ee7b2b>

Zheng, Yongnian. (2014) *Contemporary China: A History Since 1978*. Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons.

Zhu, Xiaodong. (2012). Understanding China's Growth: Past, Present, and Future. *Journal of Economic Perspectives*, 26 (4), 103–24.

Žižek, Slavoj. (2015, 1er février). Capitalism has broken free of the shackles of democracy. *Financial Times*. Récupéré de <https://www.ft.com/content/088ee78e-7597-11e4-a1a9-00144feabdc0>